

PLAN LOCAL D'URBANISME DE VRIGNY

Rapport de Présentation

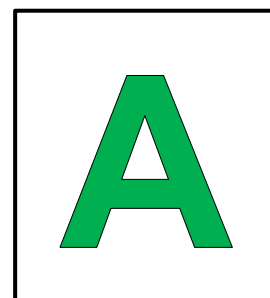
Transmission en Sous-Préfecture en annexe de la
délibération du 13 février 2020 approuvant l'élaboration
du PLU de VRIGNY.

Vu pour être annexé à la délibération
du

Approuvant l'élaboration
du Plan Local d'Urbanisme

Pour la Présidente,
Pierre GEORGIN

Vice-Président





**AGENCE
D'URBANISME**

Région
de Reims

DÉVELOPPEMENT & PROSPECTIVE

A0. PRÉAMBULE	3
LE CONTEXTE JURIDIQUE ///	5
PRINCIPES DIRECTEURS DE L'URBANISME ///	7
HISTORIQUE DE LA PLANIFICATION COMMUNALE ///	9
LE CONTENU DU P.L.U. ///	9
RAPPORTS DE COMPATIBILITE ET DE PRISE EN COMPTE DU P.L.U. SELON LA HIERARCHIE DES NORMES ///	13
AUTRES DOCUMENTS ///	23
LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE ///	27
A1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC	29
POSITION GÉOGRAPHIQUE ET CADRE GÉNÉRAL ///	31
DYNAMIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES ///	36
L'HABITAT ET LA MIXITÉ SOCIALE ///	41
LA POPULATION ACTIVE, L'EMPLOI ET LE TISSU ÉCONOMIQUE ///	47
LES MODES DE TRANSPORT ET LA MOBILITÉ ///	56
LE CADRE DE VIE ET LES FONCTIONS URBAINES ///	61
SYNTHÈSE DES ENJEUX TERRITORIAUX ///	65
A2. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	67
LES CARACTÉRISTIQUES GÉOPHYSIQUES ET RISQUES NATURELS ///	69
GEOLOGIE ///	71
PEDOLOGIE ///	72
LES RISQUES ASSOCIES ///	74
HYDROGEOLOGIE ///	77
LE BASSIN VERSANT DE LA VESLE ///	79
LE CONTEXTE CLIMATIQUE ///	81
PRESSIONS ANTHROPIQUES SUR LES RESSOURCES ET LE CADRE DE VIE ///	85
ENERGIE, QUALITE DE L'AIR ET EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE ///	85
QUALITE DE L'EAU ///	90
RISQUES TECHNOLOGIQUES ///	95
NUISANCES SONORES ///	97
GESTION DES DECHETS ///	100
PAYSAGE, PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHITECTURAL ///	103
PAYSAGE ///	103
DEVELOPPEMENT URBAIN ET CONSOMMATION DES ESPACES ///	117
MORPHOLOGIE URBAIN : FORMES URBAINES ET MIXITE ///	124
LE PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE ///	143
OCCUPATION DU SOL ///	147
TYPOLOGIE DES ESPACES ///	147
LES ESPACES NATURELS ET FORESTIERS ///	151
LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE DES ESPACES ARTIFICIALISES ///	156
MILIEUX NATURELS REMARQUABLES, BIODIVERSITE ET FONCTIONNEMENT ECOLOGIQUE ///	158
RESERVOIRS DE BIODIVERSITE A PROTEGER ///	158
ZONES HUMIDES ///	164
BIODIVERSITE ///	167
FONCTIONNEMENT ECOLOGIQUE ///	168

A3. JUSTIFICATIONS DES CHOIX.....	175
AVANT-PROPOS///	176
EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD) ///	178
JUSTIFICATIONS DES OBJECTIFS CHIFFRES DE MODERATION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS ET DE LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN ///	191
JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ///	198
JUSTIFICATIONS RELATIVES AUX ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP) ///	242
A4. INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU.....	253
IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ///	255
INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT POUR LE SECTEUR DE DEVELOPPEMENT CHOISI ///	266
CONCLUSION ///	270
A5. LES INDICATEURS DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU.....	271
A6. ANNEXES.....	277
A7. ADAPTATIONS DU PLU REALISEES APRES ENQUETE PUBLIQUE	295

PRÉAMBULE

A0

PRÉAMBULE ///

LE CONTEXTE JURIDIQUE ///

Le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) est un document stratégique et opérationnel. Au-delà du seul droit des sols, il définit un projet global d'aménagement de la commune pour les 10 prochaines années et cela dans une perspective de Développement Durable. Ce plan est établi en compatibilité avec les documents de portée normative supérieure, les grandes orientations du Schéma de Cohérence de la Région Rémoise (approuvé le 17 décembre 2016).

Comme tous les documents d'urbanisme, le P.L.U. est établi en application des dispositions législatives et réglementaires du Code de l'Urbanisme. Le contexte législatif a largement évolué ces dernières années.

La loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (S.R.U.) du 13 décembre 2000 a profondément réformé les documents de planification urbaine. Plus de trente ans après la loi d'orientation foncière de 1967, le législateur organise le passage du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) vers le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.). Ce nouveau document d'urbanisme permet de fonder une politique locale d'aménagement, tout en conservant sa vocation de gestionnaire de l'espace.

La Loi Urbanisme et Habitat (L.U.H.) du 2 juillet 2003 a modifié le contenu des P.L.U. ainsi que la fonction du Projet d'Aménagement de Développement Durables (P.A.D.D.) en distinguant les orientations d'aménagement de ce dernier. Le décret du 9 juin 2004 ne constitue qu'un toilettage réglementaire du code suite à l'adaptation de la L.U.H.

Les Lois Grenelle de l'environnement ont renforcé la prise en compte des problématiques environnementales dans les P.L.U.

La Loi portant engagement national pour l'environnement (E.N.E.) n°2010-788 du 12 juillet 2010 dite « Grenelle II » constitue le second volet de la mise en œuvre législative du Grenelle de l'environnement.

La loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, dite « Grenelle I » du 3 août 2009 ayant déterminé les objectifs en matière environnementale, la Loi E.N.E. énumère les dispositions pratiques pour la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement. Cette loi entame notamment une modification importante du Code de l'Urbanisme pour l'adapter aux exigences d'un développement urbain durable. Elle décline thème par thème, les objectifs entérinés par le premier volet législatif du Grenelle I.

Elle aborde 6 chantiers majeurs :

- amélioration énergétique des bâtiments et harmonisation des outils de planification ;
- changement essentiel dans les domaines des transports ;
- réduction des consommations d'énergie et du contenu en carbone de la production ;
- préservation de la biodiversité ;
- maîtrise des risques, traitement des déchets et préservation de la santé ;

- mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance écologique et fondement d'une consommation et d'une production plus durables.

En matière de Plan Local d'Urbanisme, cette loi impose de nouveaux objectifs, notamment pour:

- réduire la consommation de l'espace ;
- améliorer la performance énergétique ;
- diminuer les obligations de déplacements ;
- réduire les émissions de gaz à effet de serre.

L'ordonnance n°2012/11 du 5 janvier 2011 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme a été prise sur le fondement de l'article 22 de la loi Grenelle II.

La Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (A.L.U.R.) du 24 mars 2014 s'inscrit dans la continuité du Grenelle et approfondit notamment la nécessité de modérer la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. Cette Loi introduit la disparition programmée des POS (caducs si non transformés en P.L.U.) et un nouveau contenu au P.L.U. à travers des modifications apportées au Code de l'Urbanisme (notamment des articles L121-1 et L123-1 et suivant du C.U.). Par exemple : des objectifs chiffrés de modération de consommation d'espace doivent désormais être inscrits dans le P.A.D.D. De plus, le contenu du règlement est largement modifié avec la suppression de la superficie minimale des parcelles ou encore la disparition du Coefficient d'Occupation des Sols...

Le Décret n° 2015-1782 du 28 décembre 2015 modifiant diverses dispositions de la partie réglementaire du code de l'urbanisme et le Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, sont parus au JO du 29 décembre 2015, p. 24529 et p. 24530. Ces Décrets s'attèlent à la recodification du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu des P.L.U. visant notamment à simplifier le règlement et à permettre le développement d'un urbanisme de projet.

Dans la mesure où la procédure d'élaboration a été initiée avant le 1^{er} janvier 2016, la collectivité dispose du droit d'option d'appliquer ou non les dispositions issues de ce Décret. Considérant l'état d'avancement du projet de P.L.U. à la date d'entrée en vigueur de ce Décret (au 1^{er} janvier 2016), le P.L.U. intègre ces dispositions.

L'évolution du contexte législatif et réglementaire est permanente... La Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) apporte notamment des précisions sur le principe d'inconstructibilité dans les zones agricoles, naturelles et forestières.

PRINCIPES DIRECTEURS DE L'URBANISME ///

(Extraits du code de l'urbanisme)

Selon l'article L101-1 (Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015):

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L101-2 : Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Article L101-3 : « La réglementation de l'urbanisme régit l'utilisation qui est faite du sol, en dehors des productions agricoles, notamment la localisation, la desserte, l'implantation et l'architecture des constructions.

La réglementation de l'urbanisme régit l'utilisation du sol sur l'ensemble du territoire français, à l'exception des collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution, de la Nouvelle-Calédonie et des Terres australes et antarctiques françaises, conformément aux dispositions spécifiques régissant ces territoires. »

Article L151-1 :

« Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles L.101-1 à L.101-3
Il est compatible avec les documents énumérés à l'article L. 131-4 et prend en compte ceux énumérés à l'article L. 131-5 ».

Article L. 151-2

Le plan local d'urbanisme comprend :

- 1° Un rapport de présentation ;
- 2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;
- 3° Des orientations d'aménagement et de programmation ;
- 4° Un règlement ;
- 5° Des annexes.

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique.

Principe du développement durable : définition de l'INSEE

Le développement durable est « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs », citation de Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre norvégien (1987). En 1992, le Sommet de la Terre à Rio, tenu sous l'égide des Nations unies, officialise la notion de développement durable et celle des trois piliers (économie/écologie/social) : un développement économiquement efficace (viable), socialement équitable et écologiquement soutenable (vivable).

Selon le cadre, un projet territorial de développement durable répond à 5 finalités de manière concomitante :

- La lutte contre le changement climatique et la pollution atmosphérique ;
- La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;
- La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;
- L'épanouissement de tous les êtres humains ;
- Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.



Le projet de Vriigny doit rechercher ce développement. Ce principe de développement durable est traduit dans le P.A.D., expression du projet de la collectivité.

HISTORIQUE DE LA PLANIFICATION COMMUNALE ///

Projet publié le :	Approuvé le :
22/05/1984	11/07/1989

Révisions		Modifications Simplifiées	Mise à jour
Projet arrêté le :	Approuvé le:	Approuvé le:	Arrêté du:
	23/12/2005		18/11/1996 14/03/2013

Prescription du présent projet
25/02/2015

En application de l'article L174-3 du Code de l'Urbanisme, le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de Vrigny est caduc depuis le 27 mars 2017. A compter de cette date, le Règlement National d'Urbanisme mentionné aux articles L111-1 et L422-6 s'est appliqué sur le territoire communal dans l'attente de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme.

LE CONTENU DU P.L.U. ///

Le Rapport de Présentation (document A)

Le rapport de présentation, en application de l'article L151-4 du CU doit expliquer les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement du Plan Local d'Urbanisme. Pour ce faire :

« S'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services (...) ».

« (...) Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques ».

« Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités ».

Ainsi en application du R151-1 et du R151-2 du CU, le rapport comprend les volets suivants :

- **Les principales conclusions du diagnostic territorial** notamment des besoins identifiés.
- **Une analyse de l'état initial de l'environnement** notamment les enjeux de préservation.
- **Une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers** au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales dans une section consacrée à **l'analyse des capacités de densification**.
- L'explication des choix **retenus** pour établir le P.A.D.D. les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement dans le corpus « **justification des choix retenus** », expose notamment les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables.
- **Incidences sur l'environnement** expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre.
- **Indicateur de suivi pour l'évaluation du P.L.U.**

Le rapport de présentation est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux de la zone considérée.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (document B)

Document récemment créé par la loi S.R.U. et dont le contenu a été refondu par la L.U.H., il présente et fixe la politique locale d'aménagement de la commune pour les années à venir. Ce document est la traduction du projet urbain de la commune.

Le Code de l'Urbanisme précise que le "P.A.D.D. définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune". Il définit les **objectifs chiffrés de modération de consommation d'espace**.

Les Orientations d'aménagement et de programmation (document C)

La S.R.U., modifiée par la L.U.H., prévoit que le P.L.U. soit assorti d'orientations relatives à des quartiers ou secteurs en vue de prévoir des actions spécifiques et cohérentes avec le P.A.D.D. Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics. Ces orientations d'aménagement et les schémas doivent être établis en cohérence avec le P.A.D.D.

De plus, les orientations d'aménagement s'inscrivent en complémentarité du règlement en proposant un parti d'aménagement pour un secteur, un site, un quartier. Cette complémentarité interdit toute confusion. Ce qui relève du domaine réglementaire figure dans le règlement.

Les orientations d'aménagement peuvent épauler le règlement. Elles traduisent les intentions locales et précisent par voie notamment graphique les principes d'aménagement retenus sur chacun des sites de projet. Il s'agit bien de rechercher un rapport de compatibilité avec tous les travaux ou autorisations du droit des sols.

Le Règlement (documents D1, D2a, D2b et D3)

Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L. 101-1 à L. 101-3. Le règlement est constitué d'une partie écrite et d'une partie graphique, laquelle comporte un ou plusieurs documents.

Règlement littéral (Document D1)

Le règlement précise :

- L'affectation des sols en délimitant 4 types de zones à savoir les zones urbaines (dites zones U), les zones à urbaniser (dites zones AU), les zones agricoles de richesses agronomiques, biologiques ou économiques (dites zone A) et les zones naturelles et forestières (dites zones N),
- Les règles d'utilisation des sols à l'intérieur de chacune des zones.

Les règles peuvent porter sur :

- Affectation des sols et destination des constructions (L151-9 à L151-16 du CU)
- Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère (L151-17 à L151-37 du CU)
- Equipements, réseaux et emplacements réservés (L151-38 à L151-42 du CU)

Les Règlements graphiques (Documents D2a, D2b et D3)

Les documents graphiques indiquent le champ d'application du règlement par la localisation des zones (U, AU, A et N) et des différentes prescriptions s'il y a lieu tels :

- Les espaces boisés classés,
- Les éléments de paysage au titre du L151-23 du CU.
- Les emplacements réservés, en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires,
- ...

En application du R151-11 : « Lorsqu'une règle fait exclusivement l'objet d'une représentation dans un document graphique, la partie écrite du règlement le mentionne expressément ».

Les Annexes (documents E1 et E2)

Composées de documents graphiques et écrits, elles comprennent à titre informatif divers documents :

- Les annexes sanitaires,
- Les annexes documentaires (ex : protections sonores),
- Les servitudes d'utilité publique.

Les textes relatifs à ces servitudes sont consultables dans le Document E1, chapitre "servitudes d'utilité publique" et également le Document E2 : plan des "servitudes d'utilité publique".

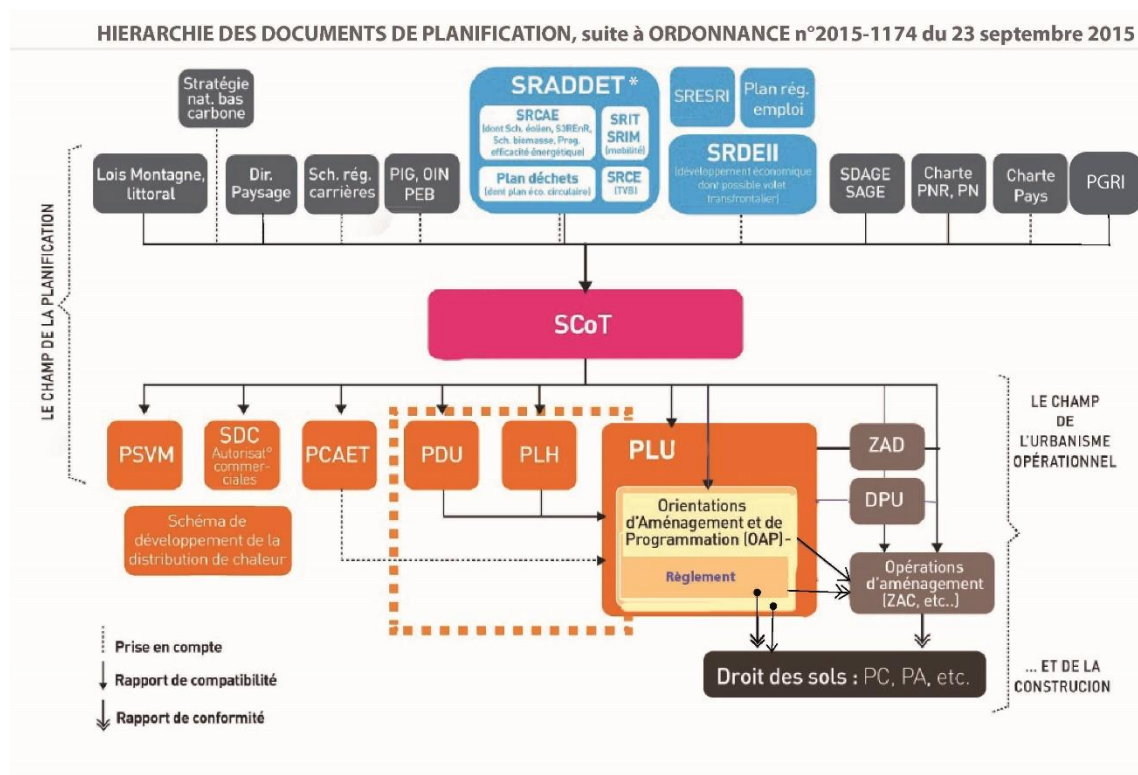
RAPPORTS DE COMPATIBILITE ET DE PRISE EN COMPTE DU P.L.U. SELON LA HIERARCHIE DES NORMES///

Les politiques publiques à l'œuvre sur le territoire et les démarches de coopération des acteurs locaux révèlent des enjeux communs bien que traités selon différents angles. C'est pourquoi, dans un souci de mise en cohérence et d'application locale, le législateur prescrit l'obligation d'assurer la compatibilité du contenu du P.L.U. avec les documents de norme juridique supérieure et de prendre en compte de certains autres (les termes de compatibilité et de prise en considération ayant une valeur juridique fondamentalement différente).

Le rapport de compatibilité exige que les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions d'un document de rang supérieur.

En complément, le code de l'urbanisme prévoit la notion de « prise en compte », moins stricte que celle de compatibilité, elle implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document.

Le schéma ci-après illustre la hiérarchisation des documents de planification et présente un S.CO.T. dit « intégrateur », c'est-à-dire compatible et ayant pris en compte les documents d'ordre supérieur.



**Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) est un nouveau document de planification intégrant des documents existants (SRCAE, S.R.C.E....). Ce document est en cours d'élaboration.*

Le P.L.U. doit être compatible avec le S.Co.T.

En application de l'article L131-4 du Code de l'urbanisme le P.L.U. de la collectivité doit ainsi être compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Rémoise approuvé en date du 17 décembre 2016.

1) Définition et contenu du S.Co.T.

Le Schéma de Cohérence Territoriale est un document d'urbanisme qui détermine à l'échelle du Pays Rémois (126 communes), un projet de territoire visant à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles.

Il fixe les objectifs des politiques publiques : urbanisme, logement, transports et déplacements, implantation commerciale, équipements structurants, développement économique, touristique et culturel, développement des communications électroniques, qualité paysagère, protection et mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers et des paysages, préservation des ressources naturelles, préservation et mise en valeur des ressources naturelles, lutte contre l'étalement urbain, préservation et remise en bon état des continuités écologiques.

Le P.A.D.D. du S.Co.T. révisé ambitionne de relever 3 grands défis :

DEFIS	AMBITIONS
Répondre aux besoins résidentiels et économiques en modérant la consommation des espaces	Bassin de vie solidaire
Définir un équilibre entre un développement métropolitain comme de proximité et un fonctionnement écologique du territoire	Bassin de vie attractif
Articuler les choix de développement et la maîtrise des mobilités	Bassin de vie responsable

L'orientation et les objectifs du P.A.D.D. du S.Co.T. s'articulent autour de 4 principes directeurs :

- Des polarités de développement axées sur des bassins de vie dotés en emplois, en logements et en équipements et services
- Le maillage du territoire autour d'armatures urbaine et commerciale (rééquilibrage territorial)
- La modération de la consommation des espaces agricoles et naturels
- La mise en place d'un système de déplacement multimodal

Le Document d'Orientations et d'Objectifs (D.O.O.) propose un « nouveau MODELE » de développement urbain mettant en synergie des RESEAUX sur ce bassin de 1300 km² de surface réunissant 126 communes :

- Réseau urbain : support d'une urbanisation équilibrée et économe en espace ;
- Réseau économique et commercial : facteurs de dynamisation et d'attractivité Territoriale ;
- Réseau agricole : facteur de compétitivité locale ;

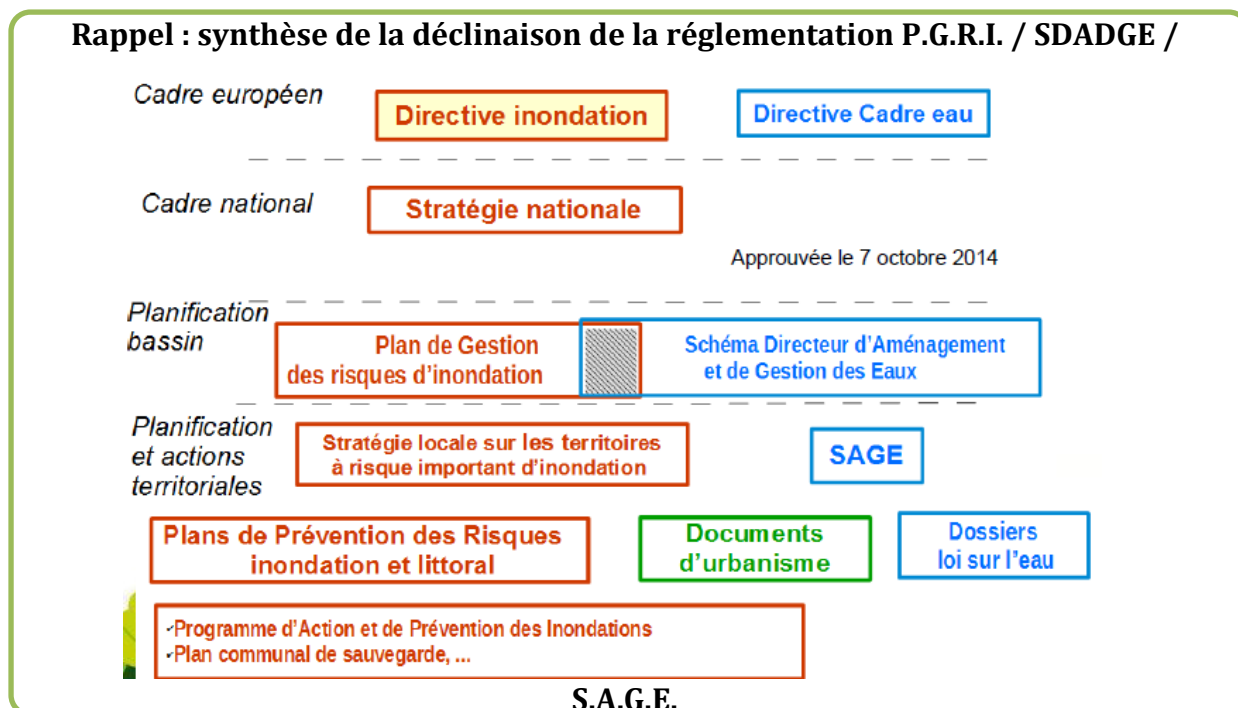
- Réseau vert et bleu : vecteur de préservation des ressources naturelles et valorisation du cadre de vie ;
- Réseau de mobilité.

Grandes orientations du DOO	Les objectifs fixés
OBJECTIF 1. Réseau urbain	-Renforcer l'armature urbaine et veiller à son organisation équilibrée -Optimisation des ressources foncières -Modération de la consommation des espaces -Accompagner le parcours résidentiel
OBJECTIF 2. Réseau économique et commercial	-Assurer un développement économique équilibré et diversifié -Renforcer la qualité des ZAE -Préciser les implantations préférentielles des commerces -Encadrer le développement commercial et artisanal (DAAC)
OBJECTIF 3. Réseau agricole	-Reconnaître et valoriser la multifonctionnalité de l'agri-viticulture -Faire de l'espace agri-viticole une composante éco-paysagère
OBJECTIF 4. Réseau vert et bleu	-Valoriser le cadre de vie par des aménagements de « cœurs nature » -Protéger et gérer durablement les ressources -Réduire l'exposition de la population aux nuisances et aux pollutions -Se prémunir faces aux risques majeurs.
OBJECTIF 5. Réseau de mobilité	-Axer le développement urbain sur la mobilité durable -Organiser les conditions d'une mobilité alternative à l'autosolisme -Organiser le rabattement autour des lieux privilégiés de dessertes

2) Rapports de compatibilité et de prise en compte du S.Co.T. avec les documents de rangs supérieurs

Le S.Co.T. est compatible avec l'ensemble des documents de rangs supérieurs suivants :

- Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (S.D.A.G.E.).**
- Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (S.A.G.E.).**
- Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondations pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7, lorsque ces plans sont approuvés (P.G.R.I.).**



Source : DDT 51

Le S.Co.T. prend en compte, en autres, l'ensemble des documents de rangs supérieurs suivants :

- D) Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la région Champagne Ardenne.**
- E) Le Plan Climat Air-Energie Régional de Champagne-Ardenne.**

A) Le Schéma Directeur de l'Aménagement et la Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.). Seine -Normandie

Le S.D.A.G.E. en vigueur est un plan de gestion traçant pour les six prochaines années, les priorités politiques de gestion durable de la ressource en eau sur le bassin. Il vise l'atteinte du bon état écologique pour 62% des rivières (contre 39% actuellement) et 28% de bon état chimique pour les eaux souterraines.

Le S.D.A.G.E. en vigueur compte 44 orientations et 191 dispositions qui sont organisées autour de grands défis comme :



- la diminution des pollutions ponctuelles ;
- la diminution des pollutions diffuses ;
- la protection de la mer et du littoral ;
- la restauration des milieux aquatiques ;
- la protection des captages pour l'alimentation en eau potable ;
- la prévention du risque d'inondation.

Les dispositions législatives confèrent au S.D.A.G.E. sa portée juridique dans la mesure où les décisions administratives dans le domaine de l'eau et les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendues compatibles dans un délai de trois ans avec ses orientations et dispositions.

B) Le Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) « Aisne-Vesle-Suippe »

La Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) impose l'élaboration d'un S.A.G.E. chaque fois que cela s'avère nécessaire pour atteindre les objectifs fixés par le S.D.A.G.E. Cette Loi renforce la Loi n°2004-338 du 21 avril 2004 en imposant la compatibilité des documents d'urbanisme avec le S.D.A.G.E. et le S.A.G.E.

Le S.A.G.E. Aisne Vesle Suippe couvre 3096 km² et concerne 277 communes des départements de la Marne, des Ardennes et de l'Aisne. (Arrêté du périmètre le 16/01/2004). Le territoire du S.A.G.E. correspond au bassin versant de l'Aisne entre la confluence avec la Suippe et la confluence avec la Vesle, additionné de 9 communes du bassin versant de l'Aisne en amont de la confluence avec la Suippe pour un enjeu lié à l'eau potable (un captage situé sur la commune d'Avaux étant destiné à compléter l'alimentation en eau potable pour l'ex Communauté d'Agglomération de Reims). Le S.A.G.E. est un outil de planification à portée réglementaire fixant les orientations d'une politique de l'eau globale et concertée, sur une unité hydrographique cohérente, tant en termes d'actions que de mesures de gestion. Il détermine les modalités d'utilisation et de protection des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques.

Le S.A.G.E. est élaboré par la Commission Locale de l'Eau (la CLE). L'arrêté de composition de la commission locale de l'eau a été signé par le préfet de la Marne le 4 mai 2005, par le préfet des Ardennes le 23 mai 2005 et par le préfet de l'Aisne le 9 juin 2005.

Le S.A.G.E. « Aisne Vesle Suippe » a été approuvé le 16 décembre 2013. L'État des lieux a été validé en avril 2009, la stratégie votée en novembre 2010. Quant au projet, il fut finalisé en 2012.

Les 7 enjeux définis sont :

- Gestion quantitative de la ressource en période d'étiage,
- Amélioration de la qualité des eaux souterraines,
- Amélioration de la qualité des eaux superficielles,
- Préservation et sécurisation de l'alimentation en eau potable,
- Préservation et restauration de la qualité des milieux aquatiques et humides,
- Inondations et ruissellement,
- Gestion des ouvrages hydrauliques.

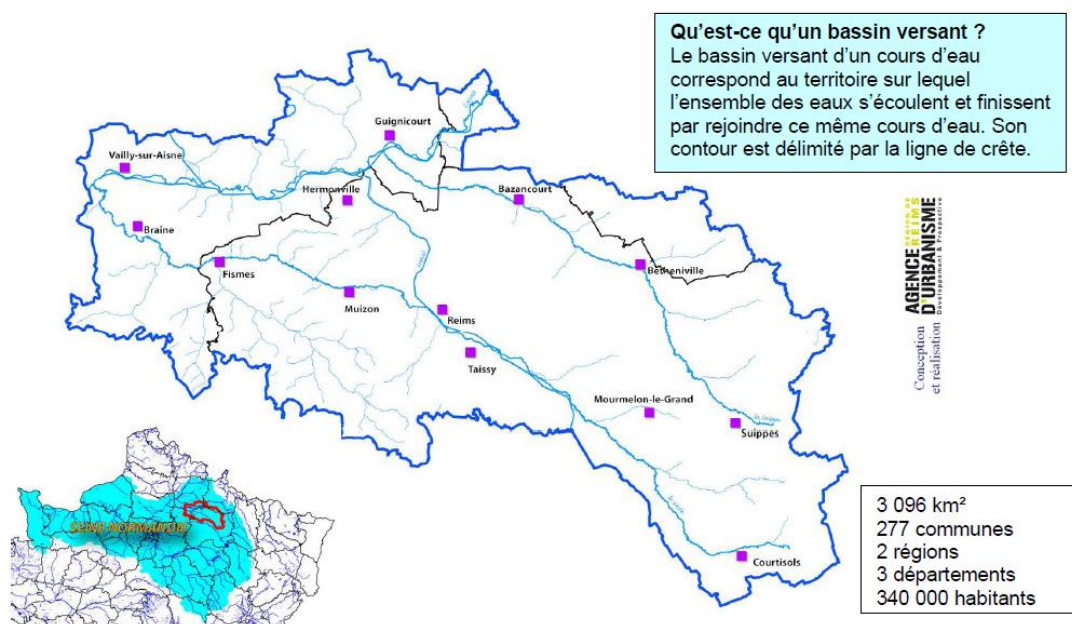
Les objectifs poursuivis sont :

- Satisfaire les besoins des usagers en maintenant le bon état quantitatif des eaux souterraines demandé par la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE),
- Maintenir la vie dans les cours d'eau,

- Atteindre le bon état chimique des eaux souterraines demandé par la DCE et défini dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.),
- Atteindre le bon état chimique et écologique des eaux superficielles demandé par la DCE et défini dans le S.D.A.G.E.,
- Préserver ou reconquérir la qualité des eaux brutes,
- Satisfaire les besoins en eau potable d'un point de vue qualitatif et quantitatif,
- Atteindre le bon état écologique demandé par la DCE et défini dans le S.D.A.G.E. vis-à-vis des conditions hydromorphologiques,
- Protéger les espèces patrimoniales,
- Préserver les zones humides,
- Réduire le risque d'inondations et de coulées de boues

Un 11^{ème} objectif a été ajouté lors de la rédaction du P.A.G.D. :

- Partager une vision globale pour la gestion de l'eau.



Carte 1 : Situation géographique du SAGE

Le S.I.A.BA.VES (le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin de la Vesle et de la Suippe) en collaboration avec l'Agence de l'Eau Seine Normandie est la structure porteuse du S.A.G.E. Il a pour mission notamment la gestion, l'élaboration et l'animation du S.A.G.E.

Le S.Co.T., à travers son Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.) et son Document d'Orientations d'Objectifs (DOO) a défini des dispositions en compatibilité avec le S.A.G.E., auxquelles le P.L.U doit également être compatible.

Vrigny est concernée par Le S.D.A.G.E. et le S.A.G.E. ainsi qu'au titre du contrat global « Vesle marnaise », mais n'est pas une commune adhérente du SIABAVES (elle est adhérente via son EPCI, la Communauté Urbaine du Grand Reims).

C) Le plan de gestion des risques d'inondation (P.G.R.I.) du Bassin Seine Normandie

Il fixe 4 grands objectifs pour l'ensemble du bassin Seine Normandie déclinés en 63 dispositions.

Le P.G.R.I. est construit autour de quatre objectifs et de dispositions s'y rapportant. Trois sont issus de la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation, le quatrième est transversal.

Objectif 1 : Réduire la vulnérabilité des territoires

La vulnérabilité est la sensibilité face à l'inondation. Il faut la mesurer en évaluant les impacts potentiels de l'inondation et trouver des solutions notamment à l'échelle du quartier, de la commune et des constructions. Ainsi, le P.G.R.I. encourage la réalisation de diagnostics de vulnérabilité pour les territoires, les entreprises et le bâti. Il veille également à limiter l'impact des projets sur l'écoulement des crues.

Objectif 2 : Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages

La préservation du fonctionnement naturel des cours d'eau, des zones humides et des zones d'expansion des crues à l'échelle des bassins versants est à rechercher prioritairement car elle permet de limiter l'ampleur des crues. La mise en place de digues et de barrages pour la sécurité des personnes et des biens, si elle reste nécessaire, ne sera jamais suffisante pour mettre hors d'eau toutes les zones à enjeux et peut aggraver fortement les dégâts en cas de rupture des ouvrages.

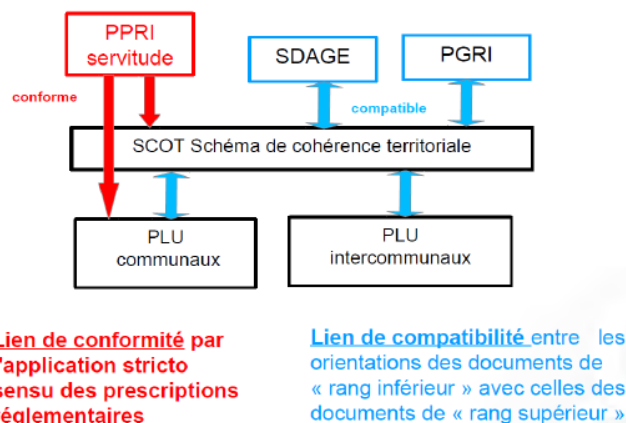
Objectif 3 : Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés

La réduction des coûts d'une inondation passe également par la capacité du territoire à retrouver rapidement un fonctionnement normal. Pour cela, le P.G.R.I. propose de renforcer la cohérence des dispositifs de préparation à la gestion de crise. Il fixe également l'objectif de maîtrise de l'urbanisation en zone inondable afin de limiter l'augmentation des enjeux exposés aux inondations.

Objectif 4 : Mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances adaptées et la culture du risque

La mobilisation croissante et cohérente de tous les acteurs est un objectif transversal et essentiel pour la mise en œuvre de l'ensemble des objectifs du P.G.R.I. Elle se traduit par le développement, à des échelles adaptées, de gouvernance et de maîtrises d'ouvrages notamment dans le cadre de la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI). La culture du risque doit être maintenue et étendue. Entretenir la mémoire du risque

Portée juridique du PGRI



est un facteur essentiel de prévention. Les outils de communication liés à la conscience et à la connaissance du risque d'inondation sont également à promouvoir et à développer.

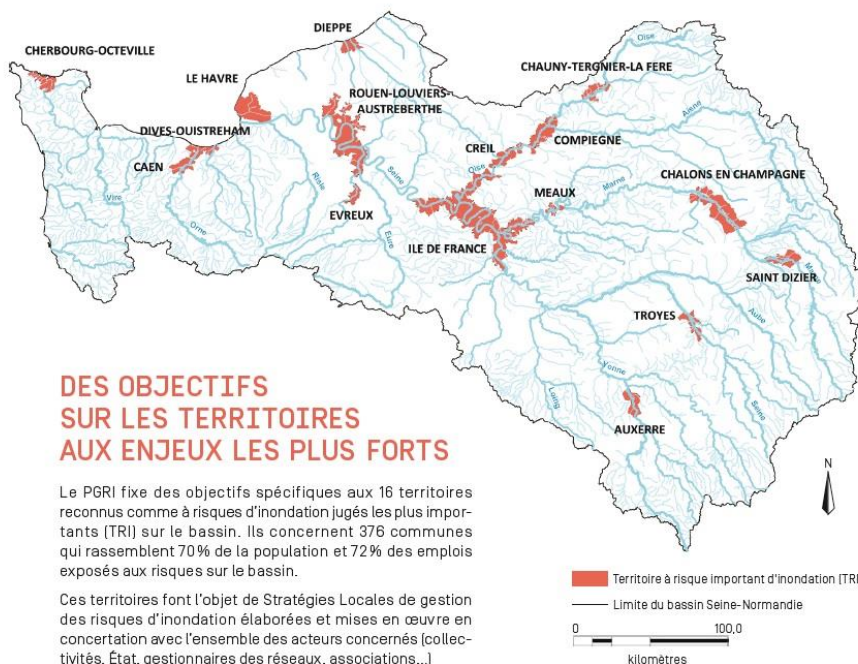
Zoom sur les objectifs dédiés aux les territoires les plus exposés aux inondations :

Le P.G.R.I. fixe des objectifs pour l'ensemble du territoire du bassin et des objectifs spécifiques aux 16 territoires reconnus comme à risques d'inondation jugés les plus importants (TRI) sur le bassin. Ces territoires concernent 376 communes qui rassemblent 70 % de la population et 72 % des emplois exposés au risque sur le bassin.

Ils font l'objet de Stratégies Locales de gestion des risques d'inondation élaborées localement par l'ensemble des acteurs concernés par les inondations (collectivités, État, gestionnaires des réseaux, associations ...) et qui seront adoptées d'ici fin 2016.

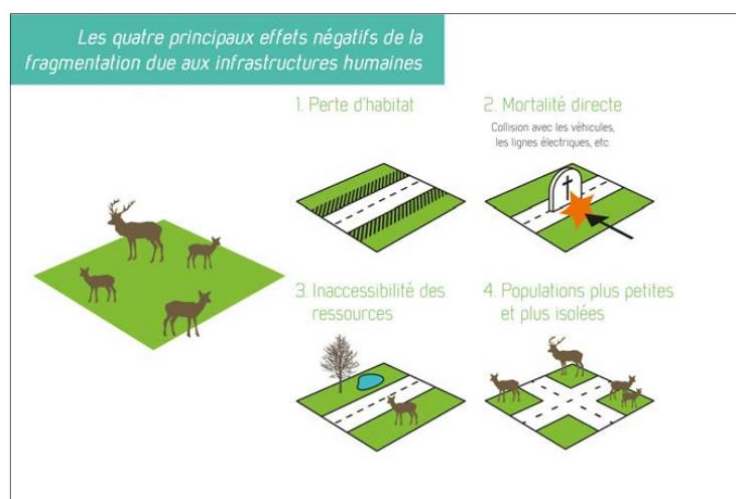
Le P.G.R.I. présente les éléments proposés pour les stratégies locales de gestion des risques d'inondation autour des TRI issus des premiers travaux d'élaboration en cours des stratégies locales

Vrigny est concernée par les dispositions communes du P.G.R.I. mais n'est pas reconnue comme l'un des 16 TRI du P.G.R.I. Seine Normandie.



D) Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la région Champagne Ardenne

Le schéma régional de cohérence écologique (S.R.C.E.) est un document cadre élaboré dans chaque région, mis à jour et suivi conjointement par la région (Conseil régional) et l'État (préfet de région) en association avec un comité régional Trame verte et bleue.

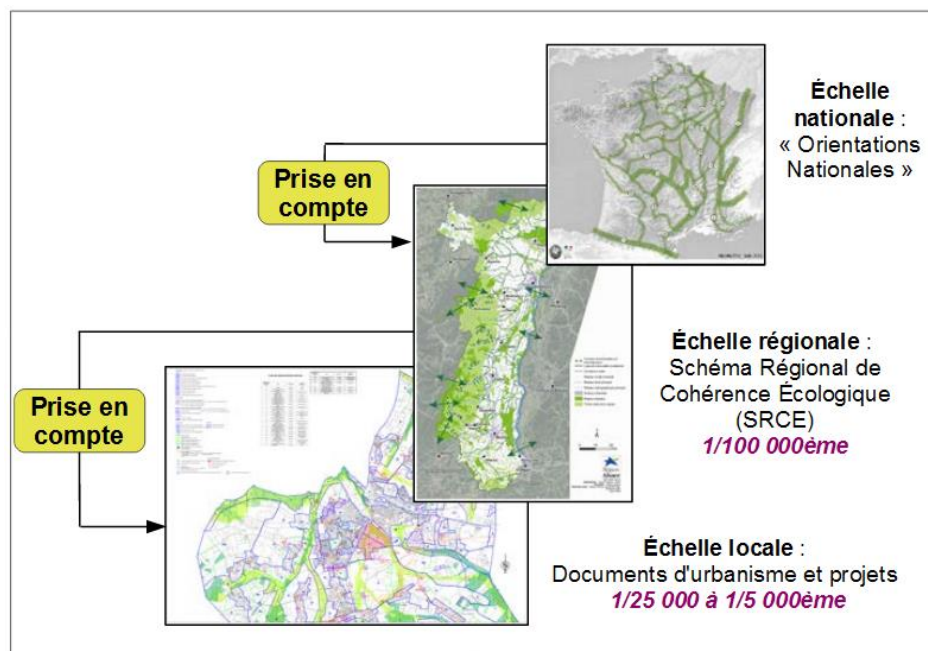


Source : S.R.C.E. Champagne-Ardenne Résumé non

Face à la fragmentation des espaces de vie de la faune et la flore sauvage, et suite aux débats du Grenelle de l'environnement est née l'initiative de création d'un réseau écologique terrestre (« trame verte ») et aquatique (« trame bleue »), qui se compose de « réservoirs de biodiversité », accueillant une biodiversité riche et diversifiée et de « corridors écologiques », espaces plutôt linéaires assurant une liaison entre les milieux et les déplacements des espèces.

L'objectif est d'identifier une Trame verte et bleue (TVB), c'est-à-dire des continuités écologiques identifiées au niveau régional et déclinables localement.

Déclinaison des politiques de prise en compte des continuités écologiques



Source : S.R.C.E. Champagne-Ardenne Résumé non

Les 7 enjeux régionaux identifient en particulier les priorités pour le S.R.C.E., traduites dans la cartographie de la TVB régionale, comme dans les mesures proposées dans le plan d'action :

1. Enjeu transversal : Maintenir la diversité écologique régionale face à la simplification des milieux et des paysages ;
2. Maintenir et restaurer la diversité ainsi que la fonctionnalité des continuités aquatiques et des milieux humides ;
3. Favoriser une agriculture, une viticulture et une sylviculture diversifiées, supports de biodiversité et de continuités écologiques ;
4. Limiter la fragmentation par les infrastructures et assurer leur perméabilité ;
5. Développer un aménagement durable du territoire, pour freiner l'artificialisation des sols et assurer la perméabilité des espaces urbains ;
6. Prendre en compte les continuités interrégionales et nationales ;
7. Assurer l'articulation du S.R.C.E. avec les démarches locales ainsi que sa déclinaison et son amélioration.

La commune de Vrigny héberge sur son territoire des réservoirs et des corridors écologiques de milieux boisés, de niveau régional identifiés par le SRCE.

Le P.L.U. doit prendre en compte le Plan Climat Air-Energie Régional de la région Champagne Ardenne



La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 instaure les Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE), élaborés conjointement par le préfet de région et le président du conseil régional. Ils constituent des documents d'orientation, de stratégie et de cohérence relatifs à un territoire régional pour trois enjeux traités jusqu'alors séparément : l'adaptation au changement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la préservation de la qualité de l'air et la politique énergétique.

L'objectif est de fixer à l'échelon du territoire régional et aux horizons 2020 et 2050 :

- Les orientations permettant d'atténuer les causes du changement climatique (émissions de GES) et de s'y adapter ;
- Les orientations permettant de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique et d'en atténuer les effets ;
- Des objectifs qualitatifs et quantitatifs en matière de développement des énergies renouvelables et de récupération.

En Champagne-Ardenne, pour bénéficier des apports du plan climat énergie régional (PCER) de 2008 qui présentait l'avantage de mettre en avant 80 actions concrètes, il a été convenu d'appeler le SRCAE Plan Climat Air Energie de Champagne-Ardenne (PCAER). Ce dernier intègre le plan climat énergie régional (PCER), adopté par la Région en 2008, et se substitue au plan régional de la qualité de l'air (PRQA) arrêté par le Préfet de région en 2002. Ce nouveau plan intègre une

annexe intitulée schéma régional éolien (SRE) en remplacement du schéma régional éolien adopté par la Région Champagne-Ardenne en 2005. Le SRE est opposable aux tiers pour la création des zones de développement de l'éolien (ZDE).

Le PCAER fixe 6 finalités :

- Réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020.
- Favoriser l'adaptation du territoire au changement climatique.
- Réduire les émissions de polluants atmosphériques afin d'améliorer la qualité de l'air.
- Réduire les effets d'une dégradation de la qualité de l'air sur la santé et les écosystèmes.
- Réduire de 20 % les consommations énergétiques d'ici à 2020 :
 - le secteur résidentiel et tertiaire,
 - le secteur des transports,
 - le secteur industriel,
 - le secteur agricole et viticole,
- Porter la production d'énergies renouvelables à 45% de la consommation d'énergie finale à l'horizon 2020.

AUTRES DOCUMENTS///

Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique

La circulaire Premier Ministre N° 5412/SG en date du 31 juillet 2009 demande aux préfets de région de mettre en place des instances de concertation qui permettent aux acteurs locaux de l'aménagement numérique de définir une Stratégie de Cohérence Régionale pour l'Aménagement Numérique (SCORAN) ; ce SCORAN étant un préalable à la définition de Schémas Directeurs Territoriaux d'Aménagement Numérique (SDTAN), tels que définis dans la loi n°2009-1572 du 17 décembre 2009, relative à la lutte contre la fracture numérique.

La SDTAN V1 de la Marne a été publié en mai 2014.

Les chartes des parcs régionaux et des parcs nationaux :

Le Parc Naturel Régional est régi par une charte mise en œuvre sur le territoire du Parc par le syndicat mixte, organisme public responsable de l'aménagement et de la gestion du Parc.

La charte du Parc définit les domaines d'intervention du syndicat mixte et les engagements de l'Etat et des collectivités territoriales permettant de mettre en œuvre les orientations et les mesures de protection, de mise en valeur et de développement du territoire qu'elle détermine (R333-2 du Code de l'Environnement).

La charte comporte notamment deux pièces à prendre en considération à l'occasion de l'élaboration, de la révision ou de la modification d'un document de planification spatiale (S.Co.T, etc.) ou de documents d'urbanisme (PLU, Cartes Communales, etc.) à savoir :

- Le dossier « OBJECTIF 2020 » : rapport comprenant les orientations et les mesures de protection, de mise en valeur et de développement envisagées pour les douze années

à venir et notamment les principes fondamentaux de protection des structures paysagères sur le territoire du Parc.

- Le Plan de Parc qui lui est associé : transcription cartographique des orientations et mesures inscrites dans la charte, dont les dispositions s'imposent en termes de compatibilité aux documents d'urbanisme.

Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT de la région rémoise approuvé le 17 décembre 2016 transpose les dispositions pertinentes de la Charte « Objectif 2020 » du Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims, conformément à l'article L141-10 du Code de l'Urbanisme.

Extrait du DOO du SCoT, p45 :

« Selon l'article 3 de la charte du Parc naturel régional de la Montagne de Reims :

- n'autoriser aucun projet d'aérogénérateur de grande dimension sur leur territoire ;
- limiter la hauteur des pylônes de radiotéléphonie mobile à 12 mètres dans les zones d'intérêt paysager majeur ;

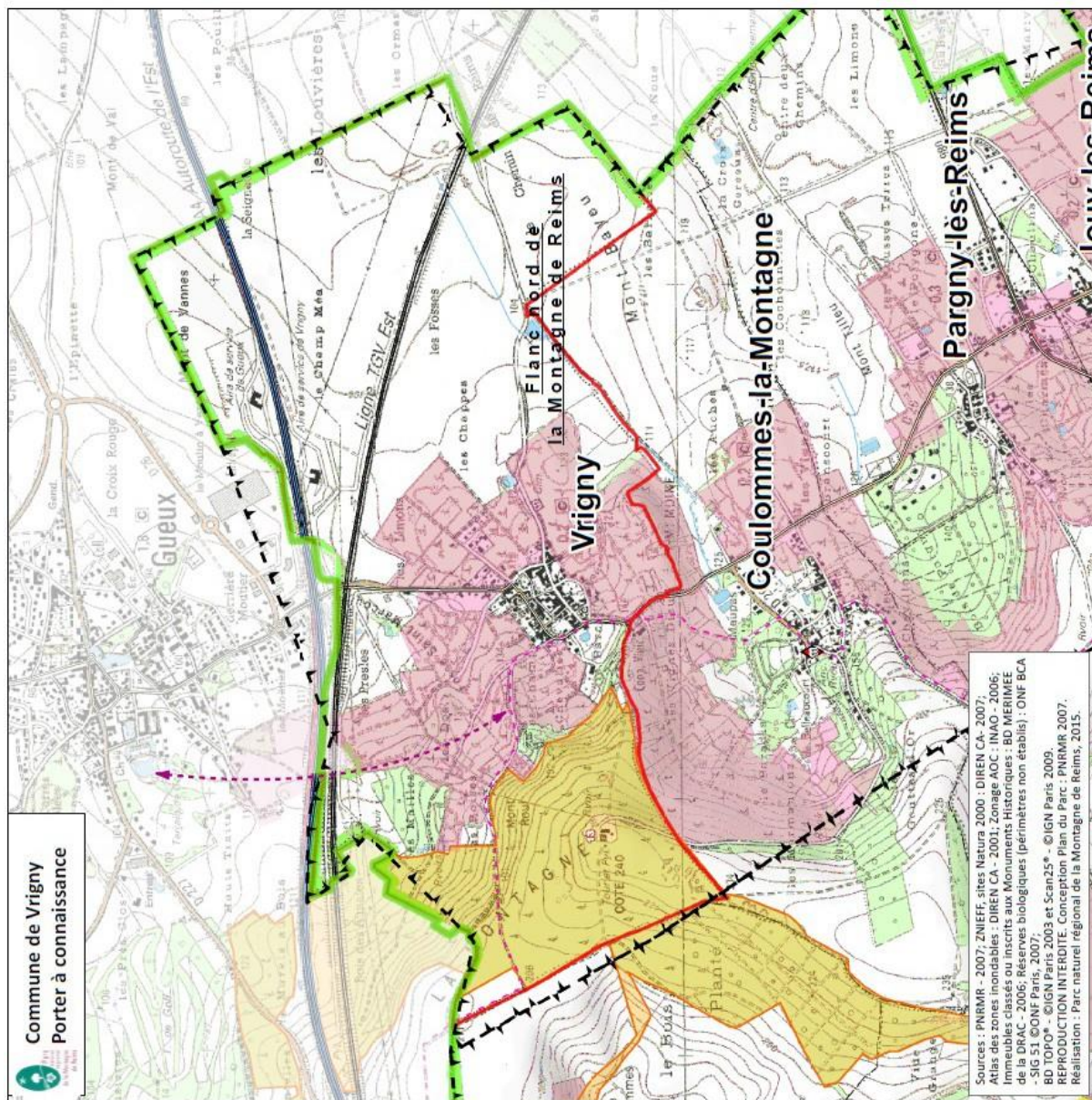
Selon l'article 5 de la charte du Parc naturel régional de la Montagne de Reims :

- protéger les zones d'intérêt paysager majeur reportées au plan du PNR, vis-à-vis de toute forme d'urbanisation ou d'aménagement incompatible avec leur vocation (respecter les caractéristiques du grand paysage et les singularités urbaines et architecturales du site d'implantation pour tous les projets d'urbanisation);
- préserver le vignoble classé AOC hors des limites bâties, en donnant la priorité au réinvestissement des tissus urbains existants et en restreignant la possibilité d'extension de l'urbanisation à la continuité directe de terrains déjà bâtis dans le cas où la configuration géographique ne permet aucune évolution de l'urbanisation hors zone AOC. (Les extensions peuvent être autorisées au sein de la zone AOC si elles respectent les règles d'implantations du site, au cas par cas).
- protéger la continuité des franges boisées en ligne de crête sur le pourtour de la Montagne de Reims ; (les espaces boisés situés sur le territoire dont la pression d'exploitation est forte doivent être classés pour leur intérêt paysager et pour le rôle qu'ils jouent en matière de corridor biologique et de réservoir de biodiversité. C'est notamment le cas des lisières forestières, des haies et des boisements isolés. Dans le cadre de l'élaboration de la Trame Verte et Bleue, des corridors écologiques seront à préserver et à réaménager (création de mares, plantation de haies...);
- s'assurer de l'intégration paysagère pour toute implantation de nouvelle zone d'habitat ou zone d'activités agricoles, viticoles ou artisanales ; (ainsi que tous les équipements et toutes les infrastructures) ;

Selon l'article 8 de la charte du Parc naturel régional de la Montagne de Reims, dans le cadre de la requalification de façades existantes et de conception d'édifices neufs, prendre en compte les

caractéristiques locales paysagères et architecturales pour éviter l'introduction de modèles architecturaux standardisés peu intégrés au sein du paysage bâti et naturel pouvant provoquer une perte d'identité et d'unité des villages. »

En tant que commune membre du Parc et couverte par le SCoT approuvé, Vrigny est ainsi concernée par ces dispositions liées à la Charte (dont les objectifs territorialisés sont présentés à titre d'information ci-après).



Le projet du PLU au regard du Programme Local de l'Habitat (PLH) du Grand Reims approuvé le 27 juin 2019 :

L'approbation du PLH est intervenue à une date concomitante avec l'arrêt du projet de Révision du PLU de Thillois.

La Collectivité complète le Rapport de Présentation (Document A) dans la partie « autres documents » afin de mentionner l'approbation du PLH avec lequel le PLU de Thillois doit être compatible.

« Programme Local de l'Habitat

Le PLH, avec lequel doit être compatible le PLU définit les grandes orientations et objectifs nécessaires à la mise en œuvre de la politique de l'habitat et à l'échelle de la Communauté Urbaine du Grand Reims. Le PLH 2019-2024 a été adopté le 27 juin 2019.

Les orientations stratégiques sont :

- Orientation 1 : Calibrer la production neuve, en accord avec le projet du territoire et la réalité des besoins ;
- Orientation 2 : Rechercher un meilleur équilibre territorial ;
- Orientation 3 : Préserver l'attractivité du parc existant ;
- Orientation 4 : Proposer un PLH adapté à la diversité du territoire et s'appuyant sur ses forces vives. »

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)

L'adoption du SRADDET est intervenue postérieurement à l'arrêt du projet de Révision du PLU de Thillois. La Collectivité complète le Rapport de Présentation (Document A) dans la partie « autres documents » afin de le mentionner.

« La Loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République n°2015-991 du 7 août 2015) a renforcé la compétence d'aménagement du territoire des Régions en leur confiant l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), nouvel outil planificateur dans le domaine de l'aménagement du territoire, de la mobilité des populations et de la lutte contre le réchauffement climatique. Ce schéma fixe des objectifs à moyen et long termes sur le territoire régional, dans l'ambition d'une plus grande égalité des territoires (L. 4251-1 al 5 CGCT).

L'ordonnance n° 2016-1028 du 27 juillet 2016 et le décret n° 2016-1071 du 3 août 2016 précisent le cadre de l'élaboration du SRADDET. Et conformément à ce cadre, celui de la Région Grand Est est composé :

- d'un rapport constitué d'un état des lieux et d'enjeux, desquels découle une stratégie en 30 objectifs. Il est illustré par une carte au 1/150000ème et une carte de synthèse des objectifs à l'échelle régionale ;
- d'un fascicule organisé en chapitres thématiques regroupant les règles générales prescriptives. Elles peuvent être complétées de documents graphiques et de mesures d'accompagnement ne

revêtant pas de caractère prescriptif. Sont également détaillées dans le fascicule les modalités de suivi et d'évaluation du SRADDET ;
- des annexes (sans caractère opposable).

Le SRADDET de la Région Grand Est a été adopté par le Conseil Régional le 22 novembre 2019. Le diagnostic a identifié deux enjeux prioritaires : l'urgence climatique et les inégalités territoriales.

Pour concrétiser cette stratégie, 30 objectifs ont été fixés. Ils convergent autour de 2 axes :

Le premier axe porte l'ambition d'un Grand Est qui fait face au bouleversement climatique en osant changer de modèle de développement ;

Le second axe vise à dépasser les frontières et renforcer les cohésions, pour un espace européen connecté.

Les 30 règles et mesures d'accompagnement inscrites dans le Fascicule sont un des moyens de la mise en œuvre de la stratégie. Le fascicule invite les acteurs territoriaux à décliner la stratégie du SRADDET dans leurs territoires.

Le PLU de VRIGNY n'a pas à être directement compatible avec le SRADDET, dans la mesure où le territoire est couvert par le SCoT de la région rémoise dit « intégrateur » (Article L4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales) avec lequel le PLU se doit d'être compatible. »

LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE ///

Vrigny est concernée par plusieurs servitudes décrites au document des annexes (E1) et reportées sur le plan des servitudes (E2).

PRINCIPALES CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC

A1

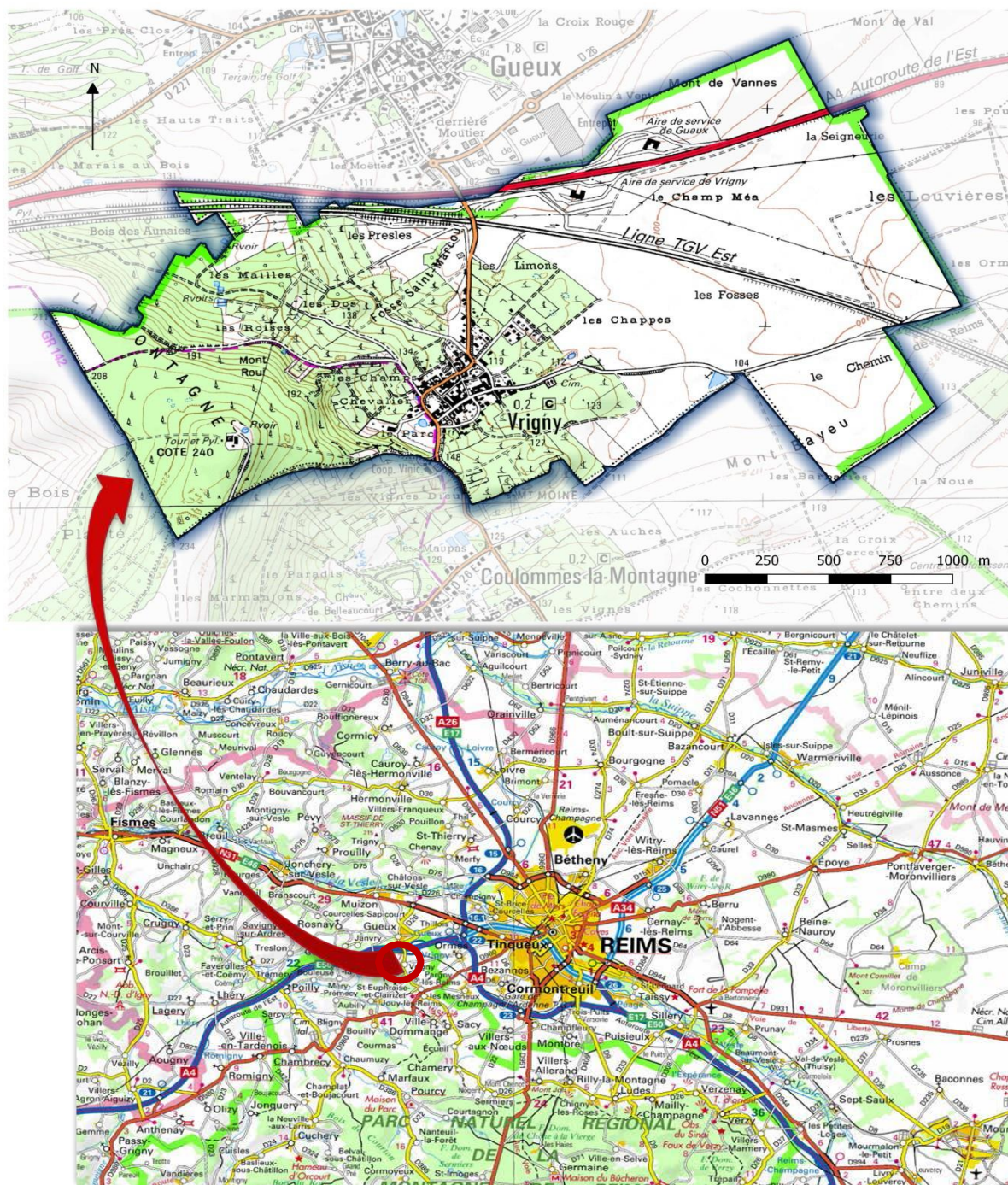
A1

POSITION GÉOGRAPHIQUE ET CADRE GÉNÉRAL ///

UNE COMMUNE VITICOLE DE LA MONTAGNE DE REIMS ///

*Une commune rurale sous l'influence du développement du pôle
urbain rémois*

Positionnement géographique de Vrigny



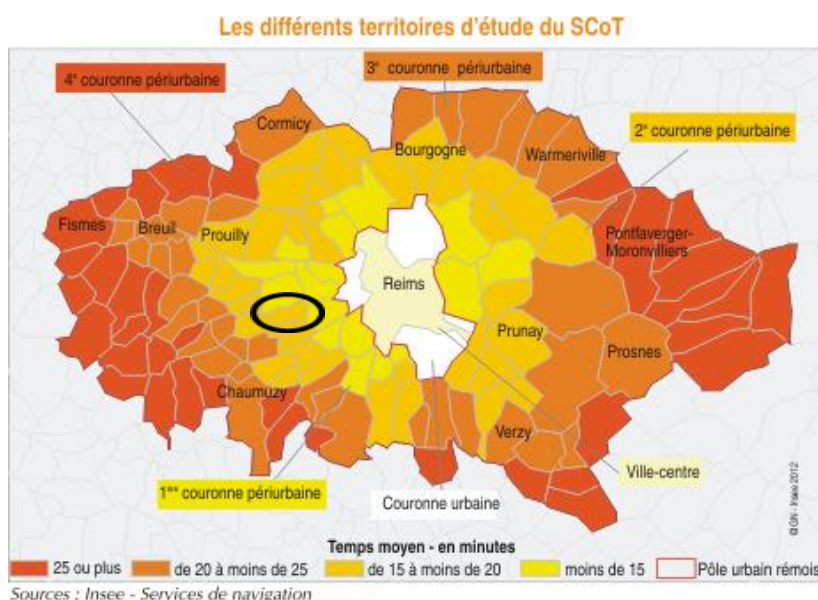
Source : IGN, AUDRR

Vrigny est une commune rurale viticole d'environ 446 hectares se situant en périphérie Sud du couloir de croissance Reims-Fismes. Sa densité de population est plutôt faible, soit 48 hab./km².

Le territoire communal est couvert en majeure partie de champs cultivés (un peu plus des trois quarts de la superficie communale), dont environ la moitié de cultures céréalières ou industrielles, et environ un quart de vignoble. Le quart restant est constitué principalement de boisements situés à l'est de la commune (sur le coteau dit « La Montagne »).

L'autoroute de l'Est A4 ainsi que la LGV Est européenne traversent le nord du territoire.

Le village est situé au centre de la commune, entouré du vignoble. Il est traversé sur un axe Nord-Sud par la RD 26 reliant Gueux au Nord, bourg structurant, à Coulommès-la-Montagne au Sud. Une autre route traverse le village, le reliant au village de Ormes à l'Est de la commune.



Vrigny est située dans la deuxième couronne périurbaine identifiée par l'INSEE, environ 15 minutes séparant la commune du centre de Reims en voiture. La commune est concernée par le processus de périurbanisation. Ce processus est à la fois observé dans les formes urbaines utilisées pour les nouvelles constructions mais surtout dans le mode de vie de ses habitants. L'augmentation des déplacements pendulaires (domicile-travail) souligne le caractère périurbain du village. La commune de Vrigny est fortement liée au pôle urbain¹ notamment par les migrations quotidiennes des ménages qui y habitent (en 2015, seuls 35 % des actifs occupés travaillent sur la commune²).

Avec ces atouts, la commune attire ainsi les ménages puisqu'en 2015, près de 40 % des ménages résident à Vrigny depuis moins de 10 ans. Ainsi, le positionnement géographique de la commune mais également le cadre de vie périurbain explique l'attractivité du territoire.

¹ Une unité urbaine est « une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continue (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants ». Définition de l'INSEE.

² Source : INSEE RP 2015

Dynamiques intercommunales

La simple lecture d'échelle communale doit être dépassée si l'on cherche à apprécier les besoins du territoire. C'est pourquoi, les réflexions d'aménagements s'appréhendent également aux échelles territoriales suivantes :

- À l'échelle de la dynamique de développement de l'Ouest de la Région de Reims ;
- À l'échelle de l'ex-Communauté de Communes Champagne Vesle et du pôle métropolitain rémois ;
- À l'échelle locale des communes limitrophes.

La commune s'est engagée dans une politique de coopération intercommunale à travers :

- L'adhésion récente à la Communauté Urbaine (CU) du Grand Reims, créée le 1^{er} Janvier 2017.

Etablissement Public de Coopération Intercommunale, il est le fruit du regroupement d'une communauté d'agglomération, de 7 communautés de communes et de 18 communes (143 communes au total).

Il exerce de nombreuses compétences en matière de développement territorial, de services à la population et de gestion des flux. Il détient notamment la compétence d'aménagement de l'espace pour l'élaboration des documents d'urbanisme tels que le P.L.U. mais aussi le S.Co.T., document intégrateur qui fixe les vocations générales et l'organisation des espaces afin d'assurer l'équilibre du développement, la diversité des fonctions urbaines et une utilisation économe des espaces.

Le vaste périmètre de la Communauté Urbaine appelle à mettre en place une organisation territorialisée. Ces pôles territoriaux « de proximité » assurent quatre grandes missions : scolaire, périscolaire, extrascolaire, petite enfance ; voirie, signalisation, éclairage public ; urbanisme ; centre d'intervention et de secours.

- L'adhésion à d'autres Syndicats Intercommunaux pour assurer une offre de services de qualité en matière d'énergie et une protection de l'environnement :
 - Syndicat mixte Intercommunal d'Aménagement du Bassin de la Vesle (S.I.A.BA.VES) compétent dans la définition et réalisation de tous travaux destinés à faciliter le libre écoulement des eaux de la Vesle ;
 - Syndicat Mixte Intercommunal de la Vallée de la Vesle (S.I.VA.VE.) ;
 - Syndicat Mixte Intercommunal d'Energie de la Marne (SIEM) ;



Source : Grand Reims - Lettre d'information n°1 - 2016

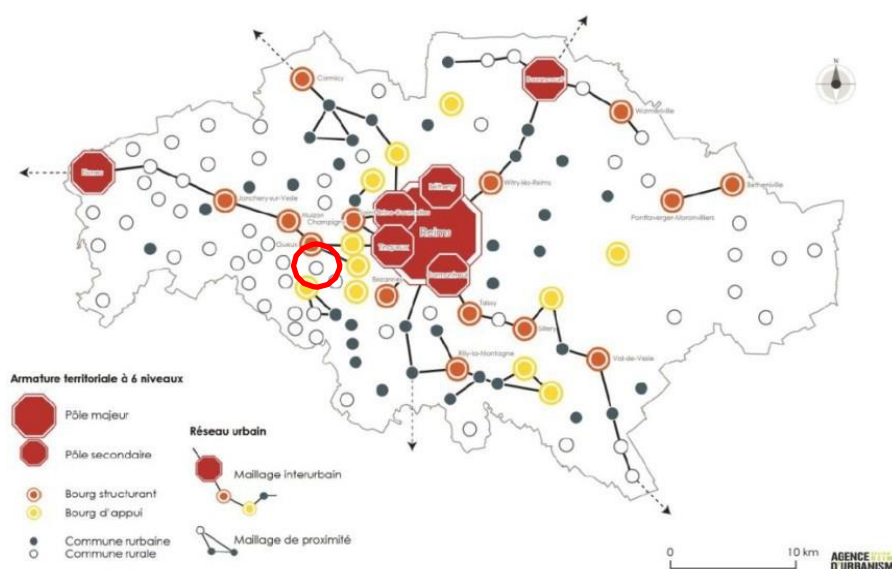
■ ...

Pour rappel, la commune était auparavant engagée auprès de :

- La Communauté de Communes Champagne Vesle (CCCV), composée de 33 communes et créée le 1er Janvier 2001. Aujourd'hui la Conférence de Territoire reprend les limites géographiques de l'ancienne CCCV. Elle regroupe 33 communes et environ 13 000 habitants.
- Le Syndicat Intercommunal d'Études et de Programmation de la Région Urbaine de Reims (S.I.E.P.R.U.R.).
Créé le 26 avril 1988, il regroupait 140 communes et était en charge de l'élaboration, la révision et le suivi du précédent S.Co.T. de 2007 et la Charte du Pays rémois.

Schéma de l'armature territoriale existante sur le territoire du SCoT2R approuvé

Armature territoriale



Située dans la deuxième couronne périurbaine, Vrigny commune « rurale » au sein de l'armature territoriale du S.Co.T., dispose d'un développement étroitement lié à celui du pôle urbain rémois, des bourgs centres ruraux voisins (Gueux, Muizon...) et des communes voisines (Coulommès-la-Montagne, Ormes, ...).

/// ENJEUX DE POSITIONNEMENT

- ✓ *Comment s'inscrire dans la dynamique de rayonnement métropolitain de Reims en tant que commune rurale périurbaine ?*
- ✓ *Comment consolider les partenariats avec les autres territoires et les communes voisines ?*

DYNAMIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES///

ÉVOLUTIONS ET COMPOSITIONS DÉMOGRAPHIQUES///

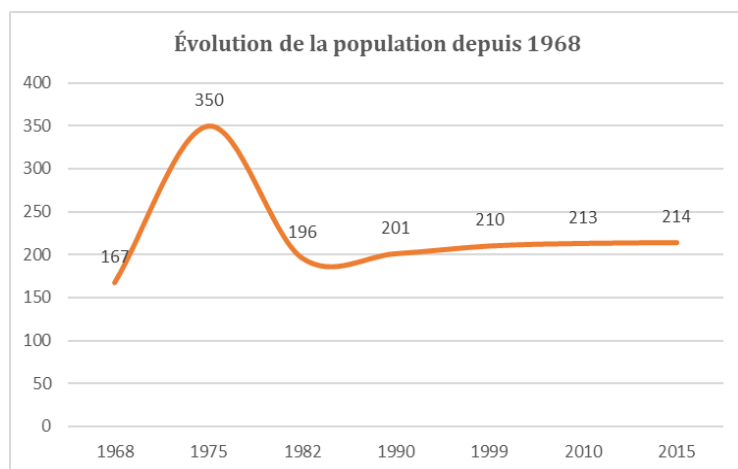
Une stabilisation de la population depuis les années 1990

En 2015, Vrigny compte 214 habitants. Sa densité de population est plutôt faible, soit 48 habitants / km². Depuis 1968, la commune a multiplié par 1,3 sa population.

En 2016, l'INSEE recense une population de 223 habitants³, soit + 9 habitants.

Contrairement à ce qu'indiquent les données suivantes issues des séries historiques de l'INSEE, cet accroissement de la population a été relativement linéaire. En effet, une anomalie de recensement due à la présence du chantier temporaire de l'autoroute A 4 sur la commune explique la très forte croissance démographique enregistrée entre 1968 et 1975, suivie d'une décroissance démographique quasi équivalente jusqu'en 1982.

Malgré ce phénomène, on peut distinguer deux phases dans l'évolution du nombre d'habitants de la commune :



Source : INSEE RP, Séries historiques

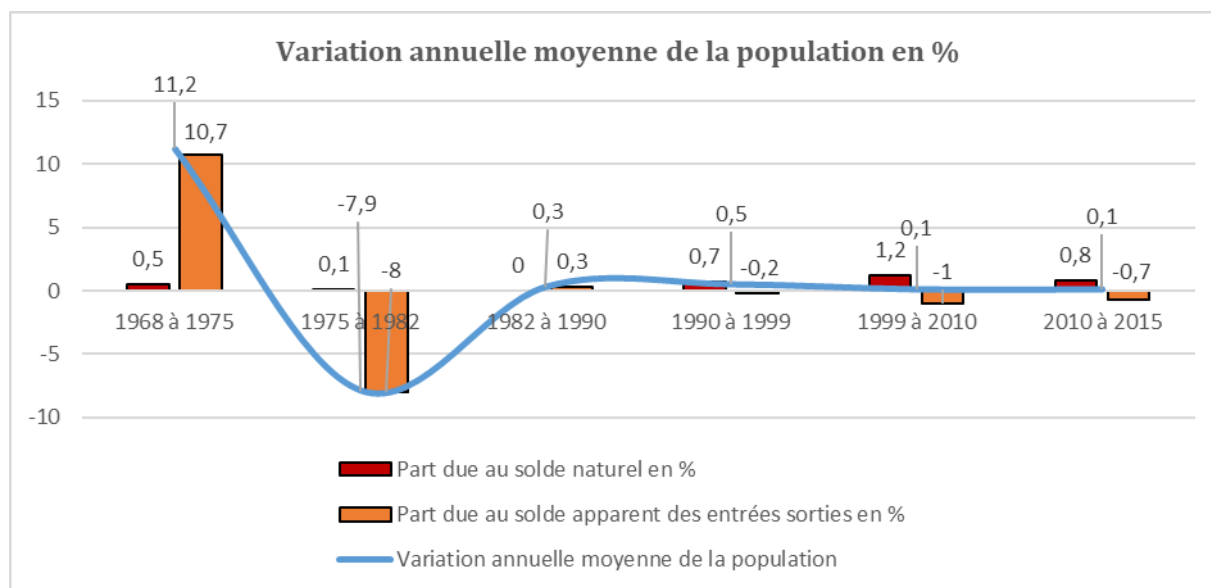
➤ Entre 1968 et 1982, Vrigny connaît une hausse de sa population, avec un taux de variation annuel moyen de + 1,2 %. Durant cette période, la commune gagne environ 30 personnes.

➤ Depuis 1982, la population tend à une certaine stabilisation. Durant les quatre périodes intercensitaires, les taux de croissance se situent entre + 0,1 % et + 0,5 % par an en moyenne.

La mairie de Vrigny a constaté que la commune a gagné de nouveaux habitants grâce au lotissement récent des Robogniers. Près de 260 habitants sont aujourd'hui décomptés par la commune selon ce recensement. La croissance démographique du village de Vrigny est donc confirmée même si l'impact sur les statistiques nationales officielles restent à venir.

³ Population municipale légale en vigueur au 1^{er} janvier 2019, millésimée 2016, définie dans les limites territoriales en vigueur au 1^{er} janvier 2018, date de référence statistique : 1^{er} janvier 2016.

L'analyse des soldes migratoire (différences entre les arrivées et les départs de population) et naturel (différences entre les naissances et les décès enregistrés sur la commune) permet d'appréhender plus finement l'évolution démographique de la commune.



Source : INSEE RP, Séries Historiques

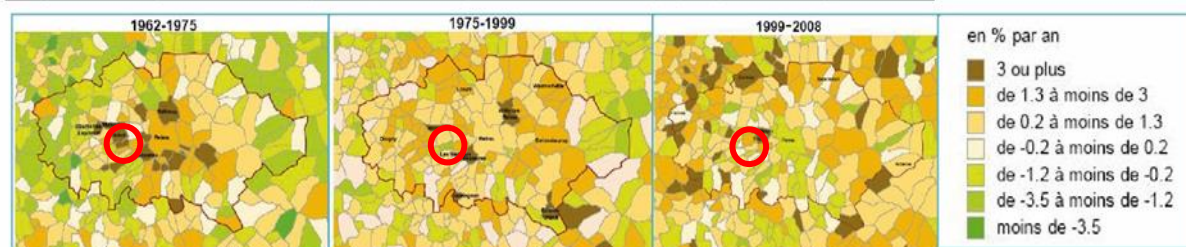
Entre 1968 et 1990, malgré le « biais statistique » induit par le recensement de 1975, c'est plutôt le solde migratoire qui a été moteur de la croissance. Le solde naturel est en effet plutôt en repli et ne contribue qu'entre 0 % et + 0,5 % à la croissance annuelle moyenne.

A partir de 1990, le solde naturel progresse (+ 0,7 % entre 1990 et 1999, + 1,2 % entre 1999 et 2010, + 0,8 % entre 2010 et 2015). A l'inverse, le solde migratoire, qui était le « moteur » de la croissance démographique lors de la première phase de périurbanisation notamment, apparaît négatif lors des mêmes périodes d'observation (respectivement - 0,2 %, - 1 % et - 0,7 %).

La périurbanisation du pôle urbain rémois

Le processus de périurbanisation de l'espace rémois explique en partie l'arrivée successive de population sur le territoire. Outre la généralisation de l'usage de l'automobile, une série de transformations a encouragé l'accès à la propriété individuelle et créé de l'étalement urbain. Les ménages s'éloignent progressivement des pôles urbains depuis les années 1960. Les communes de la Région rémoise se sont développées par vagues.

Progression du phénomène de périurbanisation, l'évolution démographique dans le périurbain.

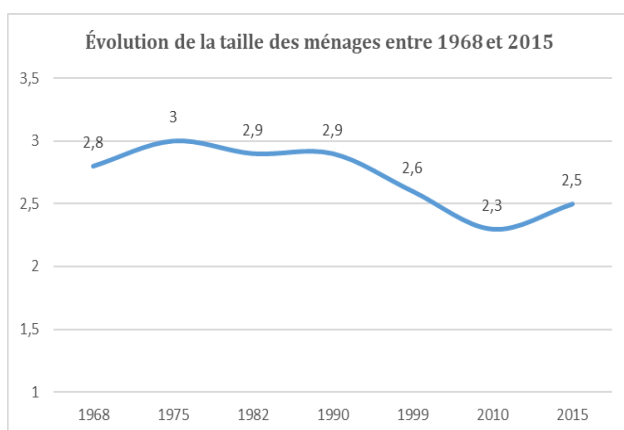


Source INSEE, Périurbanisation à l'échelle du SCOT rémois

Les cartographies ci-avant montrent bien les tendances démographiques précédemment évoquées. Du fait de sa proximité immédiate du pôle urbain rémois, Vrigny a bénéficié dans les années 1970-1990 d'une relativement bonne attractivité, en baisse depuis car la troisième vague de périurbanisation concernent des communes toujours plus éloignées du pôle rémois.

Bénéficiant d'une bonne attractivité durant les années 1960-1990 avec l'arrivée de nouvelles populations, on observe depuis le début des années 2000 une quasi stabilité démographique, avec un solde migratoire négatif. Ainsi, l'enjeu pour la commune est de favoriser l'installation de nouveaux ménages dans un contexte de vieillissement progressif des habitants. La période récente montre une nouvelle séquence de dynamique démographique positive, liée au nouvelles disponibilités foncière proposées par les deux lotissements résidentiels aménagés successivement, à associer à l'attractivité constante du territoire du fait de son positionnement géographique privilégié.

Des évolutions sociétales modifiant la structure des ménages



Source : INSEE RP, Séries historiques

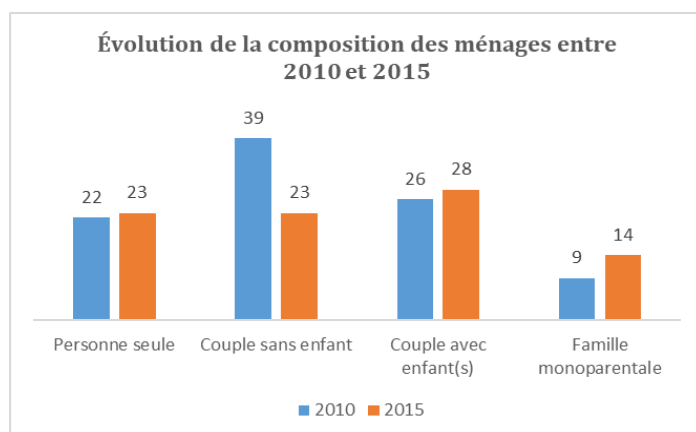
Depuis 1968, le nombre moyen d'occupants par résidences principales est en diminution, avec un nombre moyen de 2,8 en 1968, 2,9 en 1999, 2,3 en 2010. En 2015, le nombre de personnes par ménage augmente légèrement pour atteindre 2,5.

Cela signifie qu'à nombre de logements constants, l'effectif du nombre d'habitants suivra une tendance à la baisse.

Même si la tendance n'est pas aussi marquée que dans d'autres communes périurbaines proches de Reims, Vrigny reste en effet

concernée par le phénomène d'envergure nationale de desserrement des ménages, qui s'explique par différents facteurs : vieillissement, décès, divorce, décohabitation, ...

Entre 2010 et 2015, le nombre de ménages vrignolais a diminué de - 7,4 % alors même que la population municipale est restée stable durant cette même période. Différents facteurs peuvent expliquer ce constat, par exemple l'arrivée d'un enfant au sein d'un ménage, l'arrivée de familles déjà composées d'un ou plusieurs enfant(s) au sein des nouveaux lotissements (même si l'impact de cette nouvelle population n'est pas encore totalement visible), le départ de couples sans enfant, etc.... Ainsi la tendance au desserrement des ménages, constatée depuis 1968, semble être moins marquée durant la dernière période d'observation, même si la tendance générale (constatée de manière régulière à l'échelle de la région rémoise) risque de se poursuivre et de conduire à une taille des ménages reprenant son rythme à la baisse.



Source : INSEE RP 2015

L'évolution la plus significative concerne la baisse des couples sans enfant. Représentant 40,6 % en 2010, leur part a diminué de près de 15 points durant ces cinq dernières années. En 2015, ils représentent 26,1 % des ménages de Vrigny.

Le nombre de couples avec enfant(s) est resté stable durant cette même période, passant de 26 (soit 27,1 % des ménages) à 28 (soit 31,8 %).

Le nombre de personnes seules est resté relativement stable également (+ 1 personne), tandis que le nombre de familles monoparentales a augmenté, passant de 9 à 14.

Cette évolution dans la composition des ménages se retrouve dans celle des familles (couples avec ou sans enfant(s) et familles monoparentales). On recense 74 familles en 2010 et 65 en 2015. Représentant 58,1 % des familles en 2010, les familles sans enfant sont minoritaires en 2015 (32 familles soit 49,2 %). Le nombre de familles avec enfant(s) a légèrement augmenté, passant de 31 à 33.

De plus, entre 2010 et 2015, la population des familles composées de couples sans enfant est passée de 78 à 46, tandis que celles composées de couples avec enfant(s) est passée de 95 à 106.

Entre 2010 et 2015, le nombre de ménages recensés à Vrigny a diminué, passant de 95 à 88. Dans le même temps, le nombre moyen d'habitants par ménage a légèrement progressé (2,3 à 2,5). Aussi, on constate que les ménages de la commune de Vrigny en 2015 se composent à 47,7 % de couples avec enfant(s) et de familles monoparentales, contre 30,5 % en 2010.

Les personnes seules et les couples sans enfant restent majoritaires, même si leur part a diminué (63,5 % en 2010 à 52,3 % en 2015).

La structure des ménages a donc évolué, ce qui peut engendrer des besoins différenciés notamment en termes de logement afin de faciliter le parcours résidentiel localement des habitants.

Une structure par âge qui évolue

Entre 2010 et 2015, la population de la commune de Vrigny est donc restée quasiment stable (214 habitants). Les évolutions sont toutefois à nuancer selon les classes d'âges.

Évolution de la population par tranches d'âge entre 2010 et 2015

Tranches d'âge	2010	%	2015	%	Variation nb	Variation %
0 à 14 ans	28	13,1%	42	19,6%	14	50,0%
15 à 29 ans	31	14,6%	21	9,8%	-10	-32,3%
30 à 44 ans	45	21,1%	42	19,6%	-3	-6,7%
45 à 59 ans	57	26,8%	58	27,1%	1	1,8%
60 à 74 ans	39	18,3%	33	15,4%	-6	-15,4%
75 ans ou plus	13	6,1%	18	8,4%	5	38,5%
Ensemble	213	100,0%	214	100,0%	1	0,5%

Source : INSEE RP 2015

La classes d'âge qui a connu une augmentation conséquente est celle des plus jeunes. En effet, la part des 0-14 ans a augmenté, passant de 13,1 % de la population municipale (soit 28 personnes) à près de 20 % en 2015 (soit 42 personnes). Le taux de natalité relevé entre 2010 et 2015 est d'ailleurs similaire à la moyenne départementale (autour de 12,3 ‰)⁴. Cette hausse peut être mise en lien avec la baisse du nombre de couples sans enfant constatée précédemment. La part des jeunes actifs (30-44) ans reste stable (environ 20 %). La part des plus de 45 ans est restée relativement stable. Ceux-ci représentent toutefois 50,9 % des habitants (contre 43,7 % en moyenne départementale).

Sur la dernière période d'observation, la population de Vrigny reste stable. Le nombre des très jeunes a augmenté, à l'inverse des 15-29 ans. Le nombre de personnes âgées de 30 à 59 ans reste stable (environ 100 personnes). Le nombre des 60-74 ans a diminué, à l'inverse des 75 ans et plus. Ceci indique un « glissement » vers la classe d'âge la plus avancée et tend à montrer que la population installée de longue date sur la commune a tendance à « rester sur place » (problématique d'autonomie et d'adaptation des logements). Cette situation témoigne d'un rajeunissement de la population par l'accueil de jeunes ménages avec enfants mais d'un maintien de la population âgée

Plus généralement, le poids assez conséquent des plus 45 ans dans la population municipale et les évolutions possibles concernant la composition des ménages (« desserrement » constaté au niveau national) peuvent créer de nouveaux besoins en logements à anticiper, notamment au travers de la diversification du parc et du soutien à la production neuve, afin de garantir un parcours résidentiel complet.

/// ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES

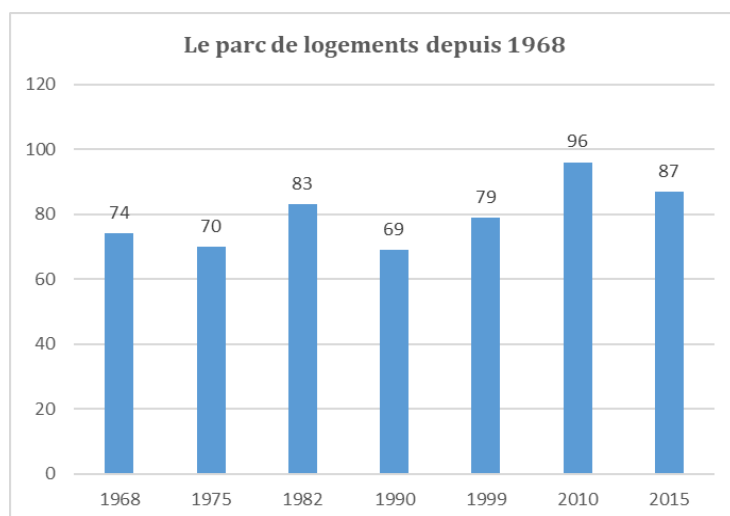
- ✓ *Quels leviers mobiliser pour retrouver une dynamique démographique positive et maintenir la population sur place ?*
- ✓ *Quelles adaptations aux besoins liés au vieillissement et aux modes de vie des ménages ?*
- ✓ *Comment permettre aux plus jeunes et aux familles de s'installer et aux plus âgés de rester sur la commune ?*

L'HABITAT ET LA MIXITÉ SOCIALE///

UN RYTHME DISCONTINU DE PRODUCTION DE LOGEMENTS///

En 2015, l'INSEE recense 87 logements contre 96 en 2010. Depuis 1968, le nombre de logements a été multiplié par 1,2. 13 logements ont été créés en 47 ans, soit une moyenne de + 0,3 logement par an.

Plusieurs phases ont rythmé l'évolution du parc de logements de la commune :



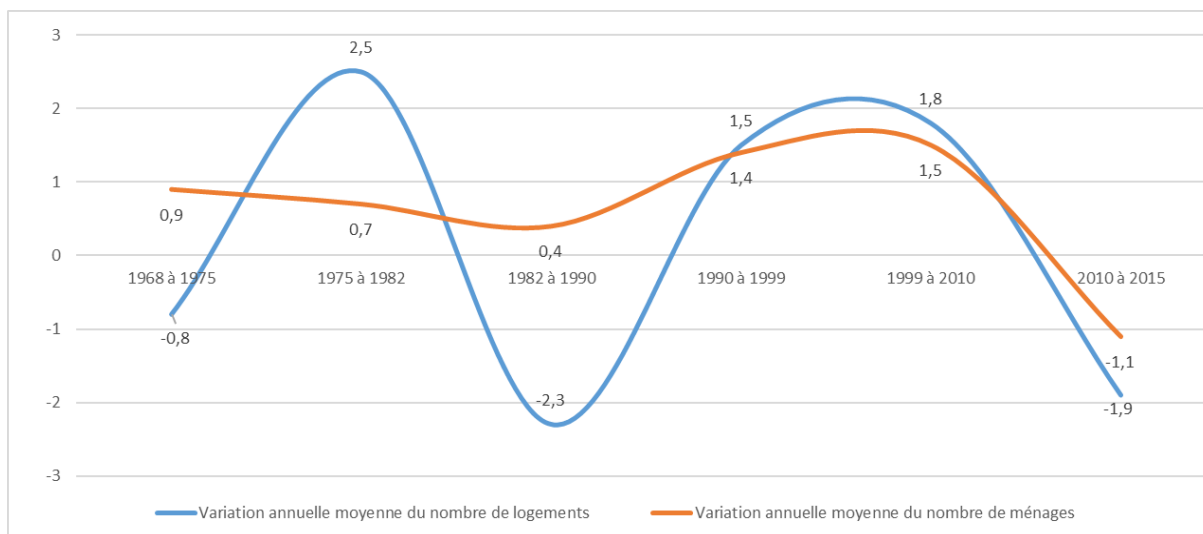
Source : INSEE RP, Séries historiques

➤ De 1968 à 1975, le nombre de logements connaît une légère diminution, passant de 74 à 70 habitations.

➤ De 1975 à 1982, le parc enregistre une phase de développement. 13 logements ont été construits durant ces 7 années, soit environ 2 par an, ce qui représente une progression annuelle du parc de + 2,5 %. Cette période correspond à la phase de périurbanisation.

- De 1982 à 1990, le nombre de logements diminue, avec une baisse de 14 logements (soit - 2,3 % de taux de variation annuel moyen).
- De 1990 à 2010, le parc connaît une phase de progression, passant de 79 à 96 logements (soit + 1,7 % d'augmentation en moyenne par an).
- De 2010 à 2015, le parc enregistre une baisse de 9 unités pour s'établir à 87 habitations.

Taux de variation annuel moyen du nombre de ménages et du nombre de logements



Source : INSEE RP, Séries historiques

Comme le montre le graphique précédent, l'arrivée de nouveaux ménages depuis 1968 va de pair avec l'expansion du parc de logements de Vrigny. Il est cependant à souligner que, sur la dernière période d'observation (2010-2015), le nombre de ménages est en baisse, tout comme le nombre de logements.

Ce constat est à mettre en lien avec les évolutions sociétales qui peuvent engendrer dans la durée des mutations dans la structure des ménages (taille, composition, âge...), ce phénomène étant appelé « desserrement des ménages ». Ainsi, chaque année, un certain nombre de logements ne contribue pas à maintenir la population communale car ils sont mobilisés par ce mécanisme.

Un parc immobilier peu diversifié

En 2015, Vrigny comptabilise donc 87 logements, soit 9 de moins que cinq ans auparavant.

Structure et évolution du parc de logements depuis 1968														
	1968		1975		1982		1990		1999		2010		2015	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Résidences principales	60	81,1%	64	91,4%	67	80,7%	69	100,0%	78	98,7%	92	95,8%	87	100,0%
Résidences secondaires	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	2,1%	0	0,0%
Logements vacants	14	18,9%	6	8,6%	16	19,3%	0	0,0%	1	1,3%	2	2,1%	0	0,0%
Ensemble	74	100,0%	70	100,0%	83	100,0%	69	100,0%	79	100,0%	96	100,0%	87	100,0%

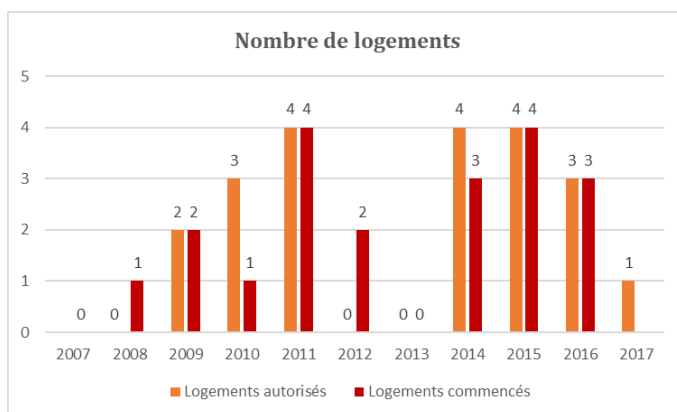
Source : INSEE RP, Séries historiques

La structure du parc a connu quelques évolutions depuis 2010. Le nombre de résidences principales est en légère diminution (- 5 logements) mais représente la totalité du parc en 2015. En effet, on ne recense plus de résidences secondaires et de logements occasionnels (- 2 logements

par rapport à 2010) ni de logements vacants⁵ (- 2 logements). Le taux de vacance est donc à prendre en compte car nul⁶ selon l'INSEE. Selon un recensement réalisé par la commune en 2017 (sur la base des fichiers fonciers de la DGFIP), 7 logts peuvent être considérés comme vacants. Cette situation démontre à nouveau la forte attractivité du territoire et une situation de marché tendu pouvant entraîner à terme des difficultés d'installation des ménages ou dans leur parcours résidentiel sur la commune.

La quasi-totalité des logements sont des maisons (98,9 % du parc soit 86). 1 appartement est recensé sur la commune.

Une production de logements individuels



Source : Sitadel2

En termes de créations de logements au cours des dix dernières années, 21 constructions ont été autorisées de 2008 à 2017 et 20 ont été commencées entre 2007 et 2016.

Le rythme de construction est de 2,2 logements par an, tous étant des logements individuels purs (maisons).

Les deux derniers lotissements des Cumines et des Robogniers concentrent l'essentiel des dernières constructions.

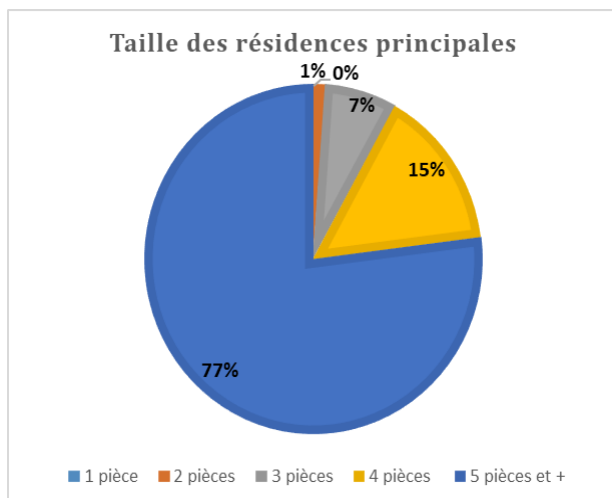
Les aménagements ont été réalisés entre 2010 et 2014, un seul dernier lot étant encore disponible.

Ainsi, le parc de logements de Vrigny se caractérise par une forte part de résidences principales composées quasi exclusivement de maisons, ce qui est conforme au caractère rural de la commune.

⁵ « Un logement vacant est un logement inoccupé pouvant soit être proposé à la vente, à la location, déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation, en attente de règlement de succession, conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés, gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...). » Définition de l'INSEE.

⁶ La vacance joue un rôle déterminant dans le fonctionnement du parc de logements car elle conditionne l'offre disponible à un moment donné. En dessous de 5 %, le taux de vacance prouve un marché du logement tendu, tandis qu'au-dessus de 8 % se posent des questions d'attractivité de l'offre.

Un parc conforme à la nature périurbaine de la commune



Source : INSEE RP 2015

Concernant la taille des résidences principales, on observe :

➤ Une prépondérance des logements composés de 5 pièces et plus : au nombre de 67, ceux-ci représentent 77 % des habitations occupées. Leur part diminue cependant légèrement par rapport à 2010 (78,3 %).

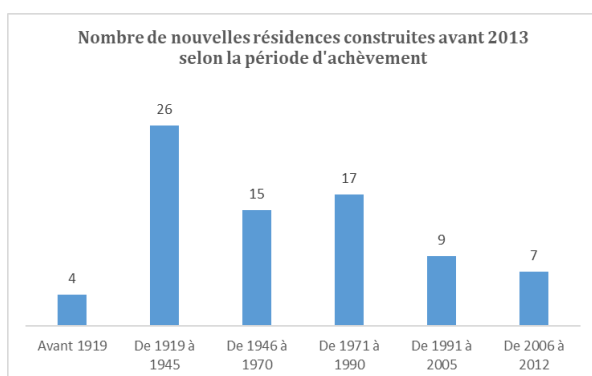
➤ Un léger recul des logements de 4 pièces (15 % du parc des résidences principales), passant de 16 à 13 recensés.

➤ Une légère progression des logements de taille intermédiaire (6 logements composés de

3 pièces en 2015 contre 3 en 2010).

- La présence marginale de logements comportant moins de 2 pièces : 1 logements de type 2 et aucun studio

Le parc des résidences principales de Vrigny est donc composé en très grande majorité d'habitations comportant 4 pièces ou plus. Cette typologie est caractéristique des communes rurales où la recherche d'un logement individuel de grande taille semble être privilégiée par les ménages.



Source : INSEE RP 2015

Près de 58 % des résidences principales ont été construites avant 1971. Malgré cette relative ancienneté, le parc reste confortable puisque 96,8 % des habitations disposent d'une salle de bain avec baignoire ou douche. Cette part reste identique à celle observée en 2010 (95,5 %). 21,8 % des résidences ont été construites entre 1971 et 1990 et 11,5 % entre 1991 et 2005.

Concernant l'offre de logements en renouvellement urbain, l'ancienneté du parc de logements (79,5 % des habitations ont plus de 22 ans) offre des perspectives d'accueil intéressantes mais ce parc résidentiel ancien peut imposer des efforts d'entretien voire de réhabilitation potentiellement significatifs, ou nécessiter des travaux de lutte contre la précarité énergétique, d'adaptation des logements aux exigences de confort actuel, de maintien des personnes âgées... mettant alors hors de portée la mobilisation de certains logements. Ce regard attentif porté sur le parc résidentiel actuel permettra également de

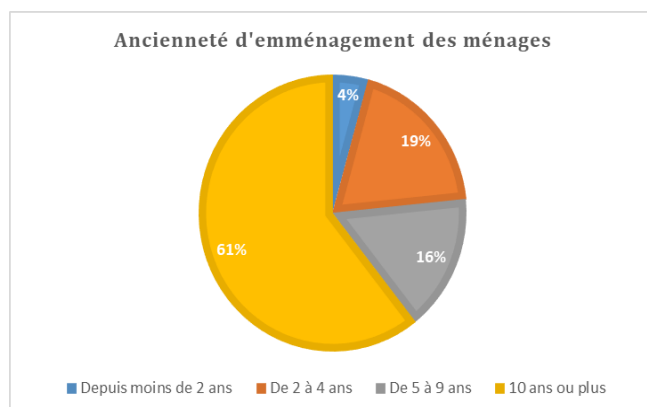
participer à la densification du tissu urbain et à la lutte contre l'étalement urbain, tout en préservant les caractéristiques traditionnelles du bâti ancien dont l'importance sur la commune aura probablement pour conséquence de marquer fortement le paysage urbain.

Statut d'occupation des résidences principales	2010		2015		ancienneté moyenne d'emménagement en années
	Nb	%	Nb	%	
Propriétaire	75	81,5%	74	85,1%	21,9
Locataire	16	17,4%	12	13,8%	6,7
dont logement HLM	0	0,0%	0	0,0%	0
Logé gratuitement	1	1,1%	1	1,1%	81
Ensemble	92	100,0%	87	100,0%	20,4

Source : INSEE RP 2015

En 2015, 85,1 % des résidences principales sont occupées par des ménages propriétaires de leur logement, soit 74 ménages. Leur nombre reste stable par rapport à 2010. 12 ménages sont locataires de leur résidence, soit 13,8 % (- 4 ménages par rapport à 2010). On recense 1 ménage logé à titre gracieux et aucun logement HLM loué vide.

Sur les 87 ménages recensés en 2015, 53 sont présents depuis plus de 10 ans, soit 60,6 %.



Source : INSEE RP 2015

Les ménages ayant emménagés depuis moins de 10 ans se répartissent ainsi :

- 14 ménages (soit 16 %) ayant une présence comprise entre 5 et 9 ans.
- 17 ménages (soit 19,1 %) vivant au sein de la commune depuis 2 à 4 ans.
- 4 ménages (soit 4,3 %) ayant emménagé à partir de 2013.

La moyenne d'ancienneté des ménages est de 20,4 années, 21,9 années pour les propriétaires et 6,7 années pour les locataires. La commune de Vrigny se caractérise donc par une forte part de ménages anciennement installés, majoritairement propriétaires, ce qui suppose une certaine attractivité du territoire et une qualité avérée du cadre de vie des habitants.

De nouveaux besoins sont à satisfaire en matière d'offres de logements. Ce besoin porte sur une taille plus modeste par rapport à la population existante (77 % des résidences principales ont 5 pièces ou plus et seulement 8 % des logements ont 3 pièces au plus). Toutefois le rapport entre la taille des ménages et la taille des logements n'est plus exactement le même que par le passé. Ce besoin s'accompagne d'un renouvellement de l'offre également car une partie du parc de logement est vieillissante (pouvant ne plus correspondre aux standards de confort actuels). Enfin, le logement doit s'adapter à des réalités démographiques qui ont évoluées (problématique du vieillissement notamment).

/// ENJEUX HABITAT

- ✓ *De quelle manière encourager la production de logements adaptés aux besoins (de toute taille, notamment des petits logements, du collectif et de l'individuel), en intégrant la problématique d'adaptabilité due à la perte d'autonomie mais également répondant au parcours résidentiel des ménages ?*
- ✓ *Comment répondre à la demande endogène et exogène des ménages ?*

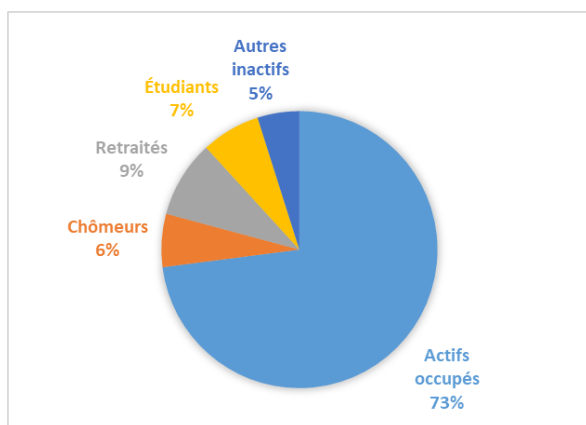
LA POPULATION ACTIVE, L'EMPLOI ET LE TISSU ÉCONOMIQUE//

UNE POPULATION ACTIVE EN ÉVOLUTION///

Une population plutôt active

En 2015, 133 personnes sont « en âge de travailler » (15-64 ans), soit 62,1 % de la population totale de Vrigny. Depuis 2010, cette population est en baisse de - 9,5 % (soit - 14 personnes). La part d'actifs (occupés et non occupés) est en hausse. Ils représentaient 79,2 % de la population en âge de travailler en 2015, contre 75 % en 2010.

Composition de la population des 15-64



Source : INSEE RP 2015

On dénombre 105 actifs (soit 5 de moins qu'en 2010), dont 97 actifs ayant un emploi (soit - 5 par rapport à 2010). Le nombre de chômeurs au sens du recensement reste plutôt stable, passant de 9 en 2010 à 8 en 2015 (soit 4,3 % de cette population). Le taux de chômage au sens du recensement est de 6,2 %.

20,8 % de la population en âge de travailler est inactive, soit 28 personnes. Elles étaient 37 en 2010 (soit 25 %). La part des d'élèves et étudiants est passée de 11,8 % à 6,9 % ; celle des retraités de 10,3 % à 9 %.

Concernant les personnes âgées de 15 ans ou plus ayant un emploi, 65,7 % sont salariés en 2015. Près de 80 % des salariés sont en contrat à durée indéterminée ou titulaires de la fonction publique, 18,5 % en contrat à durée déterminée ou en intérim. 33 personnes non salariées sont recensées sous le statut d'indépendant (15 personnes) ou d'employeur (18 personnes).

Enfin, la médiane du revenu disponible par unité de consommation⁷ est plutôt élevée (26 840 € contre 20 549 € au niveau départemental).

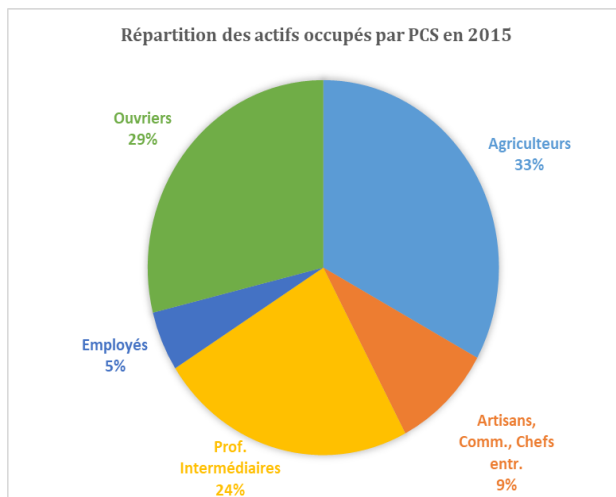
Ces données indiquent une certaine stabilité des situations professionnelles et une population dans l'ensemble peu touchée par la précarité de l'emploi.

Ainsi, on constate sur le territoire une quasi stabilité de la population active (- 5 actifs en 5 ans) conjuguée à une baisse du nombre de retraités et d'élèves et étudiants. Cette observation est à mettre en relation avec la diminution des classes d'âge des 15-29 ans et celle plus mesurée des 60-74 ans. La part des inactifs a diminué, au bénéfice de la population active, ce qui peut engendrer des besoins différenciés (déplacements, services, etc.).

⁷ Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Cmsa, Fichier Localisé Social et Fiscal (FiLoSoFi) en géographie au 01/01/2016.

Une forte représentation des agriculteurs et des ouvriers

La répartition des actifs occupés par Professions et Catégories Socio-professionnelles (PCS) indique une population relativement peu diversifiée. Aussi, sa structure a évolué entre 2010 et 2015.



Source : INSEE RP 2015

En effet, la part des ouvriers a augmenté, passant de 17,9 % en 2010 à 28,9 % en 2015 (soit 28 actifs).

Le nombre d'agriculteurs exploitants, catégorie la plus représentée, est en hausse de 6 personnes. Sa part est de 33 % en 2015 (contre 27,4 % en 2010).

La part des artisans, commerçants et chefs d'entreprise progresse légèrement et représente 9 actifs.

A l'inverse, la part des professions intermédiaires a diminué, passant de 31,6 % à 23,7 %.

La part des employés a également baissé, passant de 9,5 % à 5,2 % (soit 5 personnes en 2015). Aucun cadre et profession intellectuelle supérieure n'est recensé en 2015 (9 recensés en 2010).

Ces données sur la répartition des PCS sont toutefois à prendre avec précaution compte tenu de la taille de la population considérée (moins de 100 personnes) et issues de l'exploitation complémentaire du recensement⁸.

La population active de la commune tend ainsi à se modifier. Vrigny a ainsi attiré ces dernières années en majorité des ouvriers et, dans une moindre mesure, des agriculteurs exploitants et des artisans, commerçants et chefs d'entreprise. Cette observation peut être mise en lien avec la spécificité agri-viticole du village. Les cadres et professions intermédiaires sont moins représentés qu'auparavant. Ces différences peuvent impacter le choix du parcours résidentiel des habitants.

UN TISSU ÉCONOMIQUE POSITIONNANT VRIGNY COMME UNE COMMUNE RURALE ///

Un tiers des actifs vivent et travaillent à Vrigny

En 2015, Vrigny comptabilise sur son territoire 79 emplois⁹ (contre 104 en 2010). L'indicateur de concentration de l'emploi, qui est égal au nombre d'emplois à Vrigny pour 100 actifs ayant un

⁸ Contrairement à l'exploitation principale qui porte sur l'ensemble des questionnaires collectés (donc méthode exhaustive), les données issues de l'exploitation complémentaire sont des « estimations » obtenues par des procédés automatiques sur un échantillon de questionnaires collectés. (Source : site de l'INSEE).

⁹ Source : INSEE RP 2015.

emploi par habitant est de 79,7. Cela signifie qu'il y a près de 8 emplois sur le territoire pour 10 actifs occupés y résidant.

Lieu de travail des actifs résidant à Vrigny	2010	%	2015	%
Ensemble	105	100,0 %	100	100,0 %
Travaillent :				
<i>dans la commune de résidence</i>	<i>40</i>	<i>38,1 %</i>	<i>35</i>	<i>35,0 %</i>
<i>dans une autre commune</i>	<i>65</i>	<i>61,9 %</i>	<i>65</i>	<i>65,0 %</i>

Source : INSEE RP 2015

Entre 2010 et 2015, le nombre d'actifs occupés résidant à Vrigny est légère baisse, passant de 105 à 100 actifs. En 2015, 65 % de ceux-ci travaillent au sein d'une autre commune, ce qui implique des déplacements quotidiens à prendre en considération.

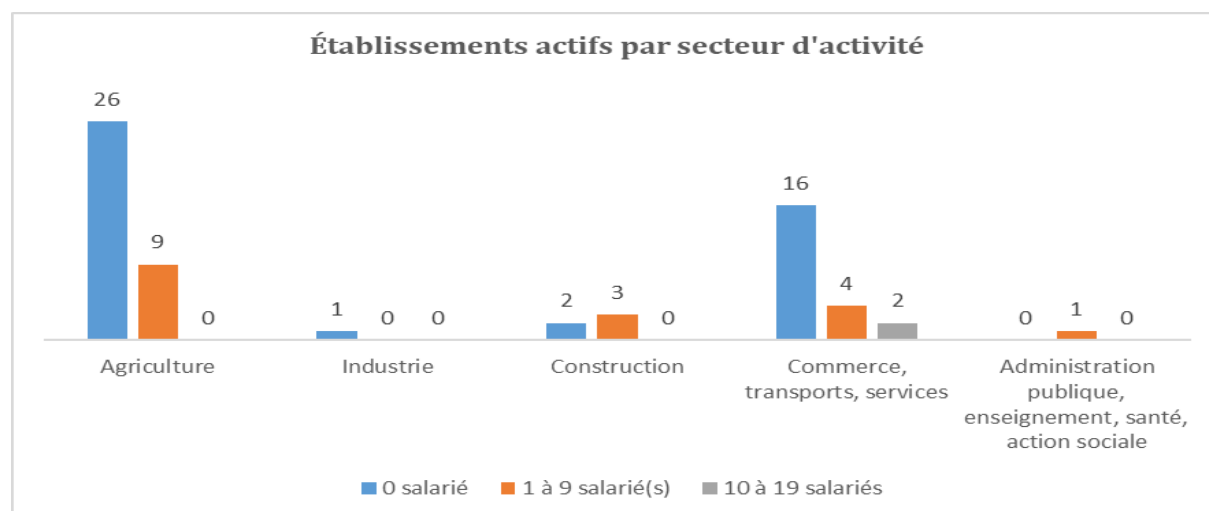
Selon l'INSEE, les emplois (salariés et non-salariés) au lieu de travail se répartissent de la façon suivante :

- 57,7 % dans l'agriculture.
- 26,3 % dans le commerce, le transport et les services divers.
- 15,4 % dans la construction.
- 0 % dans l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale.
- 0 % dans l'industrie.

La majorité des emplois locaux appartiennent au secteur agricole (emplois non délocalisables) et tertiaire, ce qui induit la présence d'un tissu d'emploi local à prendre en compte au sein PLU, notamment lié à la viticulture.

Un tissu économique local majoritairement composé de petites unités productives

En 2015, 64 établissements actifs sont recensés sur la commune de Vrigny. Parmi ceux-ci, 45 (soit 70,3 %) n'emploient aucun salarié.



Source : INSEE CLAP 01/01/2015 – Ensemble des activités

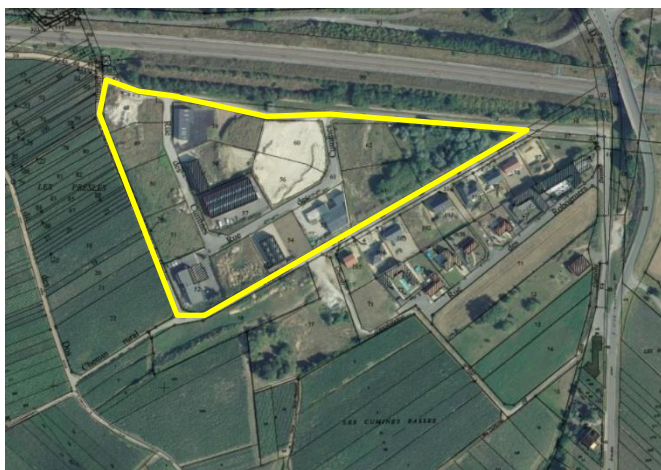
35 établissements domiciliés à Vrigny exercent des activités agricoles, soit 54,7 % du tissu économique. Parmi ceux-ci, 26 n'emploient pas de salarié. 5 établissements sont recensés dans le secteur de la construction (7,8 %), 1 dans l'industrie et 1 dans les activités publiques ou de santé.

Enfin, 76,6 % des établissements¹⁰ appartiennent à la sphère productive¹¹.

Le tissu économique local est majoritairement composé d'établissements de petites tailles, employant pas ou peu de salarié(s). Les établissements appartenant au champ agricole et tertiaire sont les plus représentés sur la commune. La poursuite du soutien aux activités existantes et plus généralement du développement économique reste donc un enjeu majeur.

Zone d'Activités Économiques « Les Cumines »

D'une superficie de 3,90 ha, la Zone d'Activités Économiques (ZAE)¹² « Les Cumines » accueille plusieurs entreprises à vocation artisanale, commerciale et industrielle.



Données cartographiques : © IGN, INPN, MTE, MNHN, FEDER, Région Grand-Est, Région Hauts-de-France

Les principaux établissements recensés sont :

- Monsieur Musa Aydin.
- Arch et Tech.
- Les délices d'André.

4 établissements sont recensés en décembre 2015, 3 relevant du secteur de la construction et 1 du secteur tertiaire.

Une aire de lavage du matériel agricole s'est également implantée au sein de la zone. Bien que non encore toutes bâties, les différents lots ont tous trouvé preneur.

Leur taille est plutôt diversifiée puisqu'on recense à cette même date 1 établissement n'employant aucun salarié, 1 a un effectif renseigné compris entre 1 et 2 salarié(s), 1 entre 3 et 5 et 1 entre 6 et 9.



Crédits photos : AUDRR

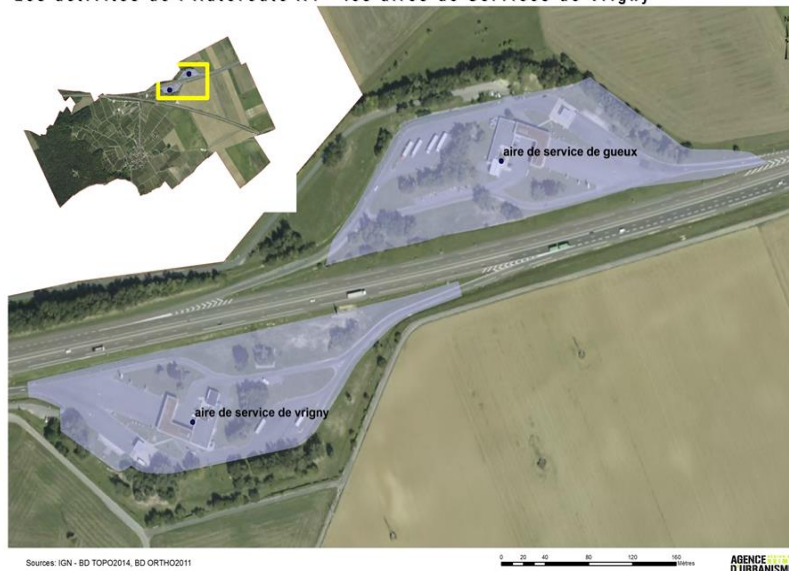
¹⁰ Source : INSEE, CLAP en géographie au 01/01/2015. Champ : ensemble des activités.

¹¹ « Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère ». Définition de l'INSEE.

¹² Source : AudrrLab (données terrain : août 2016. Données économiques : décembre 2015).

Les aires de services de Vrigny

Les activités de l'Autoroute A4 - les aires de Services de Vrigny



Traversée par l'autoroute A 4, Vrigny accueille sur son périmètre deux aires d'autoroute, générant activités de services et emplois :

-Aire de Gueux (sens Strasbourg – Paris),

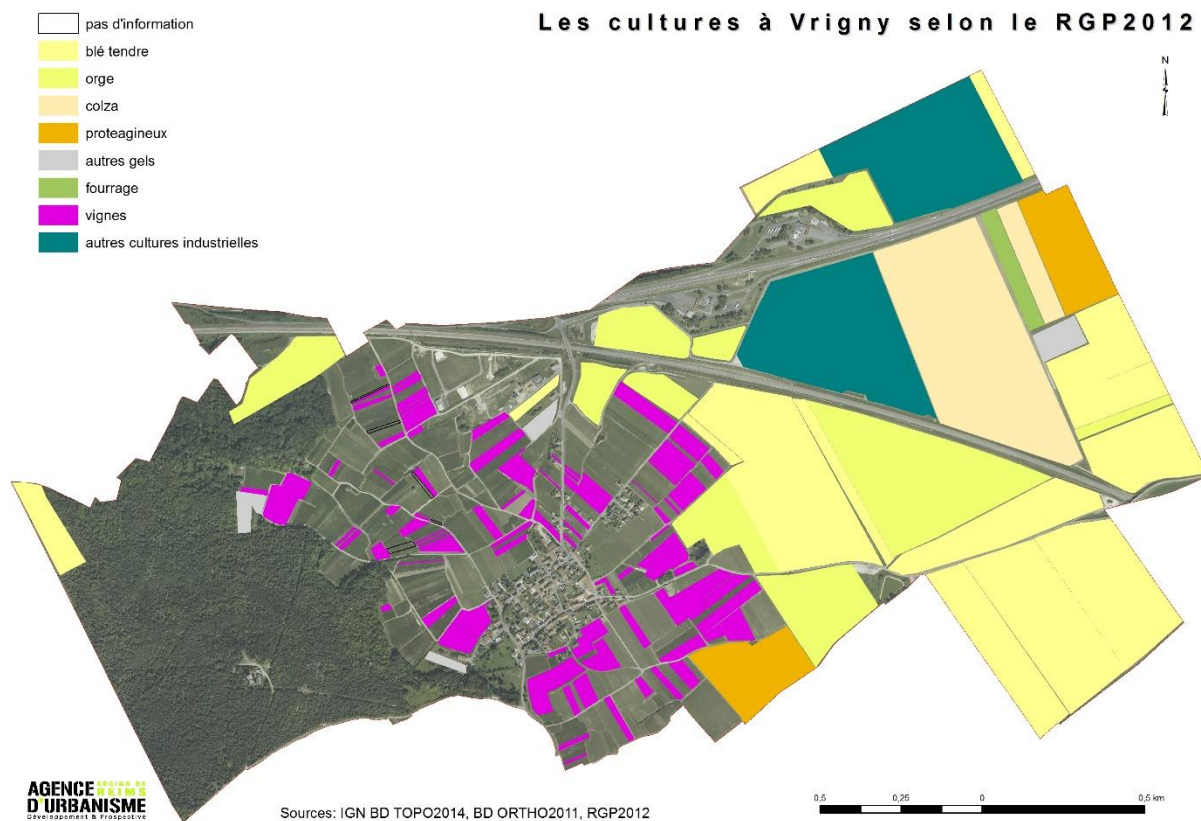
-Aire de Vrigny (sens Paris – Strasbourg).

Celles-ci proposent des produits et services à destination des usagers du réseau autoroutier (station-

service, restauration, aire de repos...)

UNE ACTIVITÉ AGRICOLE ET VITICOLE IMPORTANTE ET VECTEUR D'IDENTITÉ COMMUNALE //

L'activité agri-viticole est une caractéristique prégnante de la commune de Vrigny. Les terres agricoles couvrent une grande partie du territoire.



Les exploitations agricoles ayant leur siège dans la commune sont au nombre de 40 au dernier recensement agricole de 2010. Entre 1988 et 2010, celles-ci ont augmenté (+ 6 exploitations).

En ce qui concerne la Surface Agricole Utilisée (SAU), elle est de 443 ha en 2010, soit une diminution de 47 ha par rapport au recensement de 1988. 222 ha (hors vignobles) de surfaces cultivées sont inscrits au Registre Parcellaire Graphique de 2012. On recense des cultures de blé tendre, d'orge ou encore de protéagineux.

Selon le fichier AGRESTE, l'orientation technico-économique de la commune est la viticulture. En 2010, on recense 351 ha de terres labourables et 92 ha de cultures permanentes.

Selon l'Union de Maisons de Champagne, Vrigny compte 40 exploitants viticoles pour une surface totale exploitée de 89,8 ha (dont 61,4 ha de Meunier, 18,5 ha de Pinots-Noirs et 9,7 ha de Chardonnay).

En effet, la commune de Vrigny est comprise dans le périmètre de diverses aires d'appellation AOC – AOP (source : www.inao.gouv.fr) :

- Champagne ;

- Champagne grand cru ;
- Champagne rosé ;
- Coteaux champenois blanc ;
- Coteaux champenois rosé ;
- Coteaux champenois rouge.

Enfin, malgré l'absence d'élevage recensé sur la commune, le territoire de Vrigny fait partie de l'aire d'appellation IGP Volailles de la Champagne » (IG/10/94).

L'activité agri-viticole est une caractéristique essentielle du territoire. La préservation de la qualité des paysages reste donc un enjeu majeur pour la commune en termes d'opportunités de développement (œnotouristique par exemple). Cependant, ces activités ne sont pas sans générer des besoins particuliers (circulation du matériel agricole, ...), des contraintes ou des nuisances potentielles qui sont à prendre en considération (cohabitation avec l'habitat, les piétons, les cycles, les véhicules particuliers...).

DES POTENTIELS D'ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE

Route touristique du Champagne, circuit de la Montagne de Reims, sentier de randonnées GR 142, chemins ruraux et d'exploitation, patrimoine bâti ancien et remarquable, ... Vrigny possède plusieurs facteurs d'attractivité de toute sorte : tourisme culturel, patrimonial ou paysager.

Pour l'heure, la commune compte une maison d'hôtes disposant de 5 chambres¹³.

**Route touristique du
Champagne**



Église Saint-Vincent



Lavoir de Vrigny



Crédits photos : AUDRR, mars 2015

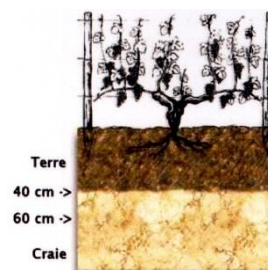
Le développement du tourisme est un atout à valoriser, d'autant plus que les Paysages de Champagne sont aujourd'hui reconnus mondialement car les Coteaux, Maisons et Caves de Champagne sont inscrits sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

¹³ Source : site Chambres-Hôtes.fr

Zoom sur

« Coteaux, Maisons et Caves de Champagne » : Patrimoine Mondial de l'UNESCO

Les terrains les plus propices à la culture de la vigne sont les sols à dominante crayeuse, parfois en association avec de l'argile. En général, le sol champenois est composé d'une mince couche de terre (40-60 cm, cf. schéma ci-contre) sur un substrat de craie. De fait, la craie permet une bonne aération, favorise le stockage de chaleur restitué la nuit et peut stocker une capacité d'eau importante (la craie peut absorber 40% de son volume d'eau).



La Champagne est donc un territoire historiquement viticole ayant pour cépages traditionnels le Chardonnay, le Meunier et le Pinot-Noir. Depuis le 4 juillet 2015, les Coteaux, Maisons et Caves de Champagne sont inscrits sur la Liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, dans la catégorie « Paysages Culturels ».

En effet, les impératifs de production des vins de Champagne ont généré une organisation ternaire originale : un système agro-industriel qui structure le paysage. D'une part ce dernier est structuré par le bassin d'approvisionnement, à savoir les vignes, et d'autre part par les fonctions de production et de commercialisation, c'est-à-dire les villages ou quartiers de villes où l'activité viticole s'est imbriquée de manière complexe avec l'habitat pour former un système architectural très spécifique.

Ainsi, l'ensemble du paysage Coteaux, Maisons et Caves de Champagne, et non un site en particulier, est inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Les paysages viticoles de Vrigny font partie de la zone d'engagement du Bien UNESCO dont le périmètre recouvre l'ensemble de la zone d'appellation « AOC Champagne ».

Vignoble à Vrigny



Crédits photos : AUDRR, mars 2015

/// ENJEUX ÉCONOMIQUES

- ✓ *Comment articuler pérennisation des activités existantes et le développement économique futur ?*
- ✓ *Quels besoins pour les entreprises existantes ?*
- ✓ *Quel accompagnement minimum doit-on mettre en œuvre (desserte, forme urbaine, équipement des zones, etc., ...) ?*
- ✓ *Quel avenir pour le développement des zones d'activités et des besoins des aires de services de l'autoroute A 4 ?*
- ✓ *Quid de l'activité agri-viticole et de la compatibilité avec la proximité de l'habitat ?*
- ✓ *Quelle évolution de la préservation de l'aire de production « AOC Champagne » ?*

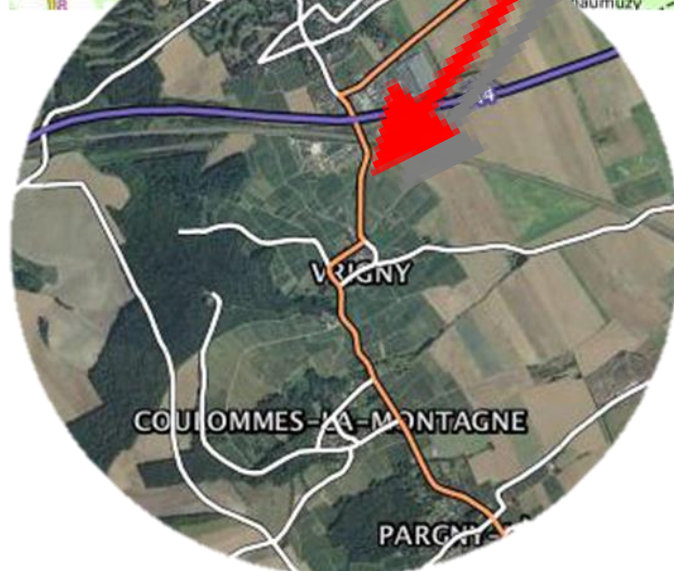
LES MODES DE TRANSPORT ET LA MOBILITÉ///

UNE BONNE DESSERTE ROUTIÈRE AXANT LA MOBILITÉ SUR LA VOITURE INDIVIDUELLE///

La commune est traversée par l'autoroute A 4 et deux routes : sur un axe Nord-Ouest/Sud-Est par la RD26 reliant Gueux au Nord et Coulommès-la-Montagne au Sud. Une deuxième route desservant le village permet de relier Vrigny à Ormes à l'Est, en direction de Reims.

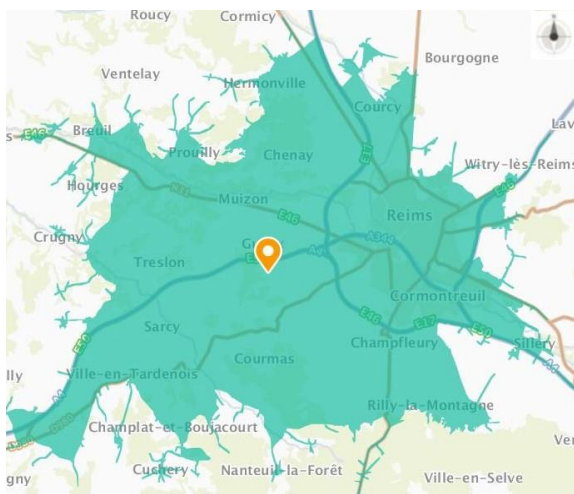


Source : IGN, AUDRR



Vrigny est relativement accessible par la route grâce à la proximité de l'agglomération rémoise et de grands axes de communication (notamment les autoroutes A4, A26 et A344 avec l'échangeur de Thillois-Tinqueux, et la RN31 accessible depuis Gueux).

Temps de parcours en voiture (20 minutes)



Source : IGN, Géoportail, méthode d'estimation par isochrone

Comme le montre la carte ci-contre, la commune est facilement accessible par la route. Les habitants de Vrigny peuvent rejoindre le centre-ville de Reims en 15 minutes (depuis la RN31 au Nord ou la RD980 au Sud de la commune). Les autoroutes A4 et A344 sont accessibles en environ 5 minutes via l'échangeur autoroutier situé à Tinueux.

Les zones commerciales les plus proches de l'agglomération rémoise (Thillois, Tinueux, Saint-Brice-Courcelles et la Neuville) sont distantes de 5 à 15 minutes. Les équipements, les services et les commerces de proximité sont également présents pour la plupart à

Gueux, bourg structurant et situé immédiatement au Nord de la commune de Vrigny. La gare TGV Champagne-Ardenne se trouve à un peu moins de 15 minutes de la commune.

Les habitants sont par ailleurs dépendants de la voiture individuelle afin de se rendre sur leur lieu de travail ou de fréquenter les commerces et services situés sur la commune et / ou à proximité. Comme évoqué ci-avant, 80,5 % des actifs¹⁴ vont travailler en voiture.

92,6 % des ménages possèdent au moins un véhicule et 63,8 % possèdent 2 voitures ou plus, ce qui est supérieur à la moyenne départementale (34,1 %)¹⁵.

Ainsi, la facile accessibilité du territoire, couplée à sa proximité immédiate du pôle rémois, explique son attractivité. L'utilisation de la voiture individuelle reste le mode de transport privilégié des ménages (déplacements domicile-travail, accès aux commerces, à la santé, aux loisirs, ...).

¹⁴ Source : INSEE RP 2015.

¹⁵ Source : INSEE RP 2015.

INVENTAIRE DES CAPACITÉS DE STATIONNEMENT ///

Un inventaire des capacités de stationnement des véhicules motorisés, véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités a été réalisé (article L123-1-2 du Code de l'Urbanisme).

La carte ci-dessous localise les parcs ouverts au public. La totalité des parcs de stationnement au sein du village couvre 125 m² environ pour une capacité totale de 10 places, localisées devant la mairie. Cet espace peut être utilisé par les habitants de la rue Saint-Vincent par exemple mais également par les visiteurs et touristes de passage (Vrigny étant traversée par la Route touristique du Champagne).

On ne recense pas de places spécifiquement dédiées aux vélos ni aux véhicules électriques / hybrides au sein du village.

Toutefois, des bornes de recharge rapide de type Combo CCS EU (puissance de 150 kW) sont en cours de déploiement sur chacune des aires d'autoroute, permettant le renforcement du corridor d'équipements de recharge pour les véhicules sur le réseau autoroutier français.

Le stationnement ailleurs dans le village se fait soit sur des aires privées (garage, cours, ...), soit de manière longitudinale (le long des voies).

La plupart des besoins de stationnement sont gérés de manière individuelle, au sein des propriétés privées¹⁶.

Les parcs de stationnement ouverts au public à Vrigny



¹⁶ 87,2 % des ménages possèdent au moins un emplacement privé réservé au stationnement (Source : INSEE RP 2015).

Dans le centre du village, seul un parc de stationnement devant la Mairie est spécifiquement dédié au stationnement, en plus des places longitudinales le long des chaussées.

Malgré cela, des difficultés de stationnement persistent, en raison de la configuration initiale de ces chaussées anciennes assez étroites, très représentatives des villages viticoles de la région. Cette trame urbaine rend difficile la création de nouvelles places de stationnements publics.

INTERMODALITÉ ET DIVERSIFICATION DES MODES DE TRANSPORT ALTERNATIFS À LA VOITURE INDIVIDUELLE///

Une absence de halte ferroviaire sur la commune

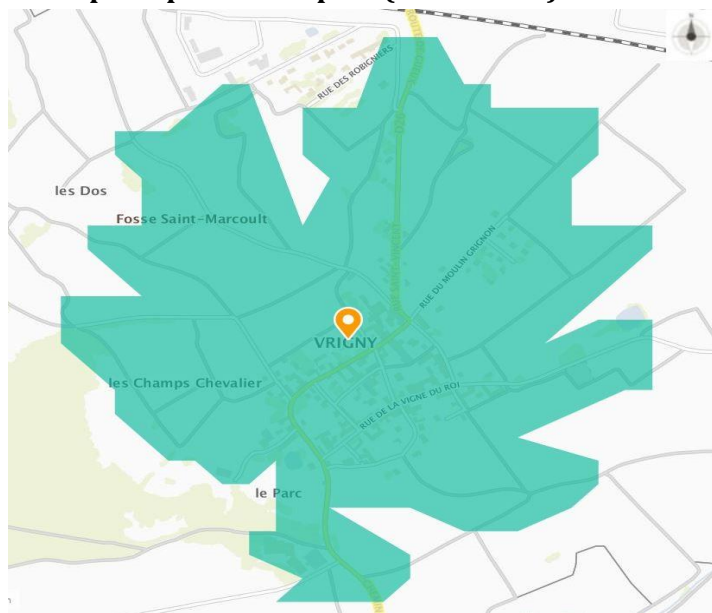
Bien que traversée par une ligne de chemin de fer (LGV Est Européen), la commune ne dispose pas de gare, la plus proche halte ferroviaire étant située sur la commune de Muizon, distante d'environ 5 minutes en voiture. Pour rappel, les gares les plus proches desservies par le TGV se situent à Bezannes et à Reims centre.

Une commune desservie par les transports scolaires

Vrigny est desservie par le réseau de transports scolaires (collèges, écoles primaires et maternelles) de la Région Grand Est, avec une desserte quotidienne vers l'école maternelle et primaire de Gueux, le collège de Gueux et les lycées de Reims.

Un bourg à l'identité rurale relativement accessible aux modes doux

Temps de parcours à pied (10 minutes)



Source : IGN, Géoportail, méthode d'estimation par isochrone

Le territoire de Vrigny reste relativement accessible à pied. Comme le montre la carte ci-contre, la quasi-totalité du village est accessible à pied en 10 minutes depuis la Mairie.

Au sein du village, quelques cheminements piétons existent (notamment devant la mairie), et certaines rues débouchent sur des chemins d'exploitation. La commune de Vrigny dispose sur son territoire d'un itinéraire de randonnée, avec le GR 142. Il existe de plus des chemins ruraux et d'exploitation délimitant les cultures autour du village.

La liaison entre le village et le secteur des Cumines (lotissements des Robogniers, des Cumines et zone d'activités artisanales) est plus délicate. Les accotements sont larges et enherbés mais les trottoirs ne sont physiquement

présents qu'au droit de chaque construction isolées le long de la rue St Vincent. Rappelons que cette voie dessert de nombreuses parcelles viticoles de part et d'autre, justifiant pour partie la sobriété de l'aménagement des accotements.

La mobilité en modes doux y est plutôt favorisée par la topographie assez plane de la plupart des rues et la présence de trottoirs le long des principales rues. Toutefois, ces derniers sont souvent étroits et parfois occupés par des voitures en stationnement, ce qui peut contraindre les déplacements notamment pour les personnes à mobilité réduite. Des aménagements existent afin de sécuriser les déplacements (par exemple : passages piétons, stops, deux rues en zone 20). Cela contraint également les possibilités de stationnement.

Le développement de ces modes de déplacements doux permettrait de valoriser le patrimoine paysager, de faciliter l'accessibilité par les touristes et la clientèle du Champagne (Vrigny fait partie de la zone couverte par le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims et de la zone d'appellation « AOC Champagne »).

/// ENJEUX MOBILITÉ

- ✓ Comment améliorer les déplacements internes à la commune (routiers, modes doux) ?
- ✓ Quel développement des sentes piétonnes pour éviter les conflits d'usage et favoriser la mobilité douce ?
- ✓ Existe-t-il des difficultés liées au stationnement ?
- ✓ Prendre en compte la circulation du matériel agricole.

LE CADRE DE VIE ET LES FONCTIONS URBAINES///

UN NIVEAU D'ÉQUIPEMENTS ET DE SERVICES CONFORME AU CARACTÈRE RURAL DE LA COMMUNE///

Une vie locale marquée par une offre peu diversifiée

De par son statut de commune rurale, Vrigny dispose de peu d'équipements et de services de proximité.

De source communale, on recense les équipements et les services suivants à Vrigny et dans les communes limitrophes :

Les équipements et services publics :

- Mairie.
- Salle des fêtes.
- Terrains de sports (derrière la Mairie).
- Cimetière.
- Église.

Les parcours scolaires sont gérés à l'échelle de la carte scolaire (école maternelle au collège à Gueux, lycée à Reims).

Commerces & Services :

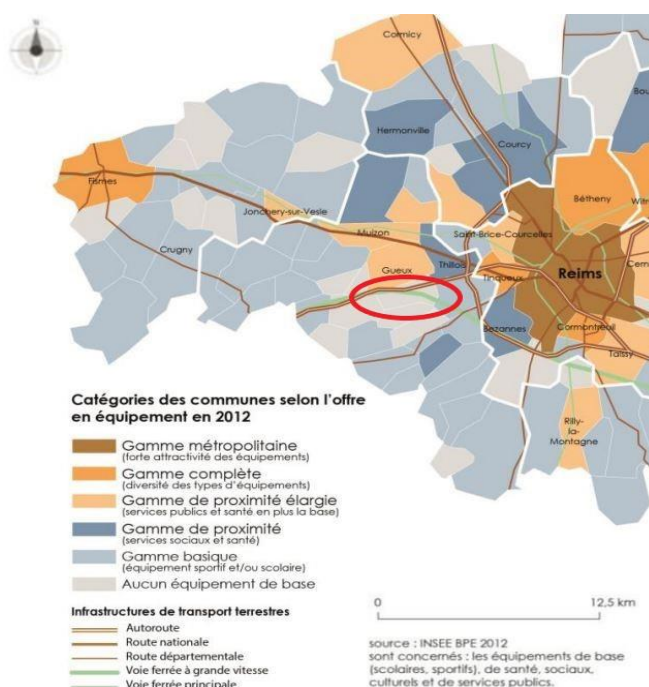
- Commerces ambulants : tournées de commerçants en provenance des villages environnants (boucher-charcutier, boulangerie).

Les services offerts par les aires d'autoroute sont spécifiquement dédiés aux usagers de l'infrastructure.

La proximité du pôle urbain permet de répondre aux autres besoins de commerces et services. Notons la proximité du village de Gueux qui dispose d'une offre plus élargie : épicerie, boulangerie, tabac-presse, professions médicales (médecins, kinésithérapeutes, dentiste, pharmacie), coiffeurs, etc.

Vie associative :

- Comité des fêtes.
- Club de loisirs.



L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE ET NUMÉRIQUE ///

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) constituent un enjeu majeur de l'aménagement du territoire. Elles ont et auront un impact croissant sur les déplacements et sur la localisation des populations et des activités économiques.

Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique.

Le diagnostic de couverture « ADSL »

Les éléments présentés ci-après s'appuient sur la cartographie des lignes téléphoniques en valeur relative. Il ne s'agit donc que d'une première approche au niveau de service global, permettant d'alerter sur les zones à enjeux dans lesquelles un certain nombre de foyers ou d'entreprises risque de ne pas bénéficier d'un niveau de service suffisant.

Débit théorique de couverture numérique

Les débits internet

Vitesse internet	Nombre de bâtiments	%
Plus de 500 Mb/s	0	0 %
Entre 100 Mb/s et 500 Mb/s	0	0 %
Entre 30 Mb/s et 100 Mb/s	0	0 %
Entre 8 Mb/s et 30 Mb/s	129	100 %
Entre 3 Mb/s et 8 Mb/s	0	0 %
Moins de 3 Mb/s	0	0 %
Inconnu	0	0 %

Données Ariase

La fibre à Vrigny

La fibre optique n'a pas encore été déployée sur la commune.
(Donnée ARCEP - 30/09/2018)

Centraux ADSL rattachés à Vrigny

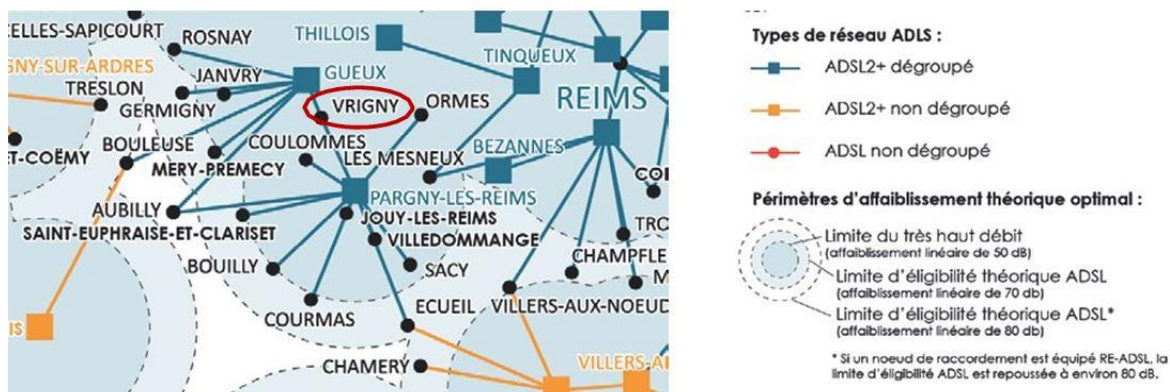
Code NRA	Nom NRA
<u>51282GUE</u>	GUEUX
<u>51422PAR</u>	PARGNY LES REIMS

Source : <https://www.ariase.com/couverture/marne-51/vrigny>

Vrigny bénéficie d'une couverture au débit théorique de 8 à 30 Mbit/s. Ce niveau théorique de couverture est jugé assez faible. La commune ne dispose pas actuellement de nœud de raccordement ADSL sur son territoire, ni de réseau FTTH ou FTTLa (fibre optique), ni du réseau WiMax.

La carte ci-après présente la situation de Vrigny au sein du schéma de développement de fibre optique communautaire en 2014. On constate que Vrigny est située à la limite du périmètre du très haut débit, à proximité de communes disposant d'un réseau ADSL2+ dégroupé, comme Gueux et Pargny-les-Reims, auxquelles elle est raccordée pour la technologie ADSL.

*Schéma de développement de fibre
optique à l'échelle communautaire 2014*



Le diagnostic de couverture « téléphonie mobile »

Vrigny dispose d'une bonne couverture « Voix et SMS » pour les 4 opérateurs. La couverture « 3 et 4 G » reste plutôt satisfaisante pour les 4 opérateurs, chacun d'entre eux ayant des émetteurs situés dans des communes proches (source : monreseaumobile.fr). Le réseau mobile est en cours de renforcement le long de la ligne LGV, afin de faciliter l'usage des réseaux mobiles lors des trajets avec ce mode de transport collectif.

LES AUTRES RÉSEAUX (RESSOURCES EN EAU ET ÉNERGÉTIQUES) ///

La gestion des ressources : l'eau, l'assainissement et les déchets :

L'alimentation en eau potable, de l'assainissement et la gestion des déchets sont désormais assurées par la Communauté Urbaine du Grand Reims.

Les ressources énergétiques :

Le SIEM assure l'exploitation, la rénovation et l'extension des réseaux d'éclairage public de Vrigny.

La commune est concernée par des infrastructures de transport d'énergie : par des ouvrages électriques et de transport de gaz (voir recueil et plan des servitudes en annexe du PLU).

- La commune est concernée par la servitude d'utilité publique (I4) relative à l'établissement de canalisations électriques. Plusieurs lignes traversent le territoire et notamment des lignes aériennes.

La commune de Vrigny est concernée par la zone de développement favorable de l'éolien¹⁷. Toutefois, l'ensemble de la commune de Vrigny fait partie de la zone d'exclusion défavorable au développement éolien vis-à-vis de la préservation de la VUE (Valeur Universelle Exceptionnelle) du Bien « Coteaux, Maisons et Caves de Champagne » inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (source Charte éolienne des Coteaux, Maisons et Caves de Champagne, 2018).

/// ENJEUX CADRE DE VIE

- ✓ *Quels dispositifs prévoir pour maintenir un cadre de vie de qualité aux habitants de Vrigny, au regard des besoins en termes d'accès aux services et équipements, notamment des communications numériques ?*
- ✓ *Existe-t-il des besoins en matière de services et d'équipements pour la population ?*
- ✓ *Quels services pour accompagner la population et l'installation d'activités sur le territoire ?*

¹⁷ Source : Schéma Régional Éolien – mai 2012.

SYNTHESE DES ENJEUX TERRITORIAUX ///

/// ENJEUX DE POSITIONNEMENT

- ✓ *Comment s'inscrire dans la dynamique de rayonnement métropolitain de Reims en tant que commune rurale périurbaine ?*
- ✓ *Comment consolider les partenariats avec les autres territoires et les communes voisines ?*

/// ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES

- ✓ *Quels leviers mobiliser pour retrouver une dynamique démographique positive et maintenir la population sur place ?*
- ✓ *Quelles adaptations aux besoins liés au vieillissement et aux modes de vie des ménages ?*
- ✓ *Comment permettre aux plus jeunes et aux familles de s'installer et aux plus âgés de rester sur la commune ?*

/// ENJEUX HABITAT

- ✓ *De quelle manière encourager la production de logements adaptés aux besoins (de toute taille, notamment des petits logements, du collectif et de l'individuel), en intégrant la problématique d'adaptabilité due à la perte d'autonomie mais également répondant au parcours résidentiel des ménages ?*
- ✓ *Comment répondre à la demande endogène et exogène des ménages ?*

/// ENJEUX ÉCONOMIQUES

- ✓ *Comment articuler pérennisation des activités existantes et le développement économique futur ?*
- ✓ *Quels besoins pour les entreprises existantes ?*
- ✓ *Quel accompagnement minimum doit-on mettre en œuvre (desserte, forme urbaine, équipement des zones, etc., ...) ?*
- ✓ *Quel avenir pour le développement des zones d'activités et des besoins des aires de services de l'autoroute A 4 ?*
- ✓ *Quid de l'activité agri-viticole et de la compatibilité avec la proximité de l'habitat ?*
- ✓ *Quelle évolution de la préservation de l'aire de production « AOC Champagne » ?*

/// ENJEUX MOBILITÉ

- ✓ *Comment améliorer les déplacements internes à la commune (routiers, modes doux) ?*

- ✓ *Quel développement des sentes piétonnes pour éviter les conflits d'usage et favoriser la mobilité douce ?*
- ✓ *Existe-t-il des difficultés liées au stationnement ?*
- ✓ *Prendre en compte la circulation du matériel agricole.*

/// ENJEUX CADRE DE VIE

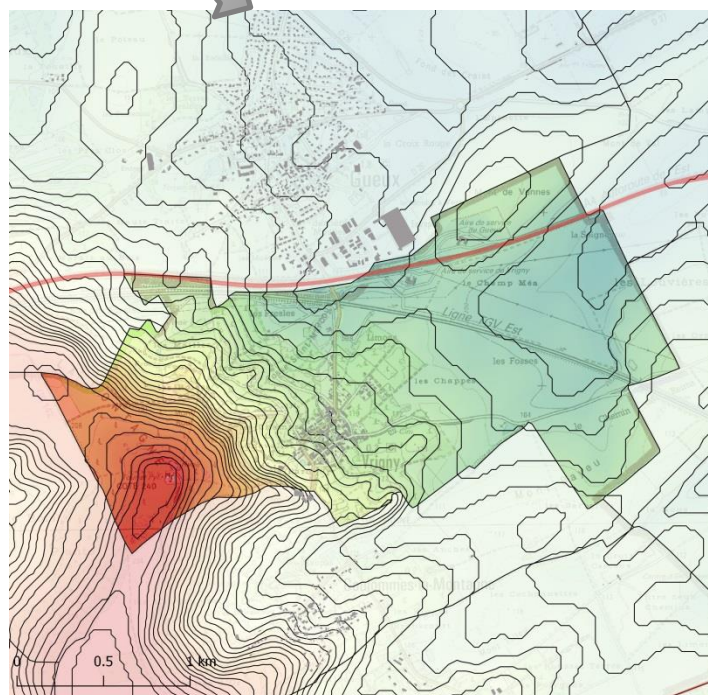
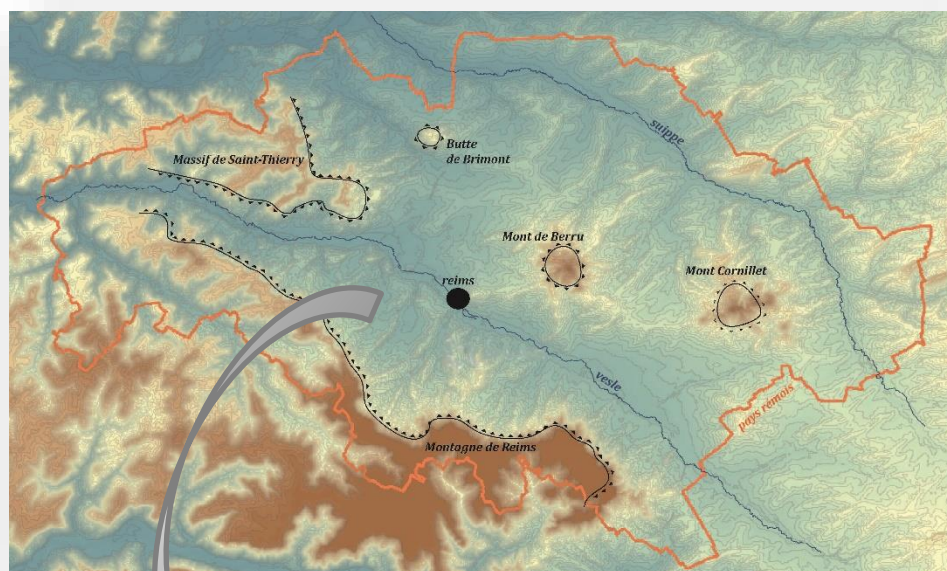
- ✓ *Quels dispositifs prévoir pour maintenir un cadre de vie de qualité aux habitants de Vrigny, au regard des besoins en termes d'accès aux services et équipements, notamment des communications numériques ?*
- ✓ *Existe-t-il des besoins en matière de services et d'équipements pour la population ?*
- ✓ *Quels services pour accompagner la population et l'installation d'activités sur le territoire ?*

ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

A2

I. CARACTÉRISTIQUES GÉOPHYSIQUES ET RISQUES NATURELS

1. SITUATION GEOGRAPHIQUE ET TOPOGRAPHIE

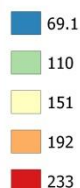


Topographie

Commune :
Vrigny

Légende

Altitude (en mètres)



Source: IGN

L'ensemble topographique du secteur étudié appartient à la région naturelle de la Montagne de Reims, s'étendant sur les terrains tertiaire d'Ile de France, délimité à l'Est par l'extrémité de la cuesta et à l'Ouest par le plateau du Tardenois. Plus à l'Est, dans l'échancrure de la Vallée de la Vesle, se termine la plaine Crétacé (Quaternaire) de Champagne. Le paysage, portant l'héritage des périodes froides du quaternaire, s'y caractérise par des ondulations où s'alternent plateaux et vallées sèches, vallées humides en formes de berceau et la présence de buttes témoins dans la plaine. Le Mont de Berru en est le parfait exemple puisqu'il culmine à 270m d'altitude N.G.F. (Nivellement Général de la France).

Le territoire communal, inclus en totalité dans le périmètre du Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims, s'étend sur 443 hectares (ha) et s'inscrit sur le flanc Nord de la Montagne de Reims. En vertu de sa localisation, le relief de la commune est constitué de pentes douces, marqué par un relief aux courbes amples qui offre de nombreux points de vue et une découverte variée du paysage puis s'accroît avec le massif boisé.

Les amplitudes topographiques sont relativement élevées et varient de 92 mètres (m) à 238 m d'altitude. Cette unité paysagère présente un relief de coteaux avec une inclinaison topographique suivant une orientation Ouest-Est, en direction de la plaine Champenoise.

Plusieurs éléments structurent le relief de la commune :

- La plaine cultivée à l'Est du territoire: les altitudes relevées aux abords varient entre 100 et 115m.
- Le village est implanté entre 120 et 150m d'altitude. La présence de l'aire AOC épousant le relief, caractérise ce secteur.
- Le plateau à l'Ouest du territoire, majoritairement boisé culmine à 240 m d'altitude.

Les caractéristiques géomorphologiques façonnent le paysage et orchestrent l'implantation des coteaux habillés de vignes, les cordons boisés, la plaine agricole... Compte tenu de ce relief, les lignes de crêtes boisées et les coteaux plantés sont des composantes du Grand Paysage importante pour leur valeur patrimoniale (viticulture) mais également environnementale (lutte contre l'érosion, corridors écologiques et risques de mouvements de terrain potentiel).

Les secteurs à forte pente sont à surveiller. En fonction de la composition du sous-sol, ils peuvent être vecteurs de mouvements de terrains. Lors de forts épisodes pluvieux, l'aléa « glissement de terrain » constitue un potentiel risque.

2. GEOLOGIE

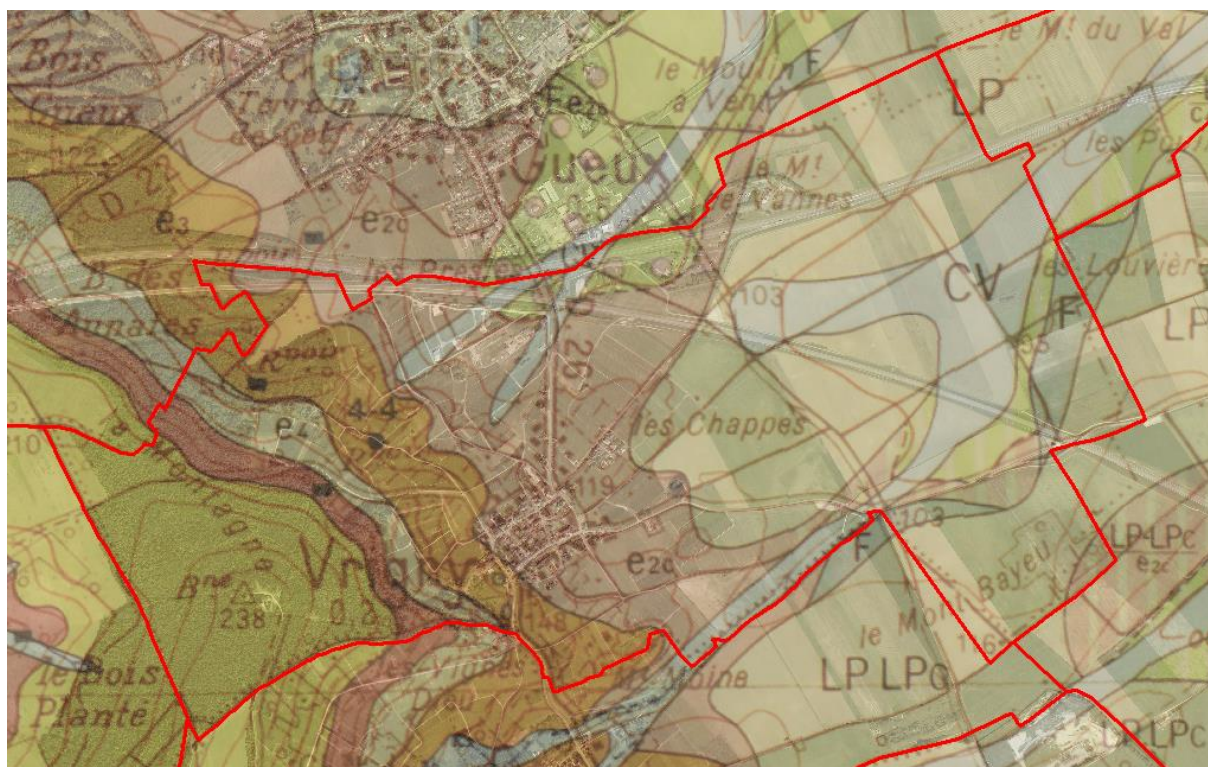


Figure 1 : Carte géologique du territoire de Vrigny – Source : geoportail.fr

Tableau 1 / Succession des couches géologiques sur le territoire de Vrigny (des plus récentes aux plus anciennes) – Source : BRGM

CV	Colluvions
LP	Limons de plateau
e5c	Lutécien supérieur, « Marnes et caillasses » : marnes blanches et vertes, calcaires sublithographiques
e5a-b	Lutécien inférieur et moyen : « calcaire grossier »
e4	Tertiaire – Yprésien : Sables de Cuise
e3	Argiles plastiques et lignites du Soissonnais
e2	Tertiaire Thanétien : Sables de Bracheux
	Craie

Le Tardenois, pris entre les vallées de la Vesle et de la Marne, s'interrompt au contact de la Montagne de Reims. Sur un socle de craie datant de la fin du Crétacé n'affleurant qu'au niveau des vallées, on rencontre diverses formations tertiaires s'empilant comme des assiettes et qui sont recouvertes de limons ou d'alluvions du quaternaire en couches plus ou moins importantes.

Ainsi, la géologie du territoire est relativement simple. Elle s'organise en une succession de trois entités disposées en « terrasses » :

- Au nord du territoire, le seuil de la Montagne de Reims appelé « Petite Montagne » est recouvert de formations superficielles issues du quaternaire notamment des alluvions de terrasse et des limons des plateaux. Avec l'élévation régulière des terrains, viennent ensuite les affleurements du tertiaire formés de sables du Thanétien (dits de Châlons-sur-Vesle).
- Vers le Sud, les formations d'argiles et de marnes affleurantes proviennent de la partie inférieure de l'Yprésien. La formation varie de 10 à 30 m et est essentiellement marneuse. Lorsqu'ils ne sont pas recouverts par des formations superficielles épaisses (ici les colluvions de fond de vallée), les faciès sparnaciens se signalent par la présence de sources et étangs, autour desquels se développe une végétation typique. Ces formations sont recouvertes localement par des colluvions de fond de vallée permettant l'écoulement des eaux superficielles.
- À l'abord du plateau, les calcaires lutétiens constituent l'unité géomorphologique la plus importante, ils forment la surface structurale des plateaux ainsi que le rebord de la cuesta. Enfin, les marnes et caillasses constitue la partie supérieure du plateau. Elles sont le plus souvent visibles sous forme de blocs épais remontés par les labours.

Les caractéristiques du sous-sol de Vrigny présentent certaines contraintes qui auront un impact sur le développement urbain du territoire. La présence de formations argilo-marneuse et argilo-sableuse tend à une forte teneur en argile (peu perméable) de certaines couches géologiques limitant l'infiltration des eaux de pluies et/ou de ruissellement dans les sols. La composition du sol est vectrice de mouvement de terrain lors de fort épisode pluvieux, par l'aléa glissement de terrain notamment. En effet, le vignoble champenois connaît lors d'orages violents, de forts ruissellements et d'érosion du sol. La pente plus ou moins prononcée, le sol laissé parfois nu entre les rangs de vignes, la nature parfois légère du sol, sont des facteurs favorisant ce phénomène.

Ainsi, à Vrigny, les risques liés à la nature des sols sont présents. L'ensemble du secteur de la côte d'Ile de France, dont la commune de Vrigny fait partie, peut connaître des événements d'importance en termes de glissement de terrain et sont à prendre en compte.

3. PEDOLOGIE

La valeur agronomique des sols peut être appréciée d'après l'ensemble de leurs caractéristiques physico-chimiques et de l'expérience acquise concernant leur aptitude aux diverses productions végétales en tenant compte des conditions climatiques. La carte pédologique donne des informations quant aux types de sols présents sur le Bassin Seine-Normandie.

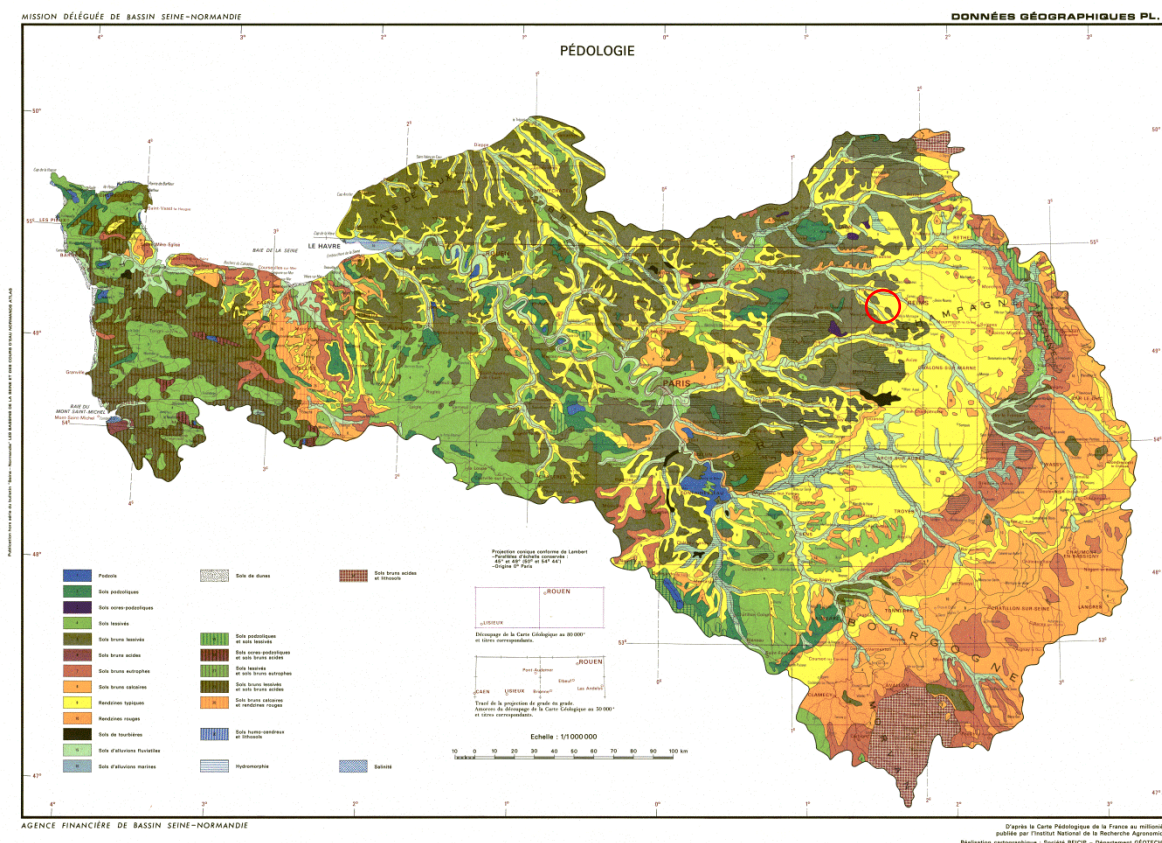


Figure 2 : Carte pédologique du bassin Seine-Normandie - Source : www.sigessn.brgm.fr

Le département de la Marne et plus largement l'ex région Champagne-Ardenne est devenue l'une des plus importantes régions françaises de grande culture grâce à la fertilisation des sols, et est dotée de nombreuses industries agroalimentaires, en particulier des sucreries.

Parmi ces qualités, on peut citer :

- la légèreté qui autorise un travail facile sans gros effort de traction,
- la perméabilité qui offre un double avantage, à savoir un ressuyage rapide et une excellente réserve hydrique due à la structure microporeuse de la craie qui lui permet non seulement de stocker l'eau mais surtout de la restituer aux végétaux par capillarité ascendante sous la demande du couvert végétal.

Les sols typiques se rattachent en grande partie au groupe des rendzines développées sur la craie; leur excès de calcaire actif en fait des zones peu favorables à la végétation forestière mais idéal pour la production viticole. C'est exactement le cas à Vigny (aplat jaune).

Support de vie mais aussi d'activités, les sols jouent de nombreux rôles (production de biomasse, régulation du cycle de l'eau, filtre entre activités humaines et ressources naturelles...) et sont sources de richesses. Bénéficiant d'une appellation AOC, la superficie de cultures viticoles présente sur Vigny est un véritable atout, aussi bien paysager, qu'agro-économique ou touristique. Néanmoins, les sols apparaissent tout aussi fragiles et peuvent être durablement affectés par des usages inadaptés. Aussi, au sein du projet de PLU, cette richesse agronomique est à prendre en compte.

4. RISQUES ASSOCIES

4.1. *Risques liés au contexte physique*

Le secteur de la Côte d'Ile de France se révèle être un secteur propice aux glissements de terrains. La présence de formations composées de sables, d'argiles et de lignite induit un aléa moyen pour le risque retrait/gonflement des argiles et glissement de terrain (ce risque étant lié également à la topographie). Deux endroits de la commune sont concernés par ces aléas, principalement à l'Est sur la partie haute du village, entre vignoble et massif boisé.



Figure 3 : Carte du risque Retrait-Gonflement des argiles – Source : PAC Etat, étude du BRGM, 2008

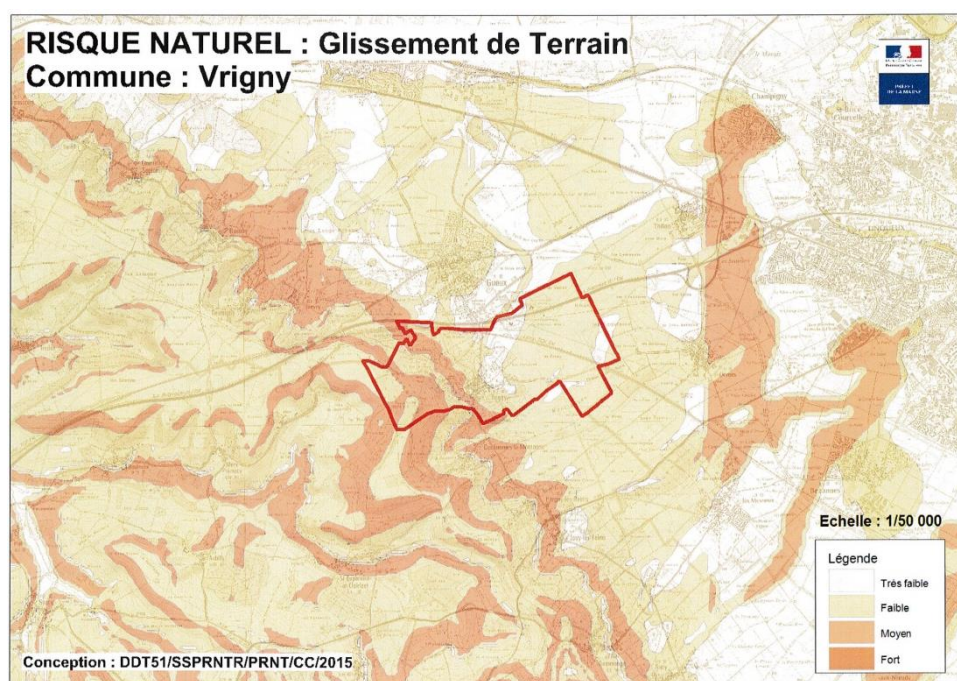


Figure 4 : Carte du risque Glissement de terrain - Source : PAC Etat

Risque Mouvement de terrain

L'aléa glissement de terrain correspond au déplacement de terrains meubles ou rocheux le long d'une surface de rupture. L'étude théorique de l'aléa glissement de terrain réalisée par le B.R.G.M. en avril 2000, à l'échelle du département de la Marne, a déterminé une classe d'aléa très faible à modéré sur le territoire de Vrigny.

La commune de Vrigny fait partie des communes étudiées en vue de la prescription d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRn) « Glissement de Terrain ». A ce titre, le BRGM a très récemment effectué un inventaire historique des mouvements de terrain type glissement sur le secteur de la Vallée de la Vesle (rapport RP-63550-FR de mai 2014 consultable sur le site du BRGM).

Deux glissements d'âge Pléistocène ont été recensés. Ils sont localisés à l'écart du village et concernent des espaces boisés ou viticoles, l'un à l'Est du village, l'autre au Sud. Les glissements d'âge Pléistocène sont inactifs. Ces secteurs sensibles concernent plus particulièrement des parcelles viticoles ou forestières, globalement hors zones urbaines.

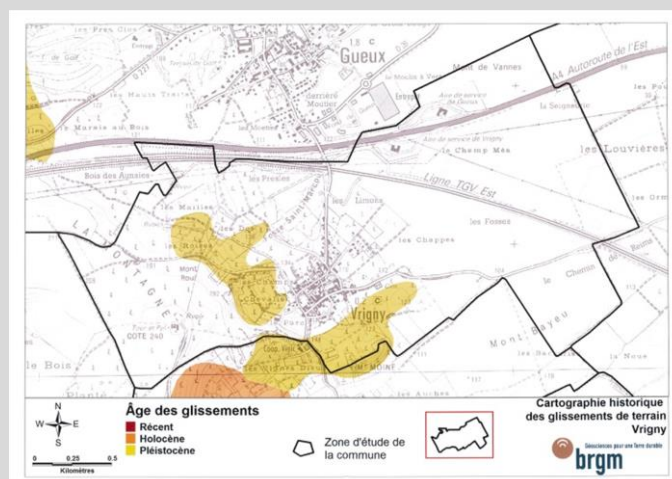


Figure 5 : Historique des glissements de terrain sur Vrigny - Source : PAC ETAT

En complément de ces informations, 2 arrêtés de catastrophes naturelles renforcent les risques évoqués ci-avant :

- Arrêté du 05/07/2006 : inondation et coulée de boue ;
- Arrêté du 29/12/1999 : inondation par crue, inondation par ruissellement et coulée de boue, mouvement de terrain.

La topographie de la commune, comprenant le massif boisé en son point le plus haut, le village à mi-pente, le vignoble et les grandes cultures en contrebas, induit des **ruissellements** plus ou moins forts selon la pluviométrie du moment. Le coteau viticole a fait l'objet de divers aménagements hydrauliques permettant d'assurer une meilleure gestion des eaux provenant des espaces viticoles et d'assurer une gestion des risques impactant potentiellement les espaces urbanisés.

4.2. Conclusion

Les caractéristiques du sous-sol de Vrigny présentent plusieurs atouts et contraintes qui ont un impact sur le développement urbain, l'organisation et les richesses naturelles du territoire :

- *Les sols sont d'une importante hétérogénéité. Les textures les plus communes en Montagne de Reims sont des textures limono argilo sableuses et argilo limono sableuse. Les sols sont formés également par la craie, d'où la transition entre le massif de la Montagne de Reims et la Champagne crayeuse. Le vignoble champenois connaît, lors des orages violents, de forts ruissellements et érosion du sol. La pente prononcée, le sol laissé nu entre les rangs de la vigne, la nature parfois légère du sol, sont des facteurs favorisant un tel phénomène.*
- *La teneur en argile (peu perméable) de certaines couches géologiques limite l'infiltration des eaux pluviales dans les sols ;*
- *Conjuguée au relief, la composition du sol, principalement à l'Ouest du village, joue un rôle majeur dans l'appréciation des potentiels risques naturels notamment par mouvements de terrains (retrait gonflement des argiles, glissements de terrain...). Une gestion de l'eau adaptée est nécessaire afin de contenir les épisodes de forts ruissellements.*

La composition du sol, le relief et l'occupation du sol sont à prendre en compte dans les choix d'aménagement de la commune afin de diminuer les risques et la dégradation des caractéristiques géomorphologiques du territoire. Il est recommandé de porter une attention particulière à la gestion des eaux pluviales et d'assainissement. Il est également recommandé de limiter les remblais et déblais (notamment dans le secteur de vignoble).

5. HYDROGEOLOGIE, UNE REGION CALCAIRE FAVORABLE A L'ÉCOULEMENT DES EAUX DANS LA NAPPE

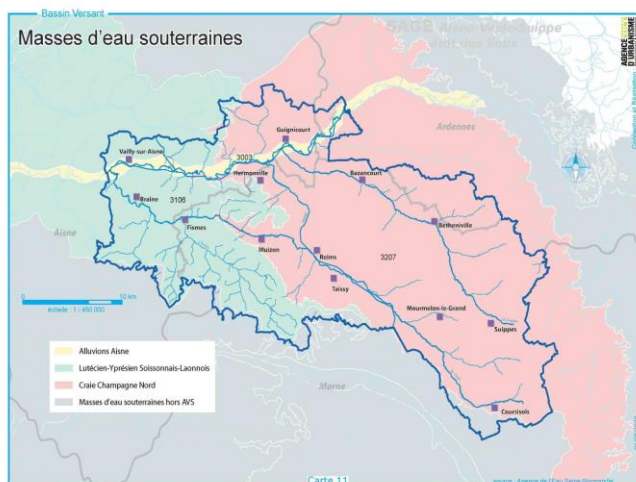


Figure 6 : Carte des masses d'eau souterraines présentes sur le territoire du SAGE Aisne-Vesle-Suippe (AVS) - Source : SAGE AVS

Code de la masse d'eau	HG207 « Craie de Champagne Nord »
Code de l'entité hydrogéologique	121AM01 « Craie du Séno-Turonien du Bassin parisien du bassin versant amont de l'Aisne »

En Champagne, le réservoir aquifère correspond à la **craie du Sénonien et du Turonien supérieur**. La base de la craie, que l'on rencontre sur la bordure extérieure des affleurements, devenant marneuse et imperméable, est considérée comme le substratum de la nappe. Cette nappe repose donc sur les marnes sableuses et argileuses du Turonien inférieur.

La craie est un matériau poreux dont les vides représentent 30 à 40% du volume. En profondeur, ces vides sont occupés par l'eau de la nappe phréatique (zone saturée). La perméabilité de la craie dépend surtout de son degré de fissuration. **Dans les vallées, la dissolution intense donne lieu à des réseaux de fissures qui accélèrent la circulation de l'eau dans la nappe. En revanche, sous les plateaux, la craie est compacte et sa perméabilité beaucoup plus faible.**

L'hydrogéologie du territoire est caractérisée par une **bonne fragmentation de la nappe et une productivité un peu plus faible en aval**. Dans les vallées, la nappe de la craie se raccorde à la nappe des alluvions drainée par les cours d'eau, ici la Vesle. Celle-ci est alimentée pour partie par les précipitations excédentaires de la plaine alluviale et surtout par la nappe de la craie. Le niveau de la nappe fluctue selon un cycle annuel. En période hivernale, de décembre à avril, les précipitations excèdent l'évapotranspiration. Le surplus alimente la nappe dont le niveau remonte. Durant le reste de l'année, l'évapotranspiration est supérieure aux précipitations : la nappe n'est plus alimentée et son niveau baisse (vidange). L'amplitude des fluctuations piézométriques (niveau de la nappe) varie donc suivant la pluviométrie et en fonction inverse de la perméabilité et du coefficient d'emménagement de la craie. Elle est faible en vallées et très forte sous les plateaux.

Le réservoir de la craie est, de loin, le plus **vaste et le plus capable de subvenir en besoin en eau potable**.

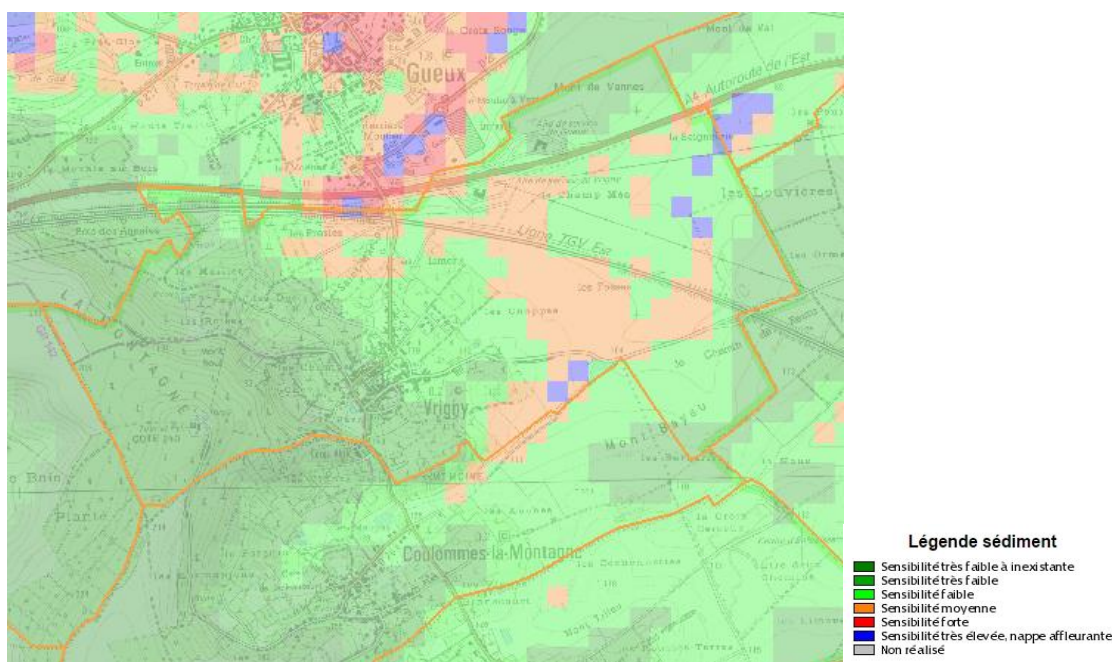


Figure 7 : Carte des risques d'inondation par remontée de nappe sur Vrigny – Source : inondationnappes.fr

Par ailleurs, la lecture de la cartographie des risques de remontée de nappe fait apparaître une sensibilité faible sur une majeure partie du territoire, à moyenne sur une partie Est (zone agricole). Certains points de nappe affleurante apparaissent également mais restent très limités et n'engendrent pas de contrainte pour le développement urbain de la commune.

L'analyse géomorphologique du territoire communal de Vrigny permet de conclure à une sensibilité faible de la Nappe de la Craie aux diverses pollutions dans les secteurs où celle-ci est située le moins en profondeur. Cependant, une gestion des eaux pluviales est nécessaire pour favoriser un réapprovisionnement de la nappe optimal et prévenir la diffusion de pollutions potentielles.

6. LE BASSIN VERSANT DE LA VESLE

La région hydrographique à laquelle appartient Vrigny, fait partie du Bassin Seine-Normandie, territoire qui s'étend de la Normandie à la Champagne Ardenne et de la Picardie à la Beauce.

A échelle plus locale, **Vrigny n'est concernée par aucun cours d'eau majeur.**

Un «bassin versant» est une aire délimitée par des « lignes de partage des eaux », à l'intérieur de laquelle toutes les eaux tombées alimentent un même exutoire: cours d'eau, lac, mer, océan, etc. Chaque bassin versant se subdivise en un certain nombre de bassins correspondant à la surface d'alimentation des affluents se jetant dans le cours d'eau principal.

Cependant, on note la présence de quelques mares et d'un fossé d'écoulement, commun avec Coulommies-la-Montagne. L'ensemble des écoulements de surfaces sont intermittents parfois busés. Le rôle de cet écoulement est d'évacuer les eaux superficielles (notamment des pluies) jusqu'à leur exutoire naturel. Le maintien de ces écoulements est donc inévitable pour ne pas créer de dysfonctionnement sur le réseau hydrographique.

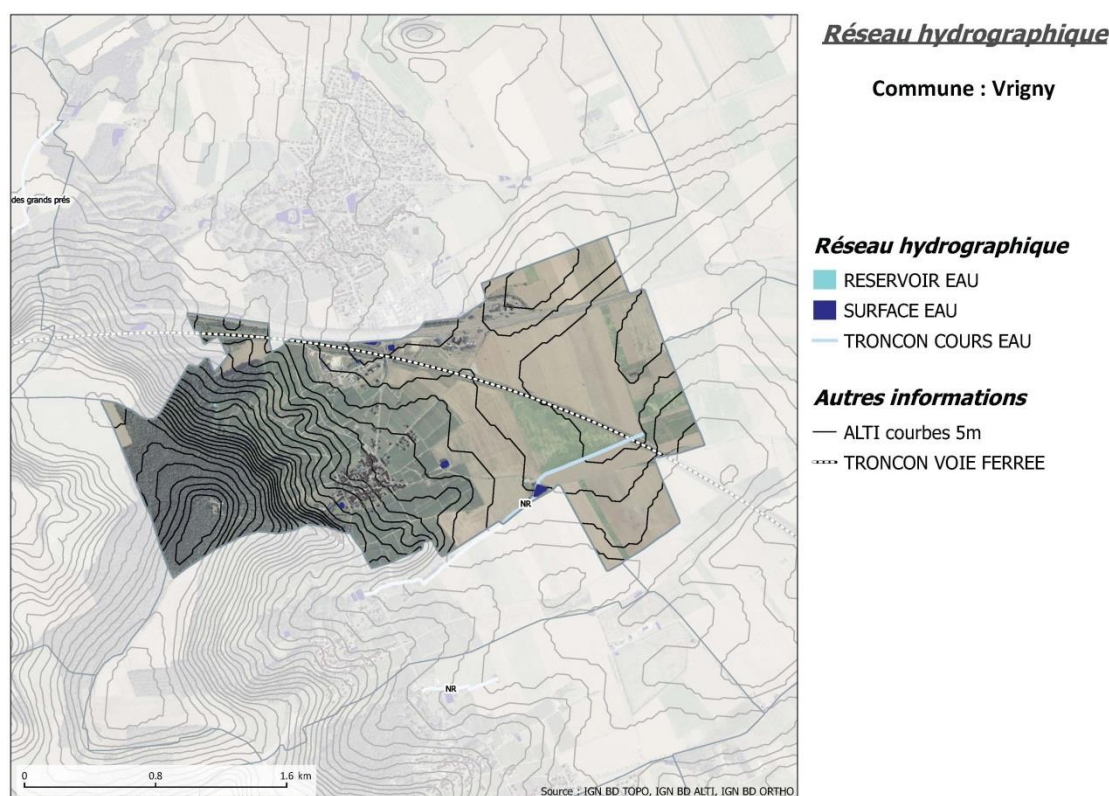


Figure 8 : Localisation du ruisseau à Vrigny - Source : BD Topo2014 IGN, Cadastre 2013, DREAL, traitement AUDRR

La commune est concernée par le passage du fossé de Coulommies et de divers fossés d'écoulement. Elle doit ainsi veiller au maintien et à la préservation de la qualité des écoulements de surface La préservation de ce réseau est essentielle pour le fonctionnement hydraulique global du territoire.

PERSPECTIVE D'EVOLUTION

La situation de Vigny présente quelques particularités pour l'organisation urbaine compte tenu de la topographie et des différentes formations géologiques qui composent les supports d'éléments identitaires forts de la commune, tels que le vignoble.

Aucun cours d'eau n'est présent sur la commune mais notons la présence du Fossé de Coulommès.

Quelques particularités sont à prendre en compte :

- Des formations géologiques vectrices de mouvements de terrain (retrait/gonflement des argiles, glissement de terrain), la forte présence de calcaire, matériau aux propriétés hydrogéologiques propices aux cultures agricoles mais aussi à la présence potentielle de cavités souterraines ;
- Un risque d'inondation par remontée de nappe faible ;
- Une vulnérabilité de la Nappe de la Craie aux pollutions due aux caractéristiques perméables des matériaux.

/// ENJEUX LIÉS AU CONTEXTE PHYSIQUE

- ✓ *Préserver les éléments naturels contribuant à réduire les risques de glissement de terrain*
- ✓ *Favoriser la gestion des eaux pluviales et des fossés d'écoulement*
- ✓ *Préserver la nappe de la Craie*
- ✓ *Limiter l'exposition des populations aux risques naturels*

7. CONTEXTE CLIMATIQUE

7.1. Caractéristiques du secteur

Pays de plaines et de plateaux, le département de la Marne est coupé du sud-est au nord-ouest par la vallée de la Marne et encadré par la Côte d'Ile de France et la Côte de l'Argonne. Situé aux marges occidentales de la plaine champenoise et au sud de la Vesle, la commune présente un climat de type océanique dégradé. Ceci se traduit par des écarts annuels de température important et notamment un abaissement prononcé des températures hivernales. La température moyenne des 3 mois les plus froids est proche de 0°C. Les printemps sont secs, le maximum des précipitations se situant à l'automne. La pluviosité moyenne est de 650 à 900 mm pour une température moyenne de 11°C.

La climatologie, plus particulièrement la pluviométrie, est un paramètre important dans le mécanisme de ruissellement. Deux types de pluies sont bien identifiés :

- Les pluies d'hiver de longue durée et de faible intensité ;
- Les pluies d'orage de courte durée et de forte intensité.

Des averses violentes brèves et localisées surviennent du printemps au début de l'automne. Ces averses sont souvent responsables du ruissellement, de crues et des débits de pointe plus forts. En hiver, les précipitations sont prolongées, avec une grande quantité d'eau.

La station Reims-Courcy donne les informations suivantes :

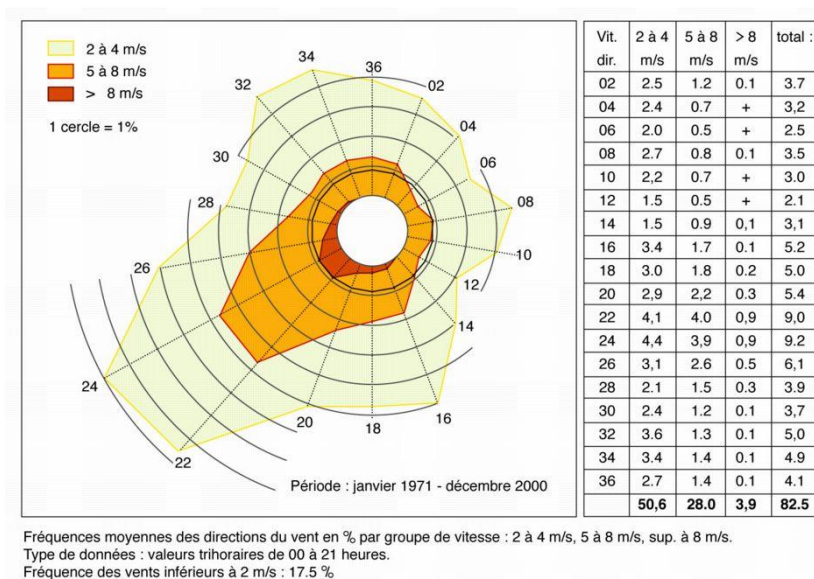
Tableau 2 : Normales climatiques - Températures 1981-2010 pour la station de Reims-Courcy - Source : Météo France

En °C	janv	fév	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Année
Température minimale moyenne	0.1	0.1	2.6	4.2	8.1	10.8	12.9	12.6	9.8	7.2	3.4	1.1	6.1
Température moyenne	2.9	3.6	7	9.5	13.4	16.3	18.8	18.5	15.1	11.4	6.6	3.7	10.6
Température maximale moyenne	5.7	7.1	11.3	14.7	18.8	21.8	24.7	24.3	20.3	15.6	9.7	6.3	15.0
Ensoleillement (en h)	58	84	128	174	202	214	233	218	162	113	68	47	1701
Nombre moyen de jours avec ensoleillement nul	12.4	8	4.3	2.9	2.4	1.7	0.6	1.2	1.9	5.3	10	15.1	65.8

La période la plus chaude s'étend de juin à septembre, avec un maximum en juillet (18,8°C).

	janv	fév	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Année
Précipitations (en mm)	46.4	41.2	50.9	47.6	61.7	56.7	59.2	58.3	48.7	52.4	47.7	57.4	628.2
Nb moyen de jours avec précipitation (≥ 10mm)	0.9	0.7	0.7	0.9	1.5	1.3	1.8	1.8	1.3				14.2

Le volume des précipitations est à peu près homogène tout au long de l'année, avec un minimum en février (41,2 mm) et un maximum en juillet (59,2 mm). Les précipitations sont supérieures à 1 mm environ 114 jours par an, soit près de 3 jours sur 10. Pendant l'été, ces précipitations se concentrent sur un nombre réduit de jours, notamment lors des orages. L'hiver, les jours de pluie sont plus nombreux, mais les précipitations journalières sont moins abondantes. On compte en moyenne 16 jours de neige par an, sur une période qui s'étend de novembre à avril. L'humidité du climat se caractérise aussi par un nombre important de jours de brouillard (environ 1 jour sur 6).



La Figure 9 : Rose des vents - Station météorologique de REIMS-COURCY - Source : Météo-France

ir l'aptitude

à la propagation des bruits et poussières potentielles des activités.

Les vents dominants, en fréquence et en intensité, sont de secteurs Ouest/Sud-Ouest (anticyclone des Açores). Le deuxième secteur est représenté par les vents de Nord-Ouest (dépression d'Islande). Les vents en provenance de l'Est ou du Nord-Est sont associés à l'anticyclone de Sibérie.

7.2. Changement climatique

« Les climatologues s'accordent sur la réalité du changement climatique observé au cours des 25 dernières années et sur sa rapidité, jamais observée jusqu'alors, liée aux activités humaines émettrices de gaz à effet de serre qui se sont développées depuis la révolution industrielle. L'enjeu est aujourd'hui d'atténuer au maximum ce changement, pour ne pas engendrer de conséquences trop lourdes sur les écosystèmes et les activités humaines. Mais l'enjeu consiste également à s'adapter, puisque les gaz à effet de serre déjà émis vont continuer d'agir pendant parfois plusieurs centaines d'années, et donc inévitablement modifier le climat. Or, le coût de l'inaction (plusieurs centaines de millions d'euros par an pour différents secteurs, d'après l'Observatoire national sur les effets du

changement climatique) dépasserait largement celui d'une adaptation organisée et réfléchie, qui permettrait par ailleurs de transformer certains impacts en opportunités »¹.

Le **Plan Climat Air Energie Régional (PCAER) de Champagne-Ardenne**, adopté en 2012, comporte des orientations en matière d'atténuation du changement climatique (en particulier par la maîtrise des consommations d'énergie et le développement des énergies renouvelables) et d'adaptation à ce changement. Les éléments présentés ici sont pour l'essentiel extraits des travaux conduits dans le cadre du PCAER.

L'augmentation de la température de l'air est l'un des signes les plus visibles du changement climatique. L'ensemble du Grand Est devrait connaître une hausse des températures moyennes (jusqu'à plus 2,2°C et 3,6°C aux horizons 2050 et 2080), avec une diminution de moitié du nombre moyen de jours de gel (de l'ordre de 60 à 85 jours en 2016) à l'horizon 2080.

Les canicules (température maximale supérieure à 30°C) deviendront de plus en plus fréquentes à l'horizon 2050 (doublement du nombre de jours) et constitueront la norme à la fin du siècle. Ces évolutions climatiques seront davantage marquées dans les territoires de plaine de la Marne et de l'Aube.

Jusqu'à l'horizon 2030, les précipitations moyennes et la fréquence des fortes pluies devraient rester globalement stables, avec des contrastes saisonniers peu marqués.

À partir de l'horizon 2050, les précipitations moyennes pourraient diminuer légèrement, plus particulièrement en été. L'évolution à la baisse du nombre de jours de précipitations efficaces (-20% à -60% à horizon 2080) entraînant une diminution conjointe du ruissellement et de l'infiltration, pourrait se traduire par une tension accrue sur les ressources en eau. Le temps passé en état de sécheresse pourrait augmenter progressivement jusqu'à 30% à horizon 2030, 60% en 2050, 80% en 2080. L'intégration dans le projet de PLU d'une gestion des eaux pluviales est d'autant plus importante.

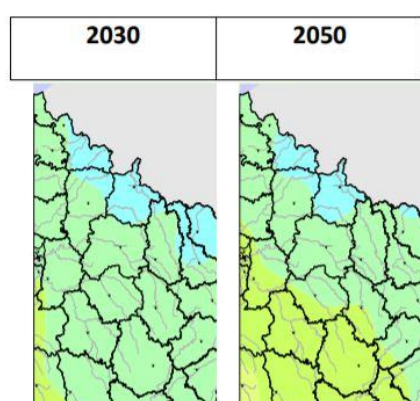


Figure 11: Moyenne annuelle des précipitations, écart à la référence (1971-2000) en % aux horizons 2030 et 2050 - Source : Météo France, scénario A2

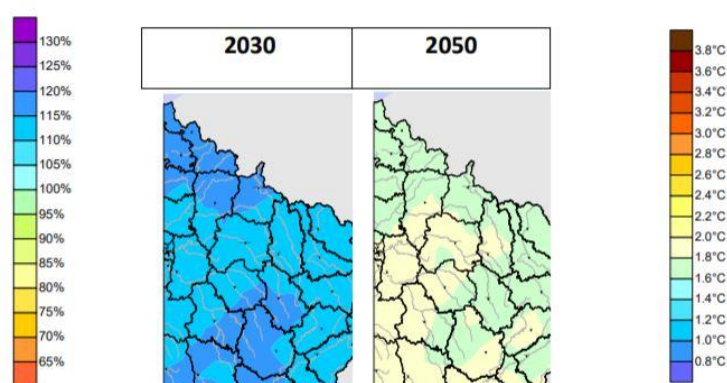


Figure 11 : Moyenne des températures annuelles moyennes, écart à la référence (1971-2000) en degrés aux horizons 2030 et 2050 - Source : Météo France, scénario A2

¹ Extrait de « Connaissance et développement durable, DREAL Grand Est

L'adaptation des territoires aux changements climatiques est un enjeu important dépassant les limites communales. Afin d'y répondre, les collectivités, à leur échelle, peuvent contribuer à promouvoir un urbanisme durable au travers l'amélioration des performances énergétiques et environnementales du bâti. Aujourd'hui, l'intérêt porté à de nouvelles formes architecturales adaptées à ces changements se développe aussi dans la région du Grand Reims (architecture bioclimatique par exemple).

PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Une hausse d'environ 2°C de la température moyenne annuelle est envisagée en une trentaine d'années, d'ici 2050. Le nombre de journées de gel et la moyenne annuelle des précipitations diminueront tandis que celui des journées caniculaires augmentera. Ces changements climatiques augmentent la vulnérabilité du territoire rendant certains phénomènes extrêmes (inondations et canicules notamment) et accentuant les tensions sur la ressource en eau.

Les éléments naturels comme les boisements par exemple permettent de ventiler naturellement la commune en favorisant des circulations d'air. Ces éléments jouent ainsi un rôle de corridor climatique.

/// ENJEUX LIÉS AU CONTEXTE CLIMATIQUE

- ✓ *Maintenir une certaine perméabilité des sols pour améliorer l'infiltration des eaux pluviales ;*
- ✓ *Maintenir un couvert végétal et des éléments/espaces de nature en ville pour réguler les températures et la circulation de l'air dans le tissu urbain notamment ;*
- ✓ *Accompagner l'expression architecturale et le déploiement d'un savoir-faire technique en faveur de la performance énergétique et environnementale des bâtiments.*

II. PRESSIONS ANTHROPIQUES SUR LES RESSOURCES ET LE CADRE DE VIE

1. ENERGIE, QUALITE DE L'AIR ET EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

Avec le Grenelle de l'environnement, la France a confirmé son engagement à concourir aux objectifs européens dits des "3x20", à savoir réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre et de 20% les consommations d'énergie d'ici à 2020, tout en s'assurant qu'à cette même échéance, 20% des consommations seront couvertes par la production d'énergies renouvelables (la France ayant choisi de porter cette part à 23%).

A cela s'ajoute un objectif à plus long terme, le "Facteur 4", consistant à diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050.

Préoccupée par ces enjeux depuis plusieurs années l'ex Région Champagne-Ardenne, l'État et l'ADEME avaient pris l'initiative d'élaborer et mettre au point un Plan Climat Énergie Régional (PCER). Suite à la loi "Grenelle 2" du 12 juillet 2010, qui prévoit la mise en place de schémas régionaux portant sur les trois thèmes du climat, de l'air et de l'énergie, le Plan Climat Énergie Régional s'est enrichi grâce à un important travail de concertation et de réflexion avec l'ensemble des acteurs locaux et des experts en la matière, pour devenir aujourd'hui le "Plan Climat Air Énergie Régional" (PCAER).

A partir d'un état des lieux complet, le Plan Climat Air Énergie Régional offre un cadre commun d'orientations stratégiques et de vision prospective, à même de guider les différentes actions.

Les orientations du PCAER permettent de répondre à six grandes finalités :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici à 2020 ;
- favoriser l'adaptation du territoire au changement climatique ;
- réduire les émissions de polluants atmosphériques afin d'améliorer la qualité de l'air, en particulier dans les zones sensibles ;
- réduire les effets d'une dégradation de la qualité de l'air sur la santé, les conditions de vie, les milieux naturels et agricoles et le patrimoine ;
- réduire d'ici à 2020 la consommation d'énergie du territoire de 20% en exploitant les gisements d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique.
- accroître la production d'énergies renouvelables et de récupération pour qu'elles représentent 45% (34% hors agro-carburants) de la consommation d'énergie finale à l'horizon 2020.

La Champagne-Ardenne, possédant d'importants atouts en matière de production d'énergies renouvelables et ayant déjà créé une dynamique, pourra dépasser les objectifs nationaux (le SRE s'inscrit dans cet objectif) ;

Le Plan Climat Air Energie Régional a été arrêté par le préfet de région le 29 juin 2012.

1.1. Energie

Selon ATMO Grand Est, la production en énergies renouvelables sur le territoire du Grand Reims, dont Vrigny fait partie, avoisine en 2014 les 113GWh pour la production de chaleur et environ 17GWh pour la production d'électricité. La consommation, quant à elle, est d'environ 9370 GWh, avec une part importante liée à l'industrie (37%) et les transports (27%).

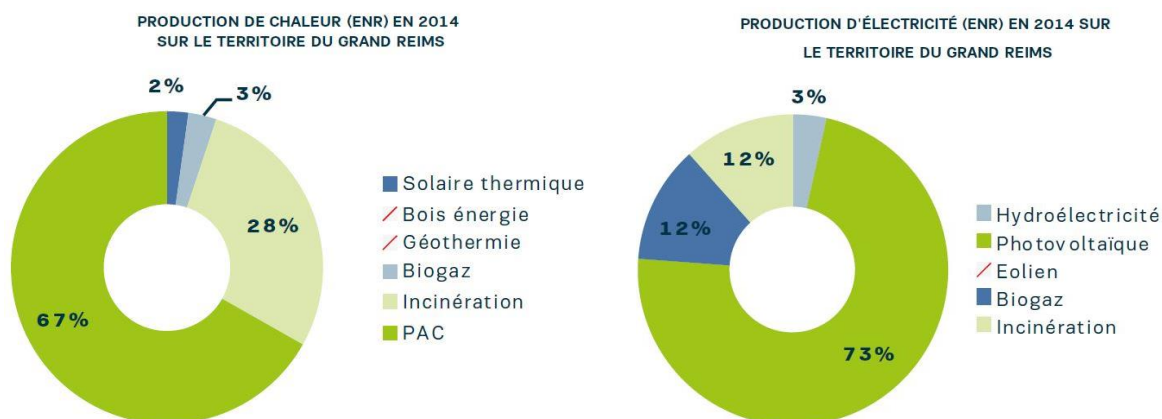


Figure 12 : Production d'énergie renouvelable (chaleur et électricité) en 2014 sur le Grand Reims - Source : Tableau de bord du SCoT2R

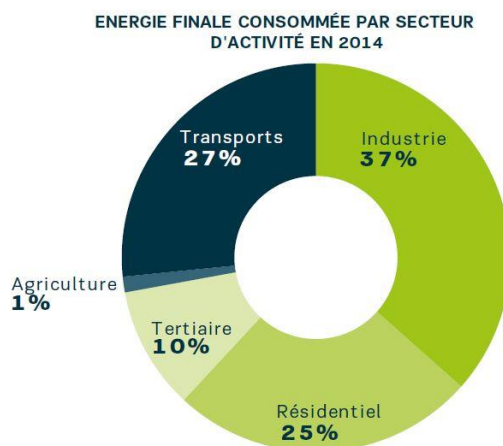


Figure 13 : Consommation d'énergie finale par secteur d'activité en 2014 sur le Grand Reims - Source : Tableau de bord du SCoT2R

Bien que Vrigny ne présente pas de problème majeur en ce qui concerne la consommation et la maîtrise de l'énergie, il est nécessaire de relever les défis planétaires et régionaux au niveau local.

Il apparaît donc important de contribuer à la diversification des énergies utilisées pour la production d'électricité domestique (chauffe-eau solaire, électricité photovoltaïque...) ou pour les activités et services, notamment publics.

Le recours à l'énergie éolienne est envisageable en introduisant dans les plans locaux d'urbanisme des dispositions l'autorisant. Le plan climat air énergie de la région a annexé un schéma éolien régional dans lequel les zones de développement éolien sont inventoriées.

Vrigny figure dans les communes favorables pour le développement de l'éolien au Schéma Régional Eolien, cependant la zone présente des contraintes stratégiques. De plus, Vrigny est concernée par la *Charte Eolienne (réalisée en 2018 par la Mission Coteaux Maisons et Caves de Champagne et l'AUDRR)* et **est située dans le périmètre de la zone d'exclusion.** Les enjeux paysagers et patrimoniaux du territoire sont de ce fait renforcés et semblent ici prioritaires.

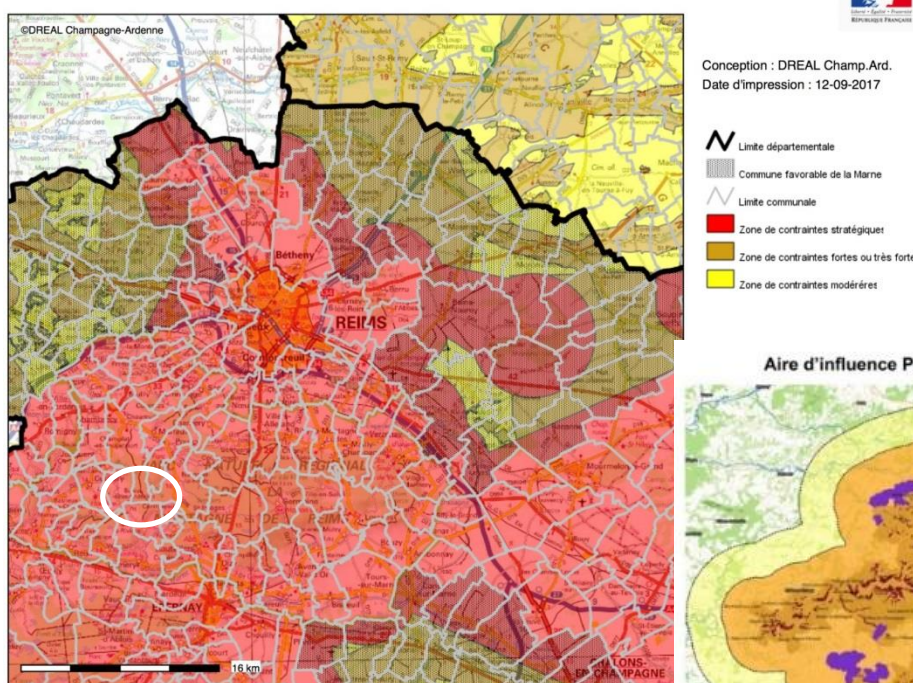
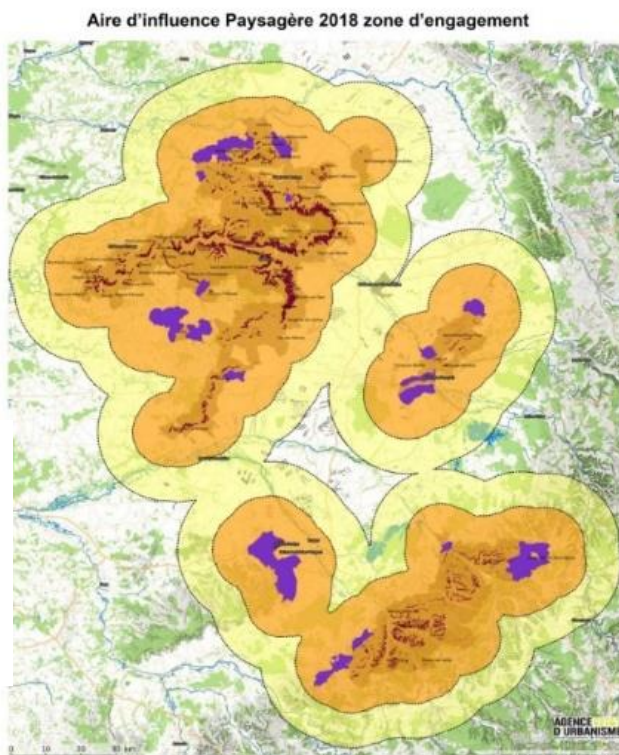


Figure 14 : Schéma Régional Eolien de Champagne Ardenne (extrait) - Source: DREAL Champagne-Ardenne



Figure 15 : Carte de l'aire d'influence paysagère 2018 - Source : Mission Coteaux Maisons et Caves de Champagne



1.2. Qualité de l'air et Emissions de GES

Le territoire est concerné par le **Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de Reims Métropole** approuvé par arrêté préfectoral du 04/11/2015. Ce plan, à travers 23 actions dans les différents secteurs d'activités, a pour objectifs principaux la réduction pérenne de la pollution et la minimisation des impacts des pics de pollution.

L'ensemble de l'organisation territoriale, l'occupation des sols mais aussi les tendances démographiques, qui agissent sur bons nombres de paramètres (déplacement, consommation énergétique...), influent sur la qualité de l'air. Aucune station de mesures de la qualité de l'air n'est présente sur la commune, les stations de mesures étant localisées en milieu urbain et périurbain principalement. Ainsi, en 2016, les cinq stations de mesures de la qualité de l'air présentent sur le territoire du Grand Reims ont relevé plusieurs épisodes de pollution de l'air, les dépassements de seuils se traduisant sur le graphe ci-dessous. Les capteurs situés à proximité du trafic routier ont connu des dépassements plus importants des seuils réglementaires pour les particules fines (PM10), qui, combinés aux conditions climatiques, ont entraîné au total 15 jours de procédures d'information ou d'alerte pour ce type de pollution (2 jours en janvier, 2 jours en mars, 11 jours en décembre). Globalement, depuis 2010, la concentration des polluants tend à diminuer.

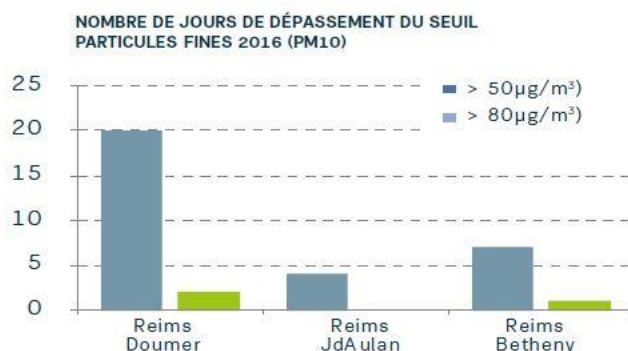


Figure 16 : Nombre de jours de dépassement du seuil particules fines en 2016 sur le Grand Reims : Source : ATMO Grand Est, traitement AUDRR

La qualité de l'air sur Vigny est déterminée par des influences de pollutions locales et régionales principalement l'activité humaine liée à la vie de la commune : agriculture, déplacements et consommations liées au chauffage...

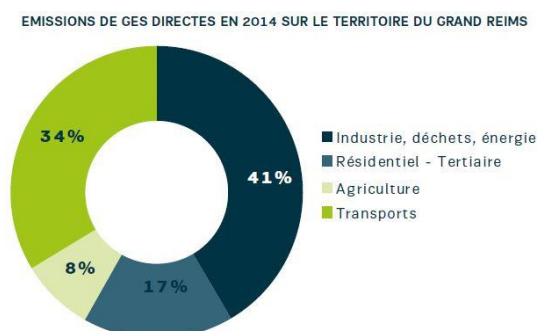


Figure 17 : Répartition par secteur des GES en 2014 sur le Grand Reims - Source : ATMO Grand Est, Invent'Air V2016

Les collectivités contribuent à limiter les épisodes de pollutions afin d'améliorer le cadre de vie de sa population. A leur échelle, cela peut se traduire principalement au travers d'une proposition de mobilité alternative quand cela est possible pour mailler les différents espaces de la commune.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION AU FIL DE L'EAU

Au regard de l'évolution des concentrations de polluants depuis l'année de référence (2010), le constat d'une diminution globale depuis 2013 s'opère sur l'ensemble du territoire. Il pourrait subsister toutefois des pollutions le long des axes routiers les plus empruntés, phénomène exacerbé par les conditions climatiques particulières. **A Vrigny, il s'agit principalement de l'autoroute A4 et la Ligne à Grande Vitesse dont la localisation à l'écart du village et des zones densément peuplées, tend à préserver la population et la santé humaine de la pollution atmosphérique éventuelle liée à cette infrastructure.**

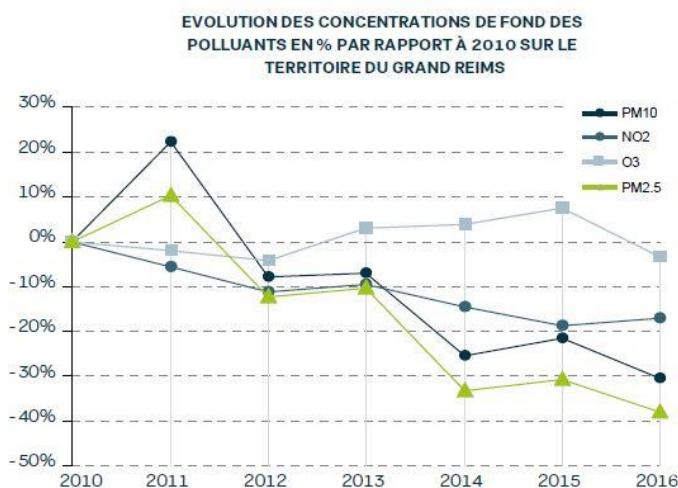


Figure 18 : Evolution des concentrations de fond des polluants en % par rapport à 2010, sur le Grand Reims - Source : ATMO Grand Est

Ainsi l'amélioration technique du parc des véhicules, des installations de combustion, les nouvelles réglementations thermiques d'isolation des bâtiments, et le durcissement des normes d'émissions fixées par les directives européennes permettront une diminution des émissions de polluants primaires.

Par ailleurs, le phénomène de réchauffement climatique va également dans le sens de conditions plus favorables à la production d'ozone, d'où un besoin plus prégnant de limiter les émissions de gaz précurseurs.

/// ENJEUX LIÉS À L'ÉNERGIE, LA QUALITÉ DE L'AIR ET AUX ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

- ✓ Encourager le recours aux énergies renouvelables et la performance énergétique des bâtiments tout en respectant le paysage ;
- ✓ Préserver la qualité de l'air en limitant les émissions de GES grâce à des choix d'urbanisme et de planification adaptés aux besoins et respectant les enjeux de développement durable ;
- ✓ Prendre en compte le développement des modes de transports alternatifs aux déplacements automobiles.

2. QUALITE DE L'EAU

2.1. Qualité des cours d'eau

Aucun cours d'eau n'est présent, cependant la commune est inclut dans le périmètre du **SAGE Aisne-Vesle-Suippe**.

Le SAGE "Aisne Vesle Suippe" a été approuvé par arrêté inter-préfectoral du 16 décembre 2013. Les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendus compatibles dans un délai de 3 ans avec les objectifs du SAGE (articles L.111-1-1, L.122-1-12 et L.124-2 du Code de l'Urbanisme). Les documents d'urbanisme sont concernés par les objectifs du SAGE "Aisne Vesle Suippe" suivants :

- Respect des servitudes et prescriptions relatives aux déclarations d'utilité publique des captages d'eau potable (d39)
- Intégration des capacités d'alimentation en eau potable en amont des projets d'aménagement (d46)
- non-dégradation physique des cours d'eau (d48)
- protection des espaces de mobilité (d49)
- protection d'une ripisylve composée d'essences adaptées (d54)
- protection des forêts alluviales (d56)
- protection des zones humides (d64 et R4)
- protection des frayères (R3)
- préservation des éléments du paysage existants permettant de lutter contre le ruissellement et les coulées de boues (d70)
- limitation du ruissellement et d'amélioration de l'infiltration, sauf en cas d'impossibilité technique, et diminution des rejets dans les réseaux (d72)
- préservation des champs d'expansion des crues (d74 et R5)

2.2. Qualité des masses d'eau souterraine

Les eaux souterraines, au droit de la commune de Vrigny, appartiennent à la nappe de la Craie, identifiée par le SDAGE comme la masse d'eau « Craie de Champagne nord », une des formations géologiques les plus étendues du bassin parisien.

A l'échelle de l'ensemble de la masse d'eau « Craie de Champagne nord », la qualité de la ressource naturelle est dégradée par les nitrates et les produits phytosanitaires.

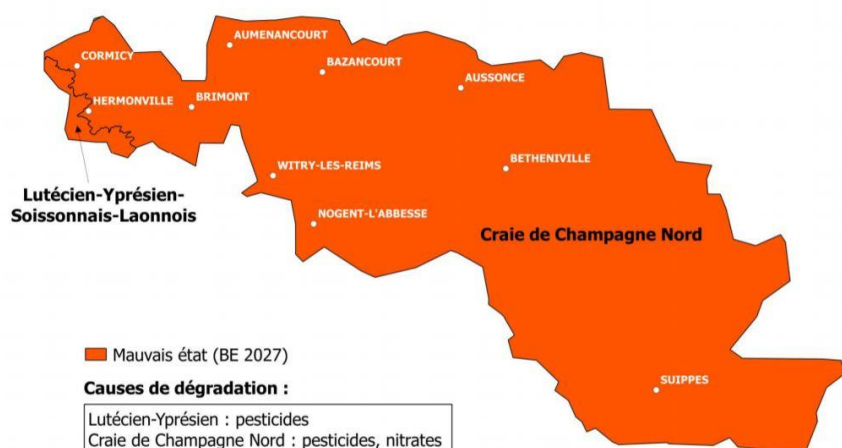


Figure 19 : Etat des masses d'eau souterraine - Source ; Contrat global d'actions Vesle Marnaise, bilan à mi-parcours, siabave.fr

La préservation de la nappe de la Craie est un des enjeux les plus importants car il s'agit de la seule réserve d'eau exploitée aujourd'hui, pour répondre notamment aux besoins domestiques. Un bon état chimique est projeté pour 2021 selon l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

La nappe phréatique est une ressource vulnérable qui subit des agressions diverses en lien avec une intense activité humaine du fait :

- d'une absence de couverture de sols imperméables en surface,
- d'un niveau proche de la surface du sol (affleurement en partie sud de la commune),
- des échanges avec les eaux de surface dont la qualité est plus ou moins bonne,
- d'un écoulement lent rendant difficile l'élimination des polluants (chlorures et solvants chlorés, nitrates, produits phytosanitaires...) issues des activités industrielles, agricoles et domestiques.

Ces éléments mettent en évidence une vulnérabilité de la nappe de la Craie face aux pollutions et la nécessité de préserver qualitativement cette ressource.

2.3. La sécurisation de l'alimentation en eau potable

Depuis le 1^{er} janvier 2017 et la création de la Communauté Urbaine du Grand Reims, la compétence eau et assainissement leur est transférée.

La commune de Vrigny est alimentée en eau potable par une ressource souterraine bénéficiant de périmètres de protection, à **Gueux, au lieu-dit « la Garenne de Gueux »**, avec un traitement de désinfection. L'aire d'alimentation de ce captage s'étend également sur la commune de Vrigny et présente une vulnérabilité faible (cf annexe du rapport de présentation). Ce captage d'eau potable fait l'objet d'une délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation afin de prendre en compte sa vulnérabilité, par arrêté préfectoral n°07-2015-LE-AEP du 26 janvier 2015.

Le bilan de la qualité de l'eau de 2014 (bilan fourni dans le Porter à Connaissance de l'Etat) indique une eau de qualité altérée par les produits phytosanitaires, nécessitant une amélioration de la ressource. Selon les informations disponibles via le Ministère de la Santé², les dernières mesures de la ressource effectuées à Savigny-sur-Ardres pour le réseau de Gueux le 8 mars 2019 indiquent une eau d'alimentation conforme aux exigences en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.

Le rapport pour l'année 2016 du contrat global d'actions Vesle Marnaise complète les indications avec les cartes suivantes :

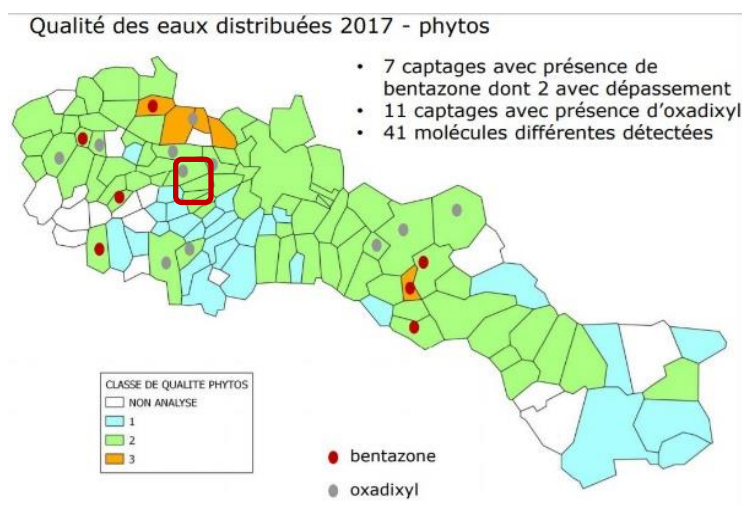


Figure 20 : Qualité des eaux distribuées 2016, nitrates - Source : Contrat global d'actions Vesle marnaise

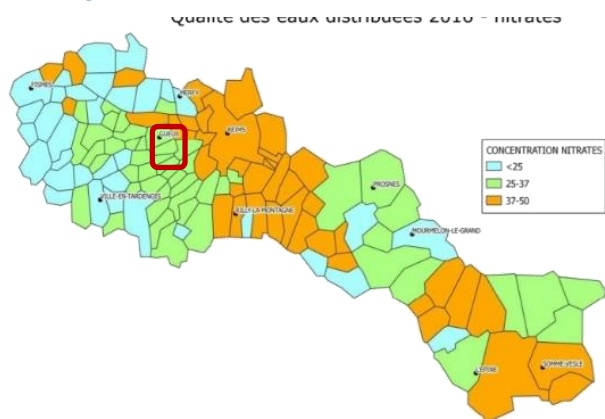


Figure 21 : Qualité des eaux distribuées 2016, phytos - Source : Contrat global d'actions Vesle marnaise

En l'état actuel, la capacité des réseaux existants satisfait les besoins de la commune et la qualité de l'eau potable est conforme aux exigences réglementaires.

² Informations disponibles sur :

<https://orobnat.sante.gouv.fr/orobnat/rechercherResultatQualite.do?jsessionid=F30F190C47C8D8696EC7A5808702990B.or-orobnatc1>

2.4. L'assainissement

Les compétences de collecte, de transport et de dépollution des eaux usées sont gérées par le Grand Reims depuis sa création le 1^{er} janvier 2017.

Le traitement des eaux (cf. Annexes E1)

→ *Station d'épuration :*

La commune de Vrigny est raccordée à la station d'épuration (STEP) de Muizon, mise en service en décembre 1994.

La STEP, possède une capacité de 9500 équivalent-habitants. En 2017, son fonctionnement correspondait à 6067 équivalents habitants (source : services.eaufrance.fr), il n'y a donc pas de risque à court ou moyen terme de saturation concernant la capacité de la station.

Le milieu récepteur des eaux traitées est la Vesle.

→ *Assainissement non collectif :*

Les constructions situées en dehors du périmètre d'assainissement collectif disposent d'un assainissement autonome et sont couvertes par le Service public d'assainissement non collectif (SPANC). Les eaux usées sont traitées par installations individuelles de type fosse septique.

Aussi, pour concourir à la bonne qualité des eaux superficielles et souterraines, la commune de Vrigny et à plus grande échelle la collectivité doit poursuivre à veiller à la qualité de l'assainissement à la fois des eaux usées mais également des eaux pluviales (qualité des rejets dans le milieu naturel).

PERSPECTIVES D'EVOLUTION AU FIL DE L'EAU

Les observations réalisées dans le cadre du suivi qualitatif des masses d'eaux souterraines indiquent un état altéré de la nappe de la Craie, mettant en cause les nitrates et les produits phytosanitaires. L'objectif de bon état 2021 et les outils mis en place afin d'y parvenir laissent espérer une amélioration de la ressource pour cette échéance. Ces phénomènes sont très lents et parfois peu perceptibles, et aujourd'hui difficiles à mesurer.

De plus, l'alimentation en eau potable de la commune de Vrigny est suffisante du point de vue quantitatif et conforme à la réglementation en vigueur.

Si globalement la qualité physico-chimique de La Vesle, milieu récepteur de la station d'épuration de Muizon s'est améliorée, il est indispensable de poursuivre les actions en faveur de la réduction des rejets industriels, de l'amélioration du traitement des stations d'épuration et la réduction de l'impact des activités agricoles.

Le SAGE et les outils mis en place sur le territoire permettront d'améliorer la qualité globale des cours d'eau via des opérations d'aménagement et d'entretien sur les cours d'eau et leur environnement immédiat à condition d'assurer une bonne gestion des eaux pluviales : l'imperméabilisation des sols liée à l'urbanisation croissante augmente le ruissellement des eaux pluviales, leur chargement en polluants (matières en suspensions, hydrocarbures...) et la surcharge des réseaux d'assainissement. Il est nécessaire de prendre en compte ces dimensions afin de limiter les dysfonctionnements du réseau d'assainissement et les rejets d'eaux polluées.

/// ENJEUX LIÉS À LA QUALITÉ DE L'EAU

- ✓ *Contribuer à la poursuite de la restauration des milieux aquatiques (objectifs SDAGE et SAGE) ;*
- ✓ *Contribuer à la restauration de la qualité des eaux souterraines (objectifs SDAGE et SAGE) ;*
- ✓ *Gérer les eaux pluviales dans les développements futurs sur la commune ;*
- ✓ *Limiter l'imperméabilisation des sols et maintenir des zones perméables dans l'enveloppe urbaine ;*
- ✓ *Veiller à la qualité de la ressource en eaux et de l'assainissement (notamment qualité des rejets aux milieux naturels).*

3. RISQUES TECHNOLOGIQUES

Les risques technologiques regroupent les événements accidentels se produisant :

- sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les riverains, les biens et l'environnement ;
- lors du transport de matières dangereuses par voies routières, ferroviaires, navigables ou souterraines, et combinant un effet primaire immédiatement ressenti (incendie, explosion, déversement) et des effets secondaires (propagation de vapeurs toxiques, pollution des sols et/ou des eaux).

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pour l'environnement ou la santé.

3.1. Les sites et les sols identifiés dans les bases de données nationales

ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement)

Les installations classées pour la protection de l'environnement, au titre de leurs activités industrielles ou agricoles polluantes ou dangereuses, relèvent du régime d'autorisation, à enregistrement ou à déclaration.

Selon le PAC de l'Etat, la commune est concernée par des installations classées soumises à déclaration ou à autorisation :

- Coopérative vinicole de Coulommès-Vrigny, CD 26 ;
- Champagne FERY-BERTIN, 34 rue Saint-Vincent ;
- ENI-FRANCE (ex-SHELL), aire de Gueux ;
- LELARGE Dominique, rue Jules GADIOT ;
- Réseau Ferré de France, « le Champ Méa » ;
- Réseau Ferré de France, lieu-dit « Cumines basses » ;
- Réseau Ferré de France, lieu-dit « les Robogniers » ;
- SHELL, Aire de Vrigny.

Les sites et les sols pollués ou potentiellement pollués

La base de données BASOL (Ministère de la transition écologique et solidaire) recense les sites et les sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. Sur le territoire de Vrigny, **aucun site n'a été répertorié dans la base de données BASOL.**

Les sites potentiellement pollués

De plus, un inventaire national des anciens sites industriels et activités de service (**BASIAS**) mené par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) permet d'identifier les sites potentiellement pollués. Il recense de façon large et systématique tous les sites industriels ou non

susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement. BASIAS répertorie à ce jour sur la commune deux entreprises :

- Station-service SHELL, aire de Gueux, autoroute A4 - CHA5101007
- Station-service SHELL, aire de Vrigny, autoroute A4 - CHA5101008

Les secteurs d'information sur les sols (SIS)

Il s'agit des terrains où l'État a connaissance d'une pollution des sols justifiant, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la santé et l'environnement sont en cours d'élaboration. **Aucun périmètre de ce type n'est recensé à ce jour sur la commune de Vrigny.**

La vulnérabilité de la ressource en eaux souterraines pose la question de la prise en charge des pollutions de sols. Aucun site n'est répertorié dans la base de données BASOL et deux entreprises sont susceptibles d'engendrer une pollution sur l'environnement.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION AU FIL DE L'EAU

La problématique des sols pollués est importante en matière de santé publique. Les risques sont liés à l'usage des sols pollués (possibilité de contact direct des personnes avec la pollution, risques liés au dégazage de polluants dans les bâtiments) et à leurs impacts sur la nappe et aux usages potentiels de l'eau (eau potable, arrosage, usage industriel, ...).

/// ENJEUX LIÉS À LA POLLUTION DES SOLS

- ✓ Contribuer à la préservation la nappe de la Craie vis-à-vis de diverses et éventuelles pollutions

3.2. Transport de matières dangereuses

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matières inflammables, toxiques, explosives ou corrosives, par voie terrestre (route, fer), fluviale ou souterraine. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et l'environnement.

La commune est concernée par des itinéraires de transport de matières dangereuses via l'autoroute A4. La localisation de cette infrastructure, à l'écart du village et des zones densément peuplées, tend à préserver la population et la santé humaine de ce risque potentiel.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Les évolutions récentes dans la réglementation des activités industrielles permettent de mieux encadrer l'urbanisation dans les secteurs à risques majeurs et de minimiser les risques d'accidents.

/// ENJEUX LIÉS AUX RISQUES TECHNOLOGIQUES

- ✓ *Limiter l'exposition de la population aux risques et nuisances*

4. NUISANCES SONORES

La commune de Vigny est concernée par la loi relative à la lutte contre le bruit du 31 décembre 1992. Cette loi, complétée par des arrêtés en 1995, pose le principe de la prise en compte des nuisances liées aux infrastructures de transport terrestre par les maîtres d'ouvrage d'infrastructure et les constructeurs de bâtiment.

La commune est soumise aux dispositions d'arrêtés préfectoraux relatifs au classement sonore du réseau routier ou ferroviaire dans différentes communes du département de la Marne et aux modalités d'isolement acoustique qui en découlent. Les voies concernées sont recensées par le préfet et classées en 5 catégories, la 1 étant la plus bruyante :

- Arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords du tracé des autoroutes : **Autoroute A4** : l'infrastructure est classée en **catégorie 1**. Le secteur affecté par le bruit est défini dans une bande de 300 mètres de part et d'autre de la route (à partir du bord extérieur de la chaussée).

- Arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords du tracé des voies ferrées : **Ligne à Grande Vitesse (LGV)** : l'infrastructure est classée en **catégorie 1**. Le secteur affecté par le bruit est défini dans une bande de 300 mètres de part et d'autre de la route (à partir du bord extérieur de la voie ferrée à partir du bord extérieur du rail extérieur).

Les périmètres des secteurs affectés sont reportés dans le document E1 (Annexes).

La commune est concernée par l'arrêté du 27 juin 2019 portant approbation des cartes de bruit « échéance 3 » et le Plan de Prévention Bruit dans l'Environnement (PPBE) approuvés par arrêté préfectoral le 15 juin 2015.

Dans le cadre de l'application de la directive européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, des cartes de bruit stratégiques ont été édictées par arrêtés préfectoraux en Champagne-Ardenne en 2013. Elles permettent l'évaluation globale de l'exposition au bruit dans l'environnement et n'ont pas de caractère opposable, ayant pour objet l'information du public. Elles servent de base à l'élaboration des PPBE, qui visent quant à elles à établir un état des lieux des nuisances sonores et à définir les actions locales à mettre en œuvre afin de réduire les situations d'exposition sonore jugées trop importantes.

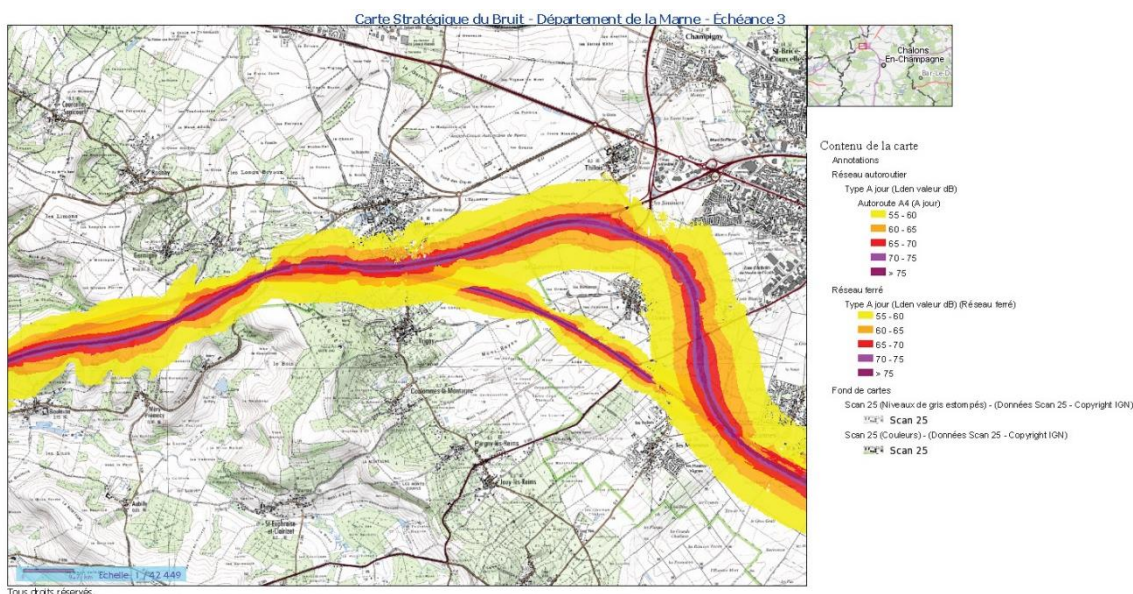


Figure 22 : Carte stratégique du Bruit, département de la Marne - Source : Département Marne

Les populations à proximité de l'A4 **et de la ligne LGV** sont exposées en journée à un seuil minimal de 55 dB, ce qui est réputé « supportable ». En soirée, le seuil est compris entre 50 et 70 dB. Toutefois, à partir de 55 dB, les risques de maladies cardiovasculaires sont de +20% si les expositions sont fréquentes. Au-delà de 75 dB, le seuil est jugé fatigant et des risques de diminution de l'acuité auditive sont présents à partir de 85 dB.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Certains facteurs vont dans le sens de la réduction des émissions sonores liées au trafic : améliorations techniques des véhicules, limitation de la circulation nocturne des poids lourds en

ville, réalisation ou rénovation d'ouvrages antibruit contribuent à une limitation des nuisances sonores. A contrario, l'augmentation des trafics peut effacer ces bénéfices selon les zones. En outre, l'acceptabilité sociale du bruit diminue.

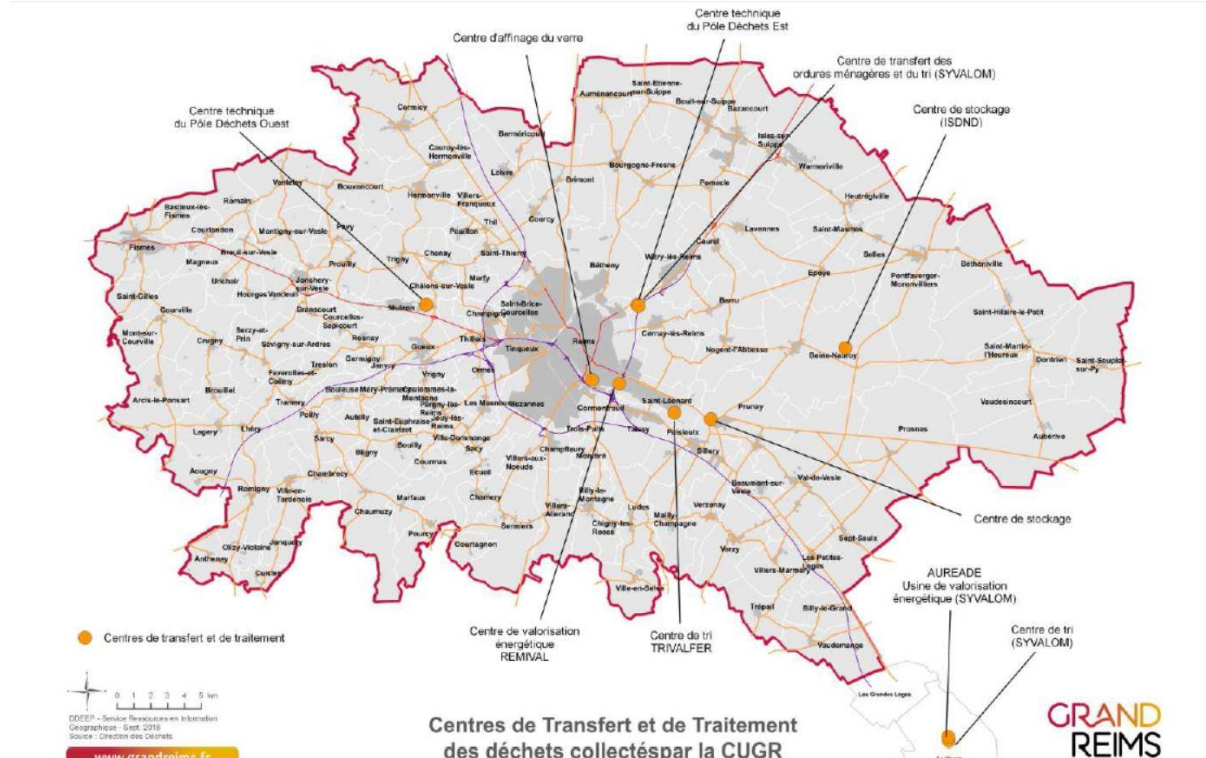
A ce jour, la partie nord de la commune, est affectée par des nuisances sonores liées à la proximité des voies routières à fort trafic (autoroute A4 et LGV). En raison de sa localisation hors de la zone urbanisée du village, les impacts sonores sur la population restent modérés.

/// ENJEUX LIÉS AUX NUISANCES

- ✓ Limiter l'exposition des personnes aux nuisances

5. GESTION DES DECHETS

La compétence "Gestion des Ordures Ménagères" est assurée par la Communauté Urbaine du Grand Reims, qui assure le ramassage des ordures ménagères pour la commune de Vrigny.

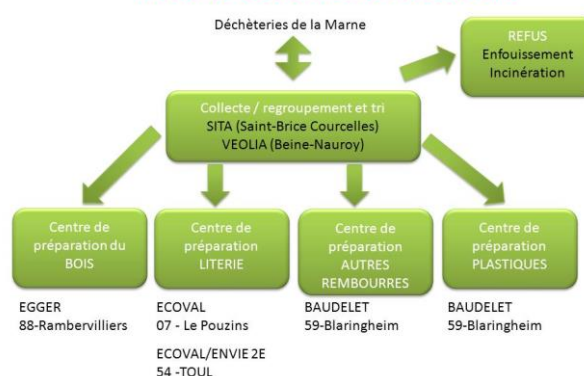


L'unité de La Veuve est une Unité de Valorisation Énergétique (déchets ordinaires), Unité de Valorisation Agronomique (bio déchets et dégradables). Depuis le 1er avril 2016, un centre de tri est également présent pour le traitement des déchets recyclables.

Fin 2017, des bennes dédiées au recyclage des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) sont mises en places dans les déchèteries et acheminés vers différentes sortes de sites de tri et de traitement.

Les habitants ont à leur disposition, sauf le dimanche, les 10 déchetteries du secteur Ouest du Grand Reims.

Schéma de traitement des DEA



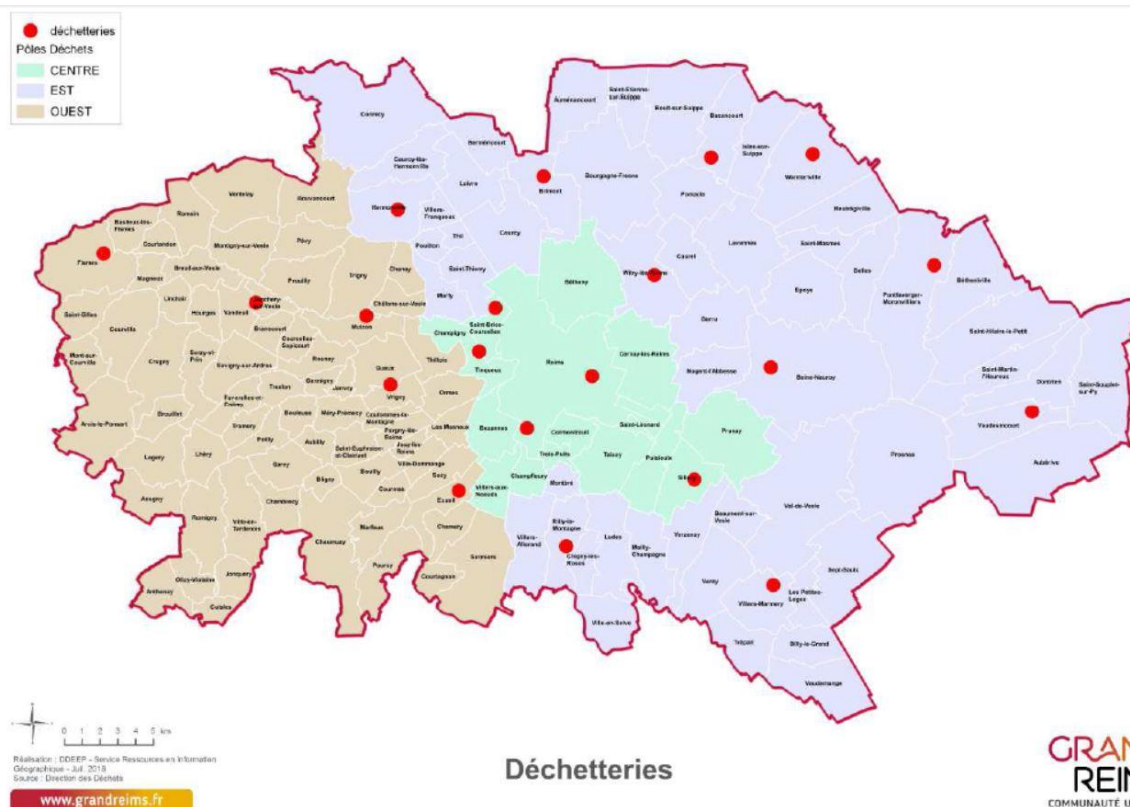


Figure 23 : Déchetteries du Grand Reims - Source : Grand Reims

Dans le cadre de son Programme Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage, le Grand Reims met un accent fort sur le développement de la pratique du compostage. Des ateliers de formation sont dispensés gratuitement aux habitants le désirant.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la gestion des déchets, de compétence communautaire, repose déjà sur une infrastructure de collecte sélective et de valorisation des déchets ménagers et assimilés. Aucun besoin particulier en termes d'équipements de collecte, de stockage ou de traitement n'est identifié sur le territoire communal.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Le territoire communautaire est bien pourvu en infrastructures de collecte sélective et de valorisation des déchets ménagers et assimilés sous forme matière et énergie, ce qui permet de limiter l'enfouissement, de maîtriser la consommation d'énergie et de matières premières et ainsi de protéger les différentes ressources naturelles.

La mise en place par le Grand Reims d'un accompagnement au compostage domestique vient compléter le dispositif.

Le développement des exigences de tri pour les particuliers nécessite la réservation d'espaces de stockage et de collecte des conteneurs, sur chaque parcelle.

/// ENJEUX LIÉS AUX DÉCHETS

- ✓ *Prendre en compte l'organisation de la collecte des déchets ménagers dans l'organisation urbaine*

III. PAYSAGE, PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHITECTURAL

1. LE PAYSAGE

1.1. Généralités

Le paysage est une notion transversale et subjective (par les ressentis de chacun), c'est un élément important de la qualité de vie : en ville, à sa lisière, à la campagne, dans les territoires dégradés comme ceux de grande qualité, dans les espaces remarquables comme ceux du quotidien... Le paysage joue un rôle majeur dans l'épanouissement de chacun et le vivre ensemble.

Prendre en compte le paysage suppose de comprendre que l'on intervient dans un système complexe : l'espace du territoire et ses composantes, leur évolution dans le temps, leur perception et leur vécu par les hommes sont des aspects inséparables.

Enjeu d'attractivité pour les territoires, la qualité des paysages est aussi avant tout un patrimoine à valoriser et à transmettre aux générations futures. **Pour que les paysages ne résultent pas d'évolutions subies, il est indispensable d'identifier les secteurs à forte sensibilité paysagère afin de diminuer les impacts des projets d'aménagement sur la composition du paysage local mais également sur celle du « Grand Paysage ». Le développement urbain doit s'accompagner du maintien de la composition du Grand Paysage et des secteurs à forte valeur environnementale.**

Enfin il est important de comprendre et d'analyser « Le Paysage » comme un ensemble, avec ses différentes composantes que sont le massif forestier, le vignoble, les plaines agricoles... qui se nourrissent les unes des autres de manière la plus souvent indissociable.

Les paysages de Champagne sont composés de différentes unités paysagères mais le plus souvent suivant une même gradation : le massif forestier surplombe le vignoble et ce dernier est prolongé par les plaines agricoles. Cette trilogie donne une identité singulière aux territoires et compose un ensemble.

Le paysage de Vignay est l'exemple même de cette trilogie, tout en présentant des caractéristiques qui le rendent unique. Il faut travailler en accord avec ce paysage.

1.2. Un paysage harmonieux à grande échelle

Partons de la grande échelle, du territoire pour comprendre et analyser les paysages de Vignay. Au sein des paysages Champenois, nous pouvons distinguer différents types de paysages qui se déclinent ensuite selon des unités paysagères.

Ici, le paysage concerné est un paysage de cuesta. En effet Vrigny se retrouve le long de la Cuesta d'Ile de France et cette dernière marque la limite entre le plateau du Bassin Parisien et la plaine de la Champagne Crayeuse. Sur ce type de paysage, la forêt est implantée sur le plateau, le vignoble s'étend de la forêt jusqu'au pied de la cuesta. Selon la longueur de la pente, le vignoble descend plus ou moins vers la plaine. Quant à l'architecture villageoise, elle se situe au cœur du vignoble.

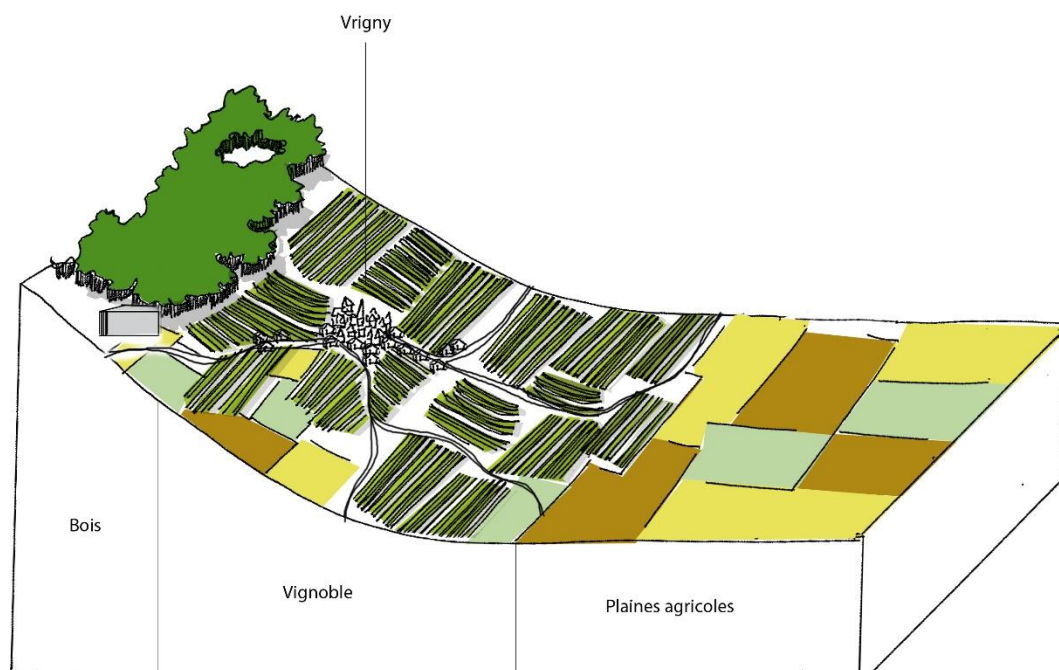


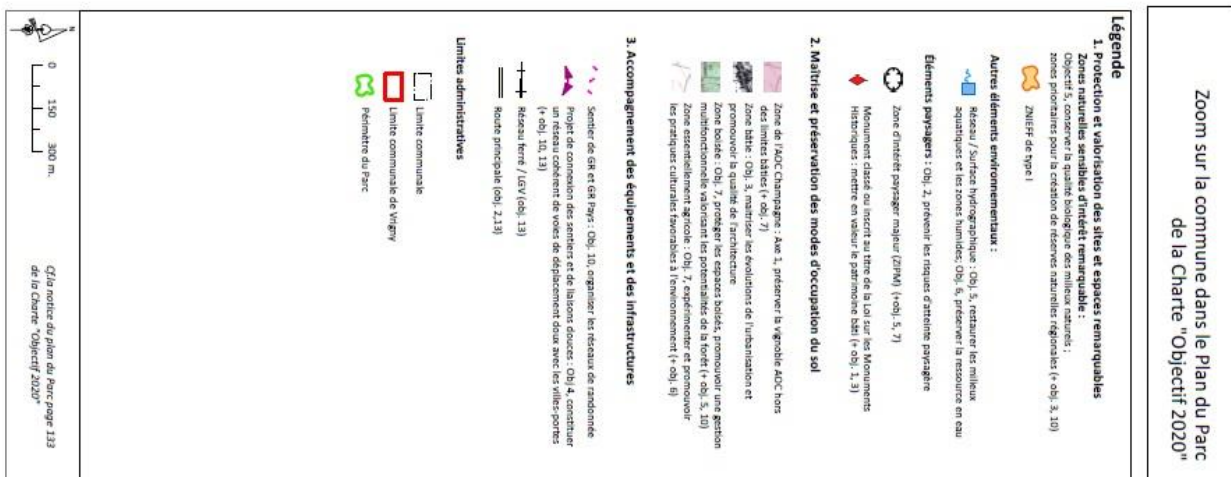
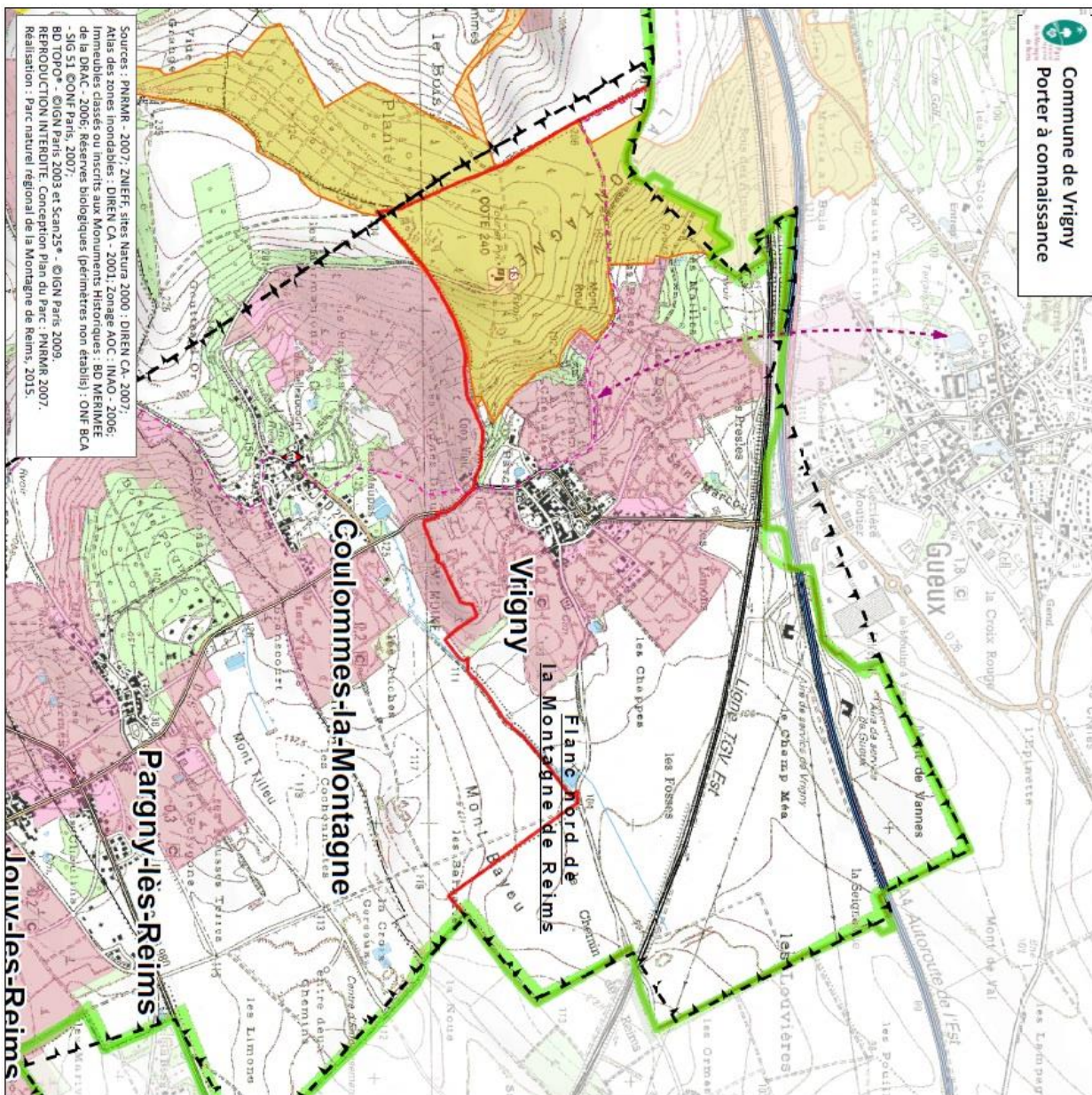
Figure 24 : Bloc-diagramme : les composantes paysagères du flanc nord de la Montagne de Reims -
Source : AUDRR

La commune de Vrigny fait donc partie de l'unité paysagère de la Montagne de Reims, et plus précisément d'une sous-unité paysagère viticole appelée la Petite Montagne de Reims. Dans ces paysages, le coteau est irrégulier, formé de petits cirques au sein desquels se nichent les villages. Ces derniers sont tournés vers Reims et forment comme un écrin pour cette ville.

Enfin, à l'échelle du territoire, il est important de rappeler que cette commune est située sur le flanc nord du Parc naturel régional de la Montagne de Reims (PNRMR). Certaines protections sont donc à mettre en place. **En effet Vrigny est une des communes incluse dans la Zone d'intérêt Paysager Majeur (ZIPM) inscrite sur le plan du PNRMR.**

Cette protection permet de prévenir les risques d'atteintes paysagères en proposant un certain nombre d'orientations destinées à préserver ou rétablir un développement harmonieux.

Etant donné les qualités paysagères de Vrigny, cette protection a tout son sens.



1.3. Des structures naturelles ou façonnées par l'homme à protéger

Changeons d'échelle et rapprochons-nous de la commune de Vrigny, sur la Petite Montagne de Reims.

Le village de Vrigny est constitué à la fois de pentes douces et raides, marquées par un relief aux courbes amples qui offre sur les hauteurs de nombreux points de vue et une découverte variée du paysage, notamment depuis la RD26 passant en balcon sur la Route Touristique du Champagne de la Montagne de Reims. Les ondulations des coteaux créent des perspectives changeantes par les montées et les descentes successives. Les vues sont toutefois majoritairement courtes en dehors de certains points de vue panoramiques (points hauts devant la coopérative viticole Coulommès-Vrigny).

Quelques bosquets moutonnent au milieu des vignes. La commune regorge d'un patrimoine naturel à forte valeur paysagère et environnementale.

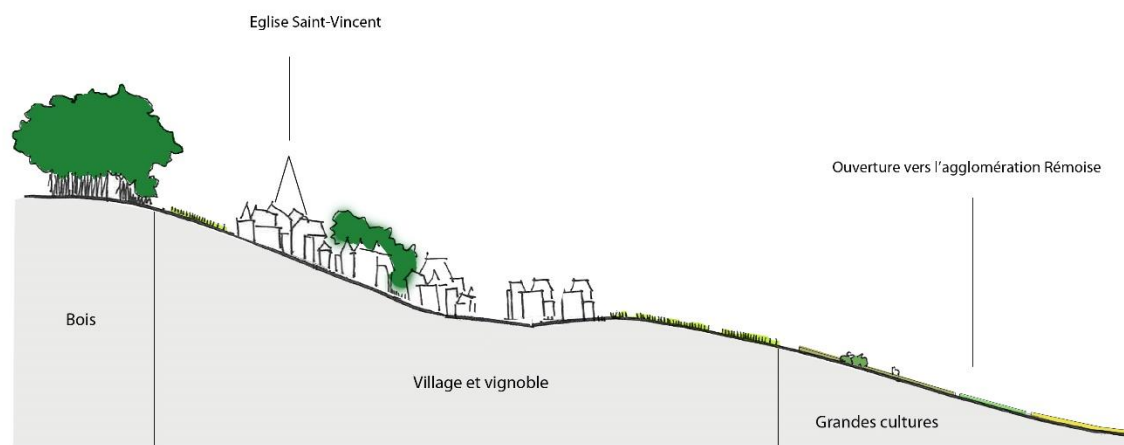
Les bois, à l'Ouest, constituent l'ultime trace d'un massif arboré qui occupait auparavant les vallons. Leur situation relictuelle sur le territoire en fait un espace naturel important.

Le paysage y est harmonieux, oscillant entre vignes, bois, habitat et cultures. Les limites forestières sont souples et épousent les courbes du relief. La taille du parcellaire est changeante : les petites parcelles sont imbriquées sur les versants qui s'agrandissent et s'étalent en direction de la plaine.

Cela constitue un paysage remarquable reconnu pour ses qualités patrimoniales. La répartition des cultures est de type caractéristique et fortement liée au relief :

- Boisements limités aux crêtes et aux plateaux,
- Vignoble continu à flanc de coteaux,
- Champs ouverts en bas des pentes.

Comment et de quoi se compose ce paysage ?



Coupe schématique de la composition du paysage de Vrigny

- **Les éléments de surface** : Les éléments de couverture du sol sont répartis en cohérence parfaite avec l'utilisation potentielle des sols.

- **Les Bois**, à l'Ouest, constituent l'ultime trace d'un massif arboré qui occupait auparavant les vallons. Leur situation relictuelle sur le territoire en fait un espace naturel important à conserver. La présence du bois renforce, par sa teinte sombre, la lecture lointaine de la Cuesta.

De plus ces espaces jouent un rôle important en matière de corridor biologique et de réservoir de biodiversité. C'est notamment le cas des boisements en lisière forestière, des haies et des boisements isolés mais aussi de quelques espaces ouverts de pelouses sèches.



- **Le vignoble** est étendu et s'impose dans ce paysage. Il est implanté sur une multitude de parcelles dont les limites semblent parfaitement adaptées aux ruptures de pentes. Le sens de plantation des rangs de vigne donne un rythme au paysage.



Figure 25 : Vignoble de Vigny - Source : AUDRR

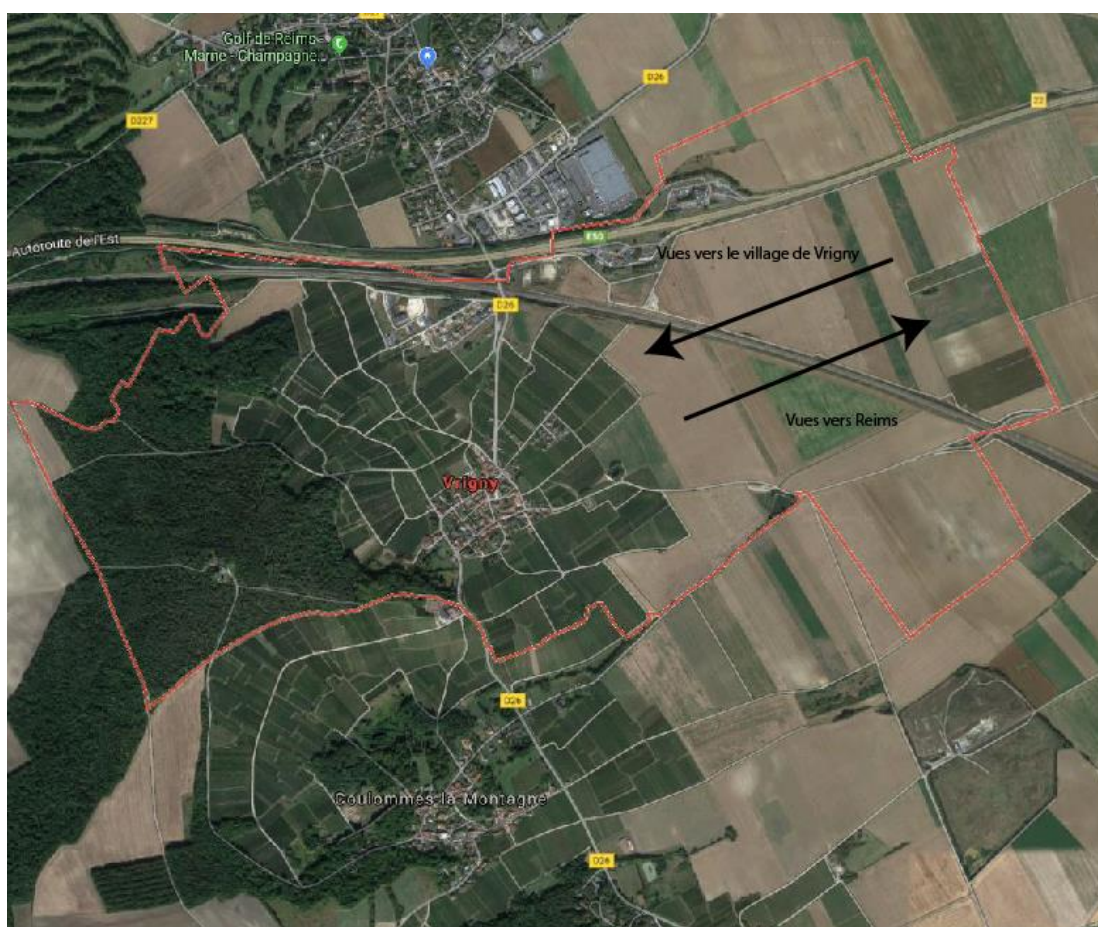


La géométrie changeante du vignoble est renforcée par les limites des parcelles, elles-mêmes soulignées par les chemins de craie blanche. Ces derniers constituent une multitude de lignes brisées qui zigzaguent entre les parcelles de vignes.

→ La forte présence du vignoble est un enjeu important dans les propositions d'aménagements.

- **La grande culture** s'intègre dans une logique d'agriculture intensive, avec un parcellaire de grande dimension géométrique en damiers, de grands aplats de couleur très purs. C'est un paysage caractéristique de la plaine champenoise où les ondulations topographiques de faible amplitude proposent des lignes d'horizon d'une grande pureté.

A Vrigny, les plaines agricoles proposent des ouvertures vers la ville de Reims mais aussi vers la commune. En effet, elles permettent d'autoriser un recul nécessaire afin de mieux comprendre le paysage. C'est un espace de respiration dans le paysage. Depuis Vrigny, la présence de ces plaines agricoles apporte des perspectives visuelles à ne pas négliger et à préserver.



→ Les enjeux de préservation des vues sur le lointain et de la composition du Grand paysage sont donc importants.

- **Le Village** de Vrigny caractéristique de la Cuesta d'Île de France, est particulièrement visible si on l'aborde depuis la plaine champenoise (cf photo Vue depuis Thillois), mais aussi depuis certains points hauts comme depuis la Coopérative de Coulommès-Vrigny. En arrière-plan, se dresse l'antenne de radio-télécommunications située au cœur du massif boisé, sur le plateau et offrant un point de repère paysager lointain depuis la plaine rémoise.



Figure 26 : Vue depuis Thillois - Source : AUDRR



Figure 27 : Vue depuis la coopérative viticole de Coulommès-Vrigny.

- **Les Sites Emblématiques** : La commune de Vigny possède des sites emblématiques à préserver et à protéger

➔ **L'Eglise Saint-Vincent** : reconstruite en 1925, cette église, d'origine romane reprend les codes architecturaux du style roman : sobriété des lignes et des décorations, une nef aveugle et des ouvertures simples de petites tailles, une tour carrée à bâtières, un chevet sobre hexagonal, un seul bras du transept. Cette église a été fortement détruite à la Grande Guerre, reconstruite avec beaucoup d'ajout en béton armé (rosace).



➔ **Le Monument aux morts** : Place de la Mairie

➔ **Le lavoir** : situé rue des Moines, ce lavoir du 19^{ème} siècle possède également une fontaine. Reconstitué en 1923 après la guerre, il présente une forme rectangulaire et est constitué d'un muret en pierre calcaire, d'une charpente en bois et d'une toiture à deux croupes couvert de tuiles en terre cuite rouge.

Figure 28 ; Eglise Saint-Vincent -
Source : AUDRR



Figure 29 : Lavoir et fontaine à Vigny - Source : AUDRR

- **Parcours et randonnées** : En termes d'itinérance, la commune de Vigny présente un sentier à prendre en compte. En effet, il apporte touristiquement de l'attractivité aux lieux et dans le paysage.

Il existe différentes pratiques :

- La Route touristique du Champagne : il s'agit d'un parcours qui demande d'être motorisé et qui est de plus en plus emprunté notamment par les touristes.
- Les circuits de randonnées pédestres : La commune est traversée par GR142 (balisage blanc-rouge).

Il faut donc prendre en compte ces différents parcours dans les futurs aménagements.

- Élément historique

La Grande Guerre – la cote 240

Vrigny et la cote 240 (point d'observation de l'ouest de Reims), fut pendant la seconde bataille de la Marne, un point stratégique et un observatoire infranchissable, sur lequel les attaques allemandes se sont brisées à de nombreuses reprises. La cote 240 culmine à l'ouest de Reims au-dessus des communes de Vrigny, Gueux, Janvry, Méry, Prémecy. Le front va être percé à l'ouest de la Montagne et ira jusqu'à Pourcy, Bligny, Chaumuzy...mais la cote 240 ne tombera pas. La prise de cette position aurait permis de prendre Reims, par l'arrière, ville trop bien défendue pour être attaquée de front.

Entre mai et juillet 1918, pendant la grande offensive des Allemands, le village/la cote 240 devint l'avant-poste exposé et convoité qui empêche les Allemands d'avancer vers Epernay et Paris. Le village sera évacué, lourdement bombardé et détruit en grande partie pendant ces deux mois. En juillet 1918, les Allemands battent retraite, laissant derrière eux, de nombreux villages détruits et des paysages bombardés.

La « renaissance » du village s'est traduite par de nombreuses reconstructions selon des typologies, des implantations relativement similaires aux bâtiments disparus mais avec des matériaux, des modes constructifs plus modernes, typiques de la période de l'entre deux guerres. La présence importante de ce patrimoine ancien de qualité et encore bien conservé est à noter et contribue à embellir de manière notable le paysage urbain et le cadre de vie des habitants.

1.4. Les lignes de forces et vues à conserver

- Les Lignes de forces :

Cette composition paysagère crée des lignes de forces importantes, des jeux de topographie et surtout des points de vue à protéger. La caractérisation d'un paysage est fortement imprégnée par le relief. En effet, il a une influence sur le regard et la perception de l'observateur.

Les lignes de forces, les points dans le paysage guident et attirent le regard. On trouve des points d'appel, qui attirent l'œil, lui permettant de se fixer sur un élément pour se reposer comme sur le village de Vrigny avec l'église de Saint Vincent.

Mais on trouve aussi des points de fuite, qui font converger le regard vers un point sur l'horizon, vers l'agglomération rémoise par exemple.

La ligne de force majeure de ce paysage est constituée ces lignes de crêtes accentuées par le massif boisé et par l'implantation du village. Cette composition, structure du paysage, doit être protégée : il faut éviter l'insertion d'éléments verticaux trop imposants qui créeraient un effet d'opposition indéniable.

- **Les points de vue à conserver :**

La position de l'observateur est déterminante, selon qu'il se situe plus haut ou bien au même niveau de ce qu'il perçoit.

Ainsi les points de vue situés sur les hauteurs avec un avant plan à moyenne ou forte dénivellation sont les plus appréciés car ils permettent de dominer toute l'étendue de l'espace. **Il est donc important de les conserver (ex : entrée de village en venant de Coulommès). Vrigny présente une mise en scène paysagère favorisée par les pentes.**

En effet sur les hauteurs du village, certains points de vue sont panoramiques. Ils amènent le regard vers l'agglomération de Reims et surtout vers la Cathédrale. D'autres sont plus courts offrant quelques cadres sur le paysage environnant.

Si nous partons vers les plaines agricoles, la vue vers l'agglomération est encore plus frappante mais elle est aussi intéressante vers la commune.

Enfin depuis la coopérative de Coulommès-Vrigny, la vue sur le paysage est majestueuse. Nous pouvons apprécier la topographie, la composition paysagère et certains points d'appels comme les habitations ou les bois sur les hauteurs de la commune.



1.5. La perception du paysage, approche sensible

La perception du paysage est une expérience sensorielle et personnelle au travers du ressenti des ambiances qui font appel à tous nos sens.

Les couleurs, la lumière et les textures sont des éléments importants pour comprendre et faire évoluer ce paysage de la meilleure manière.

Les couleurs et les contrastes sont importants pour différencier les éléments du paysage. Elles varient, comme la lumière, selon les saisons engendrant une composition paysagère à chaque fois différente. La perception d'un paysage sera donc différente au printemps, en été, en automne et en hiver.

A Vrigny, la couleur des massifs boisés, des plaines agricoles et du vignoble varie en fonction de ces saisons. Par exemple en été, la verdure de la vigne tranche sur les tons de la terre, des plaines agricoles. Les massifs boisés des parcs et jardins urbains ressortent dans le village.

En hiver et en automne, les couleurs foncées ou jaune et rouge apportent un fort contraste avec les couleurs des plaines agricoles et du vignoble ; elles se distinguent aisément, même à longue distance.

Toutes ces différentes teintes créent un réel patchwork de couleurs dans le paysage et donc sur la commune de Vrigny

- **Cet élément sensible est donc à prendre en compte dans l'aménagement afin de garder ce nuancier de couleurs caractéristiques de nos paysages et de favoriser l'intégration des aménagements et/ou des constructions tout au long des saisons.**

Les matières et les textures :

Le regard, en parcourant la surface d'un paysage, fait naître des sensations « tactiles ». L'impression de rugosité d'un massif forestier s'oppose à l'impression soyeuse d'un champ de blé. Ces sensations texturales font souvent naître, chez l'observateur, des impressions subjectives de douceur, de calme...

Elle sera encore une fois très variable selon les saisons. Mais elle permettra surtout de distinguer les éléments entre eux.



En résumé :

- **Les secteurs à forte sensibilité visuelle sur Vrigny** : correspondent au vignoble et sont localisés sur le pourtour du village, sur les secteurs de boisement sur les hauteurs du village, et la plaine agricole pour les vues dégagées sur l'agglomération rémoise ;
- **Des lignes de forces liées au relief et des cônes de vue à préserver** : le maintien des espaces boisés contrastant avec les milieux ouverts (vignoble, grandes cultures) constitue l'ambiance paysagère générale de la commune.

Cette sensibilité est d'autant plus forte que ces éléments sont traversés par un sentier de randonnées et une route touristique reconnue dans le Paysage de Champagne.

Sur ces secteurs plus qu'ailleurs, il convient de maintenir ces éléments et de veiller à l'intégration des nouvelles constructions et des aménagements dans leur environnement lorsque ceux-ci sont autorisés. L'orientation des bâtiments et des constructions, leur aspect extérieur, leur volumétrie voire le maintien d'espaces dénués de toute construction, sont autant de caractéristiques à accompagner afin de limiter les impacts potentiels au sein de ce paysage.

Les enjeux paysagers sont inévitables et dépendent des variations topographiques du territoire communal et de leurs compositions. Ils sont importants au regard de l'activité touristique et des enjeux environnementaux liés (corridors de biodiversité, trames vertes et bleues). Le paysage, au-delà de l'image, est aussi un élément essentiel de la qualité de vie des habitants. Ce paysage est le lieu de nouveaux projets mais aussi de nombreuses protections qui attestent de leurs qualités et de leurs valeurs.

Dans ce contexte, la préservation des éléments paysagers, environnementaux et patrimoniaux doivent être intégrés et pris en compte dans les aménagements futurs.

Ainsi la protection des paysages est un enjeu patrimonial, naturel mais également un outil de développement de l'attractivité, notamment touristique, c'est pourquoi la préservation de ces paysages garde un rôle d'importance.

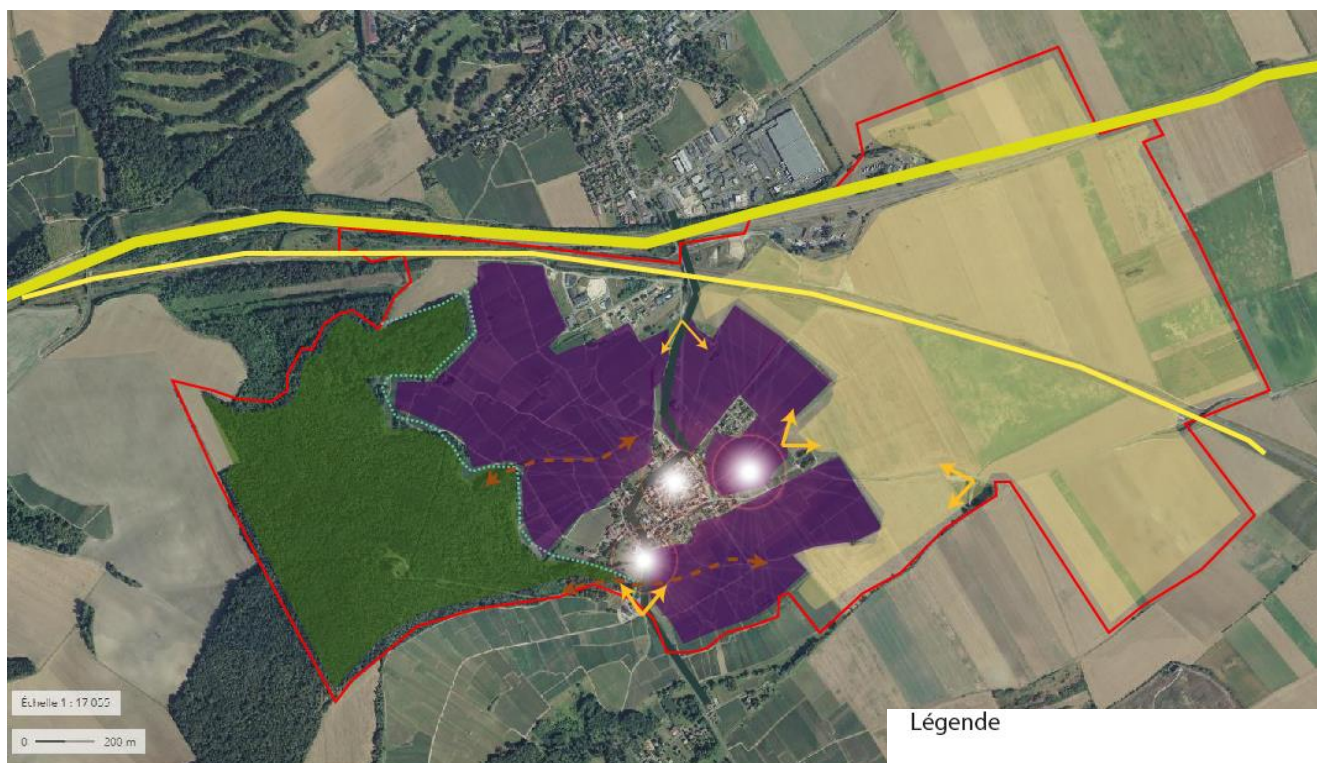


Figure 30 : Sensibilités paysagères Vigny - Source : AUDRR



2. DEVELOPPEMENT URBAIN ET CONSOMMATION DES ESPACES

2.1 Un peu d'histoire...

L'installation des hommes dans la région n'est pas récente. A titre d'exemple, le « Tardenoisien » est une industrie préhistorique de production de microlithes qui tire son nom du terroir voisin le Tardenois. Des vestiges ont été retrouvés illustrant le passé préhistorique de la région.

En Champagne, vignes et vins remontent à la période gallo-romaine. En effet, la vigne est présente en Champagne depuis la conquête par les romains et s'imposera au fil du temps dans l'Histoire. De 898 à 1825, c'est à Reims, au cœur de la région de Champagne, que les rois de France seront sacrés. Les cérémonies, selon les récits qui en furent faits, s'accompagnaient toutes de festins où les vins de Champagne coulaient à flots.

C'est au début du XVIIIe que l'essor économique du Champagne, comme vin de la fête, de la célébration prend forme au-delà de nos frontières.

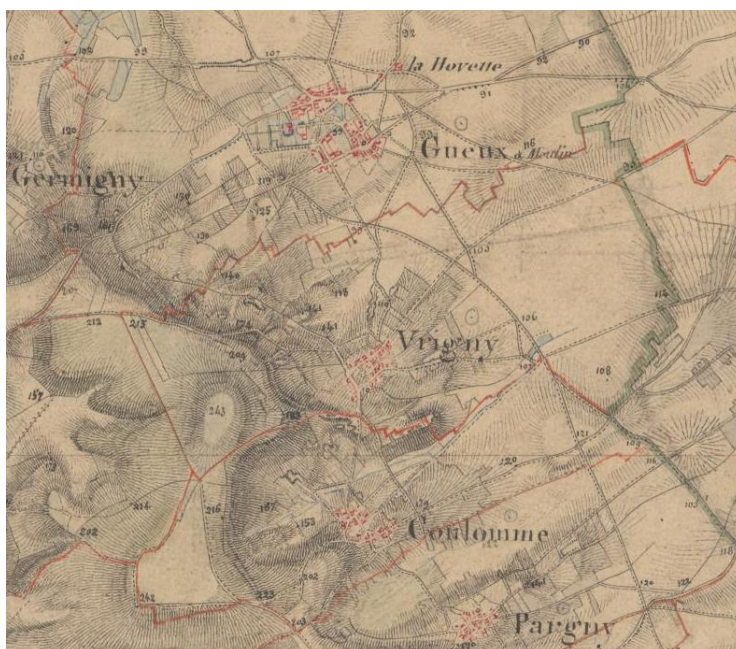
La cuesta d'Ile de France, marquant la limite entre le plateau du Bassin Parisien et la plaine de la Champagne crayeuse, offre un environnement optimum pour l'installation des hommes et de la vigne.



Extrait de la carte de Cassini Archives départementales de la Marne

Sur la carte de Cassini (ci-dessus) datant du XVIIIème siècle, Vregny est un chef-lieu disposant d'une paroisse et d'une église.

Au XIX^{ème} siècle sur la cartographie de l'Etat-Major, la commune dispose d'ores et déjà des caractéristiques d'occupation du sol qui la distinguent. Le village de Vregny est implanté dans un écrin de vignes.



Carte de l'état-major (1820-1866)

L'organisation urbaine d'antan s'observe encore aujourd'hui au travers :

- des rues « Saint-Vincent », « de la vigne du Roy », « des clos » ...
- de son église (datant du XI^{ème} siècle) et du lavoir.

Ces éléments du patrimoine bâti ancien sont identifiables sur la planche du cadastre napoléonien datant de 1838 (ci-dessous).



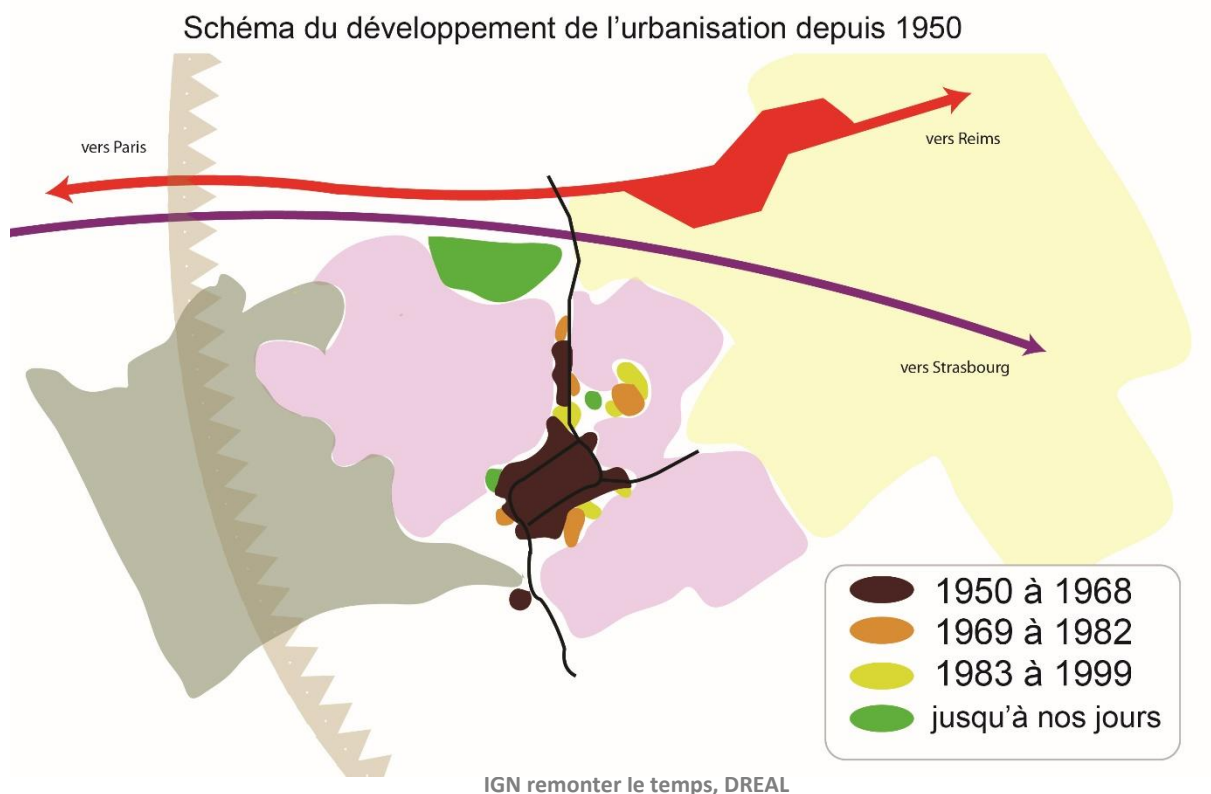
Cadastre napoléonien 1838 – archives départementales de la Marne

L'histoire locale a marqué le paysage urbain de Vrigny. Jusqu'au 19^{ème} siècle la commune de Vrigny dispose d'une dimension de village.

2.2 Le processus de périurbanisation

Adossé à la cuesta d'île de France, après la révolution industrielle et les deux guerres mondiales, les paysages de la commune ont connu de fortes évolutions.

Jusqu'en 1950, le bourg de Vrigny n'a pas beaucoup évolué. Les deux guerres mondiales ont fondamentalement freiné le développement urbain du territoire. C'est dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, avec le déplacement des citadins dans la première et deuxième couronne périurbaine de Reims que le paysage local évolue significativement.



En effet, jusque dans les années 60, le développement urbain de Vrigny s'opère en densification du tissu urbain existant et le long de l'actuelle RD26. C'est à cette période qu'est inaugurée la coopérative vinicole de Coulommès-Vrigny sur ce même axe (implantée sur la commune de Coulommès-la-Montagne).

Dans les années 70, l'essor de l'automobile conduit la réalisation de l'autoroute A4 (1975) qui sépare la commune de Gueux et de Vrigny au Nord. La réalisation du lotissement rue du Levant est une marque de la périurbanisation s'opérant dans le bassin de vie rémois dans les années 70-80. Durant cette période les extensions de l'urbanisation sont ponctuelles, localisées en frange de l'urbanisation existante.

Entre les années 90 et 2000, le développement urbain semble se limiter au remplissage des dents creuses présentes au cœur du bourg. Quelques projets se réaliseront le long des axes de circulation.

De 2000 à de nos jours, l'urbanisation de la commune de Vrigny s'opère en extension aux abords de la LGV (édifiée en 2007). Une zone dédiée à l'accueil d'activités et deux nouveaux lotissements voient le jour en limite nord du territoire : les Lotissements des Robogniers et des Cumines. Il s'agit en partie d'une volonté de valoriser le foncier non mobilisé par la ligne LGV en rendu disponible à cette occasion.

Le processus d'urbanisation peut prendre plusieurs formes. Il faut distinguer les implantations en densification du tissu urbain, l'urbanisation en continuité du tissu urbain existant, en suivant la trame viaire.

Durant toutes ces années, le développement urbain du village de Vrigny s'est réalisé en densification des espaces urbains existants et notamment sous la forme de quatre opérations d'aménagements d'ensemble sous forme de lotissement en discontinuité des espaces bâtis existants. En effet, l'urbanisation semble très contrainte sur ce territoire par des sensibilités économiques, environnementales et paysagères fortes avec la présence du vignoble qui encercle le village.

La zone d'appellation Champagne se trouve impacté par l'urbanisation. La commune a ainsi orienté le développement urbain aux endroits les moins sensibles pour la vigne, le long des voies, provoquant une urbanisation discontinue.

Pour autant, le vignoble est un atout indéniable pour le territoire. L'aire AOC Champagne, disposant d'une valeur économique, écologique et culturelle, ne doit pas disparaître au profit des espaces urbanisés.

Alors que la densification à l'intérieur du tissu urbain existant a pour effet d'optimiser la consommation d'espace, les nouveaux logements et activités bénéficient de réseaux en place (eau, énergie, télécommunications, transports). L'étalement urbain peut, quant à lui, s'accompagner d'une plus forte consommation d'espaces (densité plus faible en logements par hectare) de la nécessité d'étendre les réseaux et peut impacter ou fragmenter les milieux souvent plus sensibles ou initialement mieux préservés (prairies, cultures...), avec le risque de modifier l'équilibre des paysages à dominante initialement agricole ou naturelle. C'est pourquoi, dans une perspective de développement durable du territoire, il est nécessaire de réaliser le bilan de pressions exercées sur les sols notamment en frange de l'urbanisation où les sensibilités sont les plus fortes.

2.3 Le rythme de densification et d'artificialisation du territoire

Selon Vigifoncier³, de 2008 à 2016 (7ans), les surfaces urbanisées ont augmenté d'environ 4 hectares au détriment des espaces agricoles.

Période d'analyse : 2008-2016	Evolution nette	Taux d'évolution	Évolution moyenne annuelle
Surface agricole	-4 ha	-1.3 %	-0.5 ha/an
Surface naturelle	-0 ha	-0.3 %	-0.0 ha/an
Surface non cadastrée	0 ha	4.5 %	0.0 ha/an
Surface urbanisée	4 ha	8.0 %	0.5 ha/an

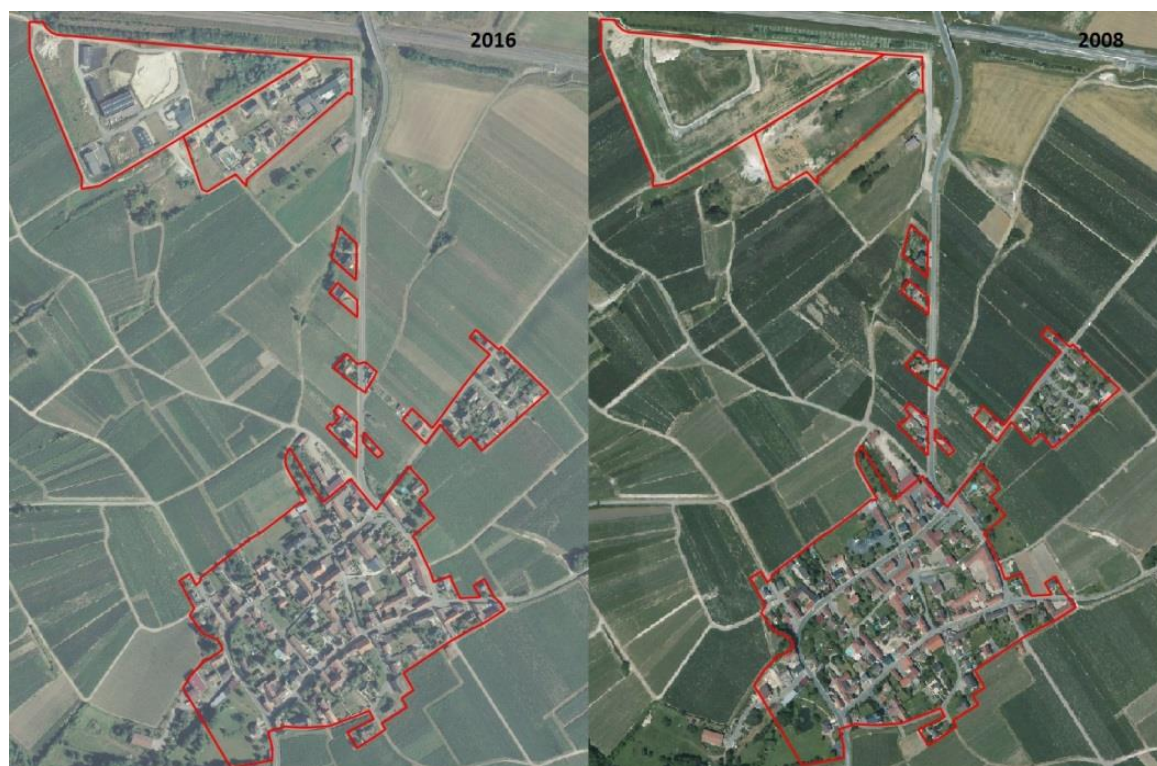
Source : DGFIP : cadastre, fichier MAJIC des propriétés non bâties, groupes de natures de culture.

Localisation des projets (08-18) hors ZAE	surface (ha)
en densification	0,43
en extension	2,00
Total général	2,43

Projets de développement urbain hors ZAE de 2008 à 2018

Par photo-interprétation et analyses des fichiers fonciers (traités par le CEREMA), la commune de Vrigny a consommé sur la période 2008 à 2018 environ 2ha d'extension au détriment d'espaces agricoles.

Focus sur la ZAE des culmines : La zone d'activités de Vrigny s'urbanise dès l'approbation de la révision simplifiée du POS en 2005. D'une capacité d'accueil de 3ha (4,3ha avec VRD), son remplissage s'effectue au coup par coup au fur et à mesure du temps, au sein des espaces



Enveloppe urbaine en 2018, AUDRR

³ Vigifoncier est un service d'information en ligne proposé par les SAFER qui permet de disposer d'indicateurs de suivi et d'analyse par exemple, des dynamiques foncières locales ;

aménagés. En 2018, son taux de remplissage avoisine les 62, 2%. L'ensemble des terrains ont d'ores été déjà été commercialisés ou font l'objet d'un projet.

Ces dix dernières années, les projets d'urbanisation se sont principalement opérés en extension de l'enveloppe urbaine à l'écart du bourg ancien. Quelques projets se sont opérés en densification (ruelle Danton...) ou par opération de renouvellement / réhabilitation urbaine.

Ainsi, le développement urbain du bourg de Vrigny (indépendamment des évolutions de la ZAE) s'est réalisé comme suit : environ 17% à l'intérieur de l'enveloppe urbaine et à 83% en extension du tissu urbain (en terme de surface).

Localisation des projets (hors ZAE) en extension et densification de l'urbanisation de Vrigny de 2008 à 2018



FF2017 CEREMA, OBSERVATIONS AUDRR

Cette tendance est confirmée, selon l'analyse des fichiers fonciers (CEREMA) sur 18⁴ constructions (dont 2 locaux d'activités et 16maisons) réalisées entre 2008 et 2017, 4 locaux se sont implantés en densification, soit environ plus de 20% des nouveaux locaux.

Le développement urbain de la commune (notamment du bourg) est se poursuit en extension au regard de l'artificialisation des sols et de la consommation des espaces.

Les services de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ont élaboré un outil de mesure de l'Artificialisation Résidentielle (OMARE mise à jour 2014) afin de qualifier les pressions exercées sur les espaces en matière d'artificialisation.

Entre 1999 et 2011 l'artificialisation par l'habitat a augmenté moins vite que les ménages : il y a donc une augmentation de la densité résidentielle sur ce territoire qui témoigne d'une gestion foncière adaptée et d'une stratégie économe en espace. Sur la période 1999-2011, le

territoire a artificialisé 222 m² par nouveau ménage alors que sur la période 1982-1999 cette valeur était de 765 m² par ménage.

Sur la période 2011-2016, cette tendance se confirme avec 176,6m² d'artificialisation par nouveau ménage⁵ (en extension) ou 171,8m² par nouveau ménage (toute localisation confondus).

⁴ Indicateurs : 31 constructions nouvelles entre 2007 et 2017 selon les Fichiers Fonciers du Cerema, 28 maisons pour 3 locaux d'activités. Pour les logements, 1 location créée pour 27 maisons individuelles occupés par le propriétaire. La surface habitable moyenne des nouveaux logements est de 183m² (locations/propriétés).

⁵ Hors locaux d'activités

Ainsi, bien que l'urbanisation de Vrigny s'opère en extension du tissu urbain existant, le développement urbain semble maîtrisé et suit les besoins issus du développement démographique local. Les moyens employés pour accueillir de nouveaux ménages (localisation des terrains, dimensionnement des opérations, densité résidentielle...) ont conduit à lutter contre le phénomène d'étalement urbain ces dernières années.

L'enjeu pour la commune est donc de poursuivre les efforts de densification du tissu urbain existant et de limiter la consommation des espaces agricoles sur les franges de l'urbanisation, en planifiant un développement mesuré en adéquation avec les besoins en logements, équipements, services et établissements notamment au regard du développement communal passé et des besoins présents à l'échelle supra communale (pour la ZAE notamment).

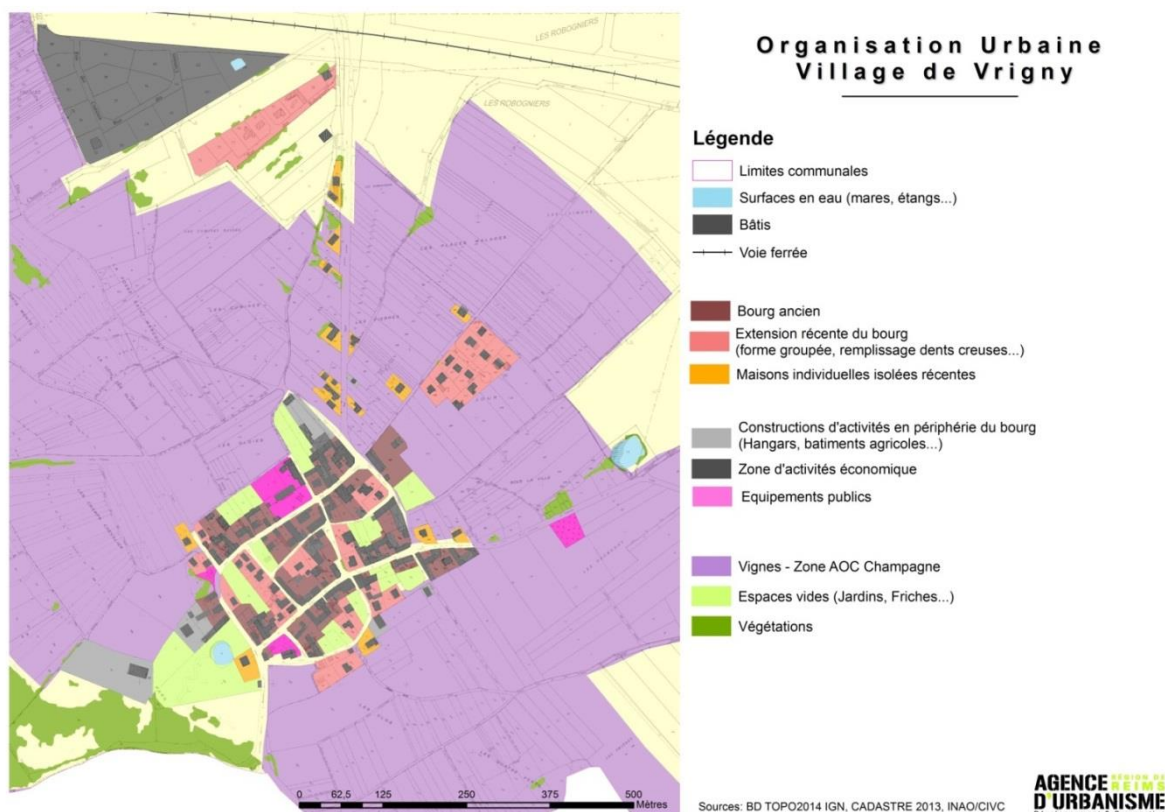
Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la région rémoise fixe un objectif limité d'extension de l'enveloppe urbaine de la commune rurale à 5% de son enveloppe initiale.

Il est également nécessaire de s'interroger sur les formes urbaines existantes dans le village, notamment leur capacité d'évolution, et sur l'optimisation de l'espace urbain en identifiant les espaces vides (dents creuses) ou les espaces sous-occupés à investir, dans un contexte d'occupation résidentielle dominante mais au sein d'un tissu urbain où la mixité fonctionnelle est réelle (activités agri-viticoles). L'effort de modération de consommation des espaces passe également par les actions de renouvellement urbain et la réhabilitation du bâti ancien le tout sans compromettre le paysage et le patrimoine local.

3. MORPHOLOGIE URBAINE : Formes urbaines et mixité

3.1. *Un bourg mixte à vocation résidentielle et viticole*

Selon la cartographie ci-dessous, on observe que le village regroupe une diversité fonctions urbaines : des activités économiques à dominante tertiaire et agri-viticole, des équipements publics et des ilots à vocation résidentielle.



Organisation urbaine Vrigny - Source : traitement AUDRR, 2015.

La mixité des fonctions d'une aire urbaine permet de limiter les déplacements entre les lieux d'habitations, de travail et de consommation de biens et services, ce qui réduit les pressions exercées par chaque habitant. Néanmoins la concentration urbaine a aussi pour corollaire de concentrer certaines nuisances telles que la pollution de l'air et le bruit. Ainsi la qualité des milieux urbains du point de vue environnemental (préservation des ressources, des milieux, limitation des nuisances et pollutions...), dépendra de la nature des fonctions urbaines exercées et de surcroît des usages et occupation du sol.

La diversité des fonctions (activités commerciales et de services, équipements et services publics...) donne lieu à des formes urbaines caractéristiques qu'il est nécessaire de prendre en compte.

Le bourg de Vrigny a une vocation dominante résidentielle, bien qu'il soit le siège de bon nombre d'activités notamment artisanales, de services et viticole. Peu de nuisances sont identifiées sur ce secteur. Ainsi, cette mixité doit être confortée.

Cette mixité s'illustre également par des besoins en foncier que ce soit pour le développement des équipements et services publics (espace public compris) que pour le développement économique.

3.2. Les formes urbaines observées induisent des capacités d'évolutions variées

Le développement urbain de Vrigny s'illustre dans les formes urbaines observées. Selon la cartographie ci-dessous, deux typologies se distinguent, le bâti ancien et le bâti récent. Entouré de vignes, le bourg ancien est dense mais les constructions récentes ne connaissent plus cette maîtrise de l'urbanisation. L'extension récente au bord de la voie ferrée et de l'autoroute devient une porte d'entrée dans le village de Vrigny.

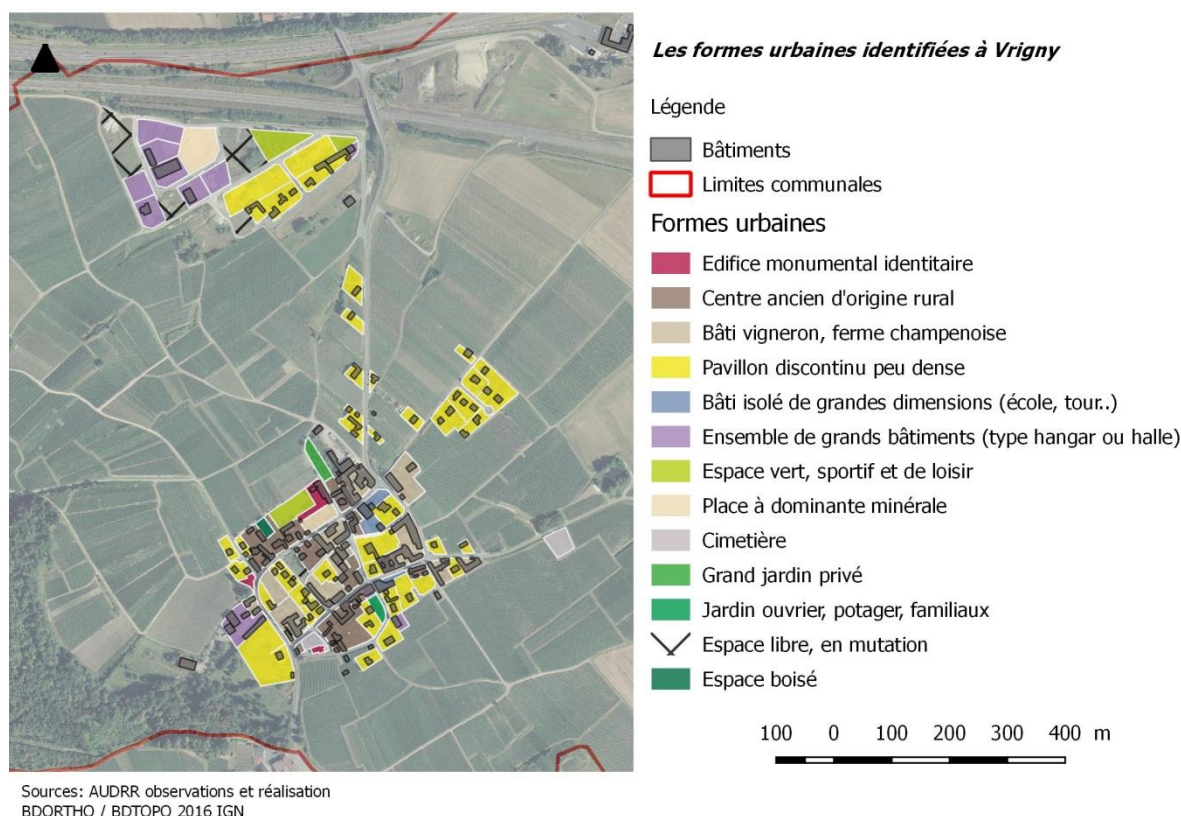
Les constructions héritées du patrimoine bâti ancien sont :

- Les édifices monumentaux identitaires (église, mairie...)
- Le centre ancien d'origine rurale.
- Les fermes champenoises.

Les périodes d'extension récente de l'urbanisation s'observent dans les formes suivantes :

- Les pavillons discontinus peu denses.

Les formes relatives aux activités économiques, aux équipements publics sont de taille et de formes diverses. On retrouve le plus souvent soit des ensembles de grands bâtiments de type hangar ou des bâtis isolés de grande dimension comme certains pressoirs ou locaux des exploitations viticoles par exemple.



Le bâti ancien :

Le village de Vrigny est situé à mi-pente. Entouré et contraint par l'omniprésence de la vigne, le village de Vrigny est constitué d'un bâti dense. Les rues y sont étroites. La composition du bâti se caractérise par des maisons mitoyennes alignées sur rue. Cette disposition est complétée par des hauts murs, rupture marquante entre espace public et privé.

Au sein du bourg-centre, on situe quelques nouvelles habitations mais le village s'est développé principalement dans les années 70- 80 rue du Moulin Grignon avec la création d'un lotissement. Aujourd'hui, le village s'est étendu le long de la voie ferrée, à proximité de la RD26 avec les lotissements des Cumines et des Robogniers.

Le patrimoine bâti ancien est issu pour partie de la période de la Reconstruction, les destructions ayant impacté plusieurs édifices et habitation lors de la Grande Guerre. Leur caractère identitaire s'illustre surtout dans les parties les plus anciennes du centre du village. Les constructions issues de cette période, généralement des habitations et des fermes, sont plus ou moins cossues, généralement composées d'un rez-de-chaussée, pour certaines surmontées d'un étage avec combles aménagés ou non. On y retrouve surtout des éléments de modénature ou en reliefs sur les façades (bandeaux, corniches, chaînes d'angles, ...) et les appareillages et décors sont très spécifiques. Les modénatures de façades constituent un élément décoratif tels que cordons, encadrements de baies, corniches, soubassement, chaînages, dont la préservation est à encourager dans le cadre des travaux de restauration des façades anciennes.

Trois grandes familles d'édifices du bâti ancien sont communes dans la région :

- Les édifices publics et institutionnels ;
- Les habitations modestes, de villégiature ou bourgeoise ;
- Les bâti d'activités, notamment les fermes en bâti sur cour (parfois fermée).

Les « Edifices monumentaux identitaires »



Eglise de Vrigny, rue des clos

Les édifices publics ou institutionnels font référence aux bâtiments publics en pierre de taille (comme l'église) ou en brique - pierre - enduit (mairie-école, lavoir...) et se distinguent par un emplacement stratégique au centre de la commune et une architecture spécifique.

A Vrigny, il s'agit de l'église Saint-Vincent notamment.

Cette forme n'est pas prise en compte dans l'analyse des capacités de densification des espaces urbanisés.

Le « centre ancien d'origine rural »

Cette forme urbaine est subdivisée en deux sous-formes



Maison bourgeoise, rue saint Vincent

Les maisons modestes

Elles sont généralement constituées de bâtis en alignement sur rue (accès depuis la façade principale). Il peut exister des bâtiments latéraux venant refermer une cour. Ce sont des logements de hauteur modeste (RDC + comble aménagé) à la distribution intérieure simplifiée.

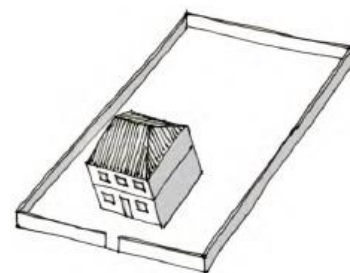


Maison modeste

Les maisons bourgeoises :

Il s'agit de propriétés ayant eu les moyens financiers de créer des logis plus grands et plus cossus. Elles sont donc légèrement plus grandes et décorées mais utilisent autant le parement en brique ou le moellon que les maisons modestes...

Elles sont surtout présentes sous la forme de pavillons à plan relativement carré, souvent centré sur la parcelle, d'architecture plutôt classique donc marqués par un ordonnancement de façade



Maison bourgeoise

stricte (symétrie axiale), une toiture souvent couverte en ardoise et un bâti qui compte un à deux étages, plus les combles ou les greniers.

De manière générale la forme bâtie des centres anciens est homogène ou composite en cœur de village, compacte sur les axes principaux et composées de maisons de ville, de granges... Les maisons bourgeoises se distinguent par son implantation en retrait de la voie et une part plus ou moins importante de jardins.

La mixité est fonctionnelle sur les axes majeurs (quelques services et exploitations viticoles, habitat), et à vocation dominante d'habitat individuel sur les voies secondaires.

L'implantation bâtie est le plus souvent en alignement sur la voie et plus ou moins en continu, sur au moins une limite séparative, sauf pour les maisons bourgeoises et de villégiatures.

La parcelle est de forme et de taille variée. La densité bâtie est forte avec des emprises au sol moyen et une hauteur variable de R à R+1.

La densité bâtie moyenne est de 0,84

La densité résidentielle moyenne (nette, c'est-à-dire hors VRD) est de 20 logements/ha

La densité bâtie et résidentielle est élevée au sein des espaces comprenant cette forme urbaine. Le bâti ancien est multiforme. Selon les capacités financières des ménages à l'époque de la construction/reconstruction du centre-bourg, les maisons sont accolées pour des motifs d'économie, d'espace, de matériaux et d'énergie.

Ponctuellement, la densification pourrait se traduire par une augmentation de la hauteur des constructions existantes par surélévation ou extension de l'emprise au sol des constructions existantes, eu égard à l'espace ponctuellement laissé libre autour de certaines constructions.

Globalement, la densité actuelle laisse peu de possibilité pour une évolution supplémentaire. Les capacités de densification des espaces concernés par cette forme urbaine sont donc faibles. La collectivité a tout de même estimé une capacité d'accueil potentielle de 2 locaux/constructions supplémentaires au sein de cette forme urbaine.

Les formes du centre ancien disposent également des caractéristiques architecturales à valeur patrimoniale. Tout comme les fermes, les efforts en matière de performance énergétique et de gestion du stationnement seront autant de défis à relever afin de poursuivre la densification dans l'espace urbain disposant de cette forme urbaine.

L'enjeu de densification des secteurs concernés par la forme « centre-ancien d'origine rural » est faible au regard des densités bâties et résidentielles observées.

Les fermes champenoises



Ferme Rue Saint Vincent

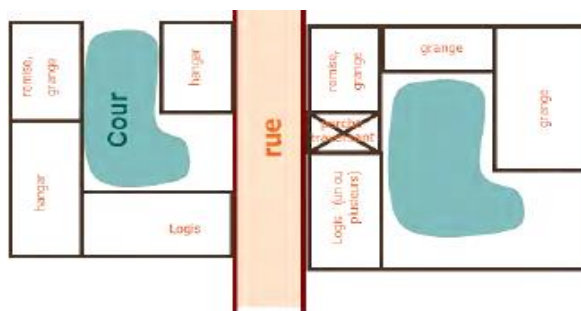


Illustration d'une ferme sur cour

La forme bâtie est compacte et homogène, avec un grand porche d'entrée. Sa composition est marquée par plusieurs grands corps bâtis de forme rectangulaire, encerclant une cour intérieure dédiée aux activités agricoles.

La mixité fonctionnelle est bien présente sur la parcelle avec plusieurs corps bâtis distincts : habitat, espace libre (potager, stockage...), stockage, cour fermée ou ouverte par une clôture en maçonnerie haute...

L'implantation est réalisée en continuité bâtie, en limite séparative, et en alignement sur la voie... La parcelle est de grande taille et de forme variée (petite ou moyenne taille pour le bâti vigneron). La densité bâtie est forte puisque les emprises bâties au sol sont moyennes à fortes, avec une hauteur homogène de R à R+1+C.

La densité bâtie moyenne est de 0,95

La densité résidentielle moyenne (nette) est de 9 logements/ha

Les fermes ont une densité bâtie très élevée. Disposant de plusieurs bâtiments, certaines fermes conservent leurs caractères mixtes (habitat + activité agricole). Au regard du nombre d'exploitants agri-viticoles actifs sur le territoire, la densité résidentielle faible de cette forme urbaine est cohérente.

Cette mixité fonctionnelle renforce les densités bâties. En revanche, la densité résidentielle s'amenuise au sein de ce type de tissu urbain. Le potentiel de mutation de cette forme urbaine est donc fort (fermes urbaines dites champenoises) si et seulement si l'activité est terminée et les ensembles de bâtiments réhabilités.

La réhabilitation⁶ permet l'exploitation de grands volumes permettant la réalisation de plusieurs logements. La démolition/reconstruction est également possible, puisque ces fermes occupent la plupart du temps de grandes emprises foncières.

Les possibilités sont nombreuses avec ce genre de formes urbaines. Ainsi les fermes urbaines disposent de fortes capacités de densification/mutation.

Au regard des enjeux environnementaux (évoqués ci-avant dans ce rapport) et de préservation du patrimoine, la réhabilitation de l'existant apparaît plus pertinente au regard du projet de territoire. En effet, ces fermes urbaines sont le témoin du passé de la commune. Celles-ci disposent des caractéristiques architecturales locales (souvent préservées par les propriétaires), sources de qualité du patrimoine et d'attractivité locale. Afin de garantir le maintien des grandes caractéristiques du paysage urbain d'hier et d'aujourd'hui pour les générations futures, la restauration/ réhabilitation des bâtiments⁷ est préconisée (lorsque cela est possible).

Ce choix n'est pourtant pas sans contraintes, les efforts liés à la performance énergétique des bâtiments et la gestion du stationnement seront autant de défis à relever sur la densification de cette forme urbaine.

Pour autant à Vrigny, les fermes champenoises ont déjà fait l'objet de projet de réhabilitation pour partie et beaucoup d'entre elles sont encore en activité. L'enjeu de densification de cette forme est donc faible. La collectivité a estimé une capacité d'accueil potentielle de 2 locaux/constructions supplémentaires au sein de cette forme urbaine.

Ces éléments patrimoniaux vernaculaires, spécifiques à la région, constituent des éléments identitaires du patrimoine bâti local à fort enjeu de préservation.

La prise en compte de ces caractéristiques architecturales traditionnelles, en particulier en termes de volumétrie et de couleurs, doit permettre d'assurer la conservation des caractéristiques paysagères du bourg. Eviter des réalisations discordantes permettra de conserver ce cadre urbain originel de grande qualité (voir ci-après).

La typicité du bâti ancien ne semble pas menacée, généralement bien mis en valeur par les propriétaires occupants ou non.

Le bâti récent

Les caractéristiques du bâti évoluent au fil du temps. On distingue les formes d'urbanisation récentes sous l'influence des époques de constructions:

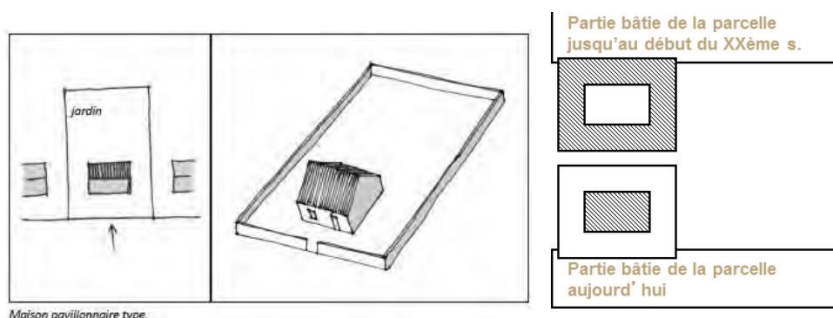
⁶ « La réhabilitation consiste à rénover sans détruire, sans raser, à la différence de la rénovation. Elle suppose le respect du caractère architectural des bâtiments et du quartier concerne. Il s'agit parfois de "trompe l'œil" : la façade extérieure respecte les apparences d'un bâtiment qui est entièrement restructuré, réaffecté, à la différence de la restauration impliquant un retour à l'état initial. Souvent coûteuses, les opérations de réhabilitation bénéficient, en France, de financements et d'encadrements dédiés tels que ceux de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) et autres dispositifs spécifiques (PACT-ARIM, ZPPAU, etc.) la rénovation urbaine prête souvent à confusion avec la réhabilitation. Il s'agit ici, bel et bien, de démolir, de raser pour reconstruire. La rénovation urbaine est une opération lourde qui nécessite une intervention massive des pouvoirs publics. » Réhabilitation / restauration / rénovation urbain / extrait du glossaire/ Géoconfluences

⁷ Fonction de l'état du bâtiment

- Dans les années 70, se développent les habitations sur sous-sol avec des toitures à 4 pans.
- Dans les années 80 : l'utilisation de tuiles mécaniques de ton brun, des débords de toiture en façade et de pente accentuée ...
- Les années 90 – 2000 développent des maisons au dessin plus simple et géométrique. C'est l'essor de la maison dite « pavillonnaire » implantée en cœur de parcelle, modèle de composition en rupture avec les principes généraux d'urbanisation précédents.

Cette urbanisation donne un caractère de faible densité, une standardisation de l'architecture. Il se traduit par un habitat individuel (maison) généralement centré sur la parcelle (au milieu d'un jardin privé) et par une construction dite « traditionnelle » en parpaings enduits avec toit à deux voire plusieurs pans.

Ces formes urbaines plus à la densité plus lâche sont en opposition avec le bâti ancien minéral, en effet le pourcentage allié au jardin, ornement en plus conséquent, qui offre au paysage des franges urbaines récentes verdoyantes.



Zoom sur

Façade et matériaux vernaculaires du bâti ancien

La **polychromie** est récurrente. Sur certaines demeures plus riches, l'ornementation, les détails et l'asymétrie caractéristique donne la part belle à cette polychromie, souvent ici structurelle car la couleur des constructions est issue de la couleur naturelle des matériaux utilisés.

Les matériaux : Les constructions révèlent des détails architecturaux de qualité : bandeaux de brique rouge soulignant la façade, chaînages d'angles soulignés par la pierre de taille, murs en moellons de calcaire... Quelques demeures arborent des toitures en ardoise, mais le plus souvent les toits sont composés de tuiles mécaniques de ton rouge naturel. La clôture fait partie à part entière de l'architecture des maisons, elle reprend généralement les tonalités et les matériaux de construction de l'habitation.

Les façades : La brique est utilisée de manière effective dès la fin du XVIII^{ème} siècle. Cependant, et malgré l'accroissement de la production de briques localement, **le moellon calcaire ou la pierre de taille**, sont restés largement utilisés pour des raisons économiques et confèrent également une cohérence au cadre urbain.

Façades « brique et enduit » : Cet appareillage est caractéristique de l'architecture champenoise. La présence des encadrements, des bandeaux et des nervures en briques, donnent une richesse de couleur à la façade. Cette variété d'aspect distingue chaque maison, luttant naturellement ainsi contre les effets d'une standardisation ou d'une banalisation du paysage urbain.

Façades « brique et pierre » : Les façades constituées de moellons de pierre (laissés apparents) appareillés et de lignes de brique alternées, sont très répandues en Champagne d'où parfois leur nom « d'appareil Champenois ».

Les toitures : Elles sont composées de tuile mécanique à côtes, longtemps le principal matériau de couverture d'une grande partie de la Champagne-Ardenne car issue d'une production régionale exploitant la ressource locale. Seules quelques constructions se couvrent d'un matériau plus onéreux : l'ardoise, afin de donner un caractère identitaire propre, ou caractérisant les édifices institutionnels.

Portes cochères : Spécificités du bâti agricole régional, avec arcs en plein cintre, droits, entrée à pilastres...



Des pavillons discontinus peu denses.

La composition aérée de cette forme est plus ou moins homogène, les maisons individuelles sont identiques ou bien distinctes, formant un tissu urbain très lâche et monofonctionnel (vocation dominante d'habitat). Le front bâti ne structure pas l'espace public. Les caractéristiques prégnantes sont l'absence de point de repère et d'aménité ainsi que la forte place de la voiture.

L'implantation bâtie est en retrait de la voie, en alignement sur une limite séparative, ou le plus souvent au cœur de la parcelle.



Pavillons discontinus – Rue Jules Gadiot

Le parcellaire est homogène (parfois différent pour les maisons distinctes) de taille variable : jardin devant et derrière.

La densité bâtie est très faible sur cette forme urbaine car l'emprise bâtie au sol est faible, ainsi que la hauteur (homogène) de R+C à R+1(+C).

La densité bâtie moyenne est de 0,43

La densité résidentielle moyenne (nette) est de 17 logements/ha

Dans ces secteurs la densification des espaces bâtis est potentielle, de manière très ponctuelle, en division parcellaire sur les grandes parcelles construites ou, de façon plus récurrente, en extension des constructions existantes. La densité bâtie est souvent basse mais la densité de logement à l'hectare (résidentielle) est assez forte notamment dans les opérations de constructions groupées, du fait notamment de l'omniprésence des logements dans ce tissu urbain. Là plus encore qu'ailleurs, les capacités de densification sont liées plus particulièrement à l'évolution possible des constructions existantes.

L'enjeu de densification des secteurs concernés par la forme « pavillons discontinus peu dense » apparaît moyen au regard des densités bâties et résidentielles observées. La commune a estimé le potentiel mobilisable en densification de cette forme urbaine à 6 locaux/constructions supplémentaires au sein de cette forme urbaine.

Le cadre de vie périurbain et le contexte rural induisent la présence de jardins ayant un intérêt écologique avéré. Bien que la biodiversité existante dans les jardins privés reste peu documentée (par le caractère privatif de ces espaces), ils constituent une trame verte, des îlots verts qui, dans le cadre paysager de la Cuesta d'île de France, forment autant de refuges, de repères d'alimentation pour la faune mais également des espaces riches en espèces horticoles. Ainsi, ces espaces « artificialisés » présentent un intérêt du point de vue de la gestion de la diversité du vivant puisque ces espaces constituent des réservoirs potentiels d'espèces et de milieux intéressants.

La trame des jardins et des boisements et/ou plantations présente au sein du village est un élément prégnant du patrimoine bâti. Les jardins occupent à la fois les formes urbaines anciennes ou récentes.

Ils ont à Vrigny un rôle majeur dans l'espace urbanisé. Ils participent à la diversité biologique de la commune. Fortement viticole, le bourg de Vrigny est un îlot de biodiversité au cœur de la « mer de vigne » et constitue autant de refuges / d'habitat pour les espèces ordinaires (animal et végétal). Cela participe également au maintien des aménités environnementales du cadre de vie.

La nature est bien présente dans les milieux urbains artificialisés, à divers degrés. Qu'il s'agisse de espaces verts, de jardins, d'aires de loisirs et de sport, de sentiers, de rives ou de simples accotements végétalisés, les espaces de verdure s'accompagnent d'une multitude de bienfaits pour les populations, pour le développement durable et pour l'économie locale.

- Les espaces verts favorisent la santé des habitants et en encourageant les activités physiques. Lieux de rencontres, les parcs, jardins et aires de loisirs renforcent le sentiment d'appartenance au territoire, et plus largement à la communauté.
- Véritables usines biologiques, les espaces de verdure contribuent naturellement à l'évacuation des eaux pluviales, ainsi qu'à la dépollution des eaux, de l'air et des sols. Ils favorisent la biodiversité au cœur même du milieu urbain.
- Sur le plan économique, la gestion des espaces verts implique de nombreux emplois locaux. A ceux-ci s'ajoutent des emplois indirects liés à une meilleure attractivité démographique, touristique et économique des villes et des quartiers.

Le village est le fruit de constructions édifiées soit au coup par coup le long des axes principaux de communication, ou de manière groupée au sein d'opérations d'aménagement d'ensemble. Il est également issu d'un processus de densification s'exprimant au fur et à mesure, par réhabilitation du bâti ou rénovation urbaine. Les constructions nouvelles s'inscrivent dans des opérations de lotissement ou en remplissage de disponibilités foncières. D'un point de vue qualitatif, il est important de préserver la cohérence et la logique de chaque ensemble tout en permettant son insertion dans l'environnement urbain existant, afin de constituer un cadre urbain cohérent. C'est pourquoi l'enjeu de prise en compte des formes urbaines identifiées à Vrigny est fort (notamment pour la poursuite de la densification du village) afin de valoriser les caractéristiques architecturales du bâti ancien et les caractéristiques plus contemporaines des pavillons modernes situés dans le secteur des Cumines.

Ainsi, le bourg de Vrigny est caractérisé par un centre-bourg ancien minéral, ponctué de maisons individuelles. L'urbanisation, jusque fin des années 60 se réalise au coup par coup (bien visible par les poches habitées dans le vignoble le long de la Rue Saint Vincent/RD26 par exemple) et de manière isolée ne permet pas une consommation modérée des espaces. La maîtrise du développement urbain doit concilier densification du tissu bâti existant en maintenant la qualité environnementale des espaces urbanisés et l'extension de l'urbanisation au sein des secteurs les moins sensibles que ce soit pour la préservation de l'activité agricole ou bien des espaces naturels. Les lotissements réalisés jusqu'alors confirment ce postulat.

L'enjeu pour le territoire communal est de poursuivre l'urbanisation raisonnée du bourg en poursuivant une stratégie économe en espace privilégiant des formes urbaines plus compactes et l'optimisation des disponibilités foncières présentes en milieu urbain (résorption du parc de logements vacants, réhabilitation du bâti ancien...) sans compromettre la qualité du cadre de vie et dans les secteurs les moins contraignants ou

moins sensibles pour l'environnement, en privilégiant le renouvellement urbain. D'un point de vue qualitatif, il est important de préserver la cohérence et la logique de chaque ensemble paysager (formes urbaines) tout en permettant son insertion dans l'environnement urbain existant, afin de constituer un cadre urbain cohérent.

Suivant la Charte Objectif 2020 du Parc Naturel régional de la Montagne de Reims, les enduits observés sur les constructions sont régulièrement de teinte beige clair en référence aux style architectural Champenois. L'extrait du nuancier du Parc qui se trouve ci-dessous, illustre parfaitement les couleurs traditionnelles à recommander :

095 80 20 beige topaze* W 012**	095 90 10 beige pyramide* W 015**	095 90 20 blanc avron* W 212**	095 80 20 beige silt* W 203**	085 80 10 beige quartz* W 224**
090 90 20 blanc pralognan* W 017 ou 041**	090 90 05 beige jurassique* W 009 ou 207**	085 80 20 beige viornetin* W 215**	075 80 20 beige silice* W 005 ou 010**	080 90 10 beige ile de France* W 226 ou 252**

Les codes à 7 chiffres font référence au nuancier RAL Design. Une équivalence seigneurie chromatic* (marque commerciale de peinture) ou une équivalence weber** (marque commerciale d'enduit) est également donnée pour faciliter la recherche.

Source : PNR de la Montagne de Reims

Les enjeux concernant l'aspect des clôtures et notamment leur couleur, rejoint l'aspect des constructions sur les parcelles concernées. En effet, les clôtures doivent être conçues de manière à s'harmoniser avec la rue, les constructions existantes sur la propriété et dans le voisinage, et donc doivent pouvoir suivre les couleurs traditionnelles à l'image des constructions.

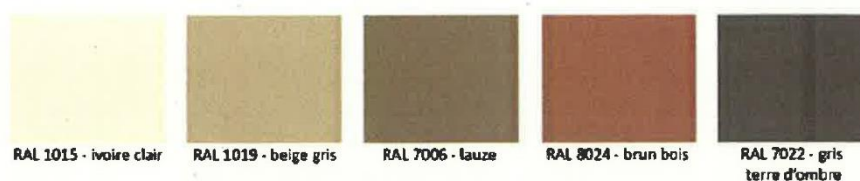
En ce qui concerne les bardages métalliques, ils sont souvent de teinte beige au sein des espaces agricoles. En effet, les couleurs à nuances de terres et de beiges, inspirées des couleurs profondes de l'environnement, sont souhaitables. Ces teintes plus « naturelles » répondent au souhait de modernisation de l'architecture tout en étant plus chaleureuses et en adéquation avec une démarche raisonnée.

Le nuancier de référence du PNR de la Montagne de Reims est présenté ci-après (façades : voir extrait ci-avant), en ce qu'il illustre les couleurs traditionnelles du terroir de Vrigny :

Nuancier menuiseries



Nuancier bardage métallique façade



Nuancier bardage métallique toiture



3.3. Disponibilités et densités : les capacités de l'enveloppe urbaine

L'analyse suivante tend à appréhender les capacités de densification du bourg de Vigny à vocation mixte comme énoncé à l'article R151-1 du Code de l'Urbanisme.

Elle ne prend pas en compte le secteur économique du territoire.⁸ Les densités et formes urbaines observées dans le secteur économique dépendent de la nature même de l'activité, de son envergure et zone de chalandise. Ainsi, on ne retiendra pour le secteur économique, des disponibilités foncières mesurant environ 1ha attachée à l'exercice artisanal et agri-viticole.

Pour rappel, l'enveloppe urbaine⁹ de Vigny hors ZAE couvre environ 14ha (comprenant les lotissements d'habitat des Cumines et des Robogniers).

Les espaces urbains constituant la zone urbaine de Vigny, se répartissent entre ilots bâtis, ilots non bâtis et infrastructures de transports, entre vides et pleins, entre espaces occupés, sous occupés ou bien disponibles.

Comme énoncé, le centre-bourg de la commune est caractérisé par la présence d'une multitude de fonctions (résidentiels, économiques, d'équipements, de nature...).

On retrouve une prédominance de bâtisses anciennes au sein du bourg aggloméré, des pavillons plus modernes et des espaces mixtes caractéristiques des centres bourgs (place publique...).

LE BOURG DE VRIGNY	hectares	%
ILOTS BATIS	10,9	78
ILOTS NON BATIS	1,1	7,7
INFRASTRUCTURES	2	14,3
TOTAL DE L'ENVELOPPE	14	100

⁸ Le secteur économique est composé de l'aéroport et d'une zone économique et artisanale.

⁹ Enveloppe du bourg aggloméré de la commune HORS ZAE.

Les espaces non bâtis en milieu urbain

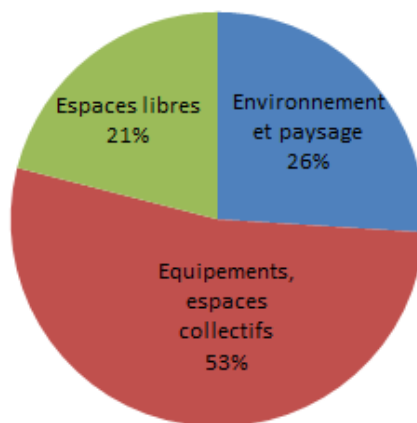
Les espaces non bâtis recouvrent environ une surface de 1,1ha (village et lotissements d'habitat compris).

Tous ces espaces ne sont pas disponibles/libres. Des fonctions occupent les espaces non bâtis comme l'illustre le graphique suivant.

Les espaces non bâtis observés au sein de l'enveloppe urbaine de Vrigny (hors ZAE) sont occupés par des fonctions diverses :

- D'équipements avec une somme d'espaces collectifs comme la place du village, les espaces verts publics d'accompagnement pour environ 53% des espaces non bâtis
- Les espaces environnementaux : les jardins, potagers, vergers, espaces boisés participent à la qualité environnementale et paysagère du bourg à hauteur de 26%. Ils ne sont pas bâtis.
- Les espaces « libres » en attente d'une urbanisation pour 21% des espaces non bâti.

Types d'occupation des espaces non- bâti



Observations (2016) et Photo-interprétations: BD Ortho 2016 (IGN)

La commune de Vrigny a estimé la capacité des espaces non bâtis à muter ou à se densifier pour les dix prochaines années (2020/2030) en prenant en considération une partie des espaces environnementaux (un verger notamment rue des clos) et les espaces libres « en attente d'une urbanisation ».

Or, pour assurer le développement du bourg et de la commune, la prise en compte des capacités de densification des espaces urbains à court terme (dix prochaines années) en matière de remplissage des ilots vides (non ou sous occupé) est nécessaire. La collectivité applique au potentiel mobilisable un pourcentage de rétention de 50%¹⁰.

¹⁰ Le SCoT précise dans son Document d'Orientations et d'Objectifs, que le PLU peut « recourir à la définition de coefficient de rétention foncière pour définir l'enveloppe foncière urbanisable (en zone urbaine ou à urbaniser) ». Bien que disposant d'une localisation préférentielle au sein de l'espace urbanisé, tous les espaces non bâtis ne peuvent faire l'objet de construction pour des raisons multiples : usages actuels du foncier (jardins, stationnement...), forme géométrique du parcellaire, statut de propriété (indivision, en attente de transmission...), intentions du propriétaire à vendre... Cette libération progressive du foncier est dépendante de l'initiative privée. De plus, les processus de viabilisation et de commercialisation des lots peuvent parfois s'opérer sur une durée longue.

Les disponibilités foncières, appelés « dents creuses », mobilisables à court terme dans l'enveloppe urbaine de Vrigny ont une capacité d'accueil d'environ 8 locaux/constructions (dont 1 terrain encore vacant dans le lotissement des Robogniers).¹¹

Les densités observées au sein du bourg de Vrigny

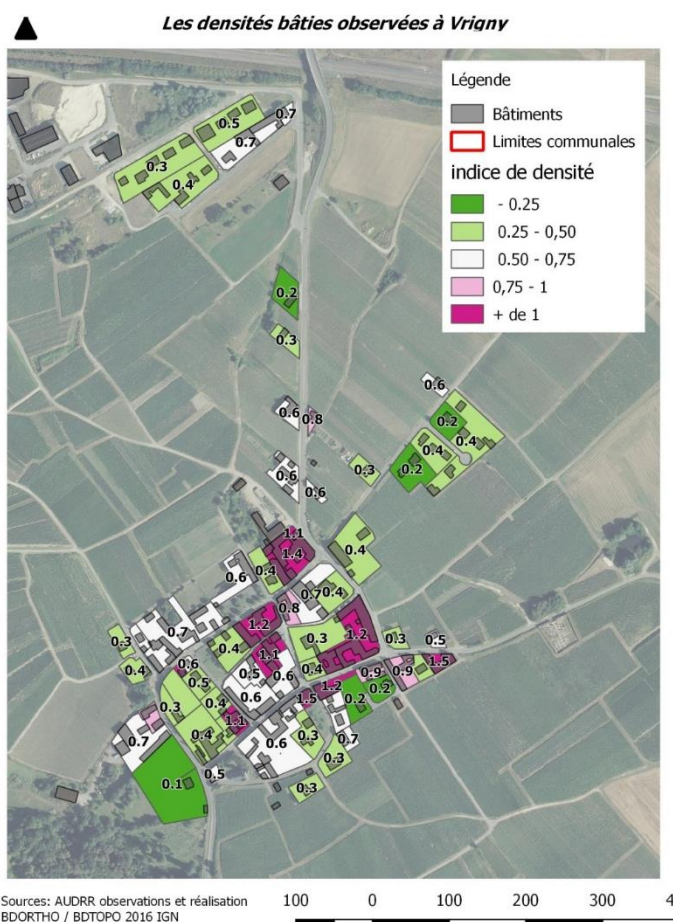
Les densités bâties observées

Densité résidentielle :
$$\frac{\text{nombre de logements}}{\text{surface (en hectares)}}$$

Densité bâtie :
$$\frac{\text{emprise au sol du bâti} \times \text{nombre de niveaux moyen}}{\text{surface de l'îlot}}$$

Les formules /IAU

La densité bâtie se mesure par le rapport du volume des constructions effectives sur la surface de l'îlot. Pour se faire, le volume des constructions est calculé comme suit : emprise au sol des constructions en m² x 2 (nombre moyen de niveau). La commune n'a pas enregistré d'immeuble collectif d'une hauteur significative.

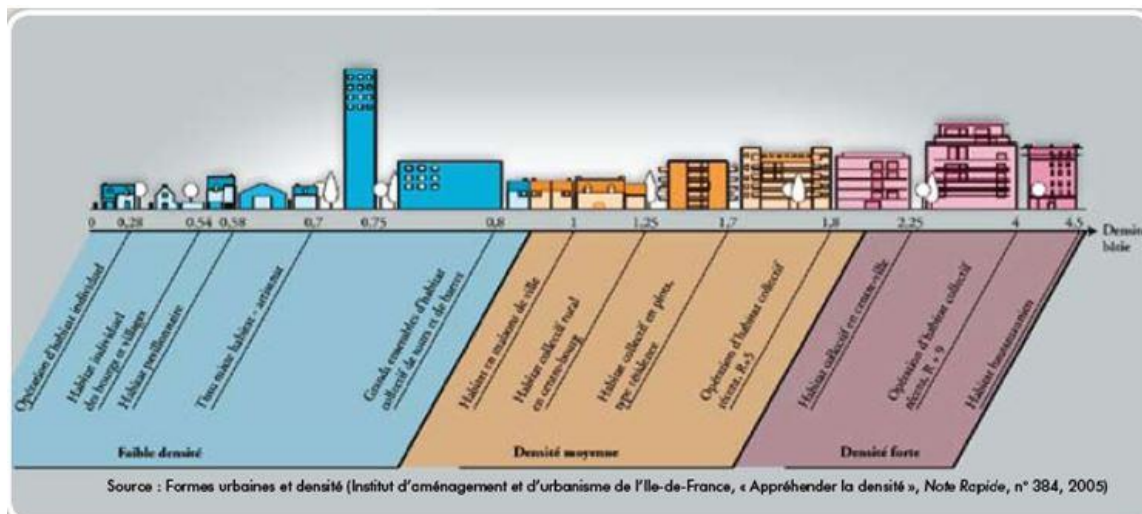


La cartographie ci-contre illustre des îlots bâtis plus dense que d'autres.

La densité bâtie moyenne¹² de la zone urbanisée est de 0,6 pour les espaces bâtis toutes vocations confondues. Cette densité moyenne correspond au tissu d'habitat individuel de bourgs et villages et d'habitat pavillonnaire au regard de l'échelle des « formes urbaines et densité » réalisée par l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Ile de France ci-dessous.

¹¹ La densité résidentielle moyenne minimale (« brute », c'est-à-dire avec VRD) demandée du SCoT est prise comme référence soit 12 à 16 logements/ha.

¹² Rapport entre superficie des terrains bâtis, et l'emprise au sol des constructions multipliées par une hauteur moyenne des constructions (base : 2 niv)



Les îlots les plus denses correspondent aux densités moyennes d'habitat en maison de ville/ centre ancien rural en centre bourg. Les densités les plus faibles du territoire sont issues d'opérations d'habitats individuels les plus récentes.

Cependant, la densité bâtie dépend des formes urbaines identifiées. Une différence nette apparaît entre les densités observées sur le bâti ancien (densité bâtie élevée) et les constructions récentes (densité bâtie faible).

Les quelques îlots dont les densités bâties sont supérieures sont majoritairement occupés par des constructions plus anciennes. Le tissu ancien est dense marqué par une plus grande mixité des fonctions urbaines. Les corps de fermes en sont le parfait exemple. D'une manière générale, plus le tissu est mixte, plus la densité bâtie est grande.

Les îlots les moins denses correspondent aux constructions les plus récentes. Les constructions au coup par coup de maisons isolées ne permettent pas une urbanisation dense de certains secteurs. Le tissu est moins mixte, à vocation dominante résidentielle. Ces formes d'urbanisation donnent une grande importance à la qualité environnementale de la parcellaire bâtie. Les jardins présents dans le tissu urbain récent offrent des espaces de respiration à contrario du tissu ancien (cours intérieures fermées des fermes, par exemple).

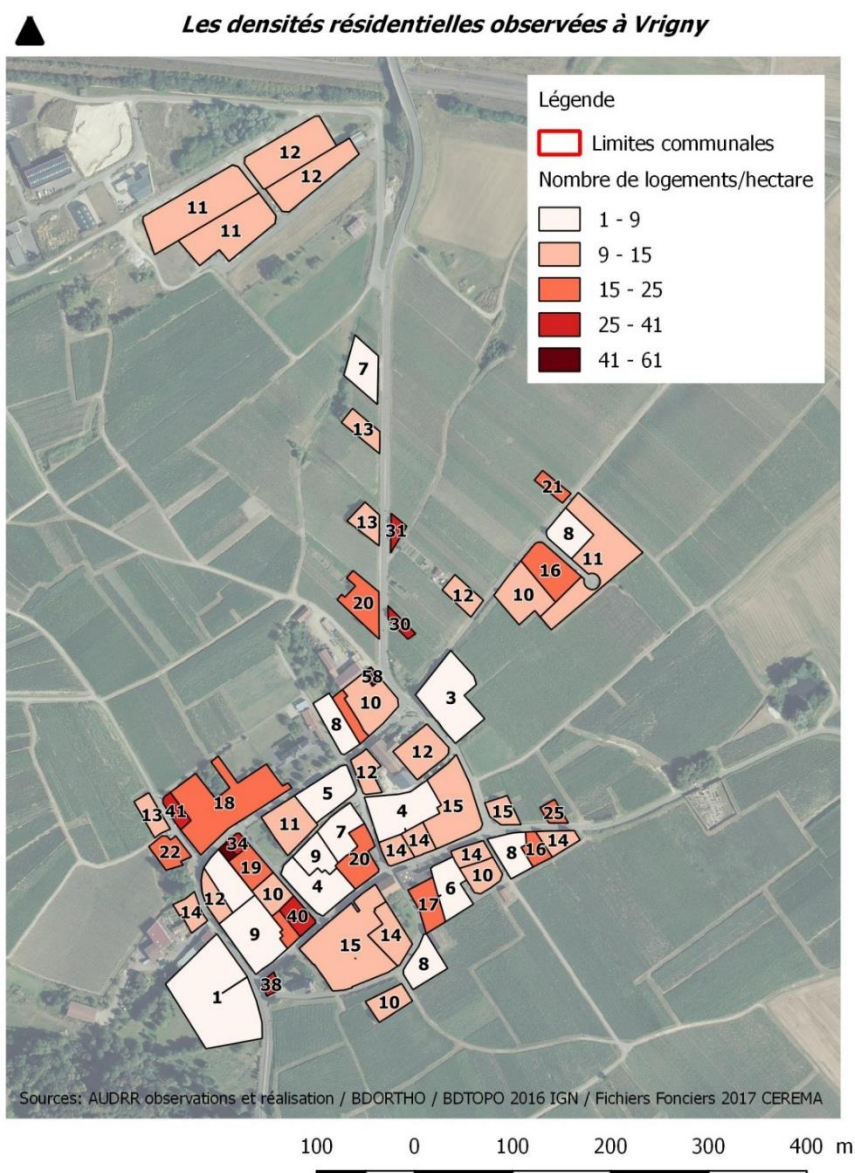
La particularité du bourg de Vrigny est que comparativement à d'autres communes du Grand-Reims, les densités bâties les plus faibles restent bien au-delà des densités observées ailleurs. Bien que la forme urbaine « pavillons discontinus » soit plus lâche que la forme « centre ancien », le vignoble contraint la réalisation des maisons individuelle sur une moindre surface et conduit à une urbanisation moins consommatrice d'espace et plus dense.

Bien que la parcelle soit densément bâtie, cela ne signifie pas pour autant qu'elle soit occupée par un nombre de logements. Il existe ainsi une différence entre la densité bâtie, ici évoquée, et la densité résidentielle (correspondant au nombre de logements par ha). Cette situation est d'autant plus exacerbée par la mixité fonctionnelle régnant au sein des zones urbaines, le bâti n'étant pas

exclusivement destiné à l'habitat (y compris au sein d'une même construction ou d'un ensemble bâti : fermes urbaines...).

Les époques de constructions et les formes bâties influencent les capacités de densification des espaces urbanisés. La qualité paysagère et environnementale des espaces urbains doit être prise en compte pour ne pas densifier exagérément le bourg de Vrigny déjà dense. En effet, le cadre de vie et les paysages sont des aménités environnementales, vecteurs d'attractivité territoriale qu'il convient de préserver.

Les densités résidentielles des ilots bâtis



La carte-ci-après illustre les densités résidentielles par ilots. La répartition des densités résidentielles n'est pas la même que celle des densités bâties. Certains ilots densément bâtis, le sont également d'un point de vue résidentiel mais pas systématiquement. La densité résidentielle se mesure en rapprochant le nombre de logements à la surface urbanisée de chaque ilot urbain (hors VRD).

La densité résidentielle moyenne de l'ensemble des ilots représentés disposant de logements sur la carte (densité résidentielle dite « nette ») est voisine de 16logts/ha. En comparaison, la densité résidentielle « brute » avoisine les 9logts/ha, prenant en compte les espaces non bâtis comme les jardins, les infrastructures, les espaces communs. La densité résidentielle nette moyenne constatée à Vrigny tend ainsi bien vers l'objectif « haut » fixé par le SCoT en matière de densité résidentielle (« brute ») attendue dans les secteurs de développement (12 à 16logt/ha).

Dans les secteurs anciens, la mixité des fonctions impacte à la baisse le nombre de logements/ha soulevant la problématique de la mutation de certaines constructions (grange, hangar...). Dans les secteurs d'urbanisation plus récente, la taille des parcelles, le mode d'opération d'aménagement retenu et les formes urbaines identifiées contraignent fortement l'optimisation des espaces urbains (division parcellaire, extension...).

Ainsi, il convient à Vrigny de poursuivre les efforts de densification opérés ces dernières années en orientant le développement urbain vers des formes d'urbanisation plus compacte dans les secteurs d'extensions et en favorisant la densification résidentielle et bâtie du bourg, en encourageant les mutations des constructions¹³ et les opérations de renouvellement urbain lorsque cela est possible.

Les capacités de densification des espaces urbains fonction des formes urbaines, du cadre environnemental et paysager :

Que la parcelle soit densément bâtie ou non, les capacités de densification sont dépendantes de la vocation du secteur questionné, de l'âge de la construction car les modes architecturaux n'offrent pas les mêmes potentiels de densification. Les capacités de densification sont fonction des formes urbaines existantes (bien que non figées dans le temps, la démolition partielle ou totale restant possible).

Ces capacités sont également contextuelles¹⁴. En effet, la perception de la densité d'une forme peut varier en fonction de son environnement (mixité fonctionnelle, proximité d'infrastructures, d'espaces verts...).

Le cadre environnemental et paysager ainsi que les caractéristiques propres à chaque forme urbaine, ont été pris en compte dans les capacités existantes à court termes :

- La collectivité ne recense que très peu de vacance.
- L'analyse des tissus composant l'enveloppe urbaine montre qu'il existe des emprises d'ilots inoccupés (appelées dents-creuses) mais de surface limitée sur lesquels s'exerce une rétention foncière certaine.
- L'analyse des formes urbaines a permis d'estimer un potentiel d'environ 0,9 ha à densifier. En appliquant un pourcentage de rétention foncière de 50%, la capacité d'accueil à court termes est estimée à 8 logements/locaux possibles en densification des espaces bâtis.

La capacité, à court terme, des espaces urbains de Vrigny à se densifier, offre un potentiel minimum de 8 logements/locaux à court terme. Les actions de renouvellement urbain et de

¹³ La mutation des constructions concerne également le passage de l'habitat vers l'activité et/ou équipement.

¹⁴ Densités & Formes urbaines résidentielles sur le territoire du SCOTAM / AGURAM octobre 2017

réhabilitation des constructions anciennes pourront se poursuivre et apporter des capacités d'accueil supplémentaires.

La maîtrise du développement urbain doit concilier densification du tissu bâti existant en maintenant la qualité environnementale des espaces urbanisés et l'extension de l'urbanisation limitée au sein des secteurs les moins sensibles que ce soit pour la préservation de l'activité agri-viticole, des espaces naturels et du paysage.

Afin de satisfaire les besoins de constructions pour le maintien des équilibres démographiques (dont le desserrement des ménages) et économiques, le projet de développement urbain doit tendre à la réalisation à court terme d'environ 8 constructions en densification des espaces et d'une douzaine de constructions en extension de l'urbanisation. Le projet de développement poursuivra ainsi un développement mesuré de son enveloppe urbaine en mobilisant 40% de la production de logements/ constructions en densification des espaces urbains, 60% en extension.

Ces estimatifs et prévisions ont permis la définition des objectifs de développement et de modération de la consommation des espaces et de lutte contre l'étalement urbain que la collectivité doit inscrire à court terme (voir justification ci-après – partie A4 du Rapport de Présentation)¹⁵.

4. LE PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Depuis le 1er août 2003, la loi prévoit la création par arrêté préfectoral des secteurs géographiques où sont précisés les zones et les seuils de surfaces à partir desquels les dossiers d'aménagements seront automatiquement transmis pour instruction par le service régional de l'archéologie de la DRAC.

La détermination de ces zones et/ou seuils de surface est élaborée sur la base d'un certain nombre de critères, tenant compte à la fois de l'état des connaissances scientifiques et de la notion de préemption de l'existence d'éléments du Patrimoine archéologique. Ces différents critères permettent ainsi la hiérarchisation du potentiel archéologique de l'ensemble du territoire.

A l'heure actuelle, plusieurs types de zone affectée d'un seuil de surface permettent de hiérarchiser le potentiel archéologique. Ces zones géographiques sont définies sur la carte ci-après.

¹⁵ Inscrits dans le Projet d'Aménagement de Développement Durables (PADD) du PLU

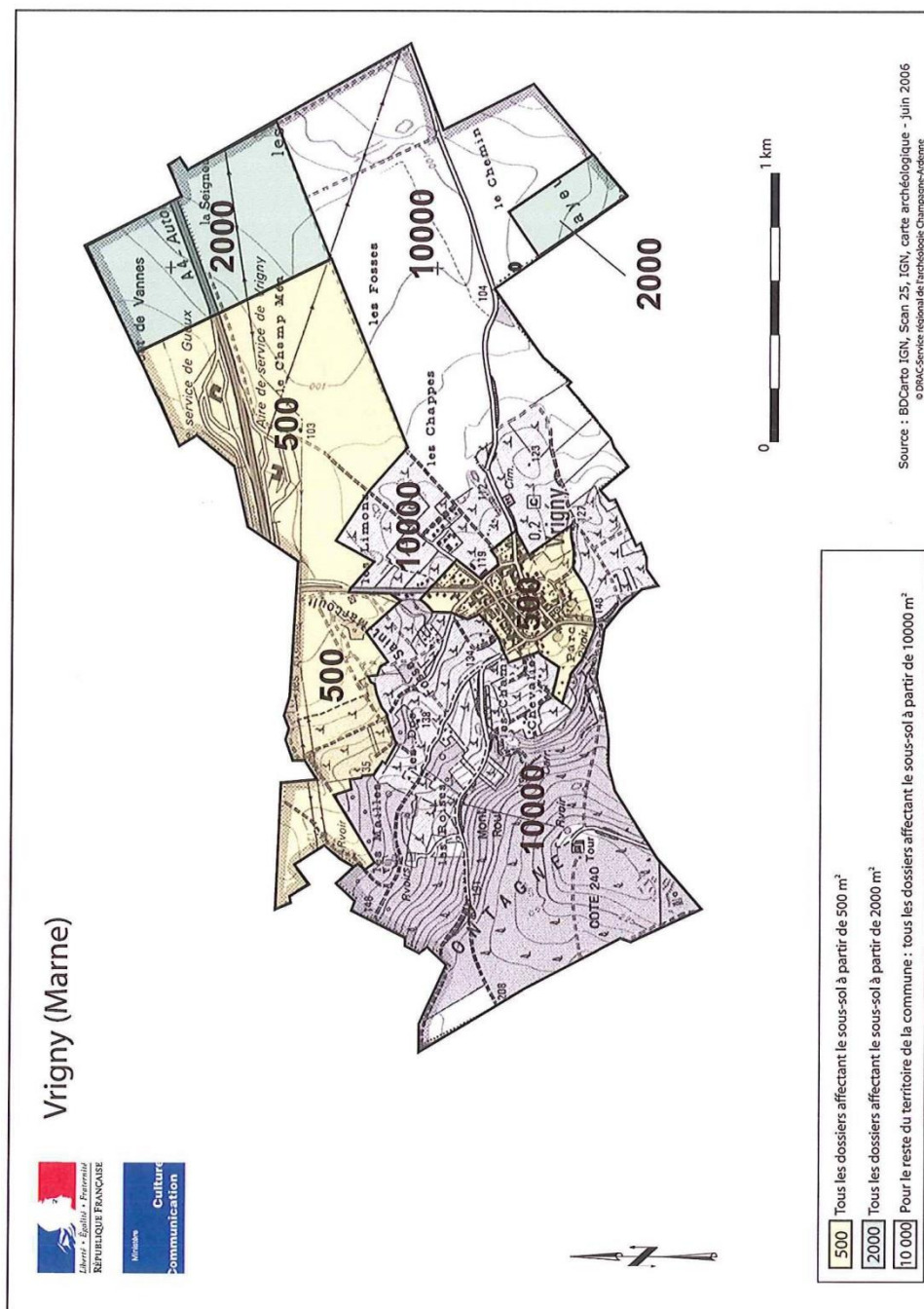


Figure 31 : Carte de hiérarchisation du potentiel archéologique sur Vrigny - Source : PAC ETAT

Aussi, l'ensemble des dossiers relatifs à certaines procédures d'aménagement du territoire (demandes de permis de construire, d'aménagement, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers...) sera automatiquement transmis au Préfet en fonction des zones et seuils de surface définis. Ceci ne représente que l'état actuel des connaissances et ne saurait en rien préjuger de découvertes futures sur ce territoire.

Ce dispositif vise avant tout à assurer une protection efficace des sites connus, mais aussi des sites potentiels, également susceptibles d'être affectés par les travaux d'aménagements.

Toutefois, les arrêtés de zonage ne constituent qu'un outil de prévention et de gestion territoriale. Ils ne préjugent en aucun cas l'édiction de prescriptions archéologiques éventuelles.

La loi du 7 juillet 2016 relative à liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) s'est également attachée à la réforme de l'archéologie préventive. LCAP met notamment en place un régime public de propriété des biens archéologiques et consacre la notion d'ensembles mobiliers archéologiques cohérents, visant à diminuer le risque de dispersion des collections archéologiques.

Les textes qui constituent le cadre législatif et réglementaire de protection du patrimoine archéologique sont :

- Code du patrimoine, notamment son livre 1er, titre 1er et livre V, titres II, III et IV.
- Code de l'urbanisme, articles L425-11, R425-31, R111-4 et R121-6 (ex R160-14),
- Code pénal, articles R645-13, 311-4-2, 322-3-1, 714-1 et 724-1.
- Loi n°89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux.
- Loi n° 2016-925 du 07 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, notamment son chapitre II.

/// ENJEUX LIÉS AUX PAYSAGES, A L'URBANISATION (CONSOMMATION FONCIERE / DENSITES), AUX FORMES URBAINES ET AU PATRIMOINE BÂTI REMARQUABLE

- ✓ *Préserver la composition du Grand Paysage de la commune : le bois, le vignoble, la plaine agricole, les vues dégagées depuis et vers le village*
- ✓ *Afin de conserver pour les générations futures les caractéristiques des éléments du patrimoine historique et culturel, l'ensemble des édifices patrimoniaux (témoignant de l'histoire locale) et les caractéristiques de l'architecture traditionnelle locale sont à prendre en compte.*
- ✓ *La poursuite de la densification des espaces urbains (densification & renouvellement urbain) sans compromettre la qualité du cadre de vie local (environnementale et paysagère) en résorbant les « dents creuses » et en permettant des formes urbaines plus compactes.*
- ✓ *La maîtrise du développement urbain et la consommation des espaces en mesurant les besoins en foncier pour répondre aux objectifs de développement urbain (économique, démographique...)*
- ✓ *Au-delà du maintien de ces éléments historiques et culturels, préserver la qualité des paysages à leurs abords. Ces éléments du patrimoine ont un fort intérêt touristique, poursuivre leur valorisation est vecteur d'attractivité.*
- ✓ *Assurer l'intégration paysagère des constructions et installations, garantissant la préservation de la qualité paysagère des secteurs sensibles notamment en frange de l'urbanisation.*

IV. OCCUPATION DU SOL

1. TYPOLOGIE DES ESPACES

L'analyse de l'occupation du sol permet de mesurer l'état initial de l'artificialisation des sols et de son évolution. Les espaces qui subissent une artificialisation ne sont plus disponibles pour des usages tels que l'agriculture, la sylviculture ou comme habitats naturels.

L'extension de l'artificialisation correspond à une consommation d'espaces naturels et ruraux. L'extension des espaces artificialisés concourt à l'augmentation des déplacements et ainsi à celles des émissions de polluants et gaz à effet de serre. Parmi les sols artificialisés, une partie est revêtue et donc imperméabilisée, ce qui amplifie les phénomènes de ruissellement et peut perturber le régime du cycle de l'eau (possible augmentation des risques d'inondation) et affecter leur qualité (état chimique et écologique). L'artificialisation peut aussi conduire à une fragmentation et à un cloisonnement des milieux naturels. La baisse des surfaces d'espaces non fragmentés et la présence d'obstacles peuvent gêner les populations de certaines espèces pour l'accomplissement de leur cycle de vie, leurs migrations, voire le déplacement de leur aire de répartition dans le cadre des changements climatiques¹⁶.

La présente analyse tend à identifier les divers types de l'occupation du sol répartie en trois groupes : les espaces agricoles, les espaces naturels (semi-naturels) et forestiers et les espaces urbains (fortement artificialisés) :

- les milieux humains, urbains ou anthropiques, fortement liés à l'activité humaine, mais où les éléments de nature à préserver ou à mettre en valeur concourent aux aménités environnementales du territoire,
- les milieux agricoles et forestiers (activité humaine participant à la composition du paysage et au fonctionnement biologique, économique et social du territoire), à préserver ou valoriser,
- les milieux naturels, semi-naturels intégrant les espaces naturels sensibles, à préserver.

Elle permet également de qualifier les espaces afin de déterminer les secteurs à enjeu fort de préservation et de valorisation.

La carte de l'organisation de l'espace montre l'occupation du sol identifiable sur le territoire.

¹⁶ Définition INSEE

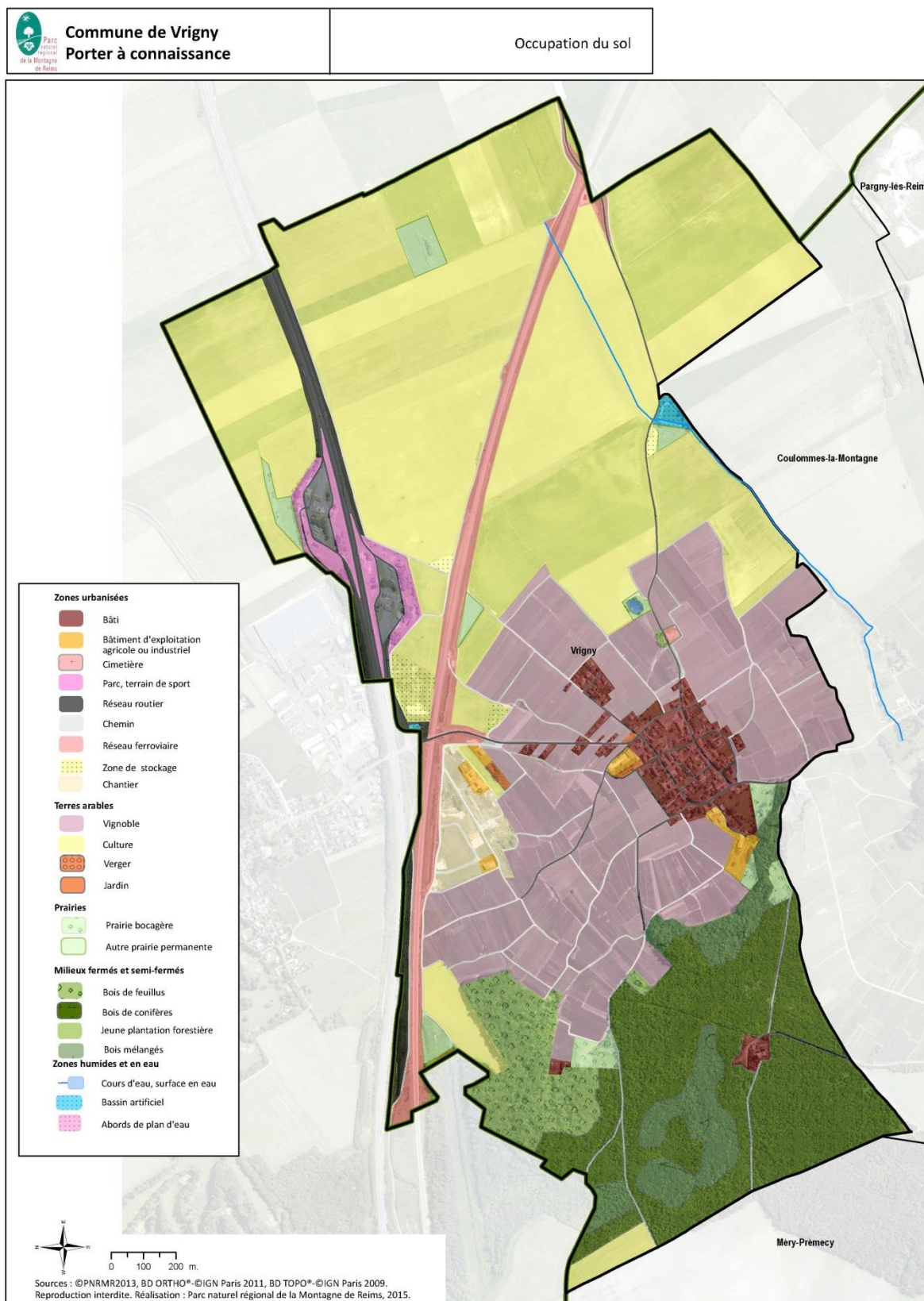


Figure 32 : Occupation du sol Vigny - Source : PAC Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims, p35

La suite de l'analyse détaille l'occupation du sol par type d'espaces. Pour chaque espace identifié, la qualité des milieux observés est analysée afin de déterminer l'état initial de l'environnement sous le prisme de l'occupation du sol.

Les espaces agri-viticoles

Le territoire de Vrigny est composé en partie d'espaces dédiés à l'activité agri-viticole. L'ensemble des terres agricoles identifiées sont des terres arables (labourées ou cultivées), des cultures permanentes (vignes) et cet ensemble comprend également des supports d'exploitations (chemins permettant l'accès aux champs et exploitations, espaces de hangars...) comme l'illustre la cartographie ci-après.

LES TERRES AGRICOLES (HORS VITICULTURE)

Le RPG 2017 indique que les terres arables sont utilisées principalement pour les cultures céréalières (orge, blé, maïs...) et industrielle localisée en partie Est du territoire communal. Quelques parcelles disséminées dans cette partie sont destinées aux prairies et fourrages.

Bien que fortement induits par l'action de l'homme, les espaces agricoles regorgent d'espèces végétales et animales importantes pour le maintien de l'agrosystème. Ainsi, les terres de grandes cultures sont des espaces à faible valeur écologique mais ne sont pas dénuées d'intérêt notamment pour la prolifération de la petite faune ordinaire locale.

Leur fonction dans l'écosystème est à souligner notamment dans la prévention contre l'érosion et l'épuration des eaux, variant d'une pratique agricole à une autre :

- **La qualité des sols** est menacée puisque sans couvert végétal en surface ou racinaire, les champs ne sont pas protégés contre l'érosion. Le manque d'enracinement dense diminue la porosité du sol et limite l'infiltration de l'eau. L'absence de matière organique en décomposition ne permet pas d'enrichir les sols et l'absence de végétation accentue les effets du lessivage des sols. Certains éléments nutritifs pour les cultures (nitrates, ions, potassium...) doivent être finalement compensés par l'apport d'engrais.
- **La qualité des eaux souterraines** est amoindrie par l'usage des produits phytosanitaires car peu de « filtre vert », hormis les bandes enherbées, permettant la réduction du transfert de ces polluants dans la nappe. Les bosquets et boisements favorisent le drainage de l'eau dans le sol par l'effet pompe des racines des arbres et arbustes. Le couvert végétal permet le dépôt de débris de végétaux de surface et la présence d'humus fixe les substances organiques et minérales. D'une manière générale, le rôle épurateur joué par la végétation ne limite que partiellement la pollution des eaux de surfaces ou souterraines par les nitrates.

A noter que la commune est comprise dans l'aire de production de l'Indication Géographique Protégée (IGP) « Volailles de la Champagne ».

PLU - COMMUNE DE VRIGNY /// RAPPORT DE PRÉSENTATION 150

Les nombreux atouts paysager, économique et touristique mais aussi écologique du vignoble classé en AOC en font un élément patrimonial fort de la commune d'autant plus à préserver de l'urbanisation limitrophe.

2. LES ESPACES NATURELS ET FORESTIERS

Le territoire communal est concerné par des milieux identifiés comme naturels (semi-naturels) et forestiers. Ce sont des supports du développement de la faune et flore locale ordinaires.

Ces espaces sont composés d'espaces boisés (forêt, boisements, haies...), d'espaces ouverts de type prairies (pelouses, prés, pâtures...) comme l'illustre la carte ci-après.

Cette analyse permet de qualifier les espaces afin de déterminer les secteurs à enjeu fort de préservation. La présentation en détail des espaces naturels remarquables et de leur biodiversité associée est réalisée dans la partie « Milieux naturels remarquables, biodiversité et fonctionnement écologique » dans laquelle l'ensemble des réservoirs de biodiversité sont détaillés.

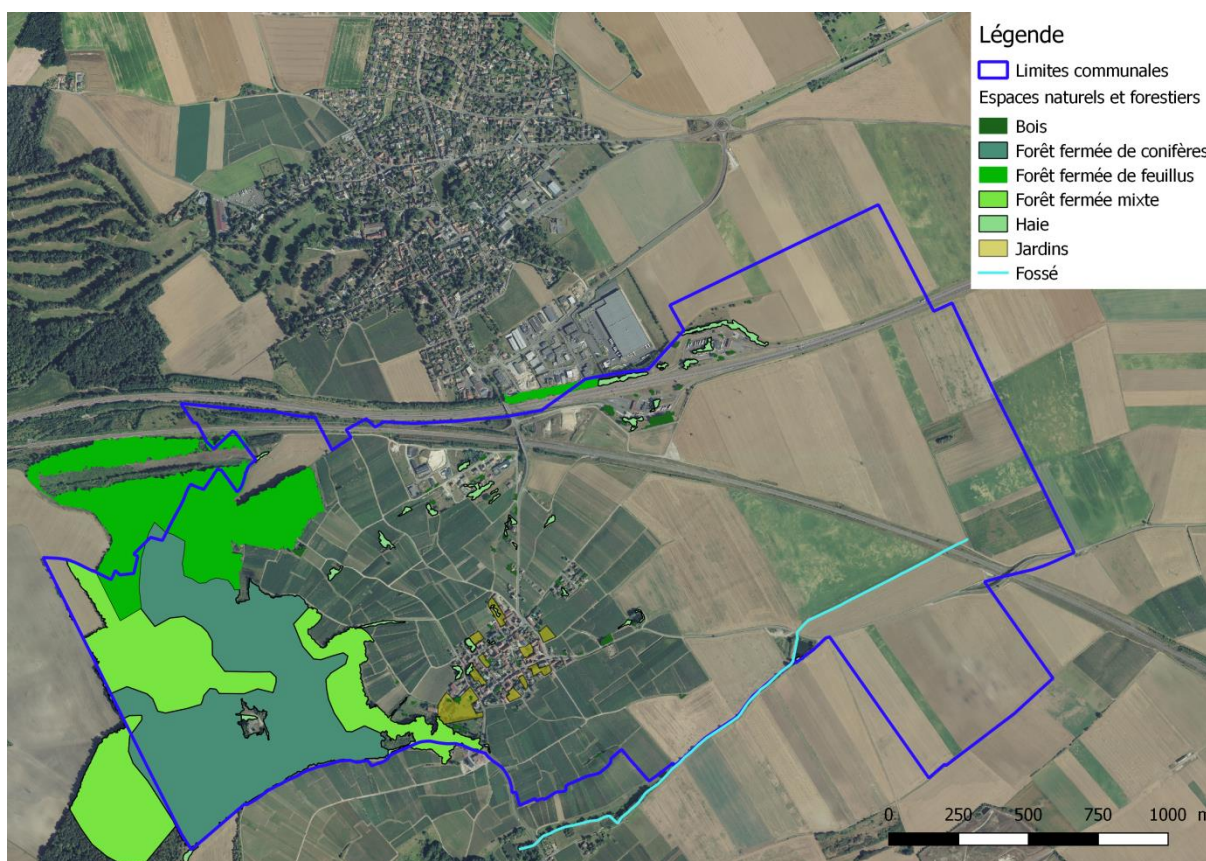


Figure 33 : Espaces naturels et forestiers à Vrigny -

Les espaces boisés et forestiers

Les espaces boisés et forestiers sont principalement localisés à l'Ouest du territoire communal.

LES FORETS

Cet espace forestier est composé de forêts fermées de conifères (pins) et de feuillus (notamment châtaignier) mais aussi mixte (feuillus et conifères). La répartition géographique des espaces forestiers s'effectue comme suit :

Compositions des forêts de la commune de Vrigny

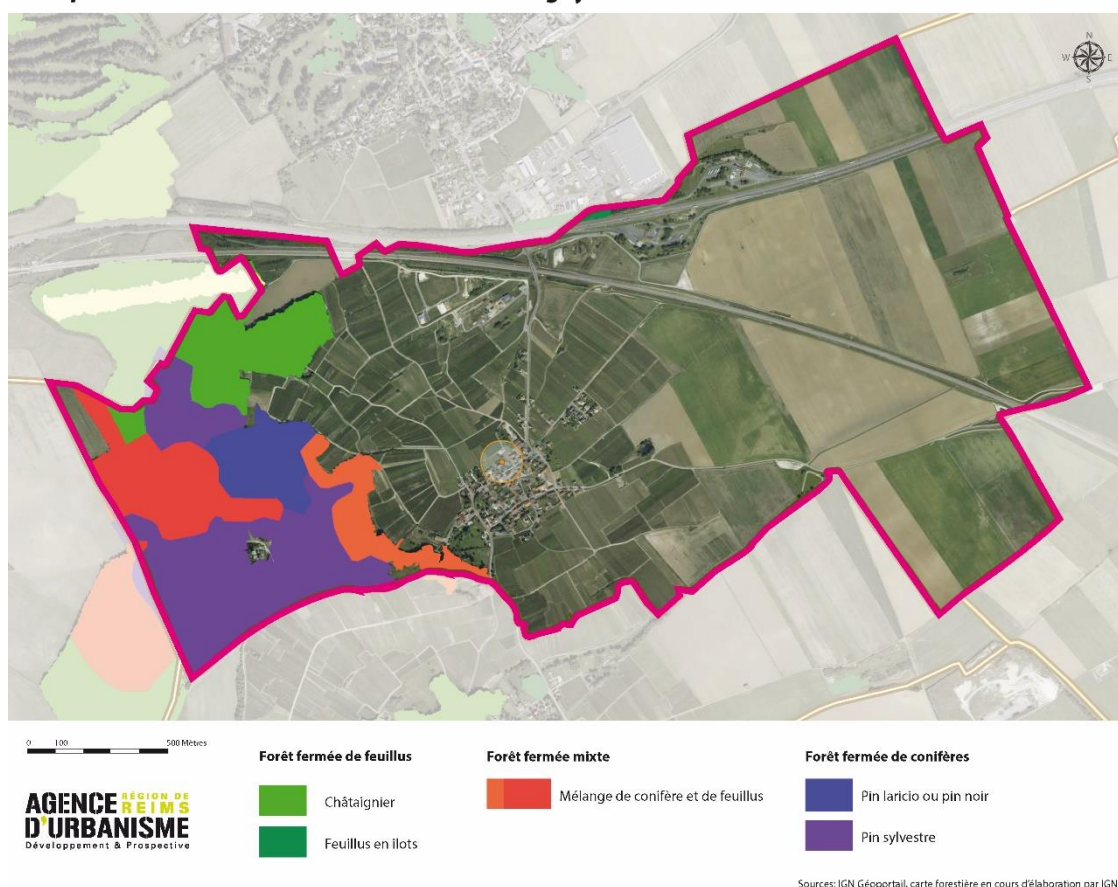


Figure 34 : Composition forestière de Vrigny - Source : geoportail.fr, traitement AUDRR

En plus de produire l'oxygène nécessaire à notre respiration, la forêt modifie notre environnement en réduisant la pollution physique de l'air. Filtres naturels très efficaces, elles captent les poussières en suspension dans l'air, les retiennent et les retournent au sol. Ainsi, la forêt réduit la fréquence et la densité des phénomènes de condensation tels que le brouillard.

La forêt joue aussi un rôle protecteur contre la pollution chimique de l'air ou les écarts climatiques. Elle crée un obstacle aux vents, entraîne des phénomènes de turbulence qui ont pour effet de diluer certains polluants chimiques, atténue les nuisances sonores ou encore favorise les circulations d'air.

Bien entendu, son efficacité à absorber les bruits dépend de sa structure. La capacité du peuplement à absorber les sons augmente avec la densité de la végétation et du sous-bois, et avec la fermeture du peuplement. Les forêts offrent également une protection, à divers degrés, contre plusieurs événements naturels tels que les inondations par exemple. Le couvert forestier atténue considérablement les chocs thermiques et la déshydratation due au vent. La végétation est aussi très utile pour contrer l'érosion, les racines de la végétation aidant à maintenir le sol en place.

Ainsi, l'ensemble des ilots boisés et forestiers constitue des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques ayant également des incidences sur le cadre de vie et la santé publique. Pour la diversité de ces fonctions, la préservation des espaces forestiers représente un enjeu pour le territoire mais ne doit pas être un frein au maintien ou à la restauration des pelouses (sèches sur sable, calcaire ou marnes) présentes à proximité.

LES HAIES ET ALIGNEMENT D'ARBRES

Selon l'IGN, les haies ou rangées d'arbres sont des alignements d'arbres ou plantation d'arbres fruitiers dont la largeur est inférieure à 25 m. Structure arborée linéaire composée d'arbustes et de buissons, de taillis et de cépées, d'arbres têtards, d'arbres de haut jet ou encore d'arbres morts, la haie se développe sur un tapis de végétation herbacée.

Localisées en bordure de parcelles viticoles, le long des axes de circulation et disséminées sur la commune, les haies et alignements d'arbres présentent à la fois des fonctions écologiques mais aussi paysagère et touristique en accompagnant également des sentiers de randonnées. Elles permettent de lutter contre les phénomènes de ruissellement pouvant parfois conduire jusqu'au risque de glissement de terrain en masse. Elles assurent une stabilité des terrains et retiennent les terres sur le coteau, notamment dans les secteurs cultivés (dont les vignes).

La haie présente un fort intérêt floristique dès la plantation, puis au fil du temps s'installent d'autres espèces de fleurs sauvages, lianes... La richesse floristique de la haie augmente avec la diversification des strates végétales. Par leur rôle de corridor, les haies servent également à la progression de plantes forestières, notamment lorsque les haies sont connectées à des boisements.

Ainsi le réseau de haies identifié sur Vrigny présente un enjeu de préservation de par la multiplicité de ses fonctions.

Les milieux ouverts

Les espaces ouverts sont des milieux non boisés mais non occupés par des cultures annuelles ou permanentes : pelouses, prairies, ... De manière générale, ils apportent une diversité importante au sein des espaces forestiers et naturels au sens large. Par exemple, ils sont un lieu d'habitat et de chasse pour les insectes (Mante religieuse, espèces protégées comme l'Azuré du Serpolet...), comme pour les oiseaux (Alouette, Pie grièche écorcheur...), et d'autres encore...

LES PRAIRIES ET PELOUSES

Des espaces de prairies sont disséminés sur le territoire communal. Ces surfaces enherbées sont favorables au maintien des espèces animales ou végétales et jouent un rôle important de préservation de la qualité de l'eau.

Les prairies naturelles sont des « zones de régulation écologique » lorsqu'elles sont gérées de manière extensive, sans pesticides et avec peu de fertilisation. Cette biodiversité est essentielle car elle intervient dans les cycles de l'eau, du carbone, de l'azote, etc. Pour les agriculteurs, ces zones semi-naturelles sont également utiles car elles abritent chauves-souris, oiseaux insectivores, carabes, et bien d'autres espèces qui se nourrissent des parasites des cultures.

Les pelouses sont traitées dans la partie « Réservoir de biodiversité à protéger ».

LES MARES ET LES ZONES HUMIDES

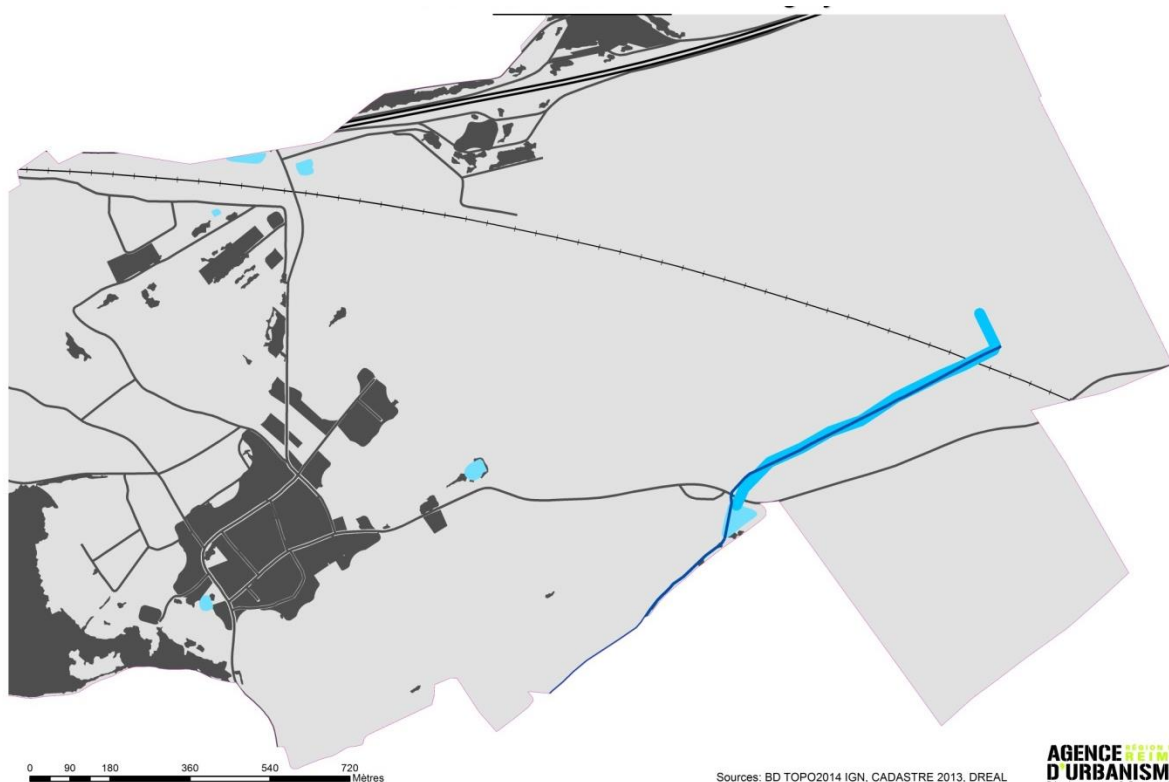


Figure 35 : Localisation des points d'eau sur Vigny - Source: traitement AUDRR

Plusieurs points d'eau ou mares sont répartis sur le territoire et présentent un intérêt spécifique pour la faune et flore locale.



Les zones humides sont traitées dans la partie « Milieux naturels remarquables, biodiversité et fonctionnement écologique ».

L'ensemble des espaces ouverts sont des éléments clés dans les réseaux de continuités écologiques. Ils permettent aux espèces animales et végétales de se déplacer mais jouent également un rôle de régulation écologique favorable au maintien de la qualité de l'eau et des sols.

Pour conclure, l'ensemble de ces milieux naturels et forestiers ont un intérêt écologique non négligeable grâce à leur rôle de puits de carbone et de réservoir de biodiversité d'échelle locale.

La qualité sanitaire de ces milieux est indubitablement liée à la nature et à la fréquence de l'entretien de ces sites et aux variétés des espèces implantées. La diversité biologique est à maintenir pour ne pas dégrader le biotope présent, notamment dans le cas d'exploitations forestières, car les pratiques d'exploitations et d'entretiens influencent le bon état sanitaire des espaces forestiers.

3. LA QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE DES ESPACES ARTIFICIALISES

Les espaces artificialisés de Vrigny sont composés du village aggloméré et des écarts d'urbanisation correspondant aux habitations isolées, aux hangars agricoles et aux nouveaux quartiers (rue du Levant, Les Cumines et Les Robogniers). Les jardins, parcs et vergers constituent des éléments de nature au sein du tissu urbain.



Figure 36 : Espaces de jardins dans le village de Vrigny

Le cadre de vie périurbain et le contexte rural induisent la présence de jardins ayant un intérêt écologique avéré. Bien que la biodiversité existante dans les jardins privés reste peu documentée (par le caractère privatif de ces espaces), ils constituent une trame verte, des ilots verts qui, dans le cadre paysager du territoire, forment autant de refuges, de repères d'alimentation pour la faune mais également des espaces riches en espèces horticoles.

La trame des jardins, des vergers et des boisements et/ou plantations présente au sein du village, est un élément prégnant du patrimoine. Les jardins et les espaces verts publics ont un rôle majeur dans les espaces urbains : ils participent au verdissement de la commune mais constituent autant de refuges – d'habitat pour espèces ordinaires (animal et végétal) et participent au maintien des aménités environnementales du cadre de vie. Ils agissent comme lieu de transition avec les espaces agricoles (viticoles...) ou naturels.

L'occupation des sols a aussi une influence sur les caractéristiques locales du climat. Des températures plus élevées sont généralement observées en ville en raison d'un phénomène d'îlot de chaleur urbain. En effet, plusieurs facteurs (ventilation réduite par la volumétrie des formes urbaines, concentration de sources de chaleur, couverture plus sombre des surfaces, ...) concourent à augmenter la température des environnements urbains. Dans le détail, plusieurs facteurs influencent les caractéristiques climatiques locales : les modalités de circulation de l'air, la répartition des plantes, la présence de l'eau, la nature du revêtement des sols, les bâtiments et les activités humaines. Par exemple, dans un milieu urbain, d'importants écarts de température peuvent être observés entre les parcs (plus frais) et les zones construites environnantes (plus chaudes). Ainsi la qualité environnementale des espaces urbains est primordiale et doit être privilégiée.

Ces éléments naturels présentent un intérêt pour la gestion de la diversité du vivant puisque ces espaces constituent des réservoirs potentiels d'espèces et de milieux intéressants¹⁷. Ces milieux jouent également un rôle paysager d'intégration des lisières urbaines. Dans l'ambition pour la collectivité de favoriser la densification des milieux urbains et de limiter la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, le renforcement et le maintien de ces espaces au sein du village contribuent à son développement équilibré.

/// ENJEUX LIÉS AU CADRE NATUREL ET A L'OCCUPATION DU SOL

- ✓ Préserver et mettre en valeur les éléments de nature (haies, alignements d'arbres ...)
- ✓ Préserver et valoriser les éléments paysagers, environnementaux et patrimoniaux : espaces agricoles, vignobles, boisements...
- ✓ Prendre en compte la nature en ville pour une amélioration de la qualité du cadre de vie des habitants et pour renforcer l'attractivité et l'image du village (jardins, parcs...)

¹⁷ Gaston et al 2005, Marco et al 2010, Smith et al 2006

**V. MILIEUX NATURELS REMARQUABLES,
BIODIVERSITE ET FONCTIONNEMENT
ECOLOGIQUE**

1. RESERVOIRS DE BIODIVERSITE A PROTEGER

1.1. Inventaires au titre des milieux naturels d'intérêt écologique

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) constituent un inventaire généralisé et régionalisé de la faune et de la flore et servent de base à une politique nationale et régionale de prise en compte du patrimoine nature. Les ZNIEFF de type I sont des secteurs homogènes de superficie limitée, caractérisés par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares remarquables ou caractéristiques du patrimoine national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations mêmes limitées. Les ZNIEFF de type II identifient de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, estuaire...) riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte, notamment, du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.

Un inventaire ZNIEFF est recensé sur la commune de Vigny :

- ZNIEFF n°210009367 « Pinèdes, bois et pelouses au nord de Clairizet, à l'ouest de Vigny et au sud de Janvry »

FICHE ZNIEFF N° 210009367

PINEDES, BOIS ET PELOUSES AU NORD DE CLAIRIZET, A L'OUEST DE VRIGNY ET AU SUD DE JANVRY

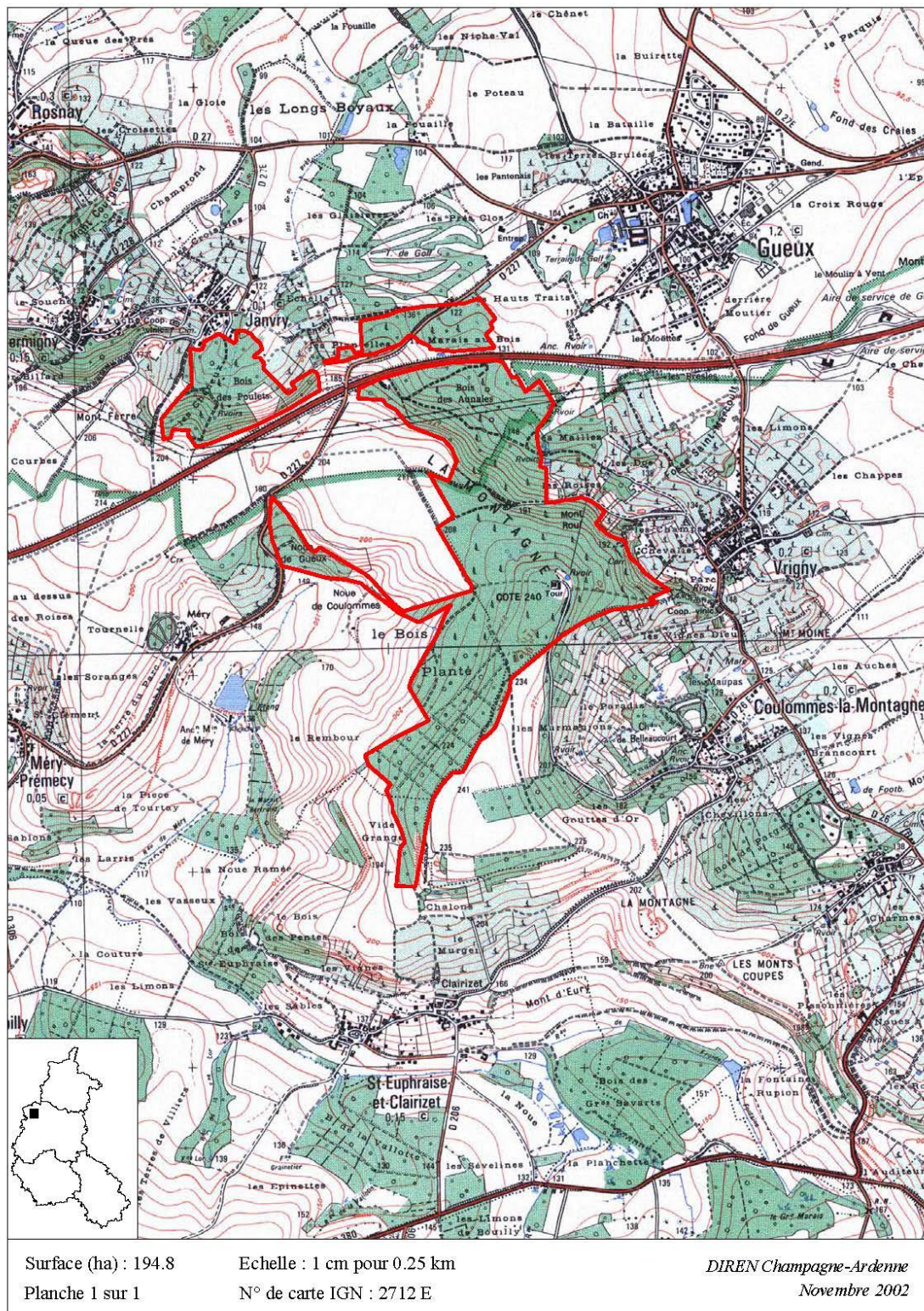


Figure 37 : Localisation de la ZNIEFF 210009367 – Source : PAC PNMR

Pinèdes, bois et pelouses au nord de Clairizet, à l'ouest de Vrigny et au sud de Janvry

On y distingue des secteurs très secs et des secteurs plus humides. La pinède est le groupement dominant : le pin noir, le pin sylvestre et le bouleau verruqueux forment l'essentiel de la strate arborescente. Les bois feuillus possèdent une strate arborescente très diversifiée avec le hêtre, le sycomore, le frêne, l'orme champêtre, le chêne sessile, le tilleul à grandes feuilles, le tilleul à petites feuilles, l'érable faux-platan, le robinier faux-acacia.

La pelouse se rencontre au sommet de la butte de Vrigny et dans les pinèdes clairiérées. Les pelouses de la Champagne sont encore appelées savarts. Ce sont des gazons ras dominés par des graminées adaptées aux sols secs qui constituaient autrefois les parcours à moutons. Encore très répandues voici une quarantaine d'années, elles ont presque partout disparu, victimes des remembrements, de l'extension des enrésinements.

Certaines orchidées s'y remarquent (orchis pourpre, orchis moucheron, épipactis brun rougeâtre, platanthère à deux feuilles, platanthère des montagnes, listère ovale, céphalanthère à grandes fleurs) de même que l'orobanche violette (curieuse plante parasite dépourvue de chlorophylle) et le cytise couché (inscrits tous les deux sur la liste des végétaux menacés de Champagne- Ardenne).

La faune, moins bien connue que la flore, recèle des richesses qui se dévoilent peu à peu. Les sauterelles, criquets et papillons sont bien représentés, avec certaines raretés comme deux papillons (flambé et thécla du coudrier), deux criquets (oedipode bleu et criquet des sablières) et une sauterelle (platycléis à taches blanches). Les oiseaux sont nombreux et diversifiés en raison des biotopes très variés offerts par la ZNIEFF (pinèdes, bois feuillus, lisières, pelouses et clairières forestières).

Le flambé, surnommé le voilier en raison de la légèreté de son vol, est l'un des papillons diurnes les plus connus, par sa grande taille et ses couleurs éclatantes. Sa chenille vit sur les prunelliers, croissant dans les broussailles, notamment au niveau des pelouses sèches. Le maintien de ce magnifique papillon passe donc par le maintien des biotopes où vit sa chenille.



En revanche, à proximité de l'autoroute (forte pente et nuisance sonore maximale), la richesse en oiseaux baisse fortement. On rencontre de nombreux pics (pic vert, pic épeiche et pic épeichette), diverses grives et mésanges, le pigeon ramier, la tourterelle des bois, la sittelle torchepot, le geai des chênes, le pinson des arbres, et dans les milieux plus ouverts ou broussaillieux, l'alouette des champs, la perdrix grise, le pipit des arbres. Les rapaces sont bien représentés (buse variable, épervier d'Europe, autour des palombes, faucon crécerelle). Le chevreuil, le sanglier (de passage) et le cerf exceptionnellement) fréquentent le site. Certains carnivores (renard, blaireau) ont été détectés, ainsi que le lièvre, le lapin de garenne et l'écureuil. Plusieurs espèces de chauves-souris ont été observées.

**Etudes et inventaires réalisés par le Parc Naturel Régional (PNR) de la Montagne de Reims :
les pelouses calcaires¹⁸**

Les pelouses calcaires sont des habitats d'intérêt communautaire permettant l'expression de plusieurs orchidées remarquables. Elles se maintiennent en marge des hêtraies calcicoles. Ces milieux sont soumis à une pression de fermeture des milieux due à l'abandon des pratiques pastorales ou de brulis et à la plantation de pins et de vignes. Elles sont également exposées aux pesticides et aux dégâts provoqués par les engins d'exploitation viticole lors des manœuvres. Ces milieux sont à l'état relictuel sur la Montagne de Reims. Elles se trouvent associées à d'autres types de pelouses, colonisées par les pins ou en cours de fermeture.

L'enjeu écologique le plus fort concerne la fonction de « réservoir de biodiversité » des pelouses (calcaires ou non). Ces milieux herbacés ras et généralement bien ensoleillés sont favorables à l'implantation et au maintien d'un grand nombre d'espèces animales et végétales, parmi lesquels de nombreux taxons en fort déclin.

Les pelouses calcicoles du PNR de la Montagne de Reims sont des milieux liés aux activités humaines et sont des habitats qui évoluent constamment vers l'embroussaillage et la reforestation en l'absence d'une gestion. Leur préservation reste par conséquent tributaire d'actions de restauration et d'entretien. Etant donné la raréfaction des pelouses calcicoles en Champagne-Ardenne et plus généralement en France, et du fait d'une fragilité certaine de quelques espèces vis à vis de grands travaux, quatre axes de réflexion sont à prendre en compte :

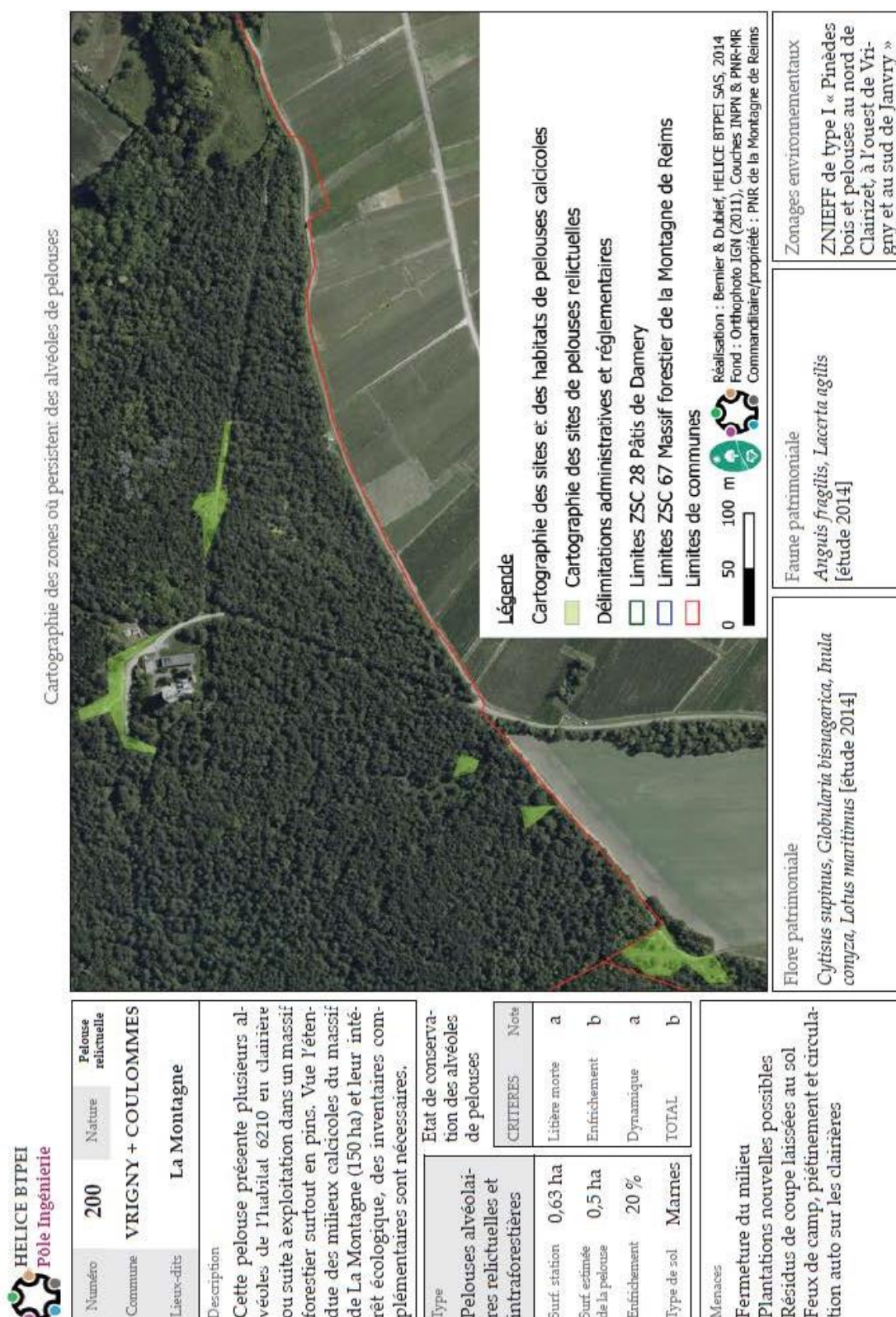
- évaluer les contraintes liées à la flore et la faune présentes et aux impacts que vont générer les opérations de restauration et d'entretien des pelouses,
- n'intervenir que sur des pelouses n'ayant pas encore atteint le seuil d'irréversibilité dans le processus d'embroussaillage (au-delà duquel la restauration d'une pelouse n'est pas envisageable d'un point de vue fonctionnalité),
- n'intervenir seulement si l'on est en mesure d'agir de façon pluriannuelle, de façon à obtenir des résultats durables en termes de restauration d'habitats,
- prioriser les interventions pour assurer l'entretien des pelouses en bon état de conservation avant d'envisager des travaux de débroussaillage sur des pelouses dont l'état de conservation serait défavorable.

Concernant les pelouses relictuelles sur la commune de Vrigny, les pelouses sont incluses dans la ZNIEFF, nous pouvons y retrouver notamment les espèces suivantes (inventaire 2014) : *Cytisus supinus*, *Globularia bisnagarica*, *Inula conyzia*, *Lotus maritimus*, *Anguis fragilis*, *Lacerta agilis*, *Tetragolobetum maritimi*.

¹⁸ Eléments issus du Porter à connaissance – Commune de Vrigny – Parc naturel régional de la Montagne de Reims

Pour maintenir l'intérêt écologique et biologique du site, il serait bon de limiter certaines pratiques qui sont de nature à remettre en cause ce dernier, en l'occurrence le défrichement du site et sa mise en culture, les dépôts de déblais, l'extension des carrières, le moto-cross (non aménagé) et l'enrésinement.

Ces espaces recèlent d'une richesse faunistique et floristiques importante. L'intérêt écologique et biologique est à maintenir voire à améliorer, notamment pour permettre la réapparition/préservation d'habitats et d'espèces sur le territoire.



Localisation et identification des enjeux relatifs au maintien des pelouses sèches sur calcaire sur l'ensemble du territoire du PNR de la Montagne de Reims - HELICE BTPEI - janvier 2015

Figure 38 : Localisation et identification des enjeux relatifs au maintien des pelouses sèches sur calcaires - Source : extrait du PAC PNRMR, HELICE BTPEI, janvier 2015

2. ZONES HUMIDES

La DREAL Grand Est dispose de cartographies régionales non exhaustives recensant les milieux humides¹⁹ du territoire. La cartographie page suivante détermine des probabilités plus ou moins fortes de présence de « zones humides » (ne pouvant être avérées qu'après inventaire réglementaire selon le critère végétation ou pédologique listé dans l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié en application de l'article R.211-108 du code de l'environnement).

Souvent en position d'interface, de transition, entre milieux terrestres et milieux aquatiques proprement dits, les zones humides se caractérisent par la présence d'eau, permanente ou temporaire, en surface ou à faible profondeur dans le sol et par une végétation hygrophile au moins pendant une partie de l'année. Elles nourrissent et abritent de façon continue ou momentanée des espèces animales inféodées à ces espaces. En Champagne-Ardenne, elles se trouvent principalement en tête de bassin versant, en bordure de lacs et dans les lits majeurs de cours d'eau. Ce sont généralement des bras morts, des mares, des marais, des landes humides, des tourbières, des forêts et prairies humides.

Les zones humides constituent des milieux naturels, qui possèdent des caractéristiques et des propriétés spécifiques leur permettant de rendre de nombreux services aux collectivités, notamment dans l'amélioration de la qualité et la ressource en eau, dans la prévention des risques d'inondation et leur fournissant également des aménités environnementales, culturelles et éducatives. Néanmoins les zones humides font l'objet d'une pression anthropique importante notamment l'urbanisation depuis une cinquantaine d'années, ce qui a entraîné une diminution de leur surface de plus de 50 % au niveau national.

Les principales zones humides sur le territoire de Vrigny sont représentées sur la carte ci-après. Elles correspondent aux **zones à dominante humide diagnostiquées (ZDH-D)** et aux **zones à dominantes humides modélisées (ZDH-M)**. La ZDH-D correspond au tracé du Fossé de Coulommes présent au sud-est du territoire.

¹⁹ La DREAL Grand Est différencie deux niveaux de « zones humides » :

- **Les zones humides dites "loi sur l'eau" (ZH effectives)** (échelle du 1/5000e au 1/25000e) : leur définition est suffisamment précise au regard de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques. Leur caractère humide a été défini selon le critère végétation ou pédologique listé dans l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié en application de l'article R.211-108 du code de l'environnement ;
- **Les zones à dominante humide (ZDH - potentielles)** : terminologie non réglementaire utilisée pour définir des secteurs à forte probabilité de présence de zones humides et pour laquelle le caractère humide au titre de la loi sur l'eau ne peut pas être certifié à 100 %.

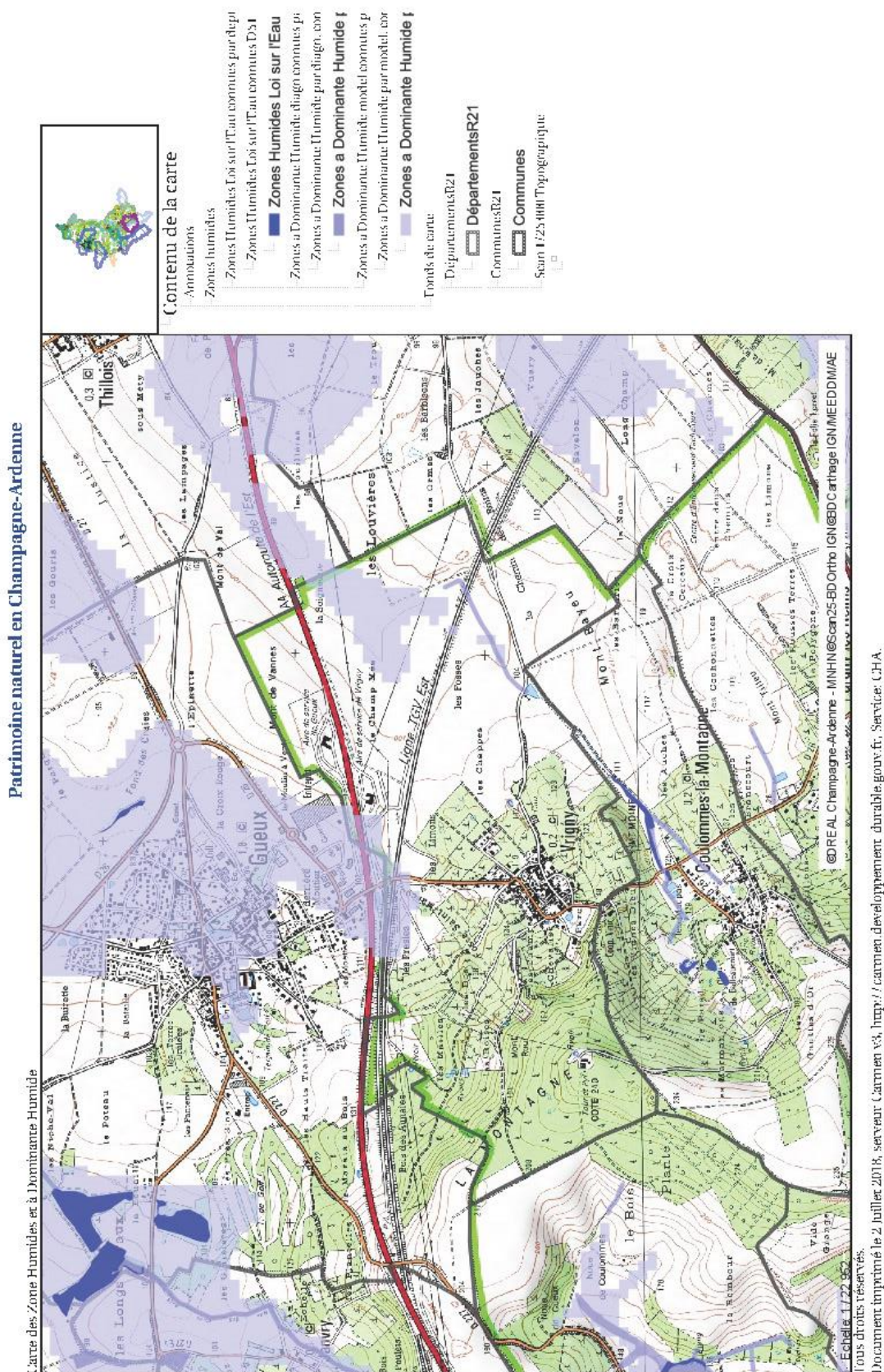
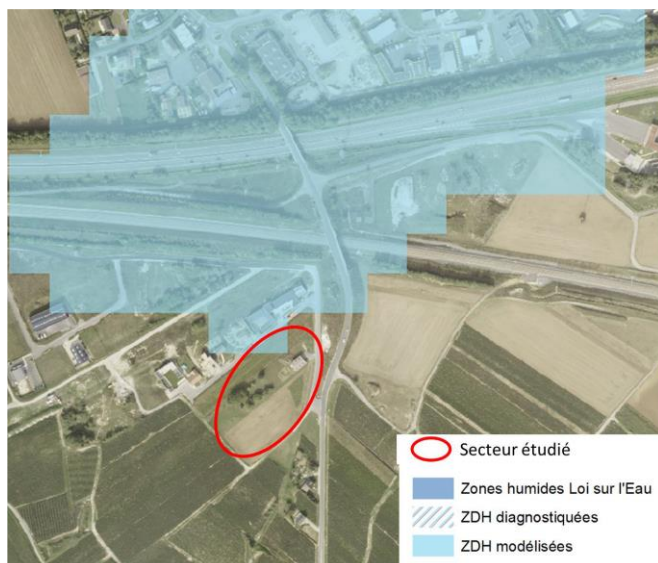


Figure 39 : Zones humides présentes sur le territoire de Vrigny - carmen-developpement-durable.gouv.fr, juillet 2018

Deux pré-diagnostic « zones humides » effectués par le PNR de la Montagne de Reims complètent les informations précédentes (disponibles en annexes du rapport de présentation – Partie A7).



Le premier, sur la zone d'extension de l'urbanisation projetée par le Plan d'Occupation des Sols (POS) aujourd'hui caduc, identifiée ci-contre, est en partie concerné par une zone à dominante humide modélisée (ZDH-M) par la DREAL Grand Est. L'analyse de terrain (étude flore et sondages pédologiques) conclue à l'absence de zone humide rencontrée sur la zone.



Le second, sur les zones urbaines du lotissement résidentiel des Cumines et du lotissement d'activités du même nom, identifiées ci-contre et en partie concerné par une zone à dominante humide modélisée (ZDH-M) par la DREAL Grand Est, conclut également à l'absence de zone humide sur ces zones.

Les zones humides ont la particularité de disposer d'essences floristiques et faunistiques spécifiques (micro-écosystèmes). Par ailleurs, d'autres espèces animales ou végétales indirectement issues de ces écosystèmes spécifiques et rares peuvent être impactées par leur dégradation. Leur préservation et leur maintien est un enjeu pour la collectivité et leur prise en compte dans les choix urbanistiques.

De plus, il est important de rappeler que le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie prévoit également une préservation des zones humides. L'orientation 19 du SDAGE prévoit de mettre fin à la disparition, la dégradation des zones humides et de préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité. La disposition 83 du SDAGE prévoit à ce titre que soient protégées les zones humides par les documents d'urbanisme.

3. BIODIVERSITE

Les analyses précédentes ont ciblé certaines espèces floristiques ou faunistiques potentielles des milieux naturels remarquables du territoire. Mais l'INPN recense au global 304 taxons terminaux (espèces et infra-espèces) sur la commune.

Selon l'INPN **de nombreuses d'espèces protégées**²⁰ peuvent être observées sur le territoire qu'elles soient floristiques ou faunistiques. Le maintien des milieux naturels voir semi-naturels sur le territoire participera à leur préservation (voir chapitres sur les inventaires au titre des milieux naturels d'intérêt écologique).

La plupart des espèces du territoire sont indigènes (287), mais 14 sont considérées comme envahissantes, comme le robinier faux acacia, la véronique de Perse ou encore l'onagre. Une attention particulière doit être portée sur les plantations réalisées sur le territoire communal afin de ne pas introduire d'autres espèces envahissantes.



Figure 40 : Espèces envahissantes recensées sur la commune - Source : inpn-mnhn.fr

A contrario, 3 espèces sont menacées au titre des listes rouges (nationales, européennes et mondiales) : le Milan royal (*Milvus milvus*), la Spiranthe d'été (*Spiranthes aestivalis*), le *Sorbus latifolia*.

²⁰ Espèces protégées au titre de différentes directives ou conventions. Cf : <https://inpn.mnhn.fr/collTerr/commune/51171/tab/especesprot>

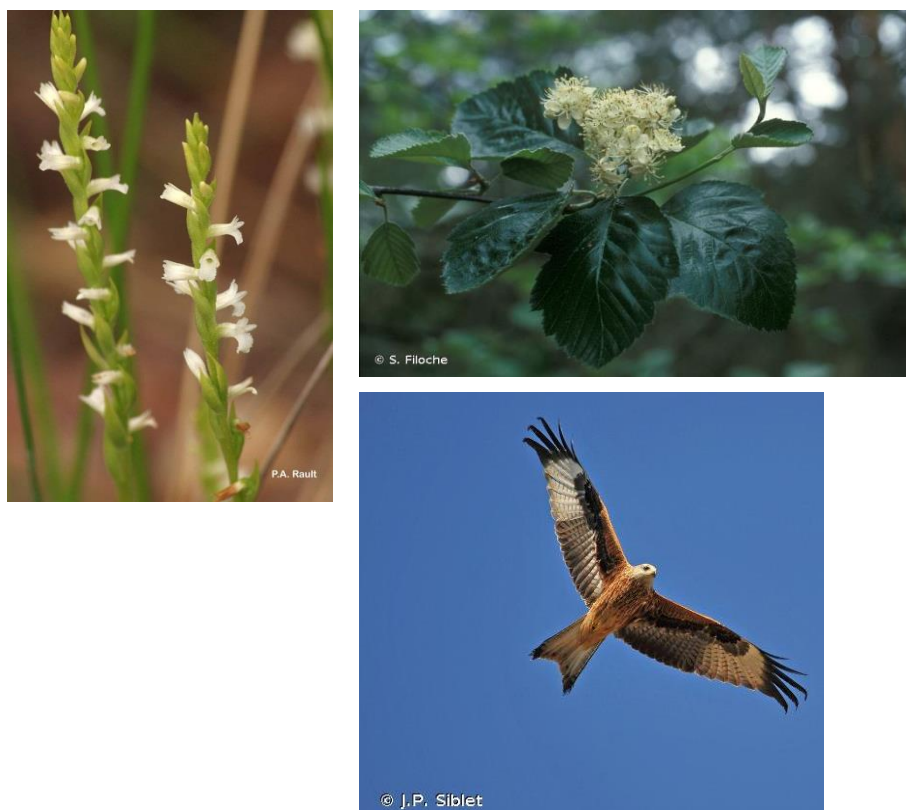


Figure 41 : Espèces menacées répertoriées - Source : inph-mnhm.fr

Considérée comme ordinaire, cette biodiversité ne doit pas pour autant être négligée dans les choix opérés par la collectivité dans son document d'urbanisme. Elle doit permettre de maintenir les milieux favorables au développement de ces espèces. Le maintien des milieux naturels voir semi-naturels sur le territoire participera à leurs préservations. Une attention particulière doit être portée sur la nature et les espèces constituant les plantations à réaliser sur le territoire afin de ne pas introduire d'autres espèces envahissantes et incompatible avec le maintien des milieux naturels (humides...).

4. FONCTIONNEMENT ECOLOGIQUE

4.1. Le Schéma régional de cohérence écologique

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) est le document d'échelle régionale du dispositif « trame verte et bleue ». L'article L.371-3 du code de l'environnement prévoit que ce schéma est élaboré, mis à jour et suivi conjointement par la Région et l'État.

L'objectif principal d'un SRCE est d'identifier, afin de mieux le préserver, le réseau écologique régional : il doit ainsi être la base d'une réflexion des politiques publiques de préservation, voire de restauration des continuités écologiques à l'échelle régionale. *

Pour l'articulation entre l'échelle régionale (SRCE) et l'échelle locale (document d'urbanisme) de la TVB il est nécessaire de préciser localement les composantes (réservoirs et corridors) identifiés dans les cartes du SRCE.

Les corridors d'échelle régionale qui relient ces espaces sont subdivisés en trois trames :

- la trame verte correspondant aux corridors des milieux boisés,
- la trame bleue correspondant aux corridors des milieux humides,
- la trame jaune correspondant aux corridors des milieux ouverts.

Les trames vertes et bleues identifiées ont pour objectif le maintien des continuités existantes. Dans l'analyse régionale, aucune fragmentation des continuités écologiques n'est identifiée.

4.2. Les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité

Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité, rare ou commune, menacée ou non, est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos) et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement, en ayant notamment une taille suffisante. Ce sont des espaces pouvant abriter des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent, ou susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

Les réservoirs de biodiversité recouvrent les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF), les zones communautaire Natura2000 ainsi que les zones humides effectives.

Sur Vrigny, un périmètre est présent comme évoqué précédemment (ZNIEFF).

Le SRCE de la région Champagne-Ardenne intègre ces espaces comme des réservoirs de biodiversité d'échelle régionale concourant à la trame verte et bleue.

La loi dite « Grenelle II » est venue définir la Trame verte et bleue, décrire ses objectifs, et établir trois niveaux d'échelles et d'actions emboîtés :

- Le niveau national, avec l'élaboration d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques par l'Etat ;
- le niveau régional, avec la co-élaboration par la Région et l'Etat du schéma régional de cohérence écologique (SRCE) dans le cadre d'une démarche participative ;

- le niveau local, avec la prise en compte du SRCE par les documents de planification (SCoT, PLU et cartes communales...).

L'identification du réseau écologique, aussi appelé Trame verte et bleue repose sur l'identification des éléments suivants : réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, points de conflits.

Le SRCE a été approuvé le 8 décembre 2015 par arrêté du préfet de région. Il définit un corridor **de milieux boisés** à Vrigny correspondant à la ZNIEFF située à l'Ouest du territoire communal. Il est une part du continuum qui permet aux espèces forestières de relier les massifs forestiers du nord de la Montagne de Reims au Tardenois nord. Le SRCE définit également **un point de conflit** correspondant au passage de la voie ferrée (LGV).

Le **Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims (PNRMR)** précise cette Trame Verte et Bleue sur son territoire et apporte les compléments suivant :

La trame écologique doit permettre de conserver ou restaurer la mosaïque de milieux permettant les échanges entre populations animales et végétales. **Les principaux enjeux en termes de Trame verte et bleue de la commune sont liés au massif forestier dans sa partie Ouest. La plus grande partie de la commune correspond à des espaces agricoles et viticoles. Leur traversée peut être assurée par des haies, buissons, mares ou même des bandes enherbées.** Ces espaces de circulation privilégiés pour la faune forment des abris, des réserves alimentaires et une diversité d'habitat (habitats forestiers, semi-ouvert et ouverts) favorables au maintien des espèces. Différentes trames (cf cartes suivantes ; ici prairiales et forestières) précisent les corridors présents sur Vrigny. Le PNRMR identifie également des « corridors à restaurer » (en rouge sur les cartes).

En bas des coteaux viticoles quelques espaces enherbées contribuent à la **trame des prairies**. Ces éléments ne sont pas reliés entre eux par manque d'éléments structurants. Rétablir des éléments structurants (haies, buissons, bandes enherbées...) en bas des coteaux pourrait permettre aux espèces du Parc d'accéder au nord de l'autoroute en les guidant vers le pont qui traverse l'axe LGV/A4.

La haie en limite communale au sud du lieu-dit des Fourgons relie les espaces cités ci-dessus au réseau de Coulommès-la-Montagne. Bien qu'elle ne soit pas entièrement située sur la commune, Vrigny a une responsabilité de la préserver.

Les espaces verts de l'aire d'autoroute de Vrigny font partie de ce réseau mais se trouvent totalement déconnectés par la LGV. Ils bénéficient aussi à la trame forestière mais sont totalement isolés.

Le fragment du continuum prairial situé sous la ligne haute tension semble totalement isolé. Dans le secteur du Parc, un complexe de bois et de prairies permet de prolonger le réseau existant à Coulommès-la-Montagne. Cependant, le corridor qui traverse la limite communale est à restaurer car aucun élément structurant ne permet aux espèces de se déplacer.

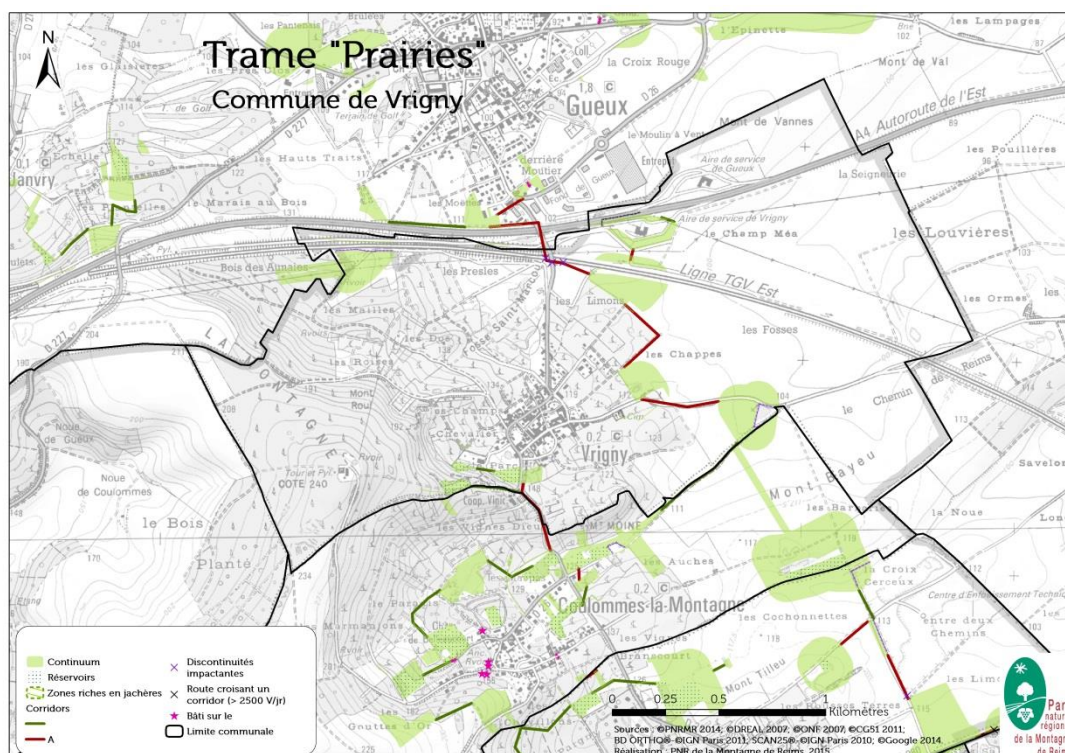


Figure 42 : Trame "Prairies" sur Vrigny - Source : PAC PNMR

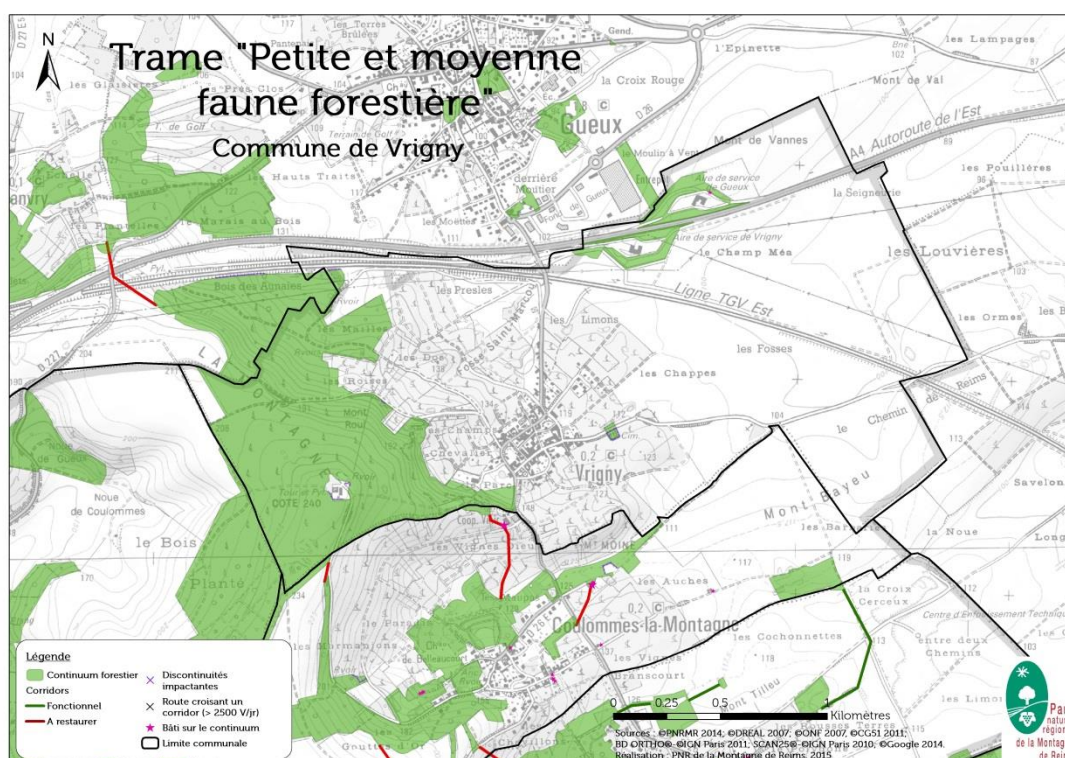


Figure 43 : Trame "Petite et moyenne faune forestière" sur Vrigny - Source : PAC PNMR

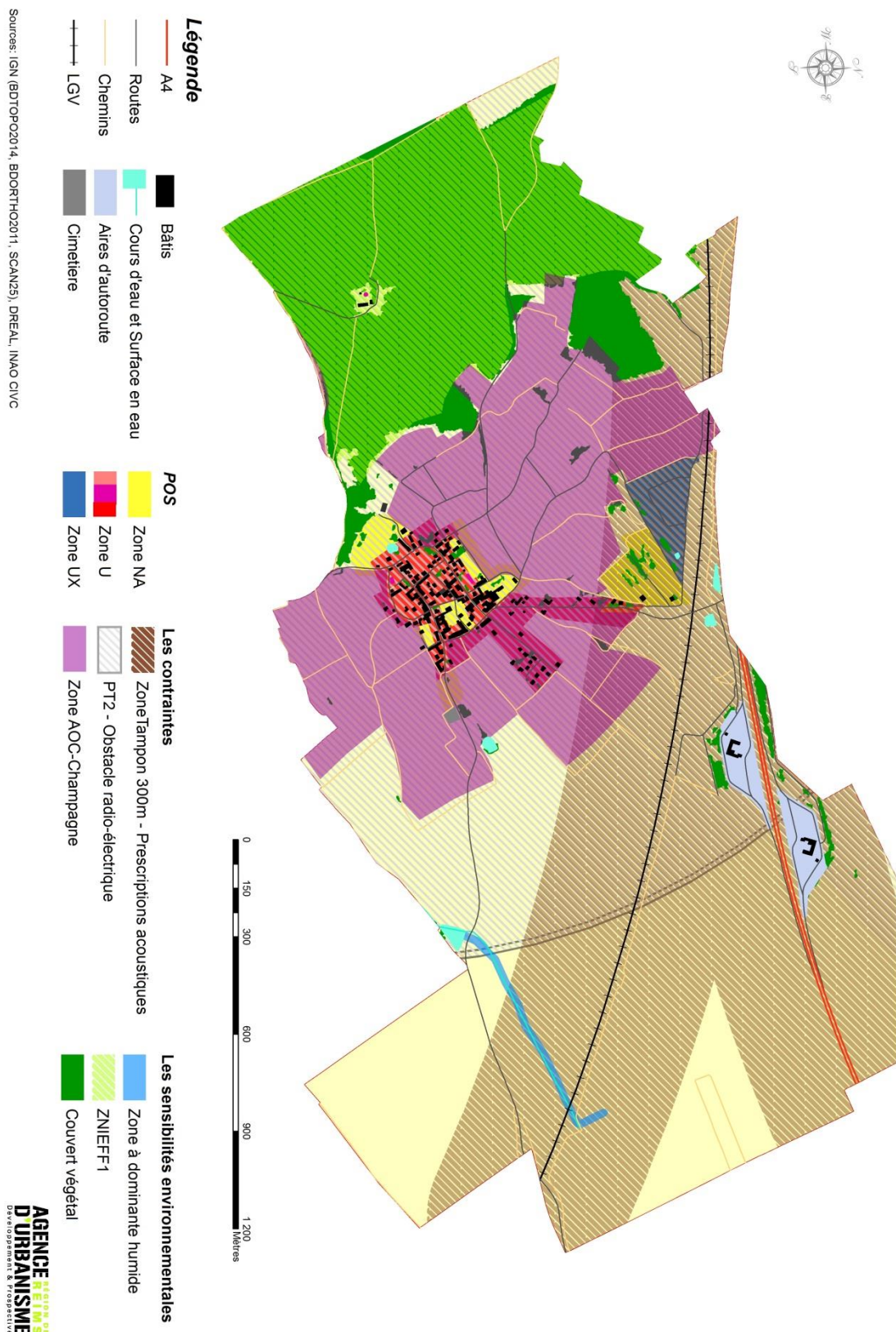
PERSPECTIVES D'EVOLUTION

**/// ENJEUX LIÉS AUX MILIEUX NATURELS, A LA
BIODIVERSITÉ ET AU FONCTIONNEMENT ÉCOLOGIQUE**

- ✓ *Préserver/restaurer les espaces naturels remarquables, notamment maintenir et restaurer les milieux ouverts (pelouses calcaires)*
- ✓ *Maintenir des espaces agricoles*
- ✓ *Préserver le vignoble (aire AOC)*
- ✓ *Préserver la biodiversité locale (ZNIEFF, forêt, espèces...) vis-à-vis des pressions exercées (urbanisation, changements climatiques, perte de continuité écologique...),*
- ✓ *Préserver les zones humides*

SYNTHESE DES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES

Les contraintes et les sensibilités environnementales à Vigny



JUSTIFICATIONS DES CHOIX

A3

AVANT-PROPOS ///

LE CONTENU DES JUSTIFICATIONS DES CHOIX///

Les articles R.151-1 à R.151-5 explicitent le contenu du rapport de présentation, ainsi il comporte également des justifications permettant de montrer :

- 1° La cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2° La nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone ;
- 3° La complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article L. 151-6 ;
- 4° La délimitation des zones prévues par l'article L. 151-9 ;
- 5° L'institution des zones urbaines prévues par l'article R. 151-19, des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article R. 151-20 lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ainsi que celle des servitudes prévues par le 5° de l'article L. 151-41 ;
- 6° Toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue par le présent titre.

Par ailleurs, en application de l'article L151-4, le rapport de présentation doit justifier des choix réalisés en matière d'objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés par le SCoT approuvé et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

LES OBJECTIFS DE LA REVISION DU PLU DE VRIGNY///

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Vigny a été prescrite par la délibération du 25 février 2015. Les motifs d'urbanisme sont une élaboration du PLU afin de : soutenir le niveau démographique actuel, gérer raisonnablement la consommation de l'espace, intégrer les risques dans l'aménagement du territoire, maîtriser le développement urbain (dont économique) au regard des espaces agricoles (viticole...) et naturels en maîtrisant l'étalement urbain.

Le projet de PLU de la collectivité résulte à la fois de ces choix politiques issus de la vision de la collectivité pour le territoire au cours des prochaines années, des enseignements tirés des diagnostics réalisés et de la prise en compte et de la traduction locale des objectifs du Schéma de

Cohérence Territoriale de la Région de Reims approuvé le 17 décembre 2016 et du le Plan Climat-Air-Energie Régional de Champagne-Ardenne (PCAER).

La compatibilité avec le PLU implique une obligation de non-contrariété des orientations présentes dans le Document d'Orientations d'Objectifs (DOO) du SCoT de la Région de Reims ainsi que des orientations et objectifs constituant la composante stratégique du PCAER conformément à l'article L131-5 du Code de l'Urbanisme (rappelés dans le présent rapport de présentation).

La jurisprudence de la notion de prise en compte la définit comme un principe de « non remise en cause », qui impose de « ne pas s'écarter des orientations fondamentales sauf, sous le contrôle du juge, pour un motif tiré de l'intérêt [de l'opération] et dans la mesure où cet intérêt le justifie » (Conseil d'Etat, 9 juin 2004, 28 juillet 2004 et 17 mars 2010). La notion de « prise en compte » signifie ainsi que les documents de rang inférieur ne doivent pas remettre en cause les orientations définies par la norme supérieure.

Ce projet reflète les ambitions portées par les élus, et les choix réalisés pour le PLU par la collectivité font échos à ces orientations et objectifs de documents supra-communaux, notamment en matière d'objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés par le SCoT approuvé.

EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD) ///

***Le projet du PLU : Développons notre village rural dans le respect de
l'environnement et de son terroir aux Portes de la Montagne de Reims.***

Les enjeux issus du diagnostic et la volonté des élus ont conduit la collectivité de Vrigny à faire le choix d'un développement raisonné, maîtrisé et durable, garant de la préservation de la qualité du cadre de vie.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) de Vrigny se décline en 3 axes qui n'affichent pas de hiérarchie entre eux, l'objectif étant de composer avec l'ensemble des enjeux synthétisés comme suit :

1. Axe 1 : Recherche d'une dynamique de développement urbain maîtrisé et équilibré, aux Portes de la Montagne de Reims :
 - Orientation 1.1. : « Poursuivre un développement urbain mesuré préservant l'identité villageoise » ;
 - Orientation 1.2. : « Soutenir les activités existantes et prévoir des capacités d'accueil » ;
 - Orientation 1.3. : « Rechercher l'équilibre entre développement urbain et préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers » ;
 - Orientation 1.4. : « En accompagnant le renouvellement urbain ».
2. Axe 2 : Préserver la richesse du patrimoine urbain et naturel, la qualité du cadre de vie :
 - Orientation 2.1. : « Valoriser le patrimoine de la Montagne de Reims » ;
 - Orientation 2.2. : « Préserver l'identité du bâti de notre terroir » ;
 - Orientation 2.3. : « Protéger la qualité paysagère » ;
 - Orientation 2.4. : « Préserver le cadre de vie » ;
 - Orientation 2.5. : « Améliorer la mobilité ».
3. Axe 3 : Affirmer le caractère convivial du village :
 - Orientation 3.1. : « Par le développement d'une diversité de l'habitat en adéquation avec les besoins actuels et futurs » ;
 - Orientation 3.2. : « Par la création de lieux de vie permettant le renforcement du lien social, la vie du village » ;
 - Orientation 3.3. : « Par une offre de commerces et de services adaptés ».

AXE 1 : RECHERCHE D'UNE DYNAMIQUE DE DEVELOPPEMENT URBAIN MAITRISE ET EQUILIBRE, AUX PORTES DE LA MONTAGNE DE REIMS

L'axe 1 du PADD répond aux enjeux relatifs à la volonté d'un développement urbain maîtrisé (mesuré, cohérent et phasé dans le temps) et équilibré entre les besoins des habitants, des activités de services, commerciales, artisanales, agricoles... et la préservation et la mise en valeur des espaces agricoles, naturels et forestiers et particulièrement dans le cadre du PNR de la Montagne de Reims.

Orientation 1.1. : Poursuivre un développement urbain mesuré préservant l'identité villageoise

Identifié par le SCoT comme étant une commune rurale à l'échelle du Pays Rémois, Vrigny constitue un territoire attractif aux portes de l'agglomération rémoise et notamment de par son paysage et son cadre de vie de qualité. Au sein de l'armature territoriale, ce type de commune est essentielle à la création d'un maillage équilibré du territoire. Le développement urbain, qu'il soit résidentiel ou dédié à de l'activité, devra donc se faire dans le respect du niveau d'équipements et de services mais devra également se faire en accord avec l'identité rurale du village.

Le diagnostic du territoire, disponible dans le document A1 du présent rapport de présentation, a montré une évolution démographique constante depuis les années 1960 mais selon des rythmes variables. Selon la période 2010-2016 (recensement communal) la population est passée de 214 à 240 habitants soit une variation annuelle moyenne de la population d'environ 2%. La construction récente du lotissement situé Rue des Robogniers constitue le principal apport de population sur cette période-là.

Le diagnostic fait également part d'une évolution de la population. En effet, on constate une augmentation du nombre des 0-14 ans (+6.6% entre 2010 et 2015). Cette information, couplée avec une variation annuelle moyenne de la population due au solde naturel fort (+0.8%), démontre bien un rajeunissement en cours de la population ainsi que la présence de jeunes ménages avec enfant(s) (augmentation du nombre de personnes par ménage entre 2010 et 2015 passant de 2.3 à 2.5).

Le développement de capacités d'accueil suffisantes est donc un enjeu de maintien de ce dynamisme démographique. Toutefois, la commune entend bien maîtriser cette croissance et encadrer son développement urbain afin d'accueillir dans des conditions satisfaisantes les nouveaux habitants et ce, en accord avec le poids démographique du bourg au sein du maillage local, les évolutions passées et le niveau de service et d'équipement présent et/ou pouvant être raisonnablement proposé (réseaux, équipements, services ...).

Ainsi, le PADD s'appuie sur une stratégie d'attractivité territoriale de la commune garantissant une croissance durable, respectueuse de cet environnement privilégié et de l'ambiance rurale dominante. Pour cela, la collectivité souhaite orienter et accompagner cette évolution

démographique par la planification du développement urbain ainsi que par un phasage dans le temps des opérations.

L'identité villageoise et la préservation des espaces agricoles et naturels (aire AOC Champagne) étant au cœur de la politique communale, le PADD expose que les projets devront privilégier l'extension cohérente des zones urbaines, mais aussi prendre en compte les constructions situées à l'écart (Zone artisanale des Cumines, lotissements de la Rue des Robogniers, des Cumines et de la Rue du Levant). Aujourd'hui, seules les zones UX (zone artisanale des Cumines) la zone UD (lotissement des Robogniers) et la zone UC correspondant au bourg centre (hormis certains secteurs) se situent en dehors de l'aire AOC Champagne.

Ainsi, la mutation limitée vers de l'habitat des bâtiments existants, la mobilisation d'espaces libres ou autres dents creuses, pour partie non agricoles, offrent un potentiel de construction que la collectivité souhaite compléter par l'ouverture à l'urbanisation d'espaces situés à proximité du lotissement des Robogniers où les réseaux sont déjà présents, offrant une continuité logique de l'extension de l'urbanisation.

Cette démarche permettra donc à la collectivité d'accueillir dans des conditions satisfaisantes de nouveaux habitants, en cohérence avec l'organisation urbaine existante mais surtout en préservant les espaces agricoles à forte valeur ajoutée (Aire AOC Champagne) et les perspectives paysagères propres aux entrées de ville, insistant notamment sur l'importance de l'aspect économique et agricole non reproductible de la zone délimitée AOC.

Le PADD prévoit donc un développement :

- **Respectant l'identité villageoise ;**
- **Cohérent avec les dynamiques démographiques actuelles et les équipements existants ;**
- **Privilégiant des extensions à proximité d'espaces urbains existants ;**
- **En accord avec les logiques supra communales.**

En ce qui concerne l'habitat, la collectivité souhaite disposer de capacités d'accueil suffisantes pour accompagner le développement démographique prévisible pour les 10 prochaines années.

Orientation 1.2. : Soutenir les activités existantes et prévoir des capacités d'accueil

Le diagnostic territorial montre que la commune de Vrigny présente un certain nombre d'emplois et notamment dans les domaines agricoles et commerciaux. On retrouve une grande partie de ces activités à l'intérieur du bourg où s'est créée une mixité entre habitats et activités et notamment activités agricoles et viticoles.

Commune à caractère résidentiel et viticole, Vrigny privilégie un développement économique maîtrisé en favorisant l'installation d'activités compatibles avec les enjeux du maintien de la qualité du cadre de vie, tout en visant un objectif de mixité fonctionnelle sur l'ensemble du

territoire. Ainsi, il s'agit en premier lieu de garantir les conditions d'un maintien et de l'évolution des exploitations agricoles et viticoles existantes mais aussi l'accueil d'activités économiques complémentaires qui souhaiteraient disposer sur place d'une proximité avec le milieu agricole.

Pour cela, la commune dispose d'une Zone d'activités (ZAE des Cumines) au Nord du bourg où sont installées toutes sortes d'activités. Cette zone, située à l'extérieur de l'aire de production l'AOC Champagne permet un soutien voire un développement de l'activité locale (qu'elle soit commerciale, artisanale ou bien liée à des services divers) tout en évitant les conflits avec l'activité agricole ou viticole.

La zone agricole accueille également quelques constructions dont la vocation initiale est nécessaire à l'exploitation agricole. Cette zone agricole « constructible » permettra de répondre à l'évolution des activités existantes dont la nature des activités ou l'emprise des bâtiments constitueraient des facteurs incompatibles avec la disponibilité foncière présente au sein du village et avec la proximité immédiate des zones habitées. Il s'agit de faciliter la relocalisation éventuelle en zone agricole des exploitations présentes dans le bourg. Une zone Agricole Viticole (Av), correspondant à l'aire AOC Champagne, a été créée afin de venir protéger les vignes. Plusieurs parcelles concernées par des projets agricoles (construction de hangars notamment) ou par la présence effective de constructions agricoles se situant en zone Av sont repassées en zone A afin d'accompagner l'activité agricole déjà présente.

La commune de Vrigny dont le paysage est remarquable, dispose également d'atouts qu'il faut pouvoir préserver car ils offrent des conditions très favorables au développement du tourisme. Comme évoquée ci-avant, la production locale des vins de Champagne a organisé le village dans un système agro-industriel complexe structurant fortement le paysage. Cette valeur universelle est aujourd'hui à préserver car la commune fait partie de la Zone d'Engagement du Bien classé au Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Au-delà des bénéfices certains pour le cadre de vie des habitants et pour la prospérité de l'activité viti-vinicole, cette orientation du PADD insiste sur la nécessaire attention à porter sur la préservation et la valorisation de ces atouts, permettant notamment à termes un développement de l'activité touristique. Cette situation favorable est notamment renforcée par la traversée du village par la RD26, route touristique du Champagne et par des itinéraires de randonnées.

Le PADD prévoit donc un maintien ainsi qu'un développement des activités :

- **Cohérent avec la dynamique économique actuelle ;**
- **Au sein du village (sous certaines conditions) ;**
- **En favorisant le développement d'activités spécifiques à l'intérieur de la ZAE des Cumines ;**
- **En accompagnant les besoins de l'activité agricole (dont viticole) ;**
- **En préservant les atouts du territoire indispensables à l'activité touristique.**

***Orientation 1.3. : Rechercher l'équilibre entre développement urbain
et préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers***

Le PADD affirme la volonté de préserver les espaces agricoles et naturels par une limitation de l'extension de l'urbanisation. Cette mesure vise à mettre en adéquation le projet de croissance démographique, les besoins induits par l'activité économique (directement liés ou non à l'activité viti-vinicole) et les capacités de développement rendues nécessaires à inscrire dans le PLU.

L'aire AOC Champagne venant directement en périphérie de l'enveloppe urbaine du bourg, les extensions possibles sont très limitées. Une attention est ainsi portée sur les espaces urbains déjà artificialisés où le diagnostic a mis en évidence des secteurs pouvant être le support de développement résidentiel. La valorisation de ces espaces répond à l'objectif de modérer l'impact sur l'activité agricole en limitant la consommation de l'espace hors enveloppe actuelle du village. Toutefois, plusieurs « poumons verts » au sein des espaces urbanisés sont à préserver du fait des bénéfices en termes de qualité de vie qu'ils apportent.

Les élus ont donc fait le choix d'accompagner le développement démographique en permettant une extension du lotissement des Robogniers (zone AU). Cette zone étant en dehors de l'aire AOC, elle ne viendra pas impacter l'activité viticole. Il s'agit ici de rompre avec le mitage des espaces agricoles observé depuis plusieurs dizaines d'années et qui ont conduit à la construction d'un lotissement au cœur du vignoble (rue du Levant) et le long de la rue St Vincent (entre le bourg aggloméré et le lotissement des Robogniers).

Les espaces viticoles sont ainsi préservés de l'urbanisation car support d'activités économiques à haute valeur ajoutée et d'attractivité touristique. La transition avec les espaces de nature en ville ou les espaces agricoles mitoyens au village constitue un enjeu fort d'une coexistence sereine entre l'habitat (voire les activités économiques) et l'activité agricole. Un traitement qualitatif de la lisière urbaine et des franges est donc souhaitables afin de garantir l'intégration paysagère du bâti au sein du paysage.

Enfin, l'intégration paysagère des nouvelles constructions situées en lisières urbaines permettra également de renforcer la qualité paysagère globale de la commune ainsi que son identité rurale déjà forte, ces deux éléments participants à l'attractivité de la commune.

Le PADD vise donc :

- **De permettre un développement urbain sans pour autant mettre en péril les espaces agricoles ou naturels (soit en densification dans le bourg, soit en extension au lotissement des Robogniers) ;**
- **De maintenir et améliorer l'intégration paysagère du bourg dans le Grand Paysage.**

Orientation 1.4. : En accompagnant le renouvellement urbain

Construit autour d'un réseau de bâtiments anciens, le bourg de Vrigny s'est progressivement densifié avec la construction de maisons plus récentes dans les espaces laissés vide de construction. Aujourd'hui encore, on retrouve un certain nombre de ces friches qu'il est possible de réinvestir à des fins de densification. Même si des espaces libres, appelés « poumons verts » ou encore « espaces de respiration » sont nécessaires au maintien du cadre de vie, des efforts de densifications peuvent encore être menés. Pour cela, un recensement de ces espaces vides et de ces espaces mutables est nécessaire afin de quantifier le potentiel constructible.

En plus de la reconquête des espaces laissés vide de construction, l'extension, la réhabilitation voire la mutation de certains bâtiments aurait pour conséquence d'accompagner ce renouvellement urbain en dégagant des surfaces supplémentaires sans engendrer de modification importante dans le tissu urbain.

Le PADD encourage le renouvellement urbain :

- **En réinvestissant les espaces laissés libres (dans le respect du maintien de la « nature en ville ») ;**
- **En travaillant sur le bâti existant (extension, réhabilitation, mutation).**

AXE 2 : PRESERVER LA RICHESSE DU PATRIMOINE URBAIN ET NATUREL, LA QUALITE DU CADRE DE VIE

L'axe 2 du PADD répond aux enjeux de la collectivité de conservation des supports de la qualité de vie à Vrigny : la biodiversité, le paysage minéral et végétal, la sensibilité environnementale et le développement d'un habitat durable. Il prend notamment en compte les objectifs présentés ci-après.

Orientation 2.1. : Valoriser le patrimoine de la Montagne de Reims

La commune de Vrigny dispose d'un cadre paysager préservé, et construit autour de trois grandes composantes : la plaine agricole caractérisée par un paysage de type Open Field à l'Est, les coteaux profitant largement aux activités viticoles/vinicoles selon un axe Nord Sud et enfin le plateau boisé à l'Ouest du territoire communal. Le bourg lui se situe au centre des coteaux. Au-delà du caractère individuel de ces différentes composantes, ces éléments se croisent et créent un ensemble paysager remarquable et sensible, une trame verte (milieux boisés), bleue (milieux humides) mais aussi de milieux ouverts à prendre en compte.

Ainsi on retrouve, logé au cœur du plateau boisé à l'Ouest, un réservoir de biodiversité d'envergure régionale rappelé par la ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique) de type 1 correspondant aux pinèdes, bois et pelouses au Nord de Clairizet, à l'Ouest de Vrigny et au Sud de Janvry. Composante majeure de la Trame verte sur la commune, cet espace boisé est également recensé comme étant un corridor écologique majeur dans plusieurs documents supra-communaux comme le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique), le PNR de la Montagne de Reims ou bien le SCoT de la région de Reims. La présence de milieux ouverts d'intérêt (pelouses sèches) à l'échelle du PNR de la Montagne de Reims y est également notée.

Cette trame s'insinue pour partie au contact des espaces urbains et est prolongée par l'ensemble des espaces de respiration que peuvent représenter les jardins ou les friches naturelles créant ainsi des liaisons / continuités écologiques. La conservation de ces lisières urbaines revêt un caractère décisif dans le maintien de ces continuités. L'ensemble de ces liaisons crée un réseau complexe et assure la présence de la biodiversité au sein du tissu urbain (espaces verts publics, jardins, parcs paysagers privés...).

La trame Bleue, de par sa faible représentation sur la commune, est d'autant plus importante. On retrouve sur le territoire communal le Fossé de Coulommes, accompagné par une zone à dominante humide ainsi que plusieurs mares et bassins.

L'ensemble de ces composantes naturelles vient, lorsque regardé dans sa globalité, constituer un paysage remarquable. L'insertion paysagère des bâtiments est donc importante afin de ne pas dévaluer la qualité de ce Grand Paysage car se sont bien ces deux éléments qui viennent concourir à créer un cadre de vie rural et attractif.

Forte de ce constat, la Collectivité a souhaité afficher sa volonté de préserver et de mettre en valeur ce cadre de vie en œuvrant en faveur de la protection des paysages et espaces naturels. Le PADD affirme ainsi l'ambition d'articuler le développement urbain avec les objectifs de prise en compte de la Trame Verte et Bleue locale.

Le PADD affirme donc les principes :

- **De préservation du massif forestier (comprenant la ZNIEFF de type 1) ;**
- **De prendre en compte la TVB, y compris à l'intérieur des espaces urbains ;**
- **De maintenir et préserver l'insertion paysagère des éléments architecturaux.**

Orientation 2.2. : Préserver l'identité du bâti de notre terroir

Vrigny dispose d'un patrimoine bâti ancien de qualité, où alternent bâti d'habitation et bâti d'activité, parfois très imbriqués, comme les « fermes urbaines champenoises » traditionnelles, parfois bien identifiables, comme les demeures de villégiature et villas urbaines.

Leur caractère identitaire s'illustre surtout dans les parties les plus anciennes du centre du village, concentrées autour de la rue Saint Vincent (actuelle D26). Le développement du bourg étant contraint par la présence des vignes, les nouvelles constructions se sont installées au sein des espaces vides laissés entre les bâtiments anciens le long des voies existantes. Le bourg gagne en densité et dégage ainsi une ambiance ancienne et rurale. L'opportunité foncière a également conduit à créer un espace urbanisé au cœur du domaine viticole, desservi depuis la rue du Moulin Grignon. Les constructions les plus récentes, comme par exemple des pavillons individuels typiques des années 80-90, ont conservés les codes architecturaux des bâtiments anciens (présence de pierre de parement, tuile de couleur brune ...) leur permettant de s'insérer convenablement dans ce tissu urbain ancien tout en créant un mixte dans les formes et les ouvertures.

Cette ambiance rurale passe donc par une conservation des constructions les plus anciennes (réhabilitation possible mais cohérente avec l'architecture locale, utilisation de matériaux locaux ...) mais également par un encadrement des constructions les plus récentes en termes d'architecture et de matériaux, spécialement au sein du bourg ancien de Vrigny.

Le PADD s'attache donc à favoriser la conservation d'éléments caractéristiques concourant à l'identité locale mais également à promouvoir une architecture de qualité et respectueuse du cadre dans lequel elle s'inscrit.

On retrouve également un certain nombre de constructions à l'extérieur du bourg et des espaces agglomérés. Ces constructions, qui peuvent être soit des habitations, soit des bâtiments d'activités, présentent des formes et des matériaux parfois différents des bâtiments présents dans le bourg. Il est donc important accompagner ces constructions par un traitement paysager de qualité afin de ne pas dévaluer la qualité du Grand paysage, marqueur d'identité locale.

Le PADD affiche donc les objectifs suivants :

- Favoriser la conservation d'éléments caractéristiques concourant à l'identité locale ;
- Veiller à la bonne intégration architecturale et paysagère des nouvelles constructions ;
- Accompagner la reconquête des espaces laissés vides en cohérence avec le milieu environnant.

Orientation 2.3. : Protéger la qualité paysagère

Comme mentionné précédemment, le territoire communal est ancré dans des ensembles paysagers et identitaires d'échelle régionale : PNR de la Montagne de Reims, Zone d'Engagement du Bien classé au Patrimoine Mondial de l'UNESCO, ... Le maintien des éléments concourant à ces ensembles remarquables est donc un enjeu majeur au sein de la politique communale.

A l'échelle du territoire communal, le paysage se décompose en plusieurs éléments aux caractéristiques fortes : la plaine agricole, aux ouvertures visuelles larges et sans obstacles, les vignobles, vallonnés et parsemés de constructions (avec le bourg en son centre) et enfin le plateau boisé, aux perspectives visuelles restreintes. Cette composition et cette mixité dans les formes paysagères confèrent au territoire une identité propre, avec en son cœur la viticulture/viniculture. Le PADD s'attache donc à préserver cette qualité paysagère, synonyme d'attractivité mais aussi de cadre de vie de qualité.

Comme évoqué précédemment, la composition paysagère, en alternant plaine, coteaux et plateau offre un certain relief au territoire et donc par extension un certain nombre de percées visuelles remarquables. On peut notamment citer le cône de vue vers l'église en entrée de village, logée sur son promontoire ou bien encore la vue des coteaux en provenant du Nord du territoire sur la RD26 définissant une des « portes » du PNR de la Montagne de Reims. Ces cônes de vue participant à la qualité du paysage, il est nécessaire de les sauvegarder de toutes dégradations. Il est donc important qu'en cas de construction à l'intérieur de ces perspectives visuelles, un traitement paysager cohérent et de qualité soit mis en place par une gestion qualitative des lisières urbaines.

Enfin, l'implantation harmonieuse du village au cœur de cette composition paysagère doit être conservée. De par le caractère rural du bourg, on retrouve un certain nombre d'espaces verts parmi les constructions existantes permettant ainsi une bonne intégration du bourg dans son environnement proche. Afin de maintenir le village au cœur de son écrin de verdure, un accompagnement paysager de qualité devra être pensé pour toutes constructions en limite de l'enveloppe urbaine, permettant ainsi de conserver des lisières urbaines naturelles.

Le PADD a donc comme objectifs :

- De maintenir les ensembles paysagers remarquables à l'échelle régionale ;
- De protéger les cônes de vue remarquables ;

- D'apporter un soin particulier à l'intégration urbaine, architecturale et paysagère des constructions.

Orientation 2.4. : Préserver le cadre de vie

Le diagnostic du territoire a recensé la présence de plusieurs risques et nuisances sur le territoire qu'ils soient d'origines naturelles ou bien liés aux activités humaines. Cet axe du PADD assure la préservation de la qualité de vie, et la prise en compte des nuisances et des risques en s'attachant à limiter l'exposition de la population et en assurant la sécurité.

Il est donc important de prendre en compte ces risques. On peut notamment citer la présence d'argile sur une partie du territoire et notamment au niveau des coteaux à l'Ouest. Même si le village n'est que très partiellement touché, le lotissement des Robogniers et la ZAE des Cumines sont également concernés par un aléa de retrait-gonflement des argiles faible. Des dispositions particulières peuvent être engagées afin de limiter les risques pour la population : gestion adaptée des eaux pluviales, plantations aux abords des constructions, débords de terrasse à la périphérie des bâtiments ... Cette vulnérabilité est à associer aux risques de mouvement de terrain, encourageant à limiter la constructibilité notamment sur les hauteurs (Ouest) du village), secteur susceptible d'être le plus concerné. Ces mesures permettront également la préservation de la ressource en eau et notamment l'aire d'alimentation du captage de Gueux.

La présence d'infrastructures majeures telles que la Ligne à Grande Vitesse Est ou bien l'autoroute A4 entraîne la création d'un certain nombre de nuisances. Certaines activités peuvent également être sources de nuisances. Il est donc important de créer un contexte urbain cohérent est compatible entre les habitations et avec la proximité des activités/infrastructures.

De plus, afin de maintenir la composition paysagère remarquable du territoire, l'urbanisation future se fera de manière cohérente et maîtrisée. Les nouvelles constructions se feront donc de préférence en densification des espaces urbains déjà existants. En cas d'indisponibilité du foncier, elles pourront se faire en extension mais ces dernières devront être intégrées de façon harmonieuse en continuité des tissus urbains existants dans les secteurs les moins sensibles.

L'amélioration du cadre de vie passe par le développement des communications numériques et des énergies renouvelables. Le PADD affirme améliorer l'accessibilité de la commune en termes de réseau, y compris de communication numérique. En effet, la qualité de desserte numérique est un support essentiel au développement résidentiel ou économique à venir. Par ailleurs, les dispositions du PLU doivent permettre de répondre aux attentes en matière de performance énergétique et environnementale notamment par l'exploitation raisonnée des énergies et l'utilisation des matériaux renouvelables, dans le respect de l'environnement architectural, urbain et paysager. Aussi, le PADD s'attache à la réduction des consommations énergétiques des logements et au développement des énergies renouvelables.

Le PADD prévoit ainsi :

- La protection des habitants contre les risques et les nuisances ;

- La préservation du cadre de vie en accompagnant le développement de la commune ;
- L'amélioration des communications numériques, essentiellement à l'attractivité de la commune.

Orientation 2.5. : Améliorer la mobilité

Le diagnostic a fait le constat d'un territoire accessible avec des enjeux de gestion du stationnement, sécurisation des accès, ainsi que d'organisation des circulations pour garantir une fluidité des déplacements. Une attention toute particulière sera portée sur les mobilités au sein des zones à urbaniser et entre les différentes parties agglomérées de la commune.

La poursuite des aménagements des infrastructures communales, que ce soit pour améliorer la sécurité des utilisateurs (réduction de la vitesse, adaptation des gabarits routier), ou bien pour faciliter la mobilité (aménagement de trottoirs adaptés aux PMR, création de cheminements piétons) est un enjeu important. Cette notion est d'autant plus importante de par la présence de différents itinéraires de randonnées pédestres qui traversent le territoire (GR142 ou GRP de l'Ardre).

Cette orientation du PADD exprime la volonté de poursuivre un développement urbain garantissant la mise en valeur du réseau existant et la poursuite du maillage du territoire. Au-delà des déplacements automobiles, le caractère rural du village constitue un atout et contribue à cette attente de maintenir une part des déplacements en agglomération par une mobilité « douce ». Ces cheminements contribuent, hors du village, à offrir des parcours de découverte du paysage. Les itinéraires qu'ils permettent de suivre constituent autant d'éléments structurants à préserver.

Ainsi le PADD vise :

- **L'amélioration de la mobilité au sein mais également en direction du village ;**
- **Une adaptation des réseaux à l'ensemble des utilisateurs (piétons, vélo, voiture ...)** ;
- **Le maintien de la dimension rurale des déplacements à l'intérieur de l'enveloppe urbaine.**

AXE 3 : AFFIRMER LE CARACTERE CONVIVIAL DU VILLAGE

L'axe 3 du PADD répond aux enjeux relatifs au développement durable du territoire intégré dans une logique de cohésion sociale (renforçant la mixité intergénérationnelle et la diversité de l'habitat...). Il prend notamment en compte les objectifs présentés ci-après.

Orientation 3.1. : Par le développement d'une diversité de l'habitat en adéquation avec les besoins actuels et futurs

Cette orientation du PADD insiste sur le besoin de maintenir la capacité du territoire à répondre aux besoins en logements de l'ensemble de la population, quelle que soit la composition du ménage. A l'instar du bassin de vie rémois, un desserrement progressif des ménages est observé.

Ces phénomènes engendrent des besoins complémentaires en logements auxquels le PADD souhaite répondre afin d'assurer un parcours résidentiel complet à l'ensemble des habitants.

Consciente de ce besoin, la Collectivité souhaite renforcer la diversité résidentielle et favoriser la mixité sociale en promouvant un habitat diversifié, afin de proposer aux ménages l'opportunité d'effectuer un parcours résidentiel complet sur le territoire communal. Composé aujourd'hui en majorité de logements de grandes tailles (les logements de 4 pièces ou plus représentent plus de 91% des logements existants), le parc de logement peut être caractérisé de mono-spécifique. Hors, cette offre proposée ne répondant pas aux critères des jeunes ménages ou bien des personnes âgées, le parcours résidentiel se voit fortement réduit.

Ainsi le projet communal affiche la nécessité de développer l'offre de logement en direction des jeunes ménages et aux personnes âgées en incitant à la création de logement de taille adaptée à l'ensemble de la population. Ce besoin peut être par exemple comblé par la construction de logements de plus petite taille, par des logements de plain-pied, ou bien par la réhabilitation et la division de logements anciens. En plus d'inciter à diversifier les typologies de logements présents sur la commune, le PADD vise également la promotion de nouvelles formes architecturales et urbaines. Ces nouvelles formes étant plus adaptées aux préoccupations environnementales et au recours aux énergies renouvelables.

Le PADD retient les principes de développement suivants :

- **Sortir d'un parc de logement mono-spécifique ;**
- **Assurer un parcours résidentiel complet à l'ensemble de la population ;**
- **Permettre une mixité sociale.**

Orientation 3.2. : Par la création de lieux de vie permettant le renforcement du lien social, la vie du village

Le diagnostic a fait le constat de la présence de pôles d'attractivités communaux avec comme élément central la place du village. Principal lieu de rencontre et d'échange, cet espace est un marqueur fondamental du lien social dans le village. Ce dynamisme est aussi porté par l'identité viticole du bourg, facteur d'attractivité touristique et résidentielle.

Cette orientation du PADD affirme la volonté de la collectivité de préserver ces pôles de vie.

Le PLU s'est donc attaché à cette réflexion, particulière dans le cadre de futures opérations d'aménagement destinées à l'habitat, mais aussi générale sur l'aménagement des espaces publics, et indirectement des liaisons douces et de la circulation. L'objectif est de permettre de renforcer ces lieux de rencontre et d'échanges pour tous et en les rendant aisément accessibles, dans un contexte d'étalement manifeste de l'urbanisation actuelle. Ils sont en effet des éléments d'attractivité pour les habitants du bassin de vie local, comme les habitants futurs, mais aussi vecteurs d'identité.

Pour cela, le PADD affirme :

- La pérennisation de ces pôles de vie ;
- L'accessibilité en direction mais également à proximité de ces espaces.

Orientation 3.3. : Par une offre de commerces et de services adaptés

L'absence de certains commerces, services de proximité et de quotidienneté au sein du village est compensée par leur présence au sein de communes voisines. Conscient de cette situation, le PADD insiste sur la possibilité de permettre l'installation d'un tissu commercial et de services, les bourgs d'appui et structurants voisins (Gueux, Pargny...) ainsi que le pôle urbain rémois situé à distance raisonnable, contribuant à répondre aux principaux besoins complémentaires.

Le PADD a donc comme objectif de :

- Permettre l'installation de commerces et services de proximité.

JUSTIFICATION DES OBJECTIFS CHIFFRES DE MODERATION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS ET DE LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN ///

Pour placer son territoire à l'abri d'une urbanisation non maîtrisée, la collectivité, au travers de la démarche de PLU, a choisi de trouver un juste équilibre entre préservation de son identité et objectifs de croissance. Les objectifs quantitatifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement, tels qu'identifiés à l'échelle du PLU au titre du code de l'urbanisme mais également retenus par le SCoT 2016 de la Région de Reims, sont l'opportunité pour la collectivité d'objectiver son projet de développement durable.

Le S.Co.T. de la région de Reims, a défini dans le DOO, comme objectif 1 de développer un « réseau urbain : support d'une urbanisation équilibrée et économe en espaces » et notamment par l'objectif 1.3. « Chiffrer la consommation économe des espaces. »

Les principaux objectifs qui en découlent sont les suivants :

- La priorité affectée à la densification ;
- Le conditionnement des extensions urbaines dans un souci d'optimisation de la consommation foncière ;
- La mise en œuvre de formes urbaines adaptées aux besoins des populations :
 - Au regard de leurs consommations énergétiques ;
 - Du foncier nécessaire ;
 - De leur accès à l'ensemble des aspects favorisant un environnement urbain agréable, en recourant moins à la voiture.
- La préservation et la valorisation des espaces agricoles, forestiers et naturels, tant au niveau des sites et des milieux sensibles à préserver, que du maintien de leur fonctionnalité et de la remise en état des corridors écologiques permettant de relier ces milieux.

Pour répondre aux objectifs du DOO et ainsi « créer des réseaux et des synergies territoriales » en cohérence avec le PADD donc pour « faire le choix d'un territoire à taille humaine », des enveloppes maximales de consommation foncière ont été définies temporellement et spatialement. Le rythme de la consommation foncière pour les extensions qu'elles soient résidentielles, économiques ou pour des infrastructures portées par les collectivités territoriales doivent donc être compatibles avec les objectifs chiffrés définis à l'échelle du territoire du SCoT :

- Près de 511 ha pour les 6 années qui suivent l'approbation du SCoT à savoir la période 2016-2022 qui ne représentent qu'une consommation de 0,39% de la superficie du SCoT ;
- Près de 511 ha pour les 6 années suivantes à savoir la période 2022-2028 ;
- Près de 681 ha pour les 8 dernières années à savoir la période 2028-2036 ;
- Portant ainsi la prévision de consommation foncière sur 20 ans à 1704 ha soit 1,31% de la superficie totale du SCoT.

Ces enveloppes dévolues à l'extension urbaine (nouvelle artificialisation) sont dimensionnées en fonction des objectifs inscrits au PADD du SCoT pour répondre aux besoins en terme de :

- Logements : par la production annuelle de 1200 logements par an ;
- Emplois : par la création de près de 500 emplois exogènes par an.

En compatibilité avec ces objectifs, les politiques d'urbanisme et d'aménagement et les documents d'urbanisme locaux doivent organiser la programmation pluriannuelle de leurs opérations, afin de réaliser les objectifs définis en matière d'artificialisation, de densification et de mixité sociale. De plus, pour limiter la consommation d'espace, les secteurs d'extension (c'est-à-dire en dehors de la partie actuellement urbanisée) des documents locaux d'urbanisme doivent s'inscrire dans le respect d'une densité moyenne minimale de logements à l'hectare (cf : tableau ci-après). Celle-ci s'applique à l'échelle des secteurs d'extension et en fonction de l'armature urbaine.

Les objectifs de production et de densité pour chaque commune au sein des divers niveaux de l'armature urbaine

Structure de l'armature urbaine	Part prise dans la production nouvelle* (enveloppe urbanisée existante)** (dans un rapport de compatibilité)	Part de logements aidés*** (dans un rapport de compatibilité)	Objectif de densité (dans un rapport de compatibilité)
Pôle urbain	45%	30%	40-80 log/ha
Pôles secondaires	25%	25%	25-30 log/ha
Bourgs structurants	15%	15%	20-25 log/ha
Bourgs d'appui	10%	10%	16-20 log/ha
Communes rurales	7%	5%	16-20 log/ha
Vrigny Communes rurales	5%	En fonction des besoins	12-16 log/ha

* la production nouvelle concerne l'artificialisation en extension (sans le renouvellement urbain ou les dents creuses)

** s'entend comme la partie actuellement urbanisée dont l'appréciation relève du code de l'urbanisme pour les communes non dotées de document d'urbanisme et en fonction des circonstances locales pour les communes dotées d'un document d'urbanisme conformément à la jurisprudence en la matière. Sont ainsi retenus des indices liés notamment à la configuration des parcelles, le nombre des constructions présentes et l'état des équipements ...

*** comprend le logement social (public et privé) et l'accès social à la propriété

Le PLU de Vrigny est établi pour une période de référence de dix années. Le PADD fixe donc les objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espaces, au regard notamment des dynamiques économiques et démographiques.

Afin de répondre aux objectifs de développement démographique et aux orientations en matière d'offres d'équipements et de services à la population, la collectivité souhaite disposer de capacités d'accueil suffisantes et raisonnables.

Au regard de l'évolution de ces dix dernières années, de l'évolution de la structure de la population (rajeunissement, augmentation des plus jeunes...) et en qualité de commune rurale au sein du territoire du Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Rémoise, la collectivité a défini les surfaces vouées à l'urbanisation future dans le souci de la limitation de la consommation d'espaces

et de la préservation des terres agricoles et naturelles en adéquation avec le projet de développement inscrit dans le PADD et traduit dans le PLU.

Projet de développement démographique :

La collectivité de Vrigny ne souhaite pas accroître massivement sa population. L'arrivée de nouvelles familles ces dernières années témoigne de l'attractivité du territoire. Desservie par la route touristique du Champagne, la collectivité de Vrigny tire parti de sa proximité avec Reims mais a pu conserver un cadre de vie à dominante rurale. L'évolution démographique constatée, et notamment de par l'apport d'une nouvelle population liée à l'aménagement du lotissement des Robogniers, a permis d'offrir à certains habitants l'opportunité de rester dans le village mais aussi à de jeunes ménages de s'y installer.

Ce renouvellement de la population, nécessaire pour la vitalité de la collectivité, reste néanmoins tributaire des capacités de développement permises par le document d'urbanisme. Le marché du foncier étant principalement privé, la disponibilité foncière fait face également à une rétention foncière certaine. Toutefois, la collectivité de Vrigny souhaite, au travers de l'application de son PLU, préserver son identité rurale en définissant au plus juste ses capacités de développement.

Aujourd'hui, Vrigny assure l'accueil de nouveaux habitants dans des proportions compatibles avec son statut de commune rurale à l'échelle du SCoT. En accord avec ce statut, le développement de la commune « est nécessaire au maillage équilibré du territoire mais leur expansion spatiale sera mesurée dans un souci de modération des consommations de l'espace ».

Fortement contraint par la présence de l'aire AOC Champagne, les derniers programmes de logements neufs (lotissement rues des Robogniers et des Cumines) ont orienté le développement urbain en extension de l'enveloppe urbaine existante. Pour autant, la reconquête d'un certain nombre de terrains laissés vides de construction ont permis ponctuellement d'augmenter la densité bâtie au sein du village. Cependant, étant de plus en plus rares, ces espaces ne permettent de répondre qu'en partie à l'objectif global de développement démographique poursuivi par la collectivité. Il semble ainsi évident que le PLU se doit de recourir, en complément, à la création de zones d'extension.

La Collectivité souhaite, par l'application de son PLU, suivre un rythme global de 2 logements par an.

Développement urbain maîtrisé :

Le projet communal tend à limiter la consommation foncière en l'adaptant au mieux à ses objectifs démographique et économique.

Pour estimer la cohérence entre un projet démographique communal et les surfaces urbanisables inscrites dans le PLU, il convient de prendre en compte plusieurs phénomènes :

- Le desserrement des ménages ;
- Le potentiel de renouvellement urbain qui peut se traduire par la mobilisation des dents creuses, la rénovation/réhabilitation des logements anciens, la remise sur le marché des logements vacants (part de vacance conjoncturelle) ;

- Le potentiel de population que représentent les zones urbaines et à urbaniser destinées à l'habitat.

Malgré l'augmentation du nombre de personnes par ménage ces dernières années localement, on observe au niveau national un desserrement global des ménages. La taille moyenne des ménages sur la Communauté urbaine du Grand Reims diminue, tendance qui se confirme à l'échelle nationale. Elle passe de 2,23 à 2,17 entre 2008 et 2013 et devient inférieure à la moyenne départementale (2,23 personnes par ménage). Sur cette base, l'évolution projetée de la taille des ménages dans les dix prochaines années serait de 2,3 personnes par ménage (pour 2,5 aujourd'hui en 2015). Pour compenser cette évolution de la structure de la population, un besoin supplémentaire de logements serait nécessaire. Ainsi, l'effort de production de logements permettra de compenser la baisse prévisible de la taille des ménages.

Les capacités de production de logements sont adaptées à l'évolution démographique attendue et intègrent les besoins en logement supplémentaires induits par le desserrement des ménages¹ (estimé à environ 7 logements).

Toutefois cette comptabilité est dépendante de la vente effective des terrains. Comme rappelé ci-avant, la rétention foncière est forte et les terrains constructibles le sont à la fois pour l'habitat mais aussi pour les activités notamment viti-vinicoles. En effet, la mixité des fonctions est maintenue et souhaitée par le PLU afin de préserver les caractéristiques de ce village viticole. Cette évolution présagée est donc cohérente avec celle constatée ces dix dernières années.

Ainsi, l'implantation des futures constructions (habitat et activités) pourra se faire au sein des terrains non bâtis disponibles au sein de l'enveloppe urbaine (hors vignobles plantés), estimés à environ 0,9 ha. Parmi ces terrains non bâtis disponibles, on retrouve une dernière parcelle située au sein du lotissement des Robogniers.

Le PLU de Vrigny favorise le renouvellement urbain par la mobilisation du potentiel foncier au cœur du village et en accompagnant la mutation potentielle du bâti. Le règlement offre des possibilités adaptées pour densifier le village et mobiliser ces espaces, dans le respect des enjeux de préservation de l'organisation urbaine et paysagère. Par ailleurs, la collectivité a privilégié de préserver de l'urbanisation certains espaces verts de respiration assurant une transition avec les milieux naturels sensibles, contribuant à la Trame verte urbaine.

Ainsi, les dispositions réglementaires du PLU et les Orientations d'Aménagement et de Programmation permettent une évolution favorable du bâti actuel (extensions...). D'anciens bâtiments agricoles pourraient peut-être changer de destination mais leur usage futur et donc

¹ Le desserrement des ménages est la prise en compte de la diminution de la taille moyenne des ménages.

C'est l'une des trois variables de calcul du « point mort ».

Le « point mort » est la mesure du nombre de logements nécessaires pour accueillir le nombre de ménages issus du seul desserrement, c'est-à-dire à population constante.

L'objectif de ce calcul est de mettre en lumière qu'un besoin en logements peut exister même si la population ne croît pas. Il permet également de comprendre pourquoi, dans certains cas, une production relativement importante de logements peut s'accompagner d'une diminution de la population sur un territoire

Comme le point mort est le calcul des besoins en logements à population constante, on part de la population en début de période à laquelle on applique la taille moyenne en fin de période, pour cerner combien de nouveaux ménages seraient « théoriquement » apparus du seul fait du desserrement. Le calcul utilisé est le suivant : (population des ménages / taille moyenne des ménages) – nbre de résidences principales

leur « réemploi » reste très incertain. Cette mutabilité dépend également des relocalisations potentielles d'exploitations qui pourraient avoir lieu au sein de la zone agricole constructible, permettant un réemploi des emprises qui seraient alors délaissées en zone urbaine.

En complément, la collectivité souhaite encourager la mobilisation du parc de logements vacants. Toutefois, leur nombre est très faible et illustre un marché du foncier tendu. La remise sur le marché immobilier potentielle de ce « stock » de logements vacants est improbable. Par ailleurs, il est nécessaire de rappeler qu'un taux faible de vacance du parc ne permet pas d'assurer une fluidité nécessaire du marché de l'immobilier et, par voie de conséquence, rend plus difficilement accessible le parc de logements à une partie de la population et sa mobilité éventuelle tout au long de son parcours résidentiel.

En complément, une zone de 1,11 ha est inscrite à urbaniser (zone AU). Situé dans le prolongement immédiat du lotissement des Robogniers, cet espace ne vient pas en concurrence de l'activité viticole car en dehors de la zone AOC Champagne. De plus, de par sa localisation, la création des divers réseaux n'est pas nécessaire et n'engendrera pas de surcoûts supplémentaires que ce soit pour la collectivité ou pour l'opérateur. La rétention foncière est ici également prévisible, du fait de la présence de plusieurs propriétaires et de l'existence d'un hangar agricole rendant difficilement prévisible l'aménagement futur de ce secteur de la zone AU.

Le développement urbain est ainsi orienté vers une densification de l'enveloppe urbaine actuelle, valorisant les dents creuses et autres espaces, limitant l'impact sur les zones plantées en vigne dans l'agglomération et évitant l'ouverture à l'urbanisation d'autres secteurs sensibles à préserver (espaces viticoles significatifs, parcs urbains boisés, ...) ou soumis à des risques potentiels (glissement de terrain...).

Ainsi, le développement urbain tel que programmé s'appuiera en complément sur une ouverture à l'urbanisation de surface contenue et permettra de répondre aux objectifs de modération de consommation d'espaces sur cette période de référence.

L'optimisation du foncier disponible doit également concourir à répondre à l'objectif de lutte contre l'étalement urbain. Le respect d'une densité résidentielle moyenne minimale de 15 logements /ha permettra notamment d'y répondre en poursuivant les efforts de densification entrepris ces dernières années. De même, la densité bâtie de référence retenue correspond à la densité bâtie moyenne actuelle, de manière à encourager la production de formes urbaines plus adaptées au tissu urbain existant et projeté en extension.

Production de logements et évolutions démographiques prévisibles sur Vigny pour les 10 prochaines années, pour une densité résidentielle moyenne minimale d'environ 15 logements /ha et en prenant en compte la rétention foncière et les besoins issus du desserrement des ménages :

	Production de logts (rétention foncière comprise) Densité attendue : 15 logts/ha	Logts vacants	Nombre d'habitant supplémentaires et Nb total projeté dans 10 ans (dont 7 logts mobilisés pour accompagner le desserrement des ménages ne concourant pas à l'évolution démographique)
Estimation	20 logts	Potentiel faible non quantifiable	+ 30 habitants Soit 244 hab à terme (si base INSEE : 214 en 2015) / 270 hab à terme (base recensement communal : 240 hab en nov 2018)

Ces objectifs répondent également à la priorité affectée à la densification, à la densité moyenne minimale de logements à l'hectare telles que définies au SCoT pour le niveau d'armature urbaine concernée.

Projet de développement économique :

Le développement économique de la commune s'appuie sur les capacités d'accueil de la zone urbaine où se présente une certaine mixité entre habitats et activités. On retrouve également la ZAE des Cumines dans laquelle l'installation d'activités est plus particulièrement autorisée. Enfin, la zone agricole permet la construction de bâtiments à usages agricoles.

L'aire de production AOC Champagne plantée en vigne est protégée afin de préserver l'activité viti-vinicole présente. La mixité des fonctions en zone urbaine est une nécessité pour la vitalité du village, sous conditions.

Le maintien de l'activité économique reposera donc essentiellement sur la mixité fonctionnelle existant actuellement dans le bourg, permettant le maintien des activités viticoles et agricoles sous conditions de ne pas créer de nuisances supplémentaires.

Pour les activités non compatibles avec le caractère rural du bourg ou pour les activités nécessitant des superficies plus importantes, la valorisation des disponibilités foncières présentes au sein de la ZAE présente l'avantage de ne pas venir en conflit avec les activités viticoles.

Enfin, en ce qui concerne les activités agricoles, la zone A agricole permet la construction de bâtiments nécessaires à l'exploitation agricole, à proximité des axes de communication structurants pour les espaces agricoles et à proximité du village. De plus, au sein de la zone Av, destinée à préserver les vignes et donc non constructible, on retrouve un certain nombre de pastilles destinées à l'activité agricole. Ces pastilles représentent des projets en cours par les exploitants présents sur place (construction de hangar par exemple) ou prennent en compte l'existant afin de privilégier leur vocation agricole même si ces terrains sont en continuité de la zone urbaine.

Ainsi les consommations des espaces agricoles, naturels et forestier au profit des activités est minime. Le développement des activités se fera donc majoritairement dans des zones déjà existantes que ce soit dans le bourg, ou bien au sein de la ZAE des Cumines. L'activité agricole, eu égard à l'identité de Vrigny en tant que bourg agri-viticole, est préservée par le maintien de secteurs agricoles constructibles dont les localisations et le dimensionnement sont adaptées à la sensibilité des lieux et au contexte local.

JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES///

En application du Code de l'Urbanisme, cette partie du rapport de présentation contient la justification de la nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone. Elle justifie également la délimitation des zones prévues par l'article L.151-9, c'est-à-dire les zones urbaines, à urbaniser, agricoles et naturelles.

Les dispositions réglementaires du PLU de Vrigny se sont inscrites dans le respect des règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L. 101-1 à L. 101-3. Les dispositions réglementaires n'ayant plus de caractère obligatoire dans les PLU depuis les dernières évolutions législatives, chacune des règles inscrites sont nécessaires à la mise en œuvre des orientations du PADD.

LES GRANDS PRINCIPES DE L'ELABORATION DU REGLEMENT///

Le diagnostic territorial présent dans le rapport de présentation a montré que le territoire de Vrigny est composé de trois entités principales différentes : l'espace agricole, l'espace naturel et l'espace urbain.

La définition réglementaire et la délimitation spatiale de chacune de ces entités a été définie au sein du PLU à partir d'une étude globale de l'occupation du sol, de la morphologie et des volontés d'aménagement exprimées dans le PADD.

Les objectifs poursuivis par le PLU sur ces différentes entités spatiales sont juridiquement et politiquement différents : on cherchera à préserver au mieux les espaces naturels et agricoles tout en permettant sur ces derniers les usages agricoles et les besoins de constructibilités qui y sont liés dans le respect des autres composantes des politiques publiques, tandis que dans les espaces bâtis, on cherchera à accompagner, encadrer, ou faire évoluer ces espaces et les constructions qui s'y trouvent.

C'est pourquoi, le « couple réglementaire » que forme le plan de zonage et le règlement littéral s'exprime nécessairement différemment à l'encontre de chacune de ces grandes entités, afin de permettre de répondre au mieux à leurs enjeux spécifiques et intrinsèques. Il s'agit de créer des ensembles homogènes compréhensibles, afin d'y exprimer le projet de la collectivité de manière lisible pour clarifier « le message » adressé aux parties prenantes (populations, acteurs de l'urbanisme, de la construction...).

Ainsi, le PLU de Vrigny a identifié sur des bases fonctionnalistes :

- 4 zones urbaines : 2 zones à vocation généralistes, 2 zones spécialisées (activités mixtes et secteur autoroutier) ;
- 1 zone à urbaniser : 1 zone à vocation généraliste ;

- Une zone naturelle ;
- Une zone agricole.

L'objectif est d'exprimer pleinement la logique de projet inhérente au PLU, c'est-à-dire, conformément à l'esprit du législateur, d'exprimer le plus clairement possible des logiques de projets et les moyens de les comprendre, de les appliquer et in fine de les mettre en œuvre.

A cette étude s'ajoute des prescriptions justifiées pour la mise en œuvre du code de l'urbanisme, l'application de documents annexes ou pour la mise en œuvre de politiques publiques prises en compte par le respect des normes supérieurs (SCoT de la Région Rémoise notamment).

EXPLICATION DE LA DELIMITATION DES ESPACES URBAINS ET DE LA NECESSITE DE LEUR REGLES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PADD ///

Méthode d'identification des zones urbaines et à urbaniser ///

Les espaces bâtis ont été analysés sur une base typo-morphologique afin de déterminer des ensembles urbains homogènes et cohérents.

Cette approche combine analyse architecturale des bâtiments et leurs annexes (aspects, toiture, densité, voirie...) et analyse urbaine du rapport à l'espace (rapport aux espaces en matière de volumétrie, d'implantation, mais aussi de voisinage immédiat, de fonctions urbaines telles que commerces, équipements...). Elle permet de comprendre les rapports entretenus par l'ensemble constitué que sont les bâtis, leurs terrains et leurs connexions à leurs environnements.

Au sein du PLU de Vrigny, les formes urbaines et architecturales existantes ont été regroupées au sein d'ensembles homogènes où les évolutions potentielles étaient similaires. Cela permet d'optimiser les effets du cadre réglementaire, en limitant les besoins de gestion de cas particuliers qui brouillent la lisibilité des objectifs poursuivis par le règlement. Cela évite aussi le mitage des espaces et permet d'anticiper les potentielles transformations en gérant par anticipation les liens futurs avec le voisinage immédiat.

Au sein des espaces bâtis, deux typologies urbaines ont été identifiées :

- Une zone urbaine généraliste ancienne : UC ;
- Une zone urbaine généraliste récente : UD.

Les espaces d'urbanisation future, ne pouvant tautologiquement pas s'appuyer sur des formes urbaines existantes ont été déterminés par l'environnement immédiat et le contexte urbain et social. Un seul type a été identifié :

- Une zone à urbaniser généraliste : AU.

Explication des choix retenus pour délimiter les zones urbaines et à urbaniser ///

La distinction de ces espaces au sein de zonages spécifiques est nécessaire à la mise en œuvre des objectifs du PADD, ainsi la délimitation des zones urbaines :

- répond aux besoins des populations et activités présentes et futures, dans une logique de mixité sociale et/ou fonctionnelle et de maintien du niveau de services et d'équipements (**Axe 1. Objectif 1. Poursuivre un développement urbain mesuré préservant l'identité villageoise / Axe 1. Objectif 2. Soutenir les activités existantes et prévoir des capacités d'accueil / Axe 3. Objectif 1 : Par le développement d'une diversité de l'habitat en adéquation avec les besoins actuels et futurs / Axe 3. Objectif 3. Par une offre de commerce et de services adaptés**) ;
- Veille à maintenir la compacité urbaine pour limiter l'étalement urbain et l'urbanisation des espaces agricoles ou naturels et périurbains (**Axe 1. Objectif 3. Rechercher l'équilibre entre développement urbain et préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers**) ;
- Cherche à préserver l'identité villageoise par le maintien de l'intégration paysagère, architecturale et urbaine des constructions (**Axe 2. Objectif 2. Préserver l'identité du bâti de notre terroir / Axe 2. Objectif 3. Protéger la qualité paysagère**) ;
- Garanti le cadre de vie et le niveau d'équipements (**Axe 2. Objectif 4. Préserver le cadre de vie**).

La délimitation des zones à urbaniser répond aux mêmes objectifs, afin de créer une cohérence urbaine d'ensemble. La différence est qu'il s'agit d'y anticiper des développements et d'organiser ainsi le futur du territoire.

Les zones délimitées permettent donc d'établir des ensembles urbains ou à urbaniser cohérents du point de vue des formes urbaines (U) ou à bâtir (AU).

Ces zones sont divisées :

- Soit en raison de particularité de formes bâties,
- Soit en raison des vocations souhaitées des zones d'urbanisation futures, car cela induit des fonctions autorisées ou interdites différentes.

Ce découpage répond également à une logique de gestion urbaine. En effet, les volumes nécessaires à l'accueil d'activités n'obéissent pas aux mêmes logiques que celles destinées à l'habitat, et les fondre au sein d'un même ensemble ne permettent pas de maîtriser les proximités entre fonctions urbaines. Or c'est précisément ce que le PADD souhaite éviter dans les principes précédemment évoqués. Le découpage en zone distincte, puis en secteur de zone qui en découle est donc nécessaire à la mise en œuvre du PADD.

Afin de répondre à l'objectif de concilier développement urbain et protection de l'environnement, conformément au projet général de la collectivité « Développons notre village rural dans le respect de l'environnement et de son terroir aux Portes de la Montagne de Reims », on retrouve donc au sein du règlement de Vrigny :

- 4 zones urbaines distinctes en raison de particularité de formes bâties induisant des règles spécifiques en fonction des sensibilités paysagères, architecturales, environnementales de chacun :
 - o 2 zones à vocation généralistes : **UC et UD** ;
 - o 2 zones spécialisées (équipement, activités) : **UX et UXe**.
- 1 seule zone à urbaniser qui se veut à destination mixte :
 - o 1 zone à urbaniser à vocation mixte : **AU**

**Délimitation des zones urbaines généralistes (UC et UD) et nécessité
des règles communes ///**

Le diagnostic territorial a permis de caractériser les zones urbaines en tant qu'espaces artificialisés avec une diversité des fonctions (cf. partie morphologie urbaine de l'état initial du présent rapport de présentation). Si la morphologie urbaine montre une occupation résidentielle dominante, des activités, des commerces et des services sont également présents.

Les zones urbaines sont concernées par de nombreux enjeux environnementaux, dont les objectifs de prise en compte ont été exprimés dans le PADD. Il s'agit notamment de préserver les grands ensembles paysagers et partiellement boisés constituant les nombreux parcs urbains. Ces éléments contribuent à renforcer la présence de la nature en ville tout en assurant le maintien des fonctions urbaines prédominantes. L'aire de production AOC Champagne représente également un élément de contrainte important pour le développement de l'urbanisation. La dualité de l'usage possible a été clarifiée par le zonage en privilégiant le maintien de terres plantées en vigne hors des zones urbaines. Pour autant, un certain nombre d'habitations demeurent édifiées au sein de l'aire de production AOC Champagne et sont conservées en zone urbaine (notamment rue Saint-Vincent et rue du Moulin Grignon). Il s'agit ainsi de prendre en compte les évolutions naturelles du bâti (constructions neuves, extensions, édifications d'annexes...) au sein du milieu urbain, tout en prenant en compte la proximité du vignoble, par des mesures de réduction de l'impact potentiel réciproque. Les terrains argileux de la série Tertiaire de la Montagne de Reims offrent des conditions favorables à la présence d'un petit plan d'eau artificiel surplombant le village. Les zones urbaines ne sont toutefois pas concernées par la sensibilité environnementale liée aux milieux humides. En effet, sa localisation en pied de cuesta, crée cette situation favorable. Pour autant, la mise en place d'outils réglementaires spécifiques a été nécessaire pour une gestion équilibrée de la ressource en eau (gestion à la parcelle des eaux pluviales...).

La collectivité souhaite mettre en œuvre dans ces zones les principes du PADD de compacité urbaine et de réponse aux besoins en matière d'habitats et d'activités (espaces à dominante résidentielle, espaces mixtes). Cependant, la collectivité met en œuvre aussi les principes du PADD de limitation de l'exposition des populations aux risques et aux nuisances, et de valorisation et de préservation de la qualité environnementale, architecturale, paysagère du bourg.

Pour mettre en œuvre le PADD et répondre à ces impératifs, les règles suivantes sont nécessaires :

- 1) L'interdiction ou la limitation d'usages, affectations des sols, constructions et activités incompatibles avec la vie urbaine et l'habitat.**

Les zones urbaines étant d'occupation résidentielle dominante, les activités incompatibles avec ce caractère principal ont été interdites, à savoir : les constructions à usage d'exploitation forestière, les carrières, les activités relatives au camping, les constructions et installations liées aux résidences mobiles ou démontables, les parcs résidentiels de loisir, les terrains affectés au garage collectif des caravanes, les résidences mobiles de loisir ou dépôts de véhicules, les terrains de sports motorisés, les éoliennes destinées à l'autoconsommation et/ou la vente d'électricité et les installations radio.

Dans la même logique, les travaux et aménagements susceptibles de porter atteinte au fonctionnement hydraulique et écologique des fossés et plans d'eau sont interdits car ils peuvent nuire à la qualité environnementale et induire des risques pour le cadre de vie des habitants, ce qui viendrait à l'encontre des objectifs de préservation de l'environnement et des populations définis dans le PADD.

De la même manière, les exhaussements et affouillements des sols nécessaires au types d'occupations des sols autorisés et justifiés par la nature des sols ou la topographie, sont autorisés s'ils respectent des conditions de réduction d'exposition aux risques et nuisances.

Certains travaux, installations, aménagements ou constructions sont soumis à conditions afin de pouvoir s'adapter au caractère résidentiel de la zone sans nuire à la qualité environnementale ou induire des risques pour le cadre de vie des habitants, conformément aux orientations définies dans le PADD. Avec ces conditions, il s'agit d'encadrer :

- Les constructions destinées aux commerces et aux activités de service et aux activités des secteurs secondaire et tertiaire ;
- Les entrepôts en zone UC : seulement s'ils sont liés à une activité autorisée ;
- Les aménagements d'installations classées existantes ;
- Les créations d'installations classées non soumises à autorisation ;
- Les créations d'installations classées destinées aux équipements d'intérêt collectif et services publics ;
- Le stationnement de caravanes si elles sont entreposées dans les constructions au-delà d'une certaine durée ; le stationnement dit en « garage mort » restant autorisé.

Afin de mettre en œuvre les principes de préservation du patrimoine historique, environnemental et paysager du PADD, le zonage est complété par des prescriptions graphiques particulières (voir partie prescription graphique de ce document A4). On retrouve ainsi plusieurs éléments remarquables à préserver en zone urbaine :

- Un chemin / sentier à préserver selon des motifs d'ordre culturel, historique et architectural (basé sur l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme, justifié plus loin dans ce document) ;
- Plusieurs secteurs de « Trame Jardin » à préserver dans le cadre du maintien de la TVB en zone urbaine (basé sur l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme, justifié plus loin dans ce document). Ainsi, au sein de ces secteurs à préserver, seules les constructions à usage agricole, l'extension des constructions existantes, la construction d'annexes et de

dépendances notamment liées à l'habitat sont autorisées (garage, abris de jardin, piscine...) afin de maintenir le caractère remarquable de ces milieux.

Enfin, quelques prescriptions sont des rappels à des législations et concernent notamment la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage d'eau potable au lit dit « la Garenne de Gueux » (arrêté préfectoral n°07-2015-LE-AEP du 26 janvier 2015 (annexé au présent PLU).

→ *Ces règles permettent de garantir le cadre de vie de l'ensemble du village et par extension l'attractivité de la commune grâce à la préservation de son identité patrimoniale, qui sont autant d'objectifs du PADD.*

2) La réglementation de l'organisation urbaine pour préserver ou faire évoluer la morphologie du tissu urbain *(implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, aux limites séparatives, volumétrie).*

Au sein d'un tissu urbain constitué, l'adoption de règles ne doit pas conduire à un désordre urbain. Ainsi, des prescriptions spécifiques, de portée qualitative, d'insertion dans le contexte urbain ont été prescrites en zones urbaines.

Les règles en matière d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques visent dans les deux zones à garantir la sécurité routière et à permettre la densification par l'autorisation d'implantations de constructions en second rang ou plus.

Toujours dans ces deux zones, les règles en matière d'implantation par rapport aux limites séparatives permettent aux constructions, soit de s'implanter en mitoyenneté à la limite séparative, type d'implantation traditionnel sur le territoire, soit de s'implanter avec un certain recul.

Afin de mettre en œuvre les principes de cohérence urbaine, paysagère et architecturale du PADD, les règles de hauteur sont uniformes pour les constructions en zone UD et selon la vocation autorisée en zone UC car disposant d'une mixité fonctionnelle plus importante. De même, la hauteur de certains dispositifs et installations est limitée pour des questions d'intégration paysagère et architecturale.

→ *Ces règles permettent la densité urbaine et le renouvellement urbain par l'économie d'espace, tout en s'adaptant au mieux à l'occupation des parcelles induites par les différentes formes urbaines identifiées (habitat continu, habitat pavillonnaire discontinu, bâti d'activités) et en assurant l'intégration urbaine, paysagère et environnementale de l'ensemble du bourg, conformément au PADD.*

3) La réglementation des caractéristiques architecturales des façades, toitures et clôtures pour mettre en œuvre le principe de préservation architecturale et paysagère.

Afin de mettre en œuvre les orientations du PADD, ces règles de qualité architecturale et paysagère vont s'appliquer de manière distincte dans les deux zones. Elles posséderont toutefois une trame commune :

- Des règles qualitatives générales : l'aspect des constructions ne doit pas porter atteinte au caractère ou l'intérêt des lieux alentours, ni à la conservation des perspectives monumentales. Les types d'aspects ou de détails architecturaux régionaux étrangers à la région sont interdits, de même que l'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts.
- Des règles qualitatives pour l'aspect des éléments principaux des constructions : façades, toitures, clôtures (les éléments ponctuels tels que vérandas, toitures vitrées, panneaux solaires sont exclus de la réglementation). La couleur des façades, les pans et matériaux des toitures des constructions, la pose des panneaux solaires, l'harmonie générale des clôtures ainsi que la hauteur des clôtures séparatives sont réglementées pour garantir une cohérence d'ensemble. En zone UD, ces mesures sont simplifiées au vu de l'architecture contemporaine dominante dont les caractéristiques diffèrent de celle du patrimoine ancien présent dans le village (en zone UC).

➔ *Ces règles permettent d'assurer l'intégration architecturale des zones conformément au PADD.*

La différenciation entre deux zones vise à adapter la mise en œuvre de ce principe à la forme urbaine identifiée (centre ancien ou tissu pavillonnaire).

4) Des traitements environnementaux et paysagers des espaces non-bâtis et abords des constructions qui contribuent à l'insertion paysagère et au maintien voire la restauration de la biodiversité ordinaire présente dans le tissu urbain.

Les espaces végétalisés, c'est-à-dire les plantations et espaces libres, sont qualitatifs et utiles pour la biodiversité, dans la logique des engagements formulés au travers du PADD en faveur de la Trame Verte et Bleue. Les constructions ou installations doivent conduire au maintien du caractère végétal de ces espaces, privatifs ou non, du centre-bourg, dans le souci d'un développement durable.

Ainsi, pour mettre en œuvre tout cela, il a été nécessaire dans les deux zones :

- De maintenir le plus grand nombre possible d'arbre ou de réaliser des plantations compensatoires, là où elles existent encore c'est-à-dire en zone UC ;
- D'accompagner les constructions nouvelles destinées à l'habitation par un traitement paysager spécifique aux abords des espaces agricoles (y compris les vignes) ;

Les plantations doivent être majoritairement constituées d'essences variées, adaptées au sol et au climat afin de respecter la biodiversité locale. Enfin, dans le but de mettre en œuvre les principes du PADD en matière de gestion des eaux pluviales, la conformité des installations de récupération des eaux de pluie aux normes en vigueur est exigée.

Afin de mettre en œuvre les principes de préservation de l'environnement du PADD, le zonage est complété par des prescriptions graphiques particulières, visant à la protection d'éléments boisés (éléments de paysage ou de patrimoine à protéger pour des motifs d'ordre écologique de type « Trame Jardin », voir partie prescription graphique de ce document A4). On retrouve ainsi plusieurs éléments remarquables à préserver en zone urbaine :

- Plusieurs « jardins remarquables » à préserver dans le cadre du maintien de la TVB en zone urbaine (basé sur l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme, justifié plus loin dans ce document).

Ainsi, au sein de ces secteurs protégés, l'emprise au sol des constructions neuves ainsi que l'extension des constructions existantes est limitée à 50 m², cumulée par unité foncière (en zone UC), mais non applicable aux constructions agricoles ou nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

→ Les règles relatives au traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords des constructions poursuivent des objectifs d'intégration paysagère des constructions, de limitation de l'imperméabilisation des sols mais aussi de préservation de la « nature en ville » créant des espaces de respiration qui favorisent le maintien et le développement de la biodiversité « ordinaire », qui sont par ailleurs autant d'objectifs du PADD.

Les rares différences entre les deux zones ont été nécessaires pour mettre en œuvre ces traitements environnementaux de la manière la plus adaptée à la forme urbaine qu'ils accompagnent et au contexte existant en terme de sensibilité environnementale.

5) La réglementation des conditions de stationnement afin de mettre en œuvre les orientations du PADD relatives à l'amélioration de la mobilité.

Les normes de stationnement retenues ont été établies dans l'objectif d'une mobilité maîtrisée, en s'efforçant de répondre aux besoins générés par les futures constructions tout en maîtrisant l'impact de la voiture sur l'espace public, au profit des autres modes de transport.

Il a été nécessaire de distinguer la problématique résidentielle (les constructions à usage d'habitation) de celle des autres types de construction. En effet, la réflexion concernant les habitations fait référence au lieu de vie (morphologie urbaine, taille des logements...) ainsi qu'aux taux de motorisation des ménages. En revanche, la réflexion concernant les autres types de construction intègre pleinement la notion de déplacements et la distance notamment domicile – travail. Les prescriptions ont été fixées sur la base du taux de motorisation moyen des ménages (représentatif de la réalité des besoins moyens d'un ménage en matière de stationnement) observé dans les secteurs selon différents types et tailles de logements. Les modalités de stationnement ont été dimensionnées en fonction de la typologie des activités et des besoins de chaque type. Le stationnement étant extrêmement contraint dans le centre bourg (zone UC) il a été choisi de ne pas imposer de règles, et ce, afin de ne pas venir entraver d'éventuels projets de réhabilitation, de renouvellement urbain et de densification.

→ *La gestion du stationnement contribue à la qualité du cadre de vie, conformément au PADD.*

Certaines différences entre les deux zones ont été nécessaires afin que le règlement soit le plus adapté à la forme urbaine qu'il accompagne.

- 6) La réglementation de la desserte et des réseaux (eau potable, électricité, assainissement, eau pluviale, communication numérique) afin de mettre en œuvre les principes du PADD de préservation du cadre de vie, de la salubrité et de la sécurité des habitants.**

L'objectif est d'une part d'organiser les circulations sur le territoire et d'autre part de garantir la salubrité de l'urbanisme communal.

Pour accompagner le développement dans de bonnes conditions d'urbanisation, il est nécessaire d'encadrer la desserte par les voies publiques ou privées, les accès et emprises de voirie. Ainsi, les dispositions inscrites visent à assurer les conditions de circulation et d'accès des véhicules de sécurité et de collecte des déchets. Elles visent ensuite à anticiper la cohérence du maillage urbain futur en cas de voie nouvelle en impasse. Elles encadrent aussi les accès en cas de division parcellaire avec construction en second rideau afin de limiter les désordres urbains et les conflits de voisinage potentiels.

Afin de mettre en œuvre les principes d'amélioration de la mobilité du PADD, le zonage est complété par des prescriptions graphiques particulières, visant à conserver certains tracés ou bien à interdire tout nouvel accès aux endroits identifiés (voir partie prescription graphique de ce document A4). On retrouve ainsi plusieurs éléments en zone urbaine :

- Un chemin / sentier à préserver selon des motifs d'ordre culturel, historique et architectural (basé sur l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme, justifié plus loin dans ce document) ;
- Une prescription visant à interdire tout nouvel accès sur la voie publique (basé sur l'article L151-39 du Code de l'Urbanisme, justifié plus loin dans ce document)

En bref, les prescriptions en matière de desserte visent à assurer une bonne accessibilité des espaces par un réseau suffisamment dimensionné, répondant aux besoins de desserte en termes de capacité et participant au maillage des voies de l'ensemble des quartiers.

Pour assurer la salubrité communale en matière de réseaux, des conditions précises de raccordement aux réseaux (assainissement, énergie, électricité, numérique) ont été nécessaires. En matière d'eau pluviale, la généralisation de la préférence d'infiltration sur parcelle tout en permettant le raccordement au réseau des eaux pluviales, s'il existe, a été le choix communal.

En matière d'eau potable et d'assainissement, le raccordement des constructions nouvelles au réseau public est obligatoire. En matière de numérique, tout projet devra prévoir les espaces et réservations nécessaires au développement des infrastructures et réseaux de communications électroniques. A cette fin, plusieurs prescriptions avec des dispositions permettant le déploiement des réseaux de communication numérique sont inscrites. De fait, anticiper les évolutions des

infrastructures de communication numérique est devenu indispensable, car facteur d'attractivité résidentielle et économique du territoire. Les eaux provenant des espaces communs (plateforme de voirie, parking...) peuvent être infiltrées in situ mais devront faire l'objet d'un traitement de la pollution éventuelle afin de préserver la ressource en eau, notamment eu égard à l'aire d'alimentation du captage de Gueux.

→ Ces règles visent à préserver la sécurité et la salubrité de l'urbanisme communal, conformément au PADD.

- 7) Une différenciation entre constructions nouvelles et constructions existantes notamment en matière de qualité architecturale et urbaine, de traitement environnemental et paysager et de desserte et réseaux.**

Elles visent à :

- Respecter l'architecture existante et de favoriser la densification en proposant des alternatives d'emprise au sol, et de hauteur aux constructions existantes dans le cas d'agrandissement, et/ ou de reconstruction (conditionnées aux constructions mitoyennes ou immédiatement voisines). Dans la même logique, des règles alternatives ont été inscrites pour les toitures ou les clôtures ;
- Prévoir des plantations d'accompagnement pour les constructions nouvelles notamment par le traitement des clôtures.

→ Dans les espaces déjà urbanisés, plusieurs états de fait sont à prendre en compte. Il s'agit alors de privilégier l'intégration urbaine de toutes les constructions pour éviter des « décalages urbains anachroniques » et garantir un niveau optimal de desserte, de réseaux et d'exigences environnementales, conformément au PADD.

- 8) Ne pas contraindre certains projets essentiels aux besoins de la collectivité, les équipements et services d'intérêt collectif, compte tenu de la diversité et la complexité de leurs besoins, sous condition de leur qualité et leur insertion urbaine, paysagère, environnementale et architecturale et de la sécurité et salubrité de leur desserte en réseaux de tout genre, conformément au PADD.**

**Délimitation des zones et nécessité des règles distinctes entre UC et
UD ///**

Zone urbaine généraliste ancienne, identifiée UC :

Les parties les plus anciennes du centre-bourg se localisent dans un secteur délimité par les Rues Saint-Vincent, de la Vigne du Roy et Jules Gadiot. Le bâti est plutôt dense, les constructions mitoyennes sont implantées en limites séparatives sur rue. Il est formé d'îlots urbains semi-fermés traditionnels. La densité bâtie est forte avec une hauteur variable de R à R+1 avec ou sans comble.

La délimitation de cette zone UC, fortement contrainte par la zone correspondant à l'aire AOC Champagne, s'est faite dans un objectif de préservation de l'enveloppe urbaine existante ainsi que des constructions déjà existantes à l'extérieur du bourg (Rue Saint Vincent et Rue du Levant). Le principal objectif de cette délimitation est de préserver et faire évoluer la morphologie du tissu urbain, conformément au caractère ancien résidentiel de la zone.

Afin d'être cohérent avec les orientations précisées dans le PADD, certaines règles et conditions particulières ont été nécessaires à l'intérieur de cette zone UC et notamment en ce qui concerne la qualité urbaine et architecturale, l'environnement et le paysage. On y retrouve par exemple des règles particulières venant encadrer l'aspect général des constructions, les façades, les toitures ou bien les clôtures que ce soit pour les constructions anciennes mais également récentes, la gestion du stationnement favorisant le renouvellement urbain et la densification. L'ensemble de ces mesures vise à conserver la cohérence d'ensemble du centre ancien conformément au PADD.

Zone urbaine généraliste récente, identifiée UD :

Située au Nord du bourg ancien, la zone UD correspond au lotissement Rues des Cumines et des Robogniers. Présentant une morphologie de type « tissu pavillonnaire », cette zone urbaine est caractérisée par un habitat plus lâche, plus discontinu et de faible densité bâtie. Il s'agit majoritairement de maisons individuelles avec jardin, centrées sur leur parcelle ou en léger recul par rapport à la voie ou l'emprise publique. La parcelle est close ou non, le cas échéant plutôt par une haie ou un muret surmonté d'une grille. On y retrouve des formes urbaines contemporaines : aspects, volumes, façades et toitures sont moins homogènes que dans le centre-bourg ancien au bâti traditionnel.

La délimitation de cette zone s'est faite en partie à partir de la zone NAb du POS, zone comprenant le lotissement existant. Le contour de cet espace urbain a pour principal objectif de maintenir la cohérence de cette enveloppe urbaine, enveloppe présentant des caractéristiques urbaine, architecturale, paysagère et environnementale différenciant du bourg centre.

Pour mettre en œuvre le PADD et répondre à cet objectif, un certain nombre de règles et de conditions ont été mises en place. En ce qui concerne les caractéristiques spécifiques architecturales des façades toitures et clôtures, l'absence de règles spécifiques permet de maintenir le caractère plus hétérogène de cette espace en accord avec cette morphologie de type « tissu pavillonnaire moderne ».

Délimitations de la zone urbaine UX et nécessité des règles ///

Le diagnostic territorial et l'état initial de l'environnement réalisés ont permis de caractériser une zone urbaine avec fonctions spécialisées (cf. partie morphologie urbaine de l'état initial du présent rapport de présentation) : Il s'agit de la Zone Artisanale Economique (ZAE) des Cumines d'importance communautaire.

Etant à proximité immédiate de la Route Départementale 26, la ZAE des Cumines bénéficie d'une bonne desserte en voirie et de la proximité des réseaux. Le fait que cet espace soit implanté à bonne distance du centre bourg permet de limiter les nuisances induites pour la plupart des habitants de la commune. La desserte indépendante de la zone permet d'éviter toute nuisance vis-à-vis des lotissements résidentiels mitoyens en matière de gestion des flux de circulation. La nature de ces activités induit des caractéristiques architecturales très particulières des constructions et des installations.

La collectivité souhaite mettre en œuvre dans cette zone urbaine UX les principes du PADD de soutien aux activités existantes dans le souci de la préservation de l'environnement et des paysages, ainsi que de la limitation de l'exposition des populations aux risques et aux nuisances.

Pour mettre en œuvre le PADD et répondre à ces impératifs, les règles suivantes sont nécessaires :

1) L'interdiction ou la limitation d'usages, affectations des sols, constructions et activités incompatibles avec la présence d'activités.

Dans cette perspective sont interdites les activités qui présentent une incompatibilité avec le caractère principal de la zone. On peut notamment citer les constructions à usage d'exploitation forestière, les carrières ou bien encore l'aménagement de terrains pour la pratique des sports de loisirs motorisés. Ces activités, fortement créatrices de nuisances, risquent de par leur présence de créer des conflits avec les activités présentes dans la zone. Leur interdiction rentre donc bien dans le cadre de l'orientation du PADD : « Préserver le cadre de vie ».

De plus, sont interdits tous travaux et aménagements, y compris remblaiements, altérant le fonctionnement hydraulique et/ou écologique des fossés d'écoulement et ceci en accord avec l'orientation n°2 du PADD : « Préserver la richesse du patrimoine urbain et naturel, la qualité du cadre de vie ».

Selon ces mêmes principes, d'autres règles limitent les usages, les affectations des sols ou bien encore les constructions ou activités. Ces règles peuvent concerner aussi bien les exhaussements et affouillements, les antennes radio et les éoliennes, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) que le stationnement des caravanes.

Enfin certains usages, affectations des sols, constructions et activités sont conditionnés, afin d'assurer leur compatibilité avec le caractère principal de la zone. Ainsi, le commerce et les activités de services, les autres activités des secteurs secondaires ou tertiaires sont conditionnés au fait de ne pas entraîner certaines nuisances ou risques. Dans la même logique, seules les habitations destinées des personnes dont la présence est nécessaire à certaines activités sont autorisées.

Quelques prescriptions sont des rappels à des législations et concernent notamment la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage d'eau potable au lit dit « la Garenne de Gueux » (arrêté préfectoral n°07-2015-LE-AEP du 26 janvier 2015 (annexé au présent PLU).

➔ *Ces règles permettent de gérer les espaces d'activités du territoire et ce faisant l'attractivité de la commune grâce au soutien des activités économiques existantes, conformément au PADD.*

2) La réglementation de l'organisation urbaine pour préserver ou faire évoluer la morphologie du tissu urbain (*implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, aux limites séparatives, volumétrie*).

Au sein de ce tissu urbain constitué, l'adoption de règles vise à ne pas conduire à des désordres urbains. Toutefois, la nature des besoins des acteurs présents, associée aux formes urbaines identifiées, nécessite des encadrements adaptés.

Ainsi, en dehors d'un recul supérieur pouvant être imposé pour des raisons de visibilité, de sécurité routière ou d'aménagement ultérieur d'intersection, aucune construction ne pourra être implantée à moins de 5 mètres de la limite d'emprise des voies publiques ou privées. Cette règle est nécessaire pour gérer l'organisation urbaine des constructions et des installations. Ces prescriptions s'inscrivent directement dans les principes du PADD visant à l'amélioration de la mobilité et de préservation du cadre de vie.

En effet, les reculs imposés par rapport au domaine public :

- Permettent la création de place de stationnement ;
- Assurent un dégagement pour une meilleure lisibilité des débouchés des véhicules en direction du domaine public ;
- Libèrent un espace potentiel pour la création d'espaces verts.

Les reculs imposés en limites séparatives en fonction des hauteurs des constructions avoisinantes permettent quant à eux d'assurer les bonnes conditions d'éclairage des constructions ainsi que des économies d'énergie (conception bioclimatique des constructions) en cohérence avec les orientations du PADD.

Ces reculs de deux types permettent de créer les conditions d'intégration paysagère de ces constructions de grand gabarit en permettant l'aménagement de plantations d'accompagnement dans les espaces ainsi créés, ce qui met en œuvre également le PADD.

Enfin, les règles d'emprise au sol et de hauteur des constructions visent à s'adapter aux formes urbaines et destinations autorisées des zones d'implantation, y compris dans un souci d'intégration paysagère des constructions, afin de limiter les effets de masque.

➔ *Ces règles permettent de gérer de manière maîtrisée la consommation des espaces en s'adaptant au mieux à l'occupation des parcelles induites par les différentes formes urbaines identifiées (gabarit industriel d'équipement de formes diverses, gabarit de type hangar) tout*

en assurant l'intégration urbaine, paysagère et environnementale des constructions conformément au PADD.

- 3) L'assurance d'une certaine qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère pour mettre en œuvre le principe de préservation architecturale et paysagère, ainsi que des traitements environnementaux assurant la qualité des espaces pour les usagers et le maintien de la biodiversité ordinaire présente.**

Afin de mettre en œuvre les orientations du PADD en matière d'intégration architecturale et paysagère, des règles qualitatives générales ont été nécessaires : l'aspect des constructions ne doit pas porter atteinte au caractère ou l'intérêt des lieux alentours, ni à la conservation des perspectives monumentales. De plus, les matériaux de type parpaings de béton ou briques creuses doivent être recouverts d'un parement ou d'un enduit.

Pour garantir l'intégration des autres types de bâtis, quelques règles supplémentaires d'encadrement spécifiques ont été nécessaires afin d'assurer l'intégration de la teinte des matériaux de façades, de toitures et de clôtures (les éléments ponctuels tels que vérandas, toitures vitrées, panneaux solaires sont exclus de la réglementation).

Les plantations d'accompagnement et les espaces libres contribuent aussi à l'intégration paysagère en limitant l'impact de ces bâtis de forts gabarits sur le paysage. Les règles inscrites ont permis de mettre en œuvre ces principes.

Enfin, pour mettre en œuvre les principes du PADD en matière de gestion des eaux pluviales, la conformité des installations de récupération des eaux de pluie aux normes en vigueur est exigée.

Afin de mettre en œuvre les principes de préservation de l'environnement du PADD, le zonage est complété par des prescriptions graphiques particulières, visant à la protection d'éléments boisés (éléments de paysage ou de patrimoine à protéger pour des motifs d'ordre écologique, voir partie prescription graphique de ce document A4). On retrouve ainsi plusieurs haies à protéger dans la pointe Est de la zone. L'objectif de ces haies est d'améliorer l'intégration de la zone depuis et en direction de la LGV à proximité, afin de lutter contre la fragmentation des corridors écologiques locaux (identifié dans la TVB) induits par le passage des grandes infrastructures de transport.

→ Ces règles permettent de poursuivre des objectifs d'intégration paysagère des constructions, mais aussi de limitation de l'imperméabilisation des sols en créant des espaces qui favorisent le maintien et le développement de la biodiversité « ordinaire », qui sont autant d'objectifs du PADD.

- 4) La gestion des conditions de stationnement afin de mettre en œuvre les orientations du PADD relative à l'amélioration de la mobilité.**

Les normes de stationnement retenues ont été établies dans l'objectif d'une mobilité maîtrisée, en s'efforçant de répondre aux besoins générés par les activités présentes.

Les modalités de stationnement ont été dimensionnées en fonction de la typologie des activités.

→ *La gestion du stationnement contribue à la qualité du cadre de vie, conformément au PADD.*

- 5) La gestion de la desserte et des réseaux (eau potable, électricité, assainissement, eau pluviale, communication numérique) afin de mettre en œuvre les principes du PADD de préservation du cadre de vie, de la salubrité et de la sécurité des habitants et usagers.**

En matière de desserte (voirie et réseaux), l'objectif est d'une part d'organiser les circulations et d'autre part de garantir la salubrité de l'urbanisme communal.

Pour accompagner le développement dans de bonnes conditions d'urbanisation, il est nécessaire d'encadrer la desserte par les voies publiques ou privées, les accès et emprises de voirie. Ainsi, les dispositions inscrites visent à assurer les conditions de circulation et d'accès des véhicules de sécurité et de collecte des déchets.

Elles visent aussi à adapter le gabarit des voies ouvertes au public à la circulation des véhicules et poids lourds et à sécuriser l'accessibilité de ces voies (interdiction d'accès, encadrement de la localisation et du nombre pour des questions de sécurité routière...).

Pour assurer la salubrité communale en matière de réseaux, les raccordements au réseau d'eau sont obligatoires. En matière d'assainissement, le raccordement au réseau d'assainissement est aussi obligatoire, à condition qu'un tel réseau existe. De plus, des règles supplémentaires ont été nécessaires pour gérer la pollution des eaux résiduelles industrielles et limiter ainsi les risques pour l'environnement et la santé. En matière d'électricité, les réseaux doivent être enfouis, sauf impossibilité technique. Concernant l'eau pluviale, la généralisation de la préférence d'infiltration sur parcelle tout en permettant le raccordement au réseau des eaux pluviales a été le choix communal. En ce qui concerne le numérique, tout projet devra prévoir les espaces et réservations nécessaires au développement des infrastructures et réseaux de communications électroniques. De fait, anticiper les évolutions des infrastructures de communication numérique est devenu indispensable, car facteur d'attractivité économique du territoire.

→ *Ces règles visent à préserver la sécurité et la salubrité de l'urbanisme communal, conformément au PADD.*

Délimitations de la zone urbaine UXe et nécessité des règles ///

Le diagnostic territorial et l'état initial de l'environnement réalisés ont permis de caractériser une zone urbaine avec fonctions spécialisées, (cf. partie morphologie urbaine de l'état initial du présent rapport de présentation). Il s'agit de la zone dédiée aux aires d'autoroute (aires de Gueux et de Vrigny) situées sur le tracé de l'A4.

Etant directement situées sur le tracé de l'autoroute, de part et d'autre de la voie, les aires d'autoroute bénéficient du flux constant de véhicules empruntant l'A4. Le fait que ces espaces soient implantés à bonne distance du centre bourg permet de limiter les nuisances induites pour

les habitants de la commune. La nature de ces activités induit des caractéristiques architecturales très particulières des constructions et des installations.

La collectivité souhaite mettre en œuvre dans cette zone urbaine UXe les principes du PADD de soutien aux activités existantes dans le souci de la préservation de l'environnement et des paysages, ainsi que de la limitation de l'exposition des populations aux risques et aux nuisances.

Pour mettre en œuvre le PADD et répondre à ces impératifs, les règles suivantes sont nécessaires :

1) L'interdiction ou la limitation d'usages, affectations des sols, constructions et activités incompatibles avec la présence d'activités.

Dans cette perspective sont interdites les activités qui présentent une incompatibilité avec le caractère principal de la zone. Sont donc interdites toutes les constructions et installations de toute nature, sauf celles mentionnées à l'article UXe 1.2. du règlement écrit. Cette zone étant exclusivement destinée aux activités liées aux aires d'autoroute, sont donc évités tous conflits avec des activités potentiellement créatrices de nuisances et de risques. Leur interdiction rentre donc bien dans le cadre de l'orientation du PADD : « Préserver le cadre de vie ». Ces dispositions entendent respecter le cadre défini par les articles L111-7 définissant la liste exhaustive des constructions et installations autorisées aux abords des autoroutes.

De plus, sont interdits tous travaux et aménagements, y compris remblaiements, altérant le fonctionnement hydraulique et/ou écologique des fossés d'écoulement et ceci en accord avec l'orientation n°2 du PADD : « Préserver la richesse du patrimoine urbain et naturel, la qualité du cadre de vie ».

Selon ces mêmes principes, d'autres règles limitent les usages, les affectations des sols ou bien encore les constructions ou activités. Ces règles peuvent concerner aussi bien les exhaussements et affouillements, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) que les constructions à usages d'habitation.

Enfin certains usages, affectations des sols, constructions ou bien activités sont soumis à conditions, afin d'assurer leur compatibilité avec le caractère principal de la zone. Ainsi, le commerce et les activités de services, les autres activités des secteurs secondaires ou tertiaires sont conditionnés au fait de ne pas entraîner certaines nuisances ou risques.

Quelques prescriptions sont des rappels à des législations et concernent notamment la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage d'eau potable au lit dit « la Garenne de Gueux » (arrêté préfectoral n°07-2015-LE-AEP du 26 janvier 2015 (annexé au présent PLU).

➔ Ces règles permettent de gérer les espaces d'activités du territoire et ce faisant l'attractivité de la commune grâce au soutien des activités économiques existantes, conformément au PADD.

- 2) L'assurance d'une certaine qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère pour mettre en œuvre le principe de préservation architecturale et paysagère, ainsi que des traitements environnementaux assurant la qualité des espaces pour les usagers et le maintien de la biodiversité ordinaire présente.**

Afin de mettre en œuvre les orientations du PADD en matière d'intégration architecturale et paysagère, des règles qualitatives générales ont été nécessaires : l'aspect des constructions ne doit pas porter atteinte au caractère ou l'intérêt des lieux alentours, ni à la conservation des perspectives monumentales.

Les plantations d'accompagnement et les espaces libres contribuent aussi à l'intégration paysagère en limitant l'impact de ces bâtis de forts gabarits sur le paysage. Les règles inscrites ont permis de mettre en œuvre ces principes.

Enfin, pour mettre en œuvre les principes du PADD en matière de gestion des eaux pluviales, la conformité des installations de récupération des eaux de pluie aux normes en vigueur est exigée.

Afin de mettre en œuvre les principes de préservation de l'environnement du PADD, le zonage est complété par des prescriptions graphiques particulières, visant à la protection d'éléments boisés (éléments de paysage ou de patrimoine à protéger pour des motifs d'ordre écologique, voir partie prescription graphique de ce document A4). On retrouve ainsi plusieurs haies à protéger à la périphérie de la zone. L'objectif de ces haies est d'améliorer l'intégration de la zone depuis et en direction de l'autoroute, vis-à-vis des espaces urbanisés voisins (y compris pour la commune de Gueux) et de limiter l'effet de fragmentation des corridors écologiques provoqué par le passage de la LGV et de l'autoroute.

→ Ces règles permettent de poursuivre des objectifs d'intégration paysagère des constructions, mais aussi de limitation de l'imperméabilisation des sols en créant des espaces qui favorisent le maintien et le développement de la biodiversité « ordinaire », qui sont autant d'objectifs du PADD.

- 3) La gestion de la desserte et des réseaux (eau potable, électricité, assainissement, eau pluviale, communication numérique) afin de mettre en œuvre les principes du PADD de préservation du cadre de vie, de la salubrité et de la sécurité des habitants et usagers.**

En matière de desserte (voirie et réseaux), l'objectif est d'une part d'organiser les circulations et d'autre part de garantir la salubrité de l'urbanisme communal.

Pour accompagner le développement dans de bonnes conditions d'urbanisation, il est nécessaire d'encadrer la desserte par les voies publiques ou privées, les accès et emprises de voirie. Ainsi, les dispositions inscrites visent à assurer les conditions de circulation et d'accès des véhicules de sécurité et de collecte des déchets.

Elles visent aussi à adapter le gabarit des voies ouvertes au public à la circulation des véhicules et poids lourds et à sécuriser l'accessibilité de ces voies (interdiction d'accès, encadrement de la localisation et du nombre pour des questions de sécurité routière...).

Pour assurer la salubrité communale en matière de réseaux, les raccordements au réseau d'eau sont obligatoires. En matière d'assainissement, le raccordement au réseau d'assainissement est aussi obligatoire, à condition qu'un tel réseau existe. De plus, des règles supplémentaires ont été nécessaires pour gérer la pollution des eaux résiduelles industrielles notamment si infiltrées in situ et limiter ainsi les risques pour l'environnement et la santé. En matière d'électricité, les réseaux doivent être enfouis, sauf impossibilité technique. En matière d'eau pluviale, la généralisation de la préférence d'infiltration sur parcelle tout en permettant le raccordement au réseau des eaux pluviales a été le choix communal, tout en insistant sur le traitement de la pollution éventuelle avant infiltration ou rejet des eaux de ruissellement provenant des plateformes routières, des aires de stationnement ou de lavage des véhicules. En matière de numérique, tout projet devra prévoir les espaces et réservations nécessaires au développement des infrastructures et réseaux de communications électroniques. De fait, anticiper les évolutions des infrastructures de communication numérique est devenu indispensable, car facteur d'attractivité économique du territoire.

➔ *Ces règles visent à préserver la sécurité et la salubrité de l'urbanisme communal, conformément au PADD.*

Délimitation de la zone à urbaniser AU et nécessité des règles ///

La zone à urbaniser est ouverte à l'urbanisation conformément aux dispositions de l'article R151-20 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme. Les modalités d'ouverture à l'urbanisation sont fixées par le règlement écrit et dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Le choix de localisation a été réalisé à l'appui du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement. A la différence des zones urbaines, la délimitation de cet espace ne s'appuie pas sur des formes urbaines et destinations existantes mais sur les vocations futures et les besoins des formes urbaines qui en découlent. Etant à proximité immédiate du lotissement Rues des Robogniers et des Cumines, la zone dispose déjà à ses abords de l'ensemble des réseaux demandés.

Tel qu'exprimé dans le PADD, la collectivité a défini ses besoins de développement démographique et économique afin de limiter la consommation d'espace pour lutter contre l'étalement urbain et pour répondre raisonnablement aux projets souhaités. Concomitamment, la sensibilité environnementale, l'impact paysager, les risques et les nuisances potentielles ont été pris en compte dans la délimitation, le dimensionnement et la localisation de la zone à urbaniser. Ces choix ont enfin un sens par rapport à l'organisation urbaine et spatiale des aménités communales (services, équipements, desserte...).

Le choix de prolonger l'urbanisation à l'échelle de la commune a été dicté par les considérations spécifiques suivantes :

Tout d'abord, les emprises foncières nécessaires en extension ont été évaluées en fonction des capacités de densification dont dispose le tissu urbain existant et proportionnées aux objectifs de développement fixés par le PADD. Les enjeux liés à la préservation des espaces agricoles, naturels sensibles et à la prise en compte de la sensibilité architecturale et paysagère, ayant fortement

contraint le développement en extension du bourg centre (contraintes importantes de par l'aire AOC Champagne), il a été choisi par la collectivité, en accord avec les objectifs de production et de densité édictés par le SCoT, de venir agrandir la zone UD existante.

Cet objectif ne peut justifier la poursuite de simples extensions linéaires, dont l'exemple le plus marquant constitue l'urbanisation le long de la Rue Saint-Vincent, ayant conduit à un mitage important des espaces agricoles et viticoles. Un développement en « épaisseur » a été privilégié et une attention particulière a également été portée au respect des cônes de vue vers le vignoble et le village.

Cette proximité avec un espace urbanisé déjà constitué (zone UD) va également permettre de renforcer cette polarité déjà existante à l'extérieur du bourg mais sans pour autant accentuer son exclusion. En effet, plusieurs cheminements piétons existent déjà au sein du lotissement situé Rues des Robogniers et des Cumines et se dirigent vers le bourg centre. La poursuite du lotissement vers le sud sera accompagnée du prolongement des chemins piétons existants créant ainsi un réseau piéton complexe. Cet objectif s'inscrit donc bien dans les orientations du PADD visant à « favoriser la densification de l'habitat et maintenir le lien social entre les habitants du village » mais également à « améliorer la mobilité ».

En ce qui concerne les mobilités et la desserte, la proximité immédiate de la zone AU avec la RD26 permet une bonne desserte et un accès rapide soit au village (en direction du Sud) soit aux commerces et équipements des communes voisines (en direction du Nord, vers Gueux). En revanche, dans un objectif de sécurisation des mobilités, il a été choisi de créer un accès commun depuis la Rue des Cumines et donc de ne pas recourir à un nouvel accès direct depuis la RD26.

Le chemin d'exploitation dit des Cumines, desservant le vignoble ne constitue pas une voie de desserte et des dispositions particulières permettent d'en garantir l'usage. Il constitue une limite franche avec les espaces agricoles mitoyens à l'Ouest. Un traitement paysager de qualité sera donc créé : une haie basse sera créée entre le chemin d'exploitation et la zone AU permettant l'intégration paysagère globale de l'ensemble et une différenciation des usages de chaque voie. Un traitement paysager renforcé sera également à réaliser en lisière urbaine afin de gérer qualitativement l'interface avec les espaces agricoles.

Les enjeux environnementaux évoqués lors du diagnostic territorial exposé dans le présent rapport de présentation, ont également guidé la collectivité dans son choix de localisation de cette zone d'extension à vocation résidentielle : risque faible à très faible de glissement de terrain, aléa faible de retrait-gonflement des argiles, aléa faible à fort de remontées de nappes mais un pré-diagnostic Zones Humides n'a pas révélé la présence de zones humides effectives au sein de la zone AU. La sensibilité environnementale est ici moins forte et la zone AU se situe hors zone de production AOC Champagne. Cette zone tend à éloigner progressivement les zones résidentielles des infrastructures de transport générant des nuisances sonores ; les prescriptions d'isolement acoustique renforcées sont applicables en application de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2001.

Pour information et comparaison, au sein du document d'urbanisme antérieur était déjà prévue cette zone d'extension. Autrefois nommée NAb, cette zone était composée de l'actuelle zone UD, de la zone AU mais également de la zone Ap inscrite au PLU et se trouvant dans le prolongement

des deux précédentes zones. Cette zone AU s'inscrit donc dans un processus d'aménagement prévu de longue date (date d'approbation du POS : 11/07/1989)

A l'instar des zones urbaines, la collectivité souhaite mettre en œuvre dans cette zone à urbaniser les mêmes principes du PADD de compacité urbaine et de réponse aux besoins dans le souci de la limitation de l'exposition des populations aux risques et aux nuisances, et de valorisation et de préservation de la qualité environnementale, architecturale, paysagère du bourg.

Pour mettre en œuvre le PADD et répondre à ces impératifs, les règles ci-après sont nécessaires.

1) L'interdiction ou la limitation d'usages, affectations des sols, constructions et activités incompatibles avec la vie urbaine et l'habitat ou les équipements d'intérêt collectif et services publics

Notons la présence d'un hangar agricole qui, suite aux contacts pris par la collectivité, ne fait l'objet d'aucun projet d'évolution (extensions, construction neuve...).

Dans cette perspective sont interdites les activités qui présentent une incompatibilité avec le caractère principal de la zone. On peut donc notamment citer les constructions à usage d'exploitation agricole et forestière, les carrières ou bien encore l'aménagement d'un terrain pour la pratique des sports de loisirs motorisés. Ces activités, fortement créatrices de nuisances, risquent de par leur présence de créer des conflits avec les activités présentes dans la zone. Leur interdiction rentre donc bien dans le cadre de l'orientation du PADD : « Préserver le cadre de vie ».

Certains usages, affectations des sols, constructions ou bien activités sont conditionnées, afin d'assurer leur compatibilité avec ces caractères principaux de la zone. Ainsi, le commerce, les activités de services, les autres activités des secteurs secondaires ou tertiaires sont conditionnées au fait de ne pas créer de risques ou nuisances incompatibles.

De la même manière, les exhaussements et affouillements des sols nécessaires au types d'occupations des sols autorisés et justifiés par la nature des sols ou la topographie, sont autorisés s'ils respectent des conditions de réduction d'exposition aux risques et nuisances.

Enfin, Les créations d'installations classées non soumises à autorisation ou destinées aux équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisées à condition qu'elles ne génèrent pas des périmètres de protection ou ne présentent pas un danger grave ou de risques d'insalubrité, de nuisances pour le voisinage.

Le stationnement de caravanes est autorisé sous condition d'être entreposé dans les constructions.

➔ Ces règles permettent de garantir le cadre de vie de l'ensemble du village, de même que l'attractivité de la commune grâce à la préservation de l'identité du patrimoine architectural et paysager.

2) La gestion de l'organisation urbaine pour anticiper la morphologie du tissu urbain (implantations des constructions par rapport aux limites séparatives, volumétrie)

Au sein d'un tissu urbain constitué, l'adoption de règles ne doit pas conduire à un désordre urbain. Ainsi, des prescriptions spécifiques, de portée qualitative, d'insertion dans le contexte urbain ont été prescrites pour cette zone à urbaniser.

Dans cette zone, les règles en matière d'implantation par rapport aux limites séparatives permettent aux constructions, soit de s'implanter en mitoyenneté à la limite séparative, type d'implantation traditionnellement présent sur le territoire, soit selon un recul minimum.

A l'instar des autres zones du PLU, les équipements d'intérêt collectif et services publics sont ici cependant exclus de la majorité des prescriptions d'implantation et d'emprise au sol. Il s'agit en effet de ne pas contraindre la construction de ce type d'installation, dont les besoins sont divers et variés. Cela mettrait en danger le niveau d'équipements futur du bourg, or le PADD souhaite mettre tout l'inverse en œuvre. Toutefois, il s'agit aussi de garantir la sécurité des usagers, également principes du PADD, c'est pourquoi l'inscription de dispositions pouvant imposer des reculs au niveau des carrefours par rapport aux voies et emprises publiques en fonction de problème de visibilité, de sécurité routière ou d'aménagement ont été nécessaires.

En matière de volumétrie, les règles s'inscrivent dans la même logique que celle de la zone urbaine UD, puisque cette zone AU est son prolongement naturel. Les justifications de ces prescriptions sont donc les mêmes qu'en zone urbaine UD. Ces règles s'appliquent de manière uniforme sur la zone et ce, sans tenir compte de la destination des constructions. En effet, malgré une mixité qui est laissée possible au sein de cette zone, une homogénéité des constructions entre elle est souhaitée afin de permettre une insertion architecturale et paysagère optimale, à l'image de la zone UD.

Enfin, dans l'objectif de mettre en œuvre les principes de préservation de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie du PADD, le zonage est complété par des prescriptions graphiques particulières (condition d'implantation particulière – L151-17, voir partie prescription graphique de ce document A4). Dans cet objectif, une bande de recul minimal de 10m a été créée afin d'éloigner les constructions du vignoble, limitant ainsi les conflits et les nuisances entre ces deux milieux aux usages différents.

→ Ces règles permettent d'assurer la densité urbaine, le renouvellement urbain par l'économie d'espace tout en veillant à l'intégration urbaine, paysagère et environnementale des constructions, conformément au PADD.

3) La gestion des caractéristiques architecturales des façades, toitures et clôtures pour anticiper la mise en œuvre du principe de préservation architecturale et paysagère.

Dans l'objectif de ne pas créer de désordres architecturaux, environnementaux et paysagers nuisant à la cohérence urbaine de l'ensemble du village, des prescriptions qualitatives similaires à la zone urbaine UD ont été inscrites pour toute la zone, quel que soit la nature des projets. Ainsi les justifications de ces prescriptions sont donc strictement similaires.

Les autres règles présentes concernent des règles qualitatives pour l'aspect des éléments principaux des constructions : façades, toitures, clôtures. Leur application aux constructions et installations destinées aux équipements d'intérêt collectif et services publics n'a pas été jugée nécessaire, à la condition que ces derniers garantissent leur bonne insertion dans l'environnement bâti et paysager.

→ Ces règles sont nécessaires à l'insertion de ces futurs développements urbains en cohérence avec le bâti existant alentour. Cela permettra également de garantir un paysage bâti adapté au relief et un cadre de vie cohérent.

- 4) Des traitements environnementaux et paysagers des espaces non-bâti et abords des constructions qui anticipent l'insertion paysagère et le maintien voire la restauration de la biodiversité ordinaire en tissu urbain et la qualité des espaces pour les usagers.**

Dans la même logique que les zones urbaines, les espaces végétalisés, c'est-à-dire les plantations et espaces libres sont importants. Dans les espaces résidentiels, les constructions ou installations doivent conduire au maintien du caractère végétal de ces espaces, privés ou non, dans le souci d'un développement durable souhaité par le PADD. Dans tous les cas, ils sont utiles pour la biodiversité, dans la logique des engagements formulés au travers du PADD en faveur de la Trame Verte et Bleue.

Aussi, les dispositions présentes en matière de plantations et d'espaces libres sont strictement identiques à la zone UD, et les justifications sont donc les mêmes. Les aménagements nécessiteront probablement la coupe de certains arbres présents. L'âge de ces arbres fruitiers, leur état sanitaire, imposent à eux seuls leur potentiel renouvellement. En complément et à l'instar de la zone UC, des prescriptions sont édictées afin de poursuivre l'objectif de préserver les caractéristiques traditionnelles du site.

Pour les constructions et installations destinées aux équipements d'intérêt collectif et aux services publics, les dispositions présentes en matière de plantations et d'aires de stationnement sont identiques à la zone UD, et les justifications sont donc les mêmes.

→ Les règles assurant le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords des constructions poursuivent les objectifs d'intégration paysagère des constructions, de limitation de l'imperméabilisation des sols et de préservation des espaces de nature en ville, indispensables espaces de respiration urbaine et favorisant le maintien et le développement de la biodiversité « ordinaire » et le lien social, qui sont autant d'objectifs du PADD.

- 5) La réglementation des conditions de stationnement afin d'anticiper et mettre en œuvre les orientations du PADD relatives à l'amélioration de la mobilité.**

Les règles, leurs motivations et leurs caractères nécessaires au regard de la mise en œuvre du PADD suivent la même logique que celle des zones urbaines généralistes, en particulier UD, puisque la zone AU est son prolongement naturel, aussi lorsque les objectifs recherchés étaient

les mêmes, des règles similaires ont été inscrites. Les justifications de ces prescriptions sont donc les mêmes.

➔ *La gestion du stationnement contribue à la qualité du cadre de vie, conformément au PADD.*

- 6) La gestion de la desserte et des réseaux (eau potable, électricité, assainissement, eau pluviale, communication numérique) afin d'anticiper et mettre en œuvre les principes du PADD de préservation du cadre de vie, de la salubrité et de la sécurité des habitants et usagers.**

Comme en zone urbaine, l'objectif est d'une part d'organiser les circulations sur le territoire et d'autre part de garantir la salubrité de l'urbanisme communal.

Les règles, leurs motivations et leurs caractères nécessaires au regard de la mise en œuvre du PADD suivent la même logique que celle des zones urbaines puisque la zone AU est leur prolongement naturel, aussi lorsque les objectifs recherchés étaient les mêmes, des règles similaires ont été inscrites. Les justifications de ces prescriptions sont donc les mêmes.

C'est le cas pour les règles :

- De desserte des terrains par les voies publiques, similaires aux zones UD et UX en matière de circulation des véhicules de sécurité et de collecte des déchets et de gestion des voies en impasse.
- De desserte par les réseaux publics d'eau, d'eaux pluviales et de communications numériques, similaires aux zones UD et UX.

Seule une règle a été rajoutée à la zone AU par rapport aux autres zones urbaines. Il s'agit de limiter la largeur des voies nouvelles. Ces dernières auront une emprise maximale de 6 mètres alors que les voies piétonnes auront une emprise maximale de 3 mètres, afin de hiérarchiser les voies en fonction de leur usage.

➔ *Ces règles visent à garantir la sécurité et la salubrité de l'urbanisme communal dans les futurs secteurs d'urbanisation, conformément au PADD.*

EXPLICATION DE LA DELIMITATION DES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS ET DE LA NECESSITE DE LEUR REGLES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PADD ///

Explication des choix retenus pour délimiter les zones agricoles et naturelles ///

En dehors des espaces urbains, les espaces sont principalement identifiés au travers de leur mode d'occupation du sol. Ils correspondent à des espaces, équipés ou non, à protéger pour leurs intérêts agronomiques, écologiques, paysagers mais aussi économiques.

La distinction de ces espaces au sein de zonages spécifiques est nécessaire à la mise en œuvre des objectifs du PADD. En effet, la délimitation des zones agricoles :

- Répond aux besoins des activités agricoles ou viticoles présentes et futures (**Axe 1. Objectif 2. Soutenir les activités existantes et prévoir des capacités d'accueil**) ;
- Recherche la préservation de l'activité agricole, en favorisant les coupures franches entre espaces urbains et agricoles, mais aussi en préservant les espaces à dominante agricole structurants (**Axe 1. Objectif 3. Rechercher l'équilibre entre développement urbain et préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers**) ;
- Protège la qualité du paysage de cultures ouvertes, en veillant à l'intégration des bâtis (**Axe 2. Objectif 3. Protéger la qualité paysagère / Axe 2. Objectif 2. Préserver l'identité du bâti de notre terroir**) ;
- Prendre en compte la richesse des espaces de la Trame Verte et Bleue (TVB), mais aussi la protection de la ressource en eau et assurer la gestion adaptée des eaux pluviales (**Axe 2. Objectif 1. Valoriser le patrimoine de la Montagne de Reims**) ;
- Garantir le cadre de vie par la prise en compte de la présence des activités agricoles mais aussi des espaces bâtis à l'écart du village, ainsi que par le souci de l'amélioration des mobilités, notamment en veillant à la limitation des conflits d'usage des engins agricoles dans les espaces urbanisés (**Axe 2. Objectif 4. Préserver le cadre de vie**).

La délimitation des zones naturelles répond aux mêmes objectifs afin de créer une cohérence d'ensemble. Toutefois, elle identifie des espaces généralement plus sensibles d'un point de vue environnemental. C'est pourquoi, si elle prend également en compte les besoins des activités agricoles et forestières, dans le souci d'une intégration environnementale et paysagère, elle est tout particulièrement nécessaire pour :

- Protéger les espaces à proximité d'espaces sensibles comme la ZNIEFF de type 1 ou protéger les espaces remarquables du territoire comme le massif forestier à l'Ouest

de la commune ou bien encore les espaces enherbés (**Axe 2. Objectif 1 Valoriser le patrimoine de la Montagne de Reims**) ;

- Veiller à pérenniser la composition du Grand Paysage (**Axe 2. Objectif 3 Protéger la qualité paysagère**).

Le zonage et la sectorisation correspondent ainsi soit à la définition de règles distinctes justifiées par les particularismes locaux déjà existants, soit à la définition de règles distinctes justifiées par les vocations futures différentes souhaitées pour ces espaces.

Afin de mettre en œuvre le projet général de la collectivité « Développons notre village rural dans le respect de l'environnement et de son terroir aux Portes de la Montagne de Reims », une zone agricole et une zone naturelle ont été identifiées (A et N), puis découpées en secteurs où des règles spécifiques ont été définies en fonction des sensibilités paysagères, architecturales, environnementales de chacune, mais aussi en fonction des projets nourris par la collectivité.

Le PLU de Vrigny a distingué :

- Une zone agricole généraliste (Zone A) ;
- Une zone agricole spécialisé (Zone Ae)
- Une zone naturelle généraliste (Zone N) ;
- Des espaces à protéger de la constructibilité pour leur caractère agronomique, économique, paysager ou environnemental remarquable (Zones Av, Np) ;
- Des espaces agricoles à protéger de la constructibilité dans le cadre de projets communaux à long terme (Zone Ap).

Délimitation de la zone agricole A et nécessité des règles communes ///

La délimitation de la zone a pris en compte l'analyse du mode d'occupation des sols et a été définie dans un objectif de préservation des espaces agricoles. Comme le stipule l'article R151-22 du Code de l'Urbanisme, ces terres sont à protéger en raison de leur potentiel agronomique, biologique ou économique.

Entre le POS et le PLU, cette zone a été agrandie en vue d'intégrer pour partie les zones d'extension de l'urbanisation initialement prévues et déclassées.

Il s'agit de secteurs voués à l'exploitation agricole : la céréaliculture et la viticulture. Cette zone couvre une grande partie du territoire communal à l'Est sur la plaine, sur le coteau et ponctuellement sur le plateau. Toutefois, elle recouvre des secteurs à enjeux forts : vignoble AOC Champagne, secteur de pied de coteau à forte sensibilité paysagère... On retrouve quelques éléments bâtis isolés (rue Saint Vincent) ou sous forme d'opération d'aménagement (rue du Moulin Grignon) en dehors des zones urbanisées, en zone agricole.

Ces secteurs destinés à l'activité agricole ont des besoins spécifiques. Les choix de zonage et de règlement résultent d'une volonté communale de préserver les espaces agricoles et leurs activités, mais également de préserver leur dimension structurante. Ont été choisi le cas

échéant des outils complémentaires ou plus appropriés de protection (Espaces boisés classés à conserver, identification d'éléments naturels à préserver au titre de l'art L-151-23) pour des éléments ponctuels, linéaires ou surfaciques recensés sur cette zone.

La collectivité souhaite mettre en œuvre les principes du PADD de valorisation du potentiel agro-économique des espaces cultivés, de préservation de la dimension paysagère des espaces de culture ouverte en cohérence avec leur usage agricole et de soutien aux activités locales en prenant en compte leurs besoins, y compris en développant les capacités d'accueil.

Face aux enjeux écologiques majeurs du territoire et à l'occupation du sol à vocation agricole, la présence de Zones à Dominante Humide et le classement en zone A ont été combinés en associant des dispositifs réglementaires de protection (L151-23, Trame « Zone Humide » ...) afin de préserver ces secteurs à enjeux forts. Pour rappel, le SCoT précise que « les zones humides identifiées comme remarquables au sein des Vallée de la Vesle (...) sont préservées de l'urbanisation. » (p46 du D00).

Afin de mettre en œuvre le PADD et répondre à ces impératifs, les règles suivantes sont nécessaires :

1) L'interdiction ou la limitation d'usages, affectations des sols, constructions et activités incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou assimilées

Selon le code de l'urbanisme (articles R151-22 à R151-25), le classement des terres agricoles exploitées relève soit d'une zone agricole (A) soit d'une zone naturelle (N).

Ce classement repose sur la volonté non seulement de soutenir cette activité agricole, mais aussi de préserver les équilibres écologiques et paysagers en place et pouvant être impactés fortement par l'activité humaine. Au titre de l'article R151-23, le PLU « peuvent être autorisées, en zone A : 1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ; ». Conformément à l'article L151-9, le règlement du PLU peut donc légitimement « prévoir l'interdiction de construire ».

En raison de leur incompatibilité avec le caractère agricole principal, sont également interdites dans toute la zone les usages et affectation des sols suivants : les carrières, la création, l'aménagement ou la mise à disposition d'un terrain de camping, l'installation de caravanes, de résidences mobiles de loisir, les habitations légères de loisirs et la pratique de camping, la création de parc résidentiel de loisir, les terrains affectés au garage collectif des caravanes et résidences mobiles de loisir et les dépôts de véhicules, l'aménagement d'un terrain pour la pratique des sports de loisir motorisé.

Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs et services publics sont autorisées sous condition de ne pas être incompatible avec l'exercice d'une activité agricole du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Certains travaux, installations et aménagements sont également interdits ou soumis à conditions dans la mesure où ces affectations ne sont pas compatibles avec le maintien du caractère de la zone ou peuvent nuire à la qualité environnementale et induire des risques pour le cadre de vie des usagers tel que défini dans le PADD. C'est ce qui a guidé l'autorisation sous conditions :

- de la réalisation des exhaussements et affouillements des sols,
- des installations classées, si elles sont destinées à l'exploitation agricole ou à des équipements collectifs et services publics et si elles ne génèrent pas de périmètre de protection susceptibles de concerner une zone d'habitat et de ne pas présenter de graver danger, risque d'insalubrité ou de nuisance pour le voisinage,
- des constructions, installations, travaux, aménagements, IOTA, ICPE susceptibles de porter atteinte aux milieux humides au sein des secteurs identifiés par la trame « Zone Humide » (continuités écologiques à préserver),
- de la réalisation travaux et aménagements susceptibles d'altérer le fonctionnement hydraulique et/ou écologique des fossés d'écoulement.

En zone A « constructible », sont logiquement autorisées les constructions et installations dès lors qu'elles sont nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Dans cette perspective sont interdites les activités qui présentent une incompatibilité avec le caractère principal de la zone. On peut notamment citer les opérations d'ensemble à destination d'habitation ou bien encore les établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale qui font partie de la destination de construction « équipements d'intérêt collectif et services publics. »

Par exception, la particularité du secteur Av correspondant à l'aire de production AOC Champagne (hors terrains bâtis) et, dans une moindre mesure le secteur Ap « inconstructible », génère des interdictions supplémentaires : éoliennes, équipements collectifs et services publics. De même, le secteur Ae correspondant spécifiquement au cimetière n'accueille que des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs et services publics.

Ces activités, n'ayant aucun rapport avec le caractère principal de la zone, elles viendraient consommer des terres présentant des caractéristiques agronomiques remarquables ou créer des conflits avec le monde agricole. Leur interdiction rentre donc bien dans le cadre de l'orientation du PADD : « Rechercher l'équilibre entre développement urbain et préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers ».

En ce qui concerne les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs et services publics (hormis les sous-destinations de construction interdites), elles sont autorisées dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde

des espaces naturels et des paysages. Les Ouvrages Techniques Nécessaires au Fonctionnement du Service Public sont autorisés (canalisations d'eau potable, réservoirs...).

En zone A, les ICPE sont autorisées si nécessaires à l'exploitation agricole ou destinés à des équipements collectifs ou services publics, sous conditions de sécurité, de salubrité et de proximité avec les zones habitées.

De la même manière, les exhaussements et affouillements des sols nécessaires au types d'occupations des sols autorisés et justifiés par la nature des sols ou la topographie, sont autorisés s'ils respectent des conditions de réduction d'exposition aux risques et nuisances.

La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) prévoit que « Dans les zones agricoles ou forestières, le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers. » (Article L151-12 II du Code de l'Urbanisme). La Collectivité introduit cette disposition dans les zones ou secteurs où les constructions nécessaires à l'exploitation agricole sont autorisées par le règlement du PLU.

En secteur Av, les affouillements et exhaussements de sol rendus nécessaires par la topographie des lieux ou la nature des sous-sols ne sont pas autorisés. En effet, ces aménagements sont encadrés par le cahier des charges de l'AOP Champagne. Tout aménagement aberrant et injustifié s'en trouve ainsi interdit. Ce changement rédactionnel ne ferait néanmoins pas obstacle à l'aménagement d'équipements de gestion de l'hydraulique viticole (bassins...).

Aux abords de l'A4, en rappel de l'application de l'article L111-6 et hors exception prévue par l'article L111-7 du Code de l'Urbanisme, certaines constructions ou installations sont interdites.

Enfin, quelques prescriptions sont des rappels à des législations (arrêtés préfectoraux de 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords du tracé des autoroutes et des voies ferrées, arrêté préfectoral n°07-2015-LE-AEP du 26 janvier 2015 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage d'eau potable au lit dit « la Garenne de Gueux »).

➔ Ces règles permettent de garantir le cadre de vie de l'ensemble du territoire, de même que son attractivité grâce à la préservation de l'identité de son patrimoine naturel et paysager.

La sectorisation vise à répondre aux besoins des activités agricoles et assimilées, dans le respect de la préservation de l'environnement et du paysage.

2) La réglementation de l'organisation des constructions pour préserver ou faire évoluer la morphologie des espaces bâtis *(implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, volumétrie).*

Afin de garantir la sécurité des utilisateurs et la qualité du cadre de vie agricole et paysager, des prescriptions spécifiques, de portée qualitative d'implantation et de hauteur ont été nécessaires.

Les constructions devront respecter un recul minimal par rapport aux voies et emprises publiques en fonction de la location des constructions et du statut des voies. Par exemple, depuis l'axe des routes départementales, les habitations devront respecter un recul minimal de 25 mètres et de 20 mètres pour les autres bâtiments, en cohérence avec le Règlement Départemental de Voirie édicté dans la Marne.

L'objectif de ces reculs et de permettre le cas échéant la création de places de stationnement en dehors des voies pour les engins agricoles, ou assurent un dégagement pour une meilleure lisibilité des débouchés des véhicules en direction du domaine public, en fonction du statut des voies. Ces reculs ont également d'autres atouts, comme libérer de l'espace pour la création d'espaces verts ou assurer de bonnes conditions d'éclairage des constructions et permettre des économies d'énergie ou une conception bioclimatique des constructions. Cela permet également d'assurer le passage de véhicules de secours ou de sécurité.

La hauteur des constructions est limitée pour des questions d'intégration paysagère et architecturale des constructions ou de certaines installations type station électrique ou radiotéléphonique. De fait, les constructions destinées à l'habitat auront une hauteur maximale de 7 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère et à 10 mètres jusqu'au faîtage. Les bâtiments agricoles auront la possibilité d'avoir une hauteur équivalente (10 m maxi), quel que soit le point le plus haut considéré.

➔ *Ces règles permettent l'intégration urbaine, paysagère et environnementale des constructions, et les continuités visuelles, conformément au PADD.*

La sectorisation vise à mettre en œuvre de la manière la plus idoine possible ces objectifs selon les bâtis présents ou souhaités.

3) La réglementation des caractéristiques architecturales des façades, toitures et clôtures visant à la mise en œuvre du principe de préservation architecturale et paysagère.

Des règles générales garantissent une qualité générale : par son aspect, la construction ne doit pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. Les constructions doivent être conçues afin de permettre la meilleure intégration dans le site d'accueil et dans leur environnement. Les mouvements de sol susceptibles de porter atteinte au caractère du site sont interdits.

La volonté d'harmonisation des aspects, de la composition d'ensemble et de gestion de la proximité agricole ou naturelle alentour ont rendu nécessaires l'inscription des dispositions relatives aux thématiques suivantes :

- Composition volumétrique : les jeux de volumes, d'emploi de matériaux, de rythme et de proportion des percements et de traitement de façades doivent être cohérents, y compris avec leur environnement proche ;
- Nature et couleur des matériaux : ces derniers doivent permettre la meilleure intégration des bâtiments dans l'environnement (sites et paysages). Certains matériaux doivent être recouverts d'un parement ou enduits ;
- Clôtures : leur constitution doit s'harmoniser avec le caractère naturel ou paysager de la zone, et ainsi accompagner les constructions (haie vive, doublée ou non de grillage à claire voie perméable au passage de la petite faune).

➔ *Ces règles permettent d'assurer l'intégration architecturale de la zone conformément au PADD.*

4) Des traitements environnementaux et paysagers des espaces non-bâtis et abords des constructions qui contribuent à l'insertion paysagère et au maintien de la biodiversité ordinaire.

En milieux agricoles, les espaces végétalisés, c'est-à-dire les plantations et espaces libres, ne doivent pas être négligés lors de la construction de bâtis. Ils sont en effet qualitatifs en matière de paysage et utiles pour la biodiversité, dans la logique des engagements formulés au travers du PADD en faveur de la Trame Verte et Bleue.

Ainsi, plusieurs prescriptions ont été rendues nécessaires pour la mise en œuvre de ces principes : plantations d'arbustes et arbre à tige et/ou haute tige formant un masque végétal pour les vues depuis l'autoroute, les routes départementales et les voies communales, traitement du sol affecté au stationnement et/ou aux accès devant conduire à limiter l'imperméabilisation du sol...

Les plantations devant être majoritairement constituées d'essences variées et adaptées, pour respecter la biodiversité locale et limiter leur entretien.

Afin de mettre en œuvre les principes de préservation de l'environnement du PADD, le zonage est complété par des prescriptions graphiques particulières, visant à la protection des milieux humides (fossé de Coulommès : recul minimum de 5 m depuis celui-ci), d'éléments de milieux humides (mares, fossé) et/ou boisés (haies, alignements d'arbres, Espace Boisé Classé à conserver, voir partie prescriptions graphiques de ce document) visant à leur préservation et entretien courant. On retrouve ainsi plusieurs alignements d'arbres ou des haies protégés au sein de cette zone agricole, déclinant localement la TVB identifiée, d'autant plus important que le taux de boisement dans la partie Est du territoire est très faible.

La mise en œuvre du principe du PADD sur la gestion des eaux pluviales a nécessité l'exigence de la conformité des installations de récupération des eaux de pluie aux normes en vigueur.

→ *Le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords des constructions poursuit les objectifs d'intégration paysagère des constructions, de limitation de l'imperméabilisation des sols, mais aussi de préservation des espaces de biodiversité « ordinaire » qui sont autant d'objectifs du PADD.*

5) La réglementation des conditions de stationnement afin de mettre en œuvre les orientations du PADD relative à l'amélioration de la mobilité.

Pour améliorer la mobilité dans cette zone, de manière adaptée aux besoins de circulations, la seule prescription nécessaire est de ne pas gêner la circulation des autres usagers en assurant le stationnement en dehors des voies ouvertes à la circulation publiques ou privées. Cela contribue aussi à la sécurité et la salubrité des lieux.

→ *La gestion du stationnement contribue à la qualité du cadre de vie, conformément au PADD.*

6) La réglementation de la desserte et des réseaux (eau potable, assainissement, eau pluviale, communication numérique) afin de mettre en œuvre les principes du PADD de préservation du cadre de vie, de la salubrité et de la sécurité des usagers.

L'objectif est d'une part d'organiser les circulations sur le territoire et d'autre part de garantir la salubrité de l'urbanisme communal.

Pour accompagner le développement, même de bâtis agricoles isolés, dans de bonnes conditions d'urbanisation, des prescriptions ont été rendues nécessaires en matière de desserte par les voies publiques ou privées et les accès pour garantir la sécurité des usagers, en matière d'incendie, de visibilité routière comme de services de déchets.

Des voies de circulation à conserver sont également identifiées au plan de zonage, afin de les maintenir dans leur tracé (voir partie prescriptions graphiques du présent document A4).

En matière de réseaux :

- L'alimentation en eau potable et l'assainissement des constructions ou installations nouvelles le nécessitant est obligatoire, qu'elle se fasse par branchement au réseau collectif ou de manière individuelle (captage...) ;
- En matière d'eau pluviale, toute construction ou installation doit être raccordée à un dispositif d'infiltration des eaux pluviales suffisamment dimensionné et implanté en partie privative ;
- Le traitement des eaux usées est in situ, à défaut de raccordement au réseau collectif ;

- En matière de numérique, afin d'accompagner le développement général sur l'ensemble des territoires tout projet devra prévoir les espaces et réservations nécessaires au développement des infrastructures et réseaux de communications électronique.

→ Ces règles visent à préserver la sécurité et la salubrité de l'urbanisme communal, conformément au PADD.

7) Une différenciation entre constructions nouvelles et constructions existantes notamment en matière de qualité architecturale et urbaine, de traitement environnemental et paysager et de desserte et réseaux.

Elles visent à :

- Respecter l'intégration paysagère en proposant des alternatives de hauteur aux constructions existantes dans le cas de reconstruction ou agrandissement, y compris pour les clôtures. Les extensions des constructions existantes doivent harmoniser leur hauteur avec le bâti principal.
- Définir des obligations pour les constructions et installations nouvelles, sauf impossibilité technique ou en l'absence dudit réseau, notamment en matière de raccordement aux réseaux alors que des constructions existantes peuvent avoir été autorisées auparavant sans obligations. Cela vise à mettre en œuvre des principes de salubrité publique.

→ Dans les espaces déjà bâtis, certains états de fait sont à prendre en compte. Il s'agit alors de privilégier l'intégration urbaine de toutes les constructions pour éviter des « décalages anachroniques » et garantir un niveau de desserte, de réseaux et d'exigences environnementales optimal, conformément au PADD.

8) Les équipements et services d'intérêt collectif ne sont autorisés qu'à condition de ne pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole du terrain sur lequel elles sont implantées et de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et agricoles. Afin de ne pas contraindre certains projets essentiels aux besoins de la collectivité, les équipements et services d'intérêt collectif, compte tenu de la diversité et la complexité de leurs besoins, sont exclus de nombreuses dispositions. Leur qualité et leur insertion urbaine, paysagère, environnementale et architecturale et leur desserte reste garanti par les règles générales des zones.

Règles différentes dans les secteurs de la zone A (Av, Ap, Ae) ///

Le secteur Av répond à des enjeux de protection patrimoniale. Le secteur Av correspond aux espaces viticoles de l'aire AOC « Champagne », patrimoine agro-économique et touristique reconnu.

Ces espaces en plus de structurer le paysage et lui donner une identité, représentent des terrains à forte valeur ajoutée en termes économique, agronomique et touristique. La protection de ces espaces suppose la présence de forts enjeux d'intégration paysagère où la constructibilité doit être fortement limitée.

Pour mettre en œuvre le PADD et répondre à ces objectifs, des règles distinctes ont été nécessaires comme par exemple de préserver la qualité agronomique des paysages et des coteaux viticoles en interdisant toute occupations et utilisations du sol portant atteinte aux Sites Classés, ainsi que les éoliennes destinées à l'autoconsommation et/ou à la vente d'électricité

Le secteur Ap a été créé afin d'anticiper le développement de la zone UD existante mais surtout de l'actuelle zone AU. En effet, l'extension du bourg étant fortement contraint par le secteur Av (correspondant à l'aire de production AOC Champagne) ces espaces représentent l'une des rares opportunités de la commune. Toutefois, ces espaces étant actuellement destinés à l'agriculture et au vu de l'échéance (long terme) de cette extension urbaine, il a été choisi de conserver ces espaces en zone agricole. En revanche, dans le but de ne pas entraver le projet communal ou de le rendre plus onéreux encore et de ne pas le rendre contradictoire vis-à-vis de l'évolution des exploitations agricoles, cette zone sera donc non-constructible.

La règle suivante a été édictée dans ce sens :

- Maintenir la pérennité de ce projet en interdisant toutes occupations et utilisations du sol portant atteinte à ce projet, ainsi que les éoliennes destinées à l'autoconsommation et/ou à la vente d'électricité

Enfin, **le secteur Ae** correspond à l'emprise du cimetière communal. Cette zone a donc été créée afin de permettre l'aménagement de cet équipement collectif.

Délimitation de la zone naturelle N et nécessité des règles communes ///

Par analogie méthodologique, les principes de délimitations de cette zone ressemblent à la zone agricole, du fait d'enjeux similaires. Cette délimitation s'est faite à l'appui de l'état initial de l'environnement, pour y inclure les espaces sensibles majeurs du territoire. Les délimitations des zones naturelles du PLU ont donc été définies dans un objectif de protection des espaces naturels et forestiers. Ces terres présentent en effet un intérêt écologique et économique avéré.

Localisé sur la partie Ouest du territoire, la zone naturelle correspond en grande partie au réservoir de biodiversité d'importance régionale et au secteur d'inventaire (ZNIEFF de type 1) reporté comme secteur à enjeu dans la TVB déclinée localement. Ce périmètre d'inventaire est classé en zone naturelle patrimoniale « Np ».

Entre le POS et le PLU, cette zone a été agrandie en vue d'intégrer des espaces à dominante naturelle ou agricoles insinués entre des réservoirs de biodiversité (contribuant donc au maintien de corridors écologiques locaux). Les espaces à usage naturel ou forestier sont majoritairement classés en N ou Np.

La délimitation de la zone a également pris en compte l'analyse du mode d'occupation des sols par le choix, le cas échéant, d'outils complémentaires ou plus appropriés de protection (Espaces boisés classés à conserver, identification d'éléments naturels à préserver au titre de l'art L-151-23 ...) recensés.

Ont donc été classés en zone naturelle des espaces, cultivés ou non, équipés ou non, à protéger pour diverses raisons en y appliquant des principes entraînant une constructibilité faible voire une inconstructibilité. Ces choix résultent d'une volonté de la collectivité de protéger les espaces naturels et forestiers ainsi que les activités qui y sont liées, mais également de préserver leur dimension structurante, notamment en matière paysagère et environnementale.

Le PLU de Vrigny a ainsi distingué une zone naturelle N, avec un secteur particulier : Np.

La collectivité souhaite mettre en œuvre dans cette zone les principes du PADD de protection de l'environnement naturel, de la qualité environnementale, paysagère des milieux et accompagner leur sensibilité.

Pour mettre en œuvre le PADD et répondre à ces objectifs, les règles suivantes ont été nécessaires :

1) L'interdiction ou la limitation d'usages, affectations des sols, constructions et activités incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, forestière ou assimilée

En zone N, sont logiquement autorisées les constructions et installations dès lors qu'elles ne viennent pas à l'encontre du caractère naturel et environnemental de la zone. Dans cette perspective sont interdites les activités qui présentent une incompatibilité avec le caractère principal de la zone. On peut notamment citer les carrières et les parcs résidentiel de loisirs.

Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs et services publics sont autorisées sous condition de ne pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels, y compris en secteur Np. Les Ouvrages Techniques Nécessaires au Fonctionnement du Service Public sont autorisés (canalisations d'eau potable, réservoirs...).

Certains travaux, installations et aménagements sont également interdits ou soumis à conditions dans la mesure où ces affectations ne sont pas compatibles avec le maintien du caractère de la zone ou peuvent nuire à la qualité environnementale et induire des risques pour le cadre de vie des usagers tel que défini dans le PADD.

C'est ce qui a guidé l'autorisation sous conditions de la réalisation des exhaussements et affouillements des sols selon :

- Qu'ils soient nécessaires à la réalisation des types d'occupation du sol autorisés ;
- Qu'ils soient nécessaires aux aménagements de l'ouvrage autoroutier ou des voies ferrées ;
- Qu'ils soient justifiés par la nature du sol ou la topographie des lieux ;
- Qu'ils permettent de réduire l'exposition aux risques et nuisances ;

Aux abords de l'A4, en rappel de l'application de l'article L111-6 et hors exception prévue par l'article L111-7 du Code de l'Urbanisme, certaines constructions ou installations sont interdites.

Enfin, quelques prescriptions sont des rappels à des législations (arrêtés préfectoraux de 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords du tracé des autoroutes et des voies ferrées, arrêté préfectoral n°07-2015-LE-AEP du 26 janvier 2015 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage d'eau potable au lit dit « la Garenne de Gueux »).

➔ Ces règles permettent de garantir le cadre de vie de l'ensemble du territoire, de même que son attractivité grâce à la préservation de l'identité de son patrimoine naturel et paysager

La sectorisation vise ici à accentuer la préservation du secteur Np.

2) La réglementation de l'organisation des constructions pour préserver ou faire évoluer la morphologie des espaces bâtis (implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, volumétrie)

Afin de garantir la sécurité des utilisateurs et la qualité du cadre de vie forestier et paysager, des prescriptions spécifiques, de portée qualitative d'implantation et de hauteur ont été nécessaires.

Les constructions s'implanteront toujours en retrait des voies majeures (routes départementales). En effet, ce recul permet une meilleure intégration du bâti dans ce contexte naturel aux enjeux environnementaux et paysager fort. Il propose l'opportunité de :

- Créer des places de stationnement en dehors des voies limitant les conflits avec la circulation des engins agricoles, forestiers ou bien ceux des services de secours et de services ;

- Offrir un dégagement supplémentaire garantissant une meilleure lisibilité des débouchés des véhicules en direction du domaine public ;
- Libérer de l'espace pour la création d'espaces verts ou assurer de bonnes conditions d'éclairage des constructions.

➔ *Ces règles permettent l'intégration urbaine, paysagère et environnementale des constructions, et les continuités visuelles, conformément au PADD.*

3) La réglementation des caractéristiques architecturales des façades, toitures et clôtures visant à la mise en œuvre du principe de préservation architecturale et paysagère

Des règles générales garantissent une qualité générale : par son aspect, la construction ne doit pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. Les constructions doivent être conçues afin de permettre la meilleure intégration dans le site d'accueil et dans leur environnement.

➔ *Ces règles permettent d'assurer l'intégration architecturale de la zone conformément au PADD.*

4) Des traitements environnementaux et paysagers des espaces non-bâtis et abords des constructions qui contribuent à l'insertion paysagère et au maintien de la biodiversité ordinaire.

En milieux agricoles et forestiers, les espaces végétalisés, c'est-à-dire les plantations et espaces libres sont très importants. Ils sont en effet qualitatifs en matière de paysage et utiles pour la biodiversité, dans la logique des engagements formulés au travers du PADD en faveur de la Trame Verte et Bleue.

Ainsi, les constructions et installations destinées aux équipements d'intérêts collectif et services publics doivent faire l'objet d'une bonne intégration dans l'environnement bâti et paysager.

De plus, le traitement du sol affecté au stationnement et / ou aux accès devra conduire à limiter l'imperméabilisation du sol.

Afin de mettre en œuvre les principes de préservation de l'environnement du PADD, le zonage est complété par des prescriptions graphiques particulières, visant à la protection d'éléments boisés (haies, alignements d'arbres, espaces boisés classés à conserver, voir partie prescriptions graphiques de ce document) visant à leur préservation et entretien courant. La plupart de la zone N est en effet couverte par des EBC, à l'exception des pelouses calcaires dont la caractéristique d'espace ouvert est à préserver.

➔ *Le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords des constructions est déterminant en zone naturelle. Les objectifs de limitation de*

l'imperméabilisation des sols, mais aussi de préservation des espaces de biodiversité « ordinaire » qui sont autant d'objectifs du PADD, doivent s'y exprimer pleinement.

Règles différentes dans les secteurs de la zone N (Np)///

En plus d'être classé en Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1, **le secteur Np** est traversé par un corridor écologique de milieu boisé (lié à la présence d'un réservoir de biodiversité d'importance régionale). Il s'agit donc d'un espace naturel d'importance majeure au sein du territoire communal. Pour cela, ce secteur est particulièrement contraint et protégé. Ainsi des règles particulières ont été édictés afin de garantir sa pérennité :

- Sont autorisé sous conditions de ne pas avoir d'effets notables sur l'environnement, de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysagers, les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs et services publics.

LES CHOIX EN MATIERE D'AUTRES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ///

Définition des emplacements réservés

Conformément à l'article L151-41 du Code de l'urbanisme, la collectivité peut fixer, dans son PLU, les emplacements réservés (ER) aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général, ainsi qu'aux espaces verts. L'inscription d'un ER rend inconstructible les terrains concernés pour toute autre utilisation que celle prévue dans la liste.

L'emplacement réservé est repérable sur les documents graphiques et une description se trouve sur le cartouche du plan de zonage (documents D2a et D2b). L'ER est au bénéfice de la collectivité indiquée dans ce descriptif.

La commune n'est concernée que par un seul Emplacement Réservé. Ce dernier permet notamment de mettre en œuvre le principe du PADD d'amélioration de la mobilité (« **Axe 2. Objectif 5. Améliorer la mobilité** »). Il vise ainsi à améliorer la desserte de la zone AU en créant un bouclage entre la rue des Robogniers (lotissement existant du même nom) aujourd'hui en impasse et le chemin des Cumines.

Numéro	Désignation des opérations	Surface (m ²)	Complément de justification
1	Création voirie nouvelle au bénéfice de la Communauté Urbaine du Grand Reims	1165	ER inscrit au titre de l'art. 151-41 al.1. Il vise à la création d'une voirie permettant de desservir les nouvelles constructions de la zone AU.

Justification des prescriptions graphiques

Les prescriptions graphiques sont majoritairement relatives :

- À la protection des éléments naturels.

Elles permettent une prise en compte adaptée de la Trame verte et bleue (TVB) communale. Identifiée lors de l'élaboration de l'état initial de l'environnement (détails dans l'Etat Initial de l'Environnement « Les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité »), elle s'appuie notamment sur des éléments de connaissance issus du SCoT de la Région de Reims, de la Trame Verte et Bleue élaborée par le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims et identifie plus particulièrement les réservoirs et les corridors de biodiversité relevés par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique. Ainsi, le PLU de Vrigny a décliné localement sa TVB (y compris dans l'OAP thématique « Environnement », voir ci-après).

Il s'agit donc de mettre en œuvre les principes de protection et de valorisation environnementale du PADD suivants :

- **Axe 2. Objectif 1. Protéger le patrimoine de la Montagne de Reims**, en prenant en compte la TVB ;
- **Axe 2. Objectif 3. Préserver la qualité paysagère**, en veillant à pérenniser la composition du Grand Paysage et en veillant au maintien de l'écrin vert du village

Il s'agit de plus de mettre en œuvre les principes de préservation patrimoniale et paysagère suivants :

- **Axe 2. Objectif 2. Préserver l'identité du bâti de notre terroir**, favoriser la conservation d'éléments caractéristiques concourant à l'identité locale, préserver la forme du village, promouvoir une architecture respectueuse des paysages et de l'identité locale.

Comme ces prescriptions naturelles et paysagère concourent au maintien des espaces structurants du territoire, notamment des espaces naturels tels que les boisements, les alignements d'arbre ou certaines haies qui ont de nombreuses fonctions, elles mettent également en œuvre, les orientations :

- **Axe 2. Objectif 1. Valoriser le patrimoine de la Montagne de Reims**, en assurant la gestion des eaux pluviales grâce au maintien d'éléments concourant à l'infiltration et le traitement des eaux
- **Axe 2. Objectif 4. Préserver le cadre de vie**, en limitant l'exposition des populations aux risques et aux nuisances, par le maintien voire la création d'espaces boisés,
- **Axe 1. Objectif 2. Soutenir les activités existantes et prévoir des capacités d'accueil**, par l'encouragement d'une stratégie touristique préservant l'environnement.

Enfin, une prescription graphique vise à la mise en œuvre du principe de PADD :

- « **Axe 3, Objectif 4. Améliorer la mobilité** ».

Selon l'enjeu visé et le contexte local identifié par le diagnostic et l'état initial de l'environnement, les prescriptions sont de deux ordres (*tableau page suivante*):

Linéaires ou ponctuels <i>Appropriés pour la protection d'éléments ponctuels</i>			Surfaciques <i>Appropriés pour la protection d'éléments formant des ensembles constitués</i>		
Principes du PADD mis en œuvre (intitulé complet cf. ci-dessus)	Dénomination au document graphique	Réf. code de l'urbanisme	Principes du PADD mis en œuvre (intitulé complet cf. ci-dessus)	Dénomination au document graphique	Réf. code de l'urbanisme
Axe 1. Objectif 2. Axe 2. Objectif 1. Axe 2. Objectif 3. Axe 2. Objectif 4.	Éléments de paysage ou de patrimoine à protéger pour des motifs d'ordre écologique (haies et alignement d'arbre à préserver, fossés, mares)	Art. L151-23	Axe 1. Objectif 2 Axe 2. Objectif 1. Axe 2. Objectif 3. Axe 2. Objectif 4.	Espaces boisés classés à conserver/à créer	Art. L113-1
Axe 2. Objectif 2.	Élément de paysage à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural : - Chemins et sentier à préserver	Art. L151-19	Axe 2, Objectif 1 Axe 2, Objectif 3	Espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques, milieux à préserver en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent : Éléments naturels à préserver trame « Jardin » et trame « Zone Humide »	Art. L151-23 R151-43-4°
Axe 2. Objectif 5.	Conditions de desserte : Interdiction de tout nouvel accès et recul minimal des constructions	R 151-39	Axe 1. Objectif 3. Axe 2. Objectif 2. Axe 2. Objectif 3. Axe 2. Objectif 4.	Conditions d'implantation des constructions particulières au vue du contexte	Art. L151-17

Justifications sur les espaces boisés classés (art. L113-1) :

Les Espaces Boisés Classés ont été localisés en complément de l'état initial de l'environnement, par photo-interprétation aérienne.

La plupart des EBC sont localisés au sein de la zone N et plus particulièrement dans la zone Np. En plus d'être classé en Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1, le secteur Np est traversé par un corridor écologique de milieu boisé (lié à la présence d'un réservoir de biodiversité d'importance régionale). Il s'agit donc d'un espace naturel d'importance majeure au sein du territoire communal. Pour cela, ce secteur est particulièrement contraint et protégé par le règlement littéral. Ce boisement a également été classé en EBC afin de renforcer les orientations de valorisation du patrimoine de la Montagne de Reims (maintien de la lisière forestière, des éléments structurant le Grand Paysage, de la limitation des risques de Glissement de Terrain...) mais aussi de préservation de la qualité paysagère et du cadre de vie.

Enfin, le maintien de ces espaces structurants conforte la cadre paysager de Vrigny, et contribue ainsi à une stratégie touristique durable, conformément au PADD.

L'ensemble des EBC à conserver représente une surface totale de 81 ha sur le territoire communal. Ce classement soumet à autorisation préalable les coupes et abattages d'arbres mais il prohibe tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Les défrichements sont interdits de droit.

Justifications sur les éléments de paysage (Art. L151-23) :

Le réseau d'espaces boisés identifié est complémentaire au classement des surfaces boisées structurantes en EBC. Ces éléments naturels, plus ponctuels et linéaires sont identifiés afin de préserver la fonctionnalité de la Trame Verte locale, grâce à des prescriptions particulières en matière de gestion du défrichement, de coupe et d'abattage d'arbres.

Leur maintien contribue également à maintenir la qualité paysagère des espaces. Cet outil permet de mettre en œuvre les principes paysagers de maintien de la composition du grand paysage. On y retrouve notamment :

- Des haies (prescription linéaire) ;
- Des mares et fossés (prescription linéaire) ;
- Des espaces de « jardins » (prescription surfacique) ;
- Des éléments de continuité écologique (prescription surfacique), trame « Zone Humide ».

Ils ont été identifiés par photo-interprétation.

Tous ces éléments structurent le paysage et agissent comme des éléments de corridors écologiques de milieux boisés. Le réseau de haies et d'arbres identifié forme des corridors boisés, aux rôles écologiques, environnementaux et paysagers similaires aux EBC à la différence qu'il s'agit d'espaces occupant moins de surface et plus ponctuels.

Comme évoqué ci-avant, les lisières des bois situés aux abords des voies départementales ne sont pas classées en EBC mais au titre de l'article L151-23 afin d'autoriser le cas échéant, des défrichements partiels pour des raisons de sécurité routière.

Les ensembles identifiés constituent des éléments intermédiaires entre les grands massifs boisés et se signalent plus particulièrement au sein du paysage de part et d'autre des grandes infrastructures de transport (LGV, autoroute A4 dont aires de service...). Elles traversent des espaces agricoles ouverts le long du Fossé de Coulommès, où la couverture végétale boisée est quasi absente.

Le Fossé de Coulommès ainsi que les mares situées le long de son tracé, sont identifiés au titre de la Trame Bleue et du réseau de Zones à Dominante Humides (diagnostiquées) identifiées par la DREAL. Le champ d'épandage de ces eaux de ruissellements se situe au Nord de la LGV, au milieu des espaces agricoles ; le réseau d'écoulement est identifié au titre du L151-23.

Espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques (art. L151-23 et R151-43-4° du Code de l'Urbanisme) :

- Trame Jardin :

Les jardins les plus significatifs sont à préserver, constitués de plantations végétales, d'espaces ouverts enherbés, de vergers, semi-boisés, d'espaces verts d'agrément..., complémentaires à la Trame Verte et Bleue locale. Une attention particulière est portée sur certains espaces contribuant aux continuités écologiques, ici identifiés sous forme de « Trame Jardin », la préservation de ce maillage végétal devant permettre de conserver leur fonctionnalité écologique et de favoriser la mise en valeur de ces espaces de transition avec certains milieux naturels sensibles et remarquables.

Ce dispositif réglementaire permet d'identifier et de préserver la végétation, en complément des dispositions relatives au traitement des espaces libres. La Trame Jardin peut également contribuer au confort hygrothermique des espaces extérieurs en maintenant ces espaces verts de proximité en limitant leur artificialisation et en préservant les espaces verts. Ces espaces sont parfois proches des zones viticoles et permettent de préserver l'abord de ces secteurs afin de faciliter la coexistence de l'habitat et de l'activité agricole.

Des prescriptions particulières figurent dans le règlement d'urbanisme (écrit) en faveur de leur préservation : limitation de l'emprise au sol et des usages autorisés, qualité des espaces libres ... facilitant les échanges au sein des différents continuums écologiques, et afin d'assurer une transition douce entre l'espace urbain et les espaces de nature périphériques qui s'insinuent dans l'agglomération. Au-delà de cet objectif, le maintien de ces espaces renforce la qualité des lisières urbaines.

- Trame « Zone Humide » :

La Trame « Zone Humide » mentionnée aux documents graphiques du règlement d'urbanisme reprend le cortège de Zones Humides dites Loi sur l'Eau et les Zones à Dominante Humide (diagnostiquées ou modélisées) associées principalement au Fossé de Coulommès. L'absence de connaissance exhaustive de l'ensemble des zones humides effectives à l'intérieur de ces périmètres offre l'opportunité au PLU de définir des règles

générales, nécessaires au maintien ou à la remise en état de ces espaces contribuant aux continuités écologiques, et d'accompagner l'état de connaissance du réseau de zones humides effectives dans la mesure où les ZDH (notamment modélisées) ne constituent qu'une présomption de présence mais représentent un facteur d'alerte suffisant. Ainsi, toutes constructions, installations, travaux et aménagements (y compris IOTA et ICPE), sont interdits s'ils sont susceptibles de porter atteinte aux milieux humides (affouillements, comblements, exhaussements, création de plan d'eau, dépôts divers...). En fonction des projets éventuels, la présence ou non de zone humide dite Loi sur l'Eau pourra ainsi être évaluée par le porteur de projet.

Justifications sur les éléments de paysage – voies, chemins, transport public à conserver - (art. L151-19) :

Il s'agit d'un chemin / sentier à préserver pour des motifs d'ordre culturel, historique et architectural. Ce cheminement, commençant Rue des Moines (à l'Ouest du bourg) serpente dans le vignoble pour atteindre l'espace boisé à l'Ouest du territoire communal, en direction de Janvry. Il dispose ici du qualificatif de chemin de grande randonnée balisé (GR142).

Le tracé de certains chemins a été identifié afin de conserver leur tracé et leur usage, pour des motifs d'ordre culturel et historique.

C'est pourquoi, ce cheminement fait l'objet de prescriptions particulières visant à le maintenir dans leur tracé et à respecter ses usages divers. Cette disposition a permis de mettre en œuvre les principes de développement touristique et de préservation de l'identité locale inscrits dans le PADD.

Justifications sur les conditions de desserte : interdiction de tout nouvel accès (L151-39)

En raison des caractéristiques inadaptées de la voie (non carrossable, circulation agricole, desserte en second voire troisième front urbain), à la destination des sols aux abords (frontière urbaine avec les champs agricoles), et à la configuration d'ensemble du maillage viaire du quartier la collectivité a souhaité que tout nouvel accès soit interdit sur les voies dont les linéaires sont mentionnés aux documents graphiques du règlement d'urbanisme. Cette disposition est inscrite dans le règlement d'urbanisme écrit, au sein de la zone UC concernée. Cette disposition a permis de mettre en œuvre les principes d'amélioration de la mobilité du territoire du PADD.

Justifications de recul des constructions (R 151-39 dernier alinéa)

En raison de la proximité du vignoble à l'Ouest de la zone AU, un principe de recul minimal est inscrit sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme. Cette disposition a permis de mettre en œuvre les principes de protection de l'environnement et notamment la Trame Verte du territoire inscrits au PADD.

Tableau des surfaces :

Libellés des zones PLU	Sous- secteurs	Libellé POS	Surfaces POS (à titre indicatif)	Surfaces PLU
UC		UC	15,43	11,98
UD		NAb		2,00
UX		UX	4,34	4,32
UXe		NCb	16,38	13,33
AUa		NAb	3,96	1,11
		NAa	3,92	
		NAC	1,89	
A	A	NCa	229,08	227,59
	Ae	NCa		0,15
	Ap	NCa		0,64
	Av	NCC	91,14	96,95
N	N	NDa	83,74	4,88
	Np	NDa		87,06
		NDb	0,16	
A et N		NC et ND	420,49	417,27
			450	450

Evolution entre le POS (caduc) et le PLU :

Libellé des zones	Surfaces POS (à titre indicatif en ha)	Surfaces PLU (ha)	différentiel
U	19,76	31,63	11,86
AU/NA	9,76	1,11	-8,66
A/NC	336,59	325,33	-11,26
N/ND	83,90	91,94	8,04

JUSTIFICATIONS RELATIVES AUX ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP) ///

EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES OAP ///

OAP sectorielles thématiques

Nom	Périmètre	Enjeux	Choix des principes d'aménagement retenus
Environnement	Ensemble de la commune	Assurer et améliorer la préservation des réservoirs et des corridors de biodiversité locaux, leur principe de fonctionnement et leur potentiel écologique.	<p><u>Principes généraux à propos des corridors et réservoirs de biodiversité :</u></p> <p>A l'appui des informations apportées par le SRCE de la région de Champagne-Ardenne, par le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims, par l'Etat Initial de l'Environnement et par diagnostic territorial, les composantes de la TVB locale ont été identifiées (cf partie, document A2 du présent rapport de présentation).</p> <p>Cette Trame Verte et Bleue, d'une richesse importante sur le territoire, constitue un élément important dans l'identité locale mais également un atout pour le cadre de vie des habitants.</p> <p>Les principes d'aménagement retenus visent donc à assurer la cohérence du réseau et sa pérennité grâce à la prise en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Du maintien, confortement et/ou remise en état de ces continuités écologiques ; - De la bonne intégration des constructions dans cette environnement ; - Des axes de déplacements faune/flore lors de l'implantation des projets.
		Préserver et valoriser les composantes de la Trame Verte Locale	<p><u>Préconisations générales pour les milieux boisés :</u></p> <p>Les choix retenus visent à préserver les sensibilités écologiques et paysagères des milieux boisés structurants du territoire (urbains comme naturels).</p> <p>De manière générale, cet objectif nécessite l'inscription de dispositions visant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A la protection des espaces boisés majeurs ; - Au maintien des éléments boisés au sein des espaces agricoles, viticoles mais aussi urbains ; - Porter une attention particulière aux transitions entre les différents espaces (haies, alignements d'arbres, fossés...).

			<p><u>Préconisations générales pour les haies :</u></p> <p>Les choix retenus visent à protéger les sensibilités écologiques et paysagères des milieux ouverts remarquables du territoire par la prise en compte de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La conservation des haies faisant la transition entre différents espaces ; - L'utilisation d'essences locales, variées ; - Le maintien de leur rôle de corridor écologique en créant un réseau maillé. <p><u>Préconisations spécifiques pour les milieux humides :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les choix retenus visent à préserver le fonctionnement de l'hydrosystème des cours d'eaux et milieux humides, y compris dans les espaces urbanisés.
Nom	Périmètre	Enjeux	Choix des principes d'aménagement retenus
Paysage	Zones urbaines (UC et UD) et à urbaniser (AU)	Maintenir le paysage local par l'intégration des nouvelles formes urbaines.	Le paysage local étant un marqueur essentiel à l'identité locale, l'urbanisation future doit être réfléchie pour éviter toute dégradation. Pour cela, la localisation et l'insertion des nouveaux espaces urbains doit être réfléchie dans le but de permettre une meilleure insertion dans le contexte local. De plus, les constructions et installations doivent s'intégrer de façon qualitative dans leur environnement proche et lointain (création de lisières urbaines, maintien des perspectives visuelles remarquables).
Nom	Périmètre	Enjeux	Choix des principes d'aménagement retenus
Patrimoine architectural et urbain	Zones urbaines (UC et UD) et à urbaniser (AU)	Préserver les sensibilités architecturales et paysagères des ensembles urbains.	<p>Les choix retenus visent à concilier préservation patrimoniale et développement urbain, c'est-à-dire assurer le maintien de l'identité architecturale des bâtis du territoire par l'accompagnement des développements futurs.</p> <p>Cet objectif induit des dispositions sur les jardins et grands parcs en faveur du choix et des distances de plantation des espèces de plantation, afin de garantir une cohérence et une bonne intégration paysagère d'ensemble, respectueuse de l'environnement local. Une liste d'espèces à planter recommandées et conseillées pour les zones concernées est ainsi annexée ainsi qu'une liste d'espèces envahissantes à proscrire.</p> <p>Cet objectif se traduit également par des dispositions sur les constructions nouvelles et la réhabilitation visant à la recherche d'une qualité générale, par le respect des caractéristiques traditionnelles, l'intégration urbaine et la mise en valeur réciproque.</p>
Nom	Périmètre	Enjeux	Choix des principes d'aménagement retenus

Habitat	Zones urbaines (UC et UD) et à urbaniser (AU)	Adapter le parc de logement existant au contexte actuel et local	<p><u>Préconisations concernant à la mixité résidentielle :</u></p> <p>Les choix retenus s'inscrivent dans une volonté de proposer des logements adaptés à l'ensemble de la population en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Incitant à la création de logement sociaux ; - Créant des logements de taille et de typologie variée ; - Proposant des conditions d'accès adaptées. <p><u>Préconisation concernant la densité résidentielle :</u></p> <p>Les choix retenus visent à la compatibilité avec les documents supra communaux (SCoT notamment) mais également à la limitation d'espaces agricoles et naturelles.</p>
Nom	Périmètre	Enjeux	Choix des principes d'aménagement retenus
Mobilité et déplacement	Ensemble de la commune	Améliorer la mobilité et l'accessibilité (y compris des mobilités douces).	De par son caractère rural, bon nombre de déplacements sont réalisés en voiture. Il est donc important de créer des infrastructures adaptées au contexte dans lesquelles elles s'inscrivent (largeur, destination des constructions, flux quotidien ...). En ce qui concerne les déplacements locaux, il est nécessaire de permettre une insertion efficace des nouveaux espaces urbains dans le réseau existant, en prévoyant notamment des cheminements piétons vers les polarités urbaines existantes. La pérennité de ces cheminements piéton est également nécessaire au bon développement des activités touristiques et de promenades.
Nom	Périmètre	Enjeux	Choix des principes d'aménagement retenus
Espaces ouverts au public	Zones urbaines (UC et UD) et à urbaniser (AU)	Permettre une appropriation de tous des espaces communs.	L'identité du bourg étant fortement liée à son caractère rural et local, le maintien et le développement des interactions sociales sont nécessaires. Pour cela, certaines orientations peuvent être mises en place afin de garantir cette qualité de vie. On peut notamment citer la création d'espaces de rencontre (parcs, places, espaces végétalisés) proches des lieux de vie locaux. Le traitement qualitatif de ces espaces est également nécessaire à la bonne appropriation de ces espaces (végétalisation importante, mobilier urbain de qualité ...).
Nom	Périmètre	Enjeux	Choix des principes d'aménagement retenus
Gestion des eaux pluviales	Zones urbaines (UC et UD) et à urbaniser (AU)	Limiter l'imperméabilisation des sols et ces conséquences	Le territoire étant soumis à des risques importants de glissement de terrain, la gestion des eaux pluviales est un enjeu majeur pour la commune. Afin de limiter les conséquences de l'imperméabilisation des sols, une réflexion à l'échelle de la commune est nécessaire. En plus du réseau d'eaux pluviales classique, des alternatives peuvent être mises en place : <ul style="list-style-type: none"> - Noues paysagères ; - Fossés enherbés ; - ...

Nom	Périmètre	Enjeux	Choix des principes d'aménagement retenus
Performance énergétique et environnementale	Zones urbaines (UC et UD) et à urbaniser (AU)	Limiter la consommation d'énergie fossile et préserver l'environnement	Dans une volonté de préservation de l'environnement et de développement durable, un certain nombre d'orientations ont été créées afin de limiter l'impact des nouvelles constructions et installations sur l'environnement. Des aménagements particuliers, le recours à une végétalisation importante ainsi que l'utilisation d'énergie renouvelable en sont les principales mesures.

OAP sectorielles d'aménagement

Nom	Enjeux	Choix des principes d'aménagement retenus
Secteur AU	<ul style="list-style-type: none"> - Accueillir des populations nouvelles et permettre un parcours résidentiel complet des ménages sur le territoire ; - Proposer une intégration environnementale et paysagère de la zone de qualité 	<p><u>Localisation du secteur AU :</u></p> <p>Fortement contraint par l'aire AOC Champagne mais également par la densité existante au sein du bourg, le développement de la zone UC est contraint et limité. Afin d'accompagner le développement démographique de la commune, la zone AU a été inscrite dans le projet de PLU afin de venir agrandir la zone UD existante.</p> <p>Située en dehors de l'aire AOC Champagne, cette zone déjà desservie par les différents réseaux nécessaires, ne rentre pas en conflit avec l'activité viticole et vient par la même occasion renforcer la polarité urbaine composée de la zone UX et de la zone UD.</p>
		<p><u>En matière de transport et de déplacements :</u></p> <p>Les choix retenus visent à aménager les déplacements inhérents à cette nouvelle zone en cohérence avec les réseaux et les problématiques existantes.</p> <p>Pour cela, plusieurs principes ont été nécessaires en fonction de la situation de chacun. Ainsi, de façon générale, il a été choisi de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Raccrocher les nouvelles constructions au lotissement déjà existant Rues des Cumines et des Robogniers, en prolongeant les réseaux existants ; - Créer une circulation interne efficace en concentrant les accès sur des rues spécifiques et en créant un bouclage périphérique de la zone en désenclavant le lotissement des Robogniers (voie en impasse) ; - Aménager des circulations piétonnes en direction du lotissement existant mais également en direction du centre-ville.
		<p><u>En matière d'aménagement de paysage et d'environnement :</u></p> <p>Le paysage local étant un marqueur essentiel à l'identité locale, l'urbanisation future doit être réfléchie pour éviter toute dégradation. Pour cela, la localisation et l'insertion des nouveaux espaces urbains doit être réfléchie dans le but de permettre une meilleure insertion dans le contexte local.</p>

		<p>Plusieurs orientations sont donc nécessaires afin de préserver la qualité du paysage existant. On peut notamment citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La recherche d'une intégration optimale des constructions dans leur environnement immédiat mais également lointain (intégration avec le lotissement existant, préservation des cônes de vues...) ; - L'inscription de prescriptions particulières concernant les futures constructions (orientation des façades, bande inconstructible vis-à-vis du vignoble...) ; - Une végétalisation de qualité des constructions, des voiries et de la zone AU dans son ensemble (création d'un mail planté le long des voies, aménagement d'une lisière paysagée entre l'espace urbain et agricole, création d'une haie basse de séparation avec le chemin d'exploitation des Cumines...).
		<p><u>Desserte par les réseaux :</u></p> <p>De par l'existence du lotissement des Cumines et des Robogniers, l'ensemble des réseaux sont déjà présents à proximité immédiate de la zone AU. Ainsi, les eaux usées, l'eau potable et l'électricité sont déjà présents Rue des Cumines et des Robogniers. En ce qui concerne les eaux pluviales, l'infiltration à la parcelle est privilégiée et l'ensemble des eaux collectées sur les zones communes imperméabilisées devront être traitées avant rejet et/ou infiltration.</p>

JUSTIFICATION DE LA COHERENCE DES OAP AVEC LE PADD ET DE LEUR COMPLEMENTARITE AVEC LE REGLEMENT ///

OAP sectorielles thématiques

Nom	Cohérence avec le PADD	Complémentarité avec le règlement
Environnement	<p>Les objectifs généraux identifiés sont cohérents avec le PADD de Vrigny, en ce qu'ils concourent à la mise en œuvre des orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Axe 2. Objectif 1. Valoriser le patrimoine de la Montagne de Reims ; - Axe 2. Objectif 2. Préserver l'identité du bâti de notre terroir ; - Axe 2. Objectif 3. Protéger la qualité paysagère ; - Axe 2. Objectif 4. Préserver le cadre de vie. <p>Plus particulièrement, les principes retenus dans cette OAP traduisent les objectifs de préservation des sensibilités écologiques et de protection des espaces remarquables, en les déclinant en fonction des éléments importants (espaces boisés, haies, arbres et arbustes dans le vignoble).</p>	<p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles renforcent les dispositions réglementaires écrites de l'ensemble des zones relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - À l'interdiction et à la limitation d'usages, d'affectations des sols, des constructions et des activités ; - À l'implantation des constructions ; - À la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère ; - Au traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions. <p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles renforcent les dispositions graphiques du règlement d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De la trame « jardin » ; - Des espaces boisés classés ; - De la délimitation du zonage (zone Np) par une prise en compte plus fine des secteurs à enjeux environnementaux, des principaux réservoirs de biodiversité et corridors écologiques ; - Des éléments identifiés au titre de l'article L151-23, relatifs aux éléments de paysage, sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique ; - Des éléments identifiés au titre du R 151-43, relatifs à la délimitation d'espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques (Trame zone humide...). <p>Par ailleurs, l'inscription d'une bande de recul des constructions en zone à urbanisé AU est liée à la proximité du coteau viticole.</p>

Nom	Cohérence avec le PADD	Complémentarité avec le règlement
Paysage	<p>Les objectifs généraux identifiés sont cohérents avec le PADD de Vrigny, en ce qu'ils concourent à la mise en œuvre des orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Axe 2. Objectif 2. Préserver l'identité du bâti de notre terroir ; - Axe 2. Objectif 3. Protéger la qualité paysagère ; - Axe 2. Objectif 4. Préserver le cadre de vie. <p>Les dispositions permettent plus particulièrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préserver l'identité du bâti ; - Protéger la qualité paysagère et accompagner sa sensibilité au sein de tout projet ; - Préserver le cadre de vie. 	<p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles renforcent les dispositions réglementaires écrites de l'ensemble des zones relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - À la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère ; - Au traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions. <p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles renforcent les dispositions graphiques du règlement d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des éléments identifiés au titre de l'article L151-23, relatifs aux éléments de paysage, sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique ; - Des éléments identifiés au titre de l'article L151-19, relatifs au patrimoine bâti et paysager à protéger, à conserver, à restaurer, à mettre en valeur ou à requalifier.
Nom	Cohérence avec le PADD	Complémentarité avec le règlement
Patrimoine architectural et urbain	<p>Les objectifs généraux identifiés sont cohérents avec le PADD de Vrigny, en ce qu'ils concourent à la mise en œuvre des orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Axe 2. Objectif 2. Préserver l'identité du bâti de notre terroir ; - Axe 2. Objectif 4. Préserver le cadre de vie. <p>Les dispositions permettent plus particulièrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préserver l'identité du bâti ; - Préserver le cadre de vie. <p>Notamment, les dispositions concourent à favoriser la conservation d'éléments caractéristiques concourant à l'identité locale et à préserver la typologie et la morphologie architecturale du bâti ancien.</p>	<p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles renforcent les dispositions réglementaires écrites de l'ensemble des zones relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - À la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère ; - Au traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions.

Nom	Cohérence avec le PADD	Complémentarité avec le règlement
Habitat	<p>Les objectifs généraux identifiés sont cohérents avec le PADD de Vrigny, en ce qu'ils concourent à la mise en œuvre des orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Axe 1. Objectif 1. Poursuivre un développement urbain mesuré préservant l'identité villageoise ; - Axe 3. Objectif 1. Par le développement d'une diversité de l'habitat en adéquation avec les besoins actuels et futurs. 	<p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles renforcent les dispositions réglementaires écrites de l'ensemble des zones relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'emprise au sol maximale des constructions ; - À la destination des constructions.
Nom	Cohérence avec le PADD	Complémentarité avec le règlement
Mobilité et déplacement	<p>Les objectifs généraux identifiés sont cohérents avec le PADD de Vrigny, en ce qu'ils concourent à la mise en œuvre des orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Axe 2. Objectif 4. Préserver le cadre de vie ; - Axe 2. Objectif 5. Améliorer la mobilité. <p>Plus particulièrement, les dispositions concourent à l'amélioration de la mobilité par la recherche d'une logique de maillage et une fluidification des circulations. Elles visent aussi au développement des déplacements doux.</p>	<p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles complètent les dispositions réglementaires écrites de l'ensemble des zones relatives à la :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Desserte par les voies publiques ou privées. <p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles renforcent les dispositions graphiques du règlement d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Voies, chemins, transport public à conserver et à créer ; - L'emplacement réservé destiné à la création d'une nouvelle voirie ; - L'interdiction de nouvel accès (au titre de l'article L151-39 CU).
Nom	Cohérence avec le PADD	Complémentarité avec le règlement
Espaces ouverts au public	<p>Les objectifs généraux identifiés sont cohérents avec le PADD de Vrigny, en ce qu'ils concourent à la mise en œuvre des orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Axe 2. Objectif 4. Préserver le cadre de vie ; - Axe 3. Objectif 2. Par la création de lieux de vie permettant le renforcement du lien social, la vie du village. 	<p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles complètent les dispositions réglementaires écrites de l'ensemble des zones relatives à la :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obligation en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations, d'aires de jeux et de loisir.
Nom	Cohérence avec le PADD	Complémentarité avec le règlement
Gestion des eaux pluviales	<p>Les objectifs généraux identifiés sont cohérents avec le PADD de Vrigny, en ce qu'ils concourent à la mise en œuvre des orientations suivantes :</p>	<p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles complètent les dispositions réglementaires écrites de l'ensemble des zones relatives aux :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Axe 2. Objectif 1. Valoriser le patrimoine de la Montagne de Reims ; - Axe 2. Objectif 4. Préserver le cadre de vie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Conditions pour limiter l'imperméabilisation des sols, pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, lutter contre les risques de glissement de terrain et contre les effets du retrait-gonflement des argiles.
Nom	Cohérence avec le PADD	Complémentarité avec le règlement
Performance énergétique et environnementale	<p>Les objectifs généraux identifiés sont cohérents avec le PADD de Vrigny, en ce qu'ils concourent à la mise en œuvre des orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Axe 2. Objectif 1. Valoriser le patrimoine de la Montagne de Reims ; - Axe 2. Objectif 3. Protéger la qualité paysagère. 	<p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles complètent les dispositions réglementaires écrites de l'ensemble des zones relatives à la :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Implantation des constructions ; - Hauteur des constructions ; - Aspect extérieur des constructions ; - Obligations en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations, d'aires de jeux et de loisir.

OAP sectorielles d'aménagement

Nom	Cohérence avec le PADD	Complémentarité avec le règlement
Secteur AU	<p>Les objectifs généraux identifiés sont cohérents avec le PADD de Vrigny, en ce qu'ils concourent à la mise en œuvre d'un développement urbain maîtrisé et équilibré (Axe 1. Objectif 1. Poursuivre un développement urbain mesuré préservant l'identité villageoise). En effet, ils permettent de répondre aux besoins des populations en logements. Le tout dans le souci d'une compacité urbaine préservant les terres agricoles à fortes valeur ajoutée (aire AOC Champagne) (Axe 1. Objectif 3. Rechercher l'équilibre entre développement urbain et préservation des espaces agricoles naturels et forestiers).</p> <p>Les dispositions de cette OAP contribuent également à la qualité environnementale, paysagère et architecturale des projets sur la zone, via de nombreuses orientations d'aménagements de paysagement et d'environnement (Axe 2. Préserver la richesse du patrimoine urbain et naturel, la qualité du cadre de vie).</p> <p>Enfin, cette OAP assure le développement d'une diversité de l'habitat, la création de lieux de vie permettant le renforcement du lien social et l'amélioration des mobilités douces (Axe 3. Affirmer le caractère convivial du village).</p>	<p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles complètent les dispositions réglementaires écrites des zones à urbaniser relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aux destinations des constructions et usages de sols (complément par détail des objectifs de mixité sociale et fonctionnelle) ; - Desserte de la zone (localisation des principes d'accès communs, identification d'un accès piéton privilégié, de poursuite de la rue des Robogniers dans un principe de bouclage) ; - A l'emplacement réservé inscrit pour la réalisation de la voirie nouvelle de desserte ; - A l'implantation des constructions (bande de recul minimale par rapport au vignoble voisin). <p>Elles renforcent aussi les dispositions réglementaires écrites des zones urbaines relatives au traitement environnemental et paysager des espaces non-bâti et abord des constructions (création de mail planté le long des voies, traitement paysagé renforcé en limite de la zone agricole ...).</p> <p>Les dispositions de cette OAP sont justifiées en ce qu'elles justifient l'inscription d'une bande de recul d'implantation des constructions tel que représenté dans les documents graphiques du règlement d'urbanisme.</p>

INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

A4

Les effets et incidences de la mise en œuvre du plan sur l'environnement

Ce chapitre a pour objet, conformément à l'article R.151-1 du code de l'urbanisme, notamment la disposition suivante :

- D'« expose[r] la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que *les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.* »

La préservation et la mise en valeur de l'environnement a été prise en compte au travers des orientations du PADD.

Les pages suivantes ont vocation à présenter les principaux effets, négatifs ou positifs, induits par les orientations générales du PLU définies dans le PADD et les secteurs de développement choisis. Leur prise en compte au sein des dispositions réglementaires est également présentée.

Les incidences environnementales sont examinées sous l'angle des orientations du PADD. Les axes de ce dernier sont d'abord évalués de manière générale, puis détaillées selon les cinq thématiques suivantes :

1. Les milieux physiques (sol, eau, air, climat) ;
2. La biodiversité ;
3. Les paysages et le patrimoine bâti ;
4. Le cadre de vie et la mobilité ;
5. La sécurité, la santé publique et la gestion des ressources;

Pour les incidences environnementales mesurées pour le secteur de développement, le contexte et les enjeux de la zone qui ont guidés les choix d'aménagement sont d'abord rappelés, puis les incidences sont détaillées selon les cinq thématiques déjà évoquées.

Pour rappel, par décision en date du 27 septembre 2018, en application des articles R.104-28 et suivants du code de l'urbanisme, la Mission Régionale d'autorité environnementale a dispensé l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la réalisation d'une évaluation environnementale (cf. documents joints en annexe, partie A7 du présent rapport de présentation).

AXE 1. Rechercher une dynamique de développement urbain maîtrisée et équilibrée aux Portes de la Montagne de Reims	
Incidence générale de l'AXE 1.	Effets généraux attendus des mesures du PLU pour l'AXE 1.
<p><i>Impact direct négatif limité à moyen et long terme</i></p>	<p>Les incidences induites par le développement de l'urbanisation sur l'environnement sont inéluctables. En accueillant de nouveaux habitants, actifs ou usagers, la qualité de l'air se dégrade, les consommations de ressources augmentent tout comme l'artificialisation des sols.</p> <p>Cependant, la commune de Vrigny a souhaité inscrire dans ses projets de développement des critères de durabilité importants.</p> <p>D'abord en se donnant des objectifs de développement adaptés à son armature urbaine, permettant de prioriser les choix de développement. Ensuite en inscrivant des dispositions réglementaires et des prescriptions garantissant le maintien d'une qualité du cadre de vie et œuvrant en faveur de la densification (mixité, renouvellement urbain, ...). Enfin, en affirmant le souci de la préservation des espaces, par ailleurs réitéré dans les axes 2 et 3 du PADD.</p> <p>Si les orientations de l'axe 1 ont une incidence plutôt négative, avec un impact direct et permanent sur l'environnement, les choix réalisés et les outils mis en place permettent de limiter cela en s'inscrivant dans une démarche durable.</p> <p>En effet, les choix réalisés permettent de réduire de 9 ha les surfaces urbanisables prévues dans le document d'urbanisme en vigueur par rapport du document d'urbanisme précédent.</p>

Incidences de l'AXE 1. détaillées pages suivantes

Objectifs induits du PADD du PLU	Effets attendus Incidences positives	Effets attendus Incidences négatives	Thématiques impactées	Prise en compte dans le PLU Orientations et/ou dispositions
<p><i>Orientations :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> -Poursuivre un développement urbain mesuré préservant l'identité villageoise -Soutenir les activités existantes et prévoir des capacités d'accueil -Rechercher l'équilibre entre développement urbain et préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers <p><i>Objectifs chiffrés de modération de la</i></p>	<p>Extension maîtrisée de l'urbanisation et accompagnement du renouvellement urbain</p> <p>Limitation de la consommation des espaces agricoles (notamment de l'aire de production AOC)</p>	<p>Augmentation des rejets vers les milieux naturels</p> <p>Artificialisation et imperméabilisation d'espaces agricoles et naturels</p> <p>Réduction des espaces non bâtis (urbains et naturels)</p> <p>Augmentation des gaz à effet de serre</p>	<p>Milieux physiques (sol, eau, air, climat)</p> <p>Biodiversité (Faune/Flore)</p>	<p>Souci de préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Choix de la délimitation des zones du PLU guidés par le souci du maintien des espaces structurants : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Maintien des espaces agricoles structurants, espaces ressources, par classement en zone A, dite « agricole » et par maintien des coupures d'urbanisation, ▪ Maintien des espaces naturels structurants par le classement en zone N, dite « Naturelle », et Np (protégée) ○ OAP sectorielle « TVB » visant à la préservation et la valorisation du massif boisé, des milieux humides, des fossés et des haies, et des corridors et habitat faune et flore en milieux naturels, agricoles et urbains.

<p><i>consommation d'espace et lutte contre l'étalement urbain :</i></p> <p>-Production d'environ 20 logements sur 10 ans</p> <p>-Densité résidentielle recherchée de l'ordre de 15 logements/ha</p> <p>-Réduire l'enveloppe urbaine actuelle et projetée en extension de près de 9 ha (par rapport au plan antérieur)</p> <p>-Encourager l'urbanisation des parcelles situées en « dent creuse » et permettre un développement modéré, limitant l'étalement urbain</p>	<p>Limitation du mitage et construction en continuité du bâti</p>	<p>Impacts paysagers des constructions selon gabarits et aspects sur le Grand Paysage et les franges urbaines</p>	<p>Paysage et patrimoine</p>	<p>Recherche d'un développement urbain mixte et durable :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Dispositions réglementaires visant à l'harmonisation des constructions (aspect, hauteur, ...) dans un souci de garantie de la qualité du cadre de vie
	<p>Réponse maîtrisée aux besoins et maintien de l'économie locale (habitat-activités)</p> <p>Limitation du mitage et construction en continuité du bâti :</p> <p>-Economie des coûts d'investissements en équipements par optimisation du foncier</p> <p>-Limitation des déplacements</p> <p>-Proximité des lieux de vie et de services/équipements</p>	<p>Pression foncière sur les îlots sous-denses ou secteurs potentiellement mutables</p> <p>Limitation de l'ensoleillement et de l'éclairage naturel des constructions existantes</p> <p>Potentielles difficultés liées à la circulation des engins agricoles</p>	<p>Cadre de vie / Mobilité</p>	<p>Poursuite d'un développement urbain raisonné :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Extension de l'urbanisation en adéquation avec les besoins identifiés : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas d'inscription de réserve foncière, ▪ Dimensionnement de la zone à urbaniser en adéquation avec les objectifs de production de logements, ○ Limitation de la constructibilité dans les zones agricoles pour les adapter au plus près des besoins, ○ Prise en compte des besoins des agriculteurs dans l'identification des

avec l'inscription en extension de l'urbanisation existante, hors aire de production AOC.	Economie des coûts d'investissements en équipements publics (construction en zone déjà urbanisée)	Augmentation des consommations en ressources, des coûts de gestion d'équipements et des rejets aux milieux naturels par développements urbains (habitat / activités)	Sécurité, santé publique et gestion des ressources	<p>zones du PLU,</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Modalité d'ouverture à l'urbanisation dans l'OAP sectorielle <p>Dispositions d'emprise au sol limitée à 50m² en Trame Jardin</p> <p>Recherche d'un développement urbain mixte et durable :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Dispositions réglementaires encourageant la densification en zone urbaine par la mixité des fonctions (habitat/activités), ○ Dispositions garantissant une qualité de desserte et de gestion des réseaux (assainissement, voirie, eaux...) ○ Identification de la zone à urbaniser en continuité du bâti récent, ○ Dispositions réglementaires limitant l'implantation d'activités nuisantes à la santé des habitants. ○ Limitation de l'imperméabilisation dans les espaces libres
---	---	--	--	--

AXE 2. Préserver la richesse du patrimoine urbain, naturel et la qualité du cadre de vie	
Incidence générale de l'AXE 2.	Effets généraux attendus des mesures du PLU pour l'AXE 2.
<p><i>Impact direct positif à long terme voire permanent</i></p>	<p>La protection du patrimoine naturel, paysager et architectural est un axe fort du PLU de Vrigny.</p> <p>La multiplicité des mesures réglementaires et prescriptions inscrites dans le règlement ou les OAP traduit ce positionnement volontariste.</p> <p>En dehors des incidences liées aux développements urbains, les orientations de l'axe 2 sont essentiellement positives, et généralement avec un impact direct et permanent sur la protection de l'environnement du fait de choix d'outils ayant vocation à s'appliquer de manière permanente (classement en zone naturelle, EBC à conserver, linéaires boisés identifiés au titre de l'article L151-23...).</p> <p>En effet, les choix réalisés concourront à la préservation ou la valorisation d'espaces naturels et forestiers (boisements et pelouses, haies, corridors, fossés, ...) et des espaces agricoles (aire de production AOC). Le PLU met en place des dispositions assurant l'intégration, la préservation et la mise en valeur des grands ensembles naturels du territoire communal. Il prend en compte les paysages (urbains et ruraux) et protège les espaces d'intérêt écologique selon leur sensibilité environnementale (zone agricole protégée/inconstructible pour raisons paysagères, patrimoniales par exemple) ainsi que le patrimoine architectural du village.</p>
<p><i>Incidences de l'AXE 2. détaillées pages suivantes</i></p>	

Objectifs induits du PADD du PLU	Effets attendus Incidences positives	Effets attendus Incidences négatives	Thématiques impactées	Prise en compte dans le PLU Orientations et/ou dispositions
Orientations : - Valoriser le patrimoine de la Montagne de Reims - Préserver l'identité du bâti du terroir - Protéger la qualité paysagère - Préserver le cadre de vie - Améliorer la mobilité	Protection des espaces naturels sensibles, reconnus pour leur richesse et fonctionnalité écologique (ZNIEFF de type 1 et ses pelouses, corridor écologique boisé)	Maintien d'espaces sous-denses dans le tissu urbain	Milieux physiques (sol, eau, air, climat)	Attention particulière du PLU aux espaces boisés et agricoles au sein de la « trame verte et bleue » mais aussi aux milieux boisés du vignoble (haie) : <ul style="list-style-type: none"> ○ OAP sectorielle « TVB » visant à la préservation et la valorisation des corridors boisés, des haies, milieux humides... et des corridors et habitat faune et flore en milieux naturels, agricoles et urbains, ○ Dispositions réglementaires en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations, (traitement paysager, maintien des sujets arborés sous certaines conditions, plantations d'accompagnement, plantations minimum, masque végétal ...), ○ Prescriptions visant à la création d'espaces verts structurants dans l'OAP sectorielle « les Robogniers ».
	Maintien des habitats et corridors de biodiversité par la préservation du couvert végétal et du caractère ouvert ou humide de certains espaces Développement de franges paysagères, supports de biodiversité et de nature entre les espaces urbanisés et les espaces agricoles et naturels	Problème de gestion et d'entretien	Biodiversité (Faune/Flore)	
	Maintien de la composition du Grand Paysage et préservation des espaces à forte valeur paysagère Préservation d'ambiances et des repères urbains, facteurs d'identité du village		Paysage et patrimoine	Pérennisation de la composition du grand paysage : <ul style="list-style-type: none"> ○ Prescriptions paysagères dans l'OAP de secteur et l'OAP thématique TVB, paysage et habitat (traitements paysagers, plantations à créer, etc.), ○ Dispositions réglementaires et OAP thématique « Patrimoine urbain et architectural » visant à la qualité architecturale et paysagère des constructions futures et des extensions ou démolition/reconstructions des bâtis existants.

	<p>Développement des accès aux aménités environnementales, y compris dans le cadre urbain par la confortation des espaces de respiration urbaine</p> <p>Accompagnement du développement des infrastructures de communications numériques</p> <p>Limitation de l'exposition des habitants aux risques et aux nuisances</p> <p>Amélioration de la desserte interne et externe du territoire et développement des mobilités douces</p> <p>Sécurisation des circulations par gestion des accès et débouchés routiers</p>	Limitations des usages et occupations du sol	Cadre de vie / Mobilité	<p>Préservation du cadre de vie (limitation de l'exposition de la population aux risques / amélioration de la mobilité) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Dispositions réglementaires visant à une bonne gestion des dessertes (voirie, assainissement...) ○ Respect des distances tampons avec les secteurs d'activités nuisantes ○ Règles de stationnement, principes de desserte et d'organisation des déplacements dans l'OAP de secteur (cheminements piétons, sécurisation des accès) ○ OAP thématique dédiée à la mobilité ○ Dispositions réglementaires visant à encourager le développement de constructions économes en énergie <p>Prise en compte des zones humides et gestion de la ressource en eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Trame « Zone Humide » reprenant les zones à
--	--	--	-------------------------	--

	<p>Préservation de la ressource en eau et des ressources boisées par la protection des espaces naturels sensibles de la Vallée de la Suippe (ZNIEFF, zones humides...)</p> <p>Contribution à la captation des gaz à effet de serre par le maintien des couverts végétal et plantés</p> <p>Gestion de l'infiltration des eaux pluviales</p> <p>Encouragement à l'amélioration énergétique des constructions (constructions économes en énergie, énergies renouvelables...)</p>		<p>Sécurité, santé publique et gestion des ressources</p>	<p>dominante humide modélisée</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Pré-diagnostic démontrant le caractère non-humide de certains secteurs présents dans le périmètre de ZDH modélisées (en zone d'extension de l'urbanisation, en dent creuse en zones urbaines existantes). <p>Dispositions réglementaires, OAP thématique de gestion des eaux pluviales et du ruissellement, d'occupation du sol...</p>
--	---	--	---	--

AXE 3. Affirmer le caractère convivial du village	
Incidence générale de l'AXE 3.	Effets généraux attendus des mesures du PLU pour l'AXE 3.
<p><i>Impact direct positif à moyen et long terme</i></p>	<p>La commune souhaite affirmer au sein de cet axe 3 l'importance des espaces créant du lien social au sein de son projet de PLU.</p> <p>Les incidences liées aux développements urbains ont un impact direct plutôt négatif sur l'environnement. Mais les choix et dispositions en faveur d'une plus grande mixité et de liens sociaux ont un impact direct à moyen et long termes sur la qualité du cadre de vie et l'environnement social des habitants.</p>
<p><i>Incidences de l'AXE 3. détaillées pages suivantes</i></p>	

Objectifs induits du PADD du PLU	Effets attendus Incidences positives	Effets attendus Incidences négatives	Thématiques impactées	Prise en compte dans le PLU Orientations et/ou dispositions
<p><i>Orientations :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Par le développement d'une diversité de l'habitat en adéquation avec les besoins actuels et futurs - Par la création de lieux de vie permettant le renforcement du lien social, la vie du village - Par une offre de commerces et services adaptés 	<p>Encouragement du renouvellement urbain et de la réhabilitation des bâtis</p> <p>Mixité de l'habitat encourageant des formes plus économes en espace et des alternatives à la maison individuelle « au milieu de la parcelle »...</p>	<p>Artificialisation et imperméabilisation d'espaces agricoles et naturels</p> <p>Augmentation des rejets aux milieux naturels</p>	<p>Milieux physiques (sol, eau, air, climat)</p>	<p>Poursuite d'un développement urbain mixte:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Choix de la délimitation des zones urbaines et à urbaniser du PLU guidé par le souci de développement durable (dimensionnement maîtrisé, proximité de réseaux...) ○ Extension de l'urbanisation en adéquation avec les besoins identifiés (pas d'inscription de réserve foncière / objectifs démographiques et de production de logements mesurés) ○ Prescriptions en faveur d'une offre diversifiée en matière d'habitat au sein de l'OAP de secteur, ○ Dispositions réglementaires encourageant le renouvellement urbain.
		<p>Réduction des espaces non bâtis (urbains et naturels)</p>	<p>Biodiversité (Faune/Flore)</p>	
	<p>Limitation du mitage et construction en continuité du bâti</p> <p>Valorisation de repères urbains comme des lieux de vie facteurs d'identité du village</p>	<p>Impacts paysagers des constructions selon gabarits et aspects sur le Grand Paysage et les franges urbaines</p>	<p>Paysage patrimoine et</p>	<p>Préservation du cadre de vie et du caractère convivial du village (proximité, lien social...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Dispositions réglementaires et prescriptions en faveur de l'amélioration de la mobilité et de la desserte en réseaux et équipements. ○ OAP thématiques TVB visant à la préservation du cadre de vie et des espaces de rencontre par la
	<p>Mixité de l'habitat par diversification du parc de logements en termes de formes urbaines et de statuts d'occupation</p> <p>Accompagnement des ménages dans la réalisation de leur parcours résidentiel</p>		<p>Cadre de vie / Mobilité</p>	

	<p>Développement d'une offre adaptée aux besoins (publics vieillissants, jeunes ménages, familles)</p> <p>Renforcement des liens sociaux par valorisation des espaces de rencontre existants et futurs et accompagnement de la vie locale (activités associatives et services à la personne)</p> <p>Limitation des déplacements en voiture personnelle</p>			<p>valorisation du patrimoine naturel et Performance énergétique et environnementale pour contribuer du principe de sobriété et tendre vers la transition énergétique.</p>
	<p>Encouragement à l'amélioration énergétique des constructions (formes architecturales nouvelles, constructions économes en énergie, énergies renouvelables...)</p> <p>Amélioration des performances énergétiques du parc de logements par encouragement à la réhabilitation</p>		<p>Sécurité, santé publique et gestion des ressources</p>	

Les incidences sur l'environnement pour le secteur de développement choisi

Secteur « Les Robogniers »

Localisation et contexte du secteur d'aménagement



Située au Nord de la commune, aux abords de la rue des Robogniers et des Cumines, près du lotissement des Robogniers, cette parcelle s'étend sur 1,1 ha.

Enjeux détaillés :

Milieux physiques (sol, eau, air, climat) / Biodiversité (Faune/Flore)

L'occupation actuelle du sol de la parcelle est une surface agricole cultivée (céréales selon RPG 2017) et l'autre partie un espace de jardin avec hangar à usage agricole.

Elle a par ailleurs fait l'objet d'un pré-diagnostic de zones à dominante humide ayant conclu au caractère non humide du site (cf. documents joints en annexe, partie A7 du présent rapport de présentation).

Paysage et patrimoine

Les enjeux s'expriment essentiellement en termes d'intégration paysagère avec la proximité du vignoble, d'intégration architecturale des constructions avec leur environnement proche, et du respect du cadre de vie rural de la commune.

Cadre de vie / Mobilité

L'enjeu majeur de développement du secteur est la création d'une offre nouvelle de logements pour répondre aux besoins de la population en intégrant les enjeux de mobilité. L'aménagement du secteur permettra d'organiser l'accessibilité du site et la sécurisation des débouchés et des déplacements des usagers, notamment piétons (cheminements piétons).

Sécurité, santé publique et gestion des ressources

La zone se situe à proximité de l'autoroute A4 et la voie ferrée LGV ce qui pourrait engendrer de potentielles nuisances sonores. Dans le cadre d'aménagements précédents, des merlons ou encore des écrans sonores permettent de limiter ces nuisances et de garantir une qualité de vie aux habitants. De même, le choix de poursuivre l'urbanisation vers le Sud permet d'éloigner progressivement l'habitat des sources de nuisances sonores.

Incidences des orientations d'aménagement choisies

Orientations d'aménagement choisies	Effets attendus Incidences négatives	Effets attendus Incidences positives
<p><u>En matière d'habitat :</u></p> <p>Création d'une zone résidentielle de logements de type individuel ou groupé, et pouvant être en accession comme en locatif.</p> <p>Homogénéité architecturale à rechercher</p>	<p><u>Milieux physiques (sol, eau, air, climat) =</u></p> <p>Augmentation des rejets aux milieux naturels</p> <p>Artificialisation et imperméabilisation d'espaces</p> <p><u>Biodiversité (Faune/Flore) =</u></p> <p>Réduction des espaces non bâtis (urbains et naturels)</p> <p><u>Paysage et patrimoine =</u></p> <p>Impacts paysagers des constructions depuis les vues lointaines</p>	<p><u>Milieux physiques (sol, eau, air, climat) =</u></p> <p>Encouragement du renouvellement urbain</p> <p><u>Paysage et patrimoine =</u></p> <p>Limitation de l'impact paysager des constructions par homogénéité architecturale et dispositions réglementaires (hauteurs, aspect...)</p> <p>Traitement paysager de la zone</p> <p><u>Cadre de vie / Mobilité =</u></p> <p>Diversification du parc de logements en termes de formes urbaines et de statuts d'occupation</p> <p>Accompagnement des ménages dans la réalisation de leur parcours résidentiel</p>
<p><u>En matière de transport et déplacements :</u></p> <p>Sécurisation des débouchés sur les deux rues adjacentes</p> <p>Principe de bouclage des accès principaux.</p> <p>Principes d'accès piéton</p>	<p><u>Milieux physiques (sol, eau, air, climat) =</u></p> <p>Augmentation des rejets aux milieux naturels</p> <p>Artificialisation, et imperméabilisation d'espaces</p> <p><u>Biodiversité (Faune/Flore) =</u></p> <p>Réduction des espaces non bâtis (urbains et naturels)</p>	<p><u>Milieux physiques (sol, eau, air, climat) =</u></p> <p>Gestion des eaux pluviales</p> <p><u>Biodiversité (Faune/Flore) =</u></p> <p>Maintien d'espaces verts</p> <p><u>Cadre de vie / Mobilité =</u></p> <p>Renforcement des liens sociaux par valorisation des espaces publics (cheminements piétons paysagé, dimension structurante du végétal...)</p> <p>Développement des mobilités douces</p> <p><u>Sécurité, santé publique et gestion des ressources =</u></p>

		Sécurisation des débouchés Gestion des eaux pluviales
<p><u>En matière d'aménagement et de paysagement :</u></p> <p>Dimension structurante du végétal dans les traitements paysagers de la zone et des espaces verts.</p> <p>Cheminement piéton aménagé.</p> <p>Traitement paysager particulier aux abords du vignoble et haie basse côté rue de Cumines</p> <p>Gestion des eaux pluviales sur espaces publics par dispositif de recueillement des eaux pluviales.</p> <p>Recommandation de plantation d'espèces adaptées au climat et variées (notamment fruitiers)</p>		<p><u>Milieux physiques (sol, eau, air, climat) =</u> Encouragement du renouvellement urbain Gestion des eaux pluviales Captation d'émissions de gaz à effet de serre par traitement paysager de la zone et plantations</p> <p><u>Biodiversité (Faune/Flore) =</u> Création de haies (lisières urbaines...)</p> <p>Maintien de la diversité floristique par liste de recommandation de plantations d'espèces adaptées et variées, de plantations compensatoires si défrichement (verger)</p> <p><u>Paysage et patrimoine =</u> Limitation de l'impact paysager des constructions par homogénéité architecturale et dispositions réglementaires (hauteurs, aspect...) Traitement paysager de la zone</p> <p><u>Cadre de vie / Mobilité =</u> Renforcement des liens sociaux par valorisation des espaces publics (cheminements piétons paysagers, dimension structurante du végétal...)</p> <p><u>Sécurité, santé publique et gestion des ressources =</u> Gestion des eaux pluviales</p>

Conclusion

La commune de Vrigny a dimensionné son développement de manière adaptée aux besoins envisagés pour la population.

Au vue des sensibilités environnementales de la commune, le développement du secteur projeté n'entraînera que peu d'impacts sur les espaces agricoles. Toutefois, l'urbanisation de la zone permettra d'améliorer le cadre de vie communal, par un traitement paysager et une sécurisation des débouchés.

De plus, le souci de l'intégration paysagère et de la qualité environnementale du secteur est au cœur du projet. La place structurante du végétal dans les espaces verts et communs garantie sera un atout pour le cadre de vie. La gestion des eaux pluviales est aussi centrale.

De par leur éloignement, leur dimensionnement maîtrisé et les mesures qui y ont été menées, le secteur de développement n'impacte pas les secteurs les plus sensibles présents sur le territoire que sont la ZNIEFF de type 1, le vignoble ou encore le fossé d'écoulement venant de Coulommes.

De fait, le secteur n'impacte pas de manière importante les milieux agricoles ou naturels car tous sont situés en continuité du bâti. De la même manière, la nature et la vocation du secteur de développement prévu en matière d'habitat a un impact limité sur l'environnement proche. La localisation est également un facteur de limitation de l'étalement urbain, permettant par analogie la limitation des déplacements et des nuisances qui y sont liés ainsi que l'optimisation des réseaux et des équipements présents ou à proximité.

Les incidences cumulées sur l'environnement pour le secteur de développement choisi ont donc un impact faible à modéré.

***INDICATEURS DE SUIVI DE
LA MISE EN ŒUVRE DU
PLU***

A5

Avant-propos ///

Selon l'article R151-4 : Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.

« Le rapport de présentation identifie les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévue à l'article L. 153-29. »

Article L153-27 Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

« Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, **l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan**, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan »

LES INDICATEURS DE SUIVI DU PLU

PADD	Thématiques	Indicateurs	Source de données
1.1. Poursuivre un développement urbain mesuré préservant l'identité villageoise	CONSOMMATION D'ESPACE	Pourcentage de consommation d'espace de la zone à urbaniser.	Service instructeur
		Nombre d'opération de renouvellement urbain.	Service instructeur
		Disponibilités foncières dans l'enveloppe urbaine.	Observations de terrain
		Densité résidentielle de la nouvelle zone urbanisée.	Service instructeur
		Evolution des surfaces consommées pour l'habitat / habitant, et pour l'activité.	DREAL

PADD	Thématiques	Indicateurs	Source de données
1.2. Soutenir les activités existantes et prévoir des capacités d'accueil	EQUIPEMENTS	Nombres et types d'équipements créés	Service instructeur
1.3. Rechercher l'équilibre entre développement urbain et préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers	ACTIVITES AGRICOLES	Evolution de la Surface Agricole Utile	Recensement AGRESTE
		Evolution du nombre d'exploitations agricoles	Recensement AGRESTE
		Evolution des espaces cultivés	Recensement agricole - registre général parcellaire
		Evolution de l'aire d'appellation Champagne	INAO
2.1 Valoriser le patrimoine de la Montagne de Reims	PAYSAGE	Mesure des surfaces et traitements paysagers ayant été créés dans la zone à urbaniser.	Service instructeur
	PATRIMOINE NATUREL	Evolution des massifs forestiers, et des espaces naturels d'intérêt écologiques identifiés.	IGN
2.2 Préserver l'identité du bâti du terroir	PATRIMOINE BATI, PAYSAGE	Actions diverses mises en œuvre en faveur de la valorisation du patrimoine architectural ; Qualité architecturale des nouvelles constructions et des	PNR, service instructeur

		réhabilitations (analyse qualitative / quantitative)	
2.3 Protéger la qualité paysagère et préserver le cadre de vie	PAYSAGE	<p>Evolution des éléments identifiés au titre de l'article L151-23</p> <p>Nombre d'aménagements paysagers menés (espaces communs publics ou privés) : zones d'urbanisation future, zones urbaines (analyse qualitative et quantitative).</p> <p>Evolution des espaces verts dans l'enveloppe urbaine (jardins)</p>	<p>Service instructeur</p> <p>IGN</p>
	RESSOURCES	Evolution de la consommation d'eau potable	Grand Reims
2.4 Améliorer la mobilité	MOBILITE	<p>Evolution du linéaire de liaisons douces (nb de mètres linéaire)</p> <p>Nombre de places de stationnement public créées.</p>	Service instructeur

PADD	Thématiques	Indicateurs	Source de données
3.1 Développer une diversité de l'habitat en adéquation avec les besoins actuels et futurs	CADRE DE VIE	<p>Nombre de permis de construire de logement neuf délivrés.</p> <p>Evolution de la typologie du parc (logement individuel, intermédiaire...)</p> <p>Evolution de la part des logements aidés</p>	<p>Observations de terrain</p> <p>Recensement INSEE</p>
3.2 Créer des lieux de vie permettant le renforcement du lien social, la vie du village	CADRE DE VIE	<p>Nombre et qualité des espaces publics, de sentiers de randonnées et leurs aménagements</p>	<p>PNR, Service instructeur</p>
3.3 Par une offre de commerces et de services adaptés	CADRE DE VIE	<p>Type de commerces et services installés et localisation</p>	<p>Service instructeur</p>

ANNEXES AU RAPPORT DE PRESENTATION

A6

ANNEXE 1 : PRE-DIAGNOSTIC ZONES HUMIDES – PNR Montagne de Reims



Dossier suivi par Marie Lebarque, Technicienne zones humides

Pré-diagnostic de zones humides Commune de Vrigny Zone AUa Compte-rendu du 28/03/2017

• Contexte

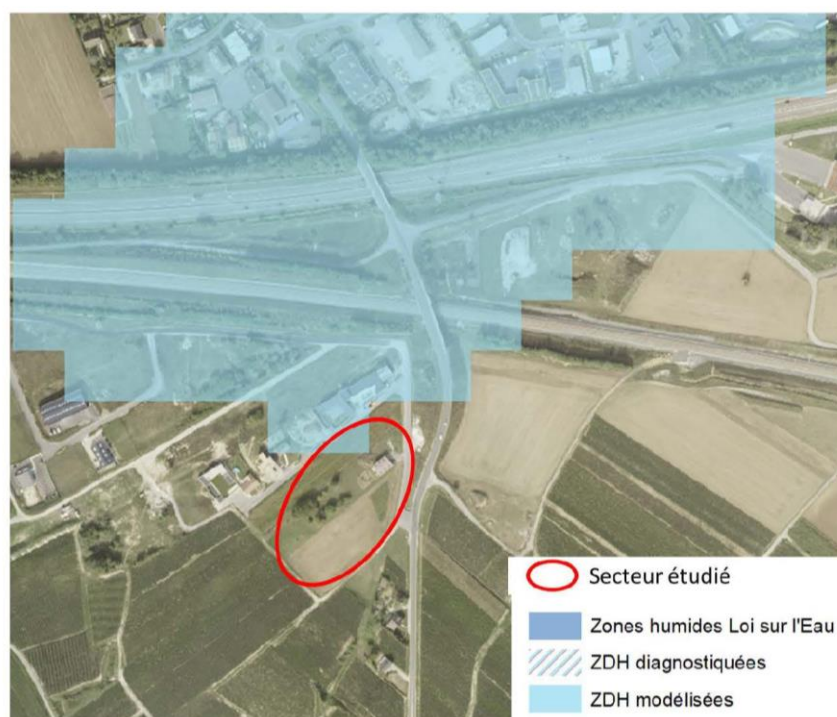


Figure 1 : Localisation du secteur étudié.

Section	Numéro parcelle	Localisation
ZI	11	Rue des Robogniers
	12	
	13	
	14	

Figure 2 : Parcelles cadastrales étudiées.

La parcelle ZI 11 est en partie concernée par les zones à dominante humide modélisées de la DREAL Grand Est.

• Le Pré-diagnostic

La méthode de pré-diagnostic appliquée par les services du Parc est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

1) Observation de la flore

Les parcelles ZI 11, ZI 12 et ZI 14 sont des parcelles agricoles. Lors du terrain, elles étaient cultivées en escourgeon (ou blé) et en luzerne.

La parcelle ZI 13 comprend un bâtiment, le reste est aménagé en verger.

Aucune espèce de zone humide n'a été rencontrée.



Figure 3 : illustration de la parcelle ZI 11.



Figure 4 : illustrations de la parcelle ZI 12.



Figure 5 : illustrations des parcelles ZI 13 et ZI 14.

2) Observation du sol

La technicienne zones humides du Parc a réalisé huit sondages pédologiques afin de vérifier le type de sol.

Sur la figure 6 ci-dessous, la localisation des sondages pédologiques réalisés.

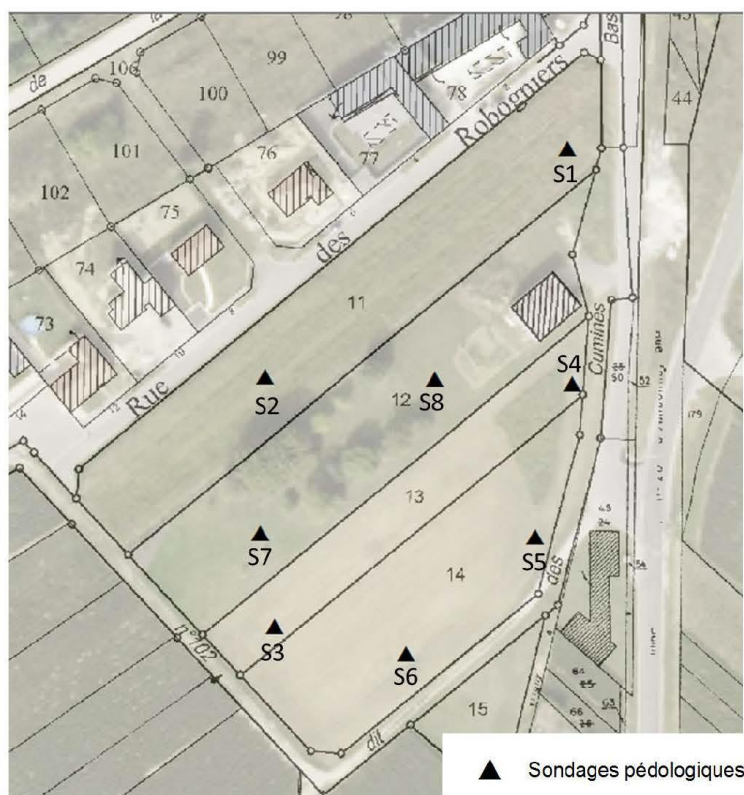


Figure 6 : localisation des sondages pédologiques réalisés.



Figure 7 : profil de sol du sondage S1.



Figure 8 : profil de sol du sondage S6.



Figure 9 : profil de sol du sondage S8.

La profondeur des sondages pédologiques a atteint 60 centimètres. Le sol est de nature sableuse. L'expertise rend compte de l'absence totale de traces d'hydromorphie. Aucun sol de zone humide n'a été rencontré.



Dossier suivi par Marie Lebarque, Technicienne zones humides

**Pré-diagnostic de zones humides
Commune de Vrigny
Zones Ud et Ux
Compte-rendu du 05/07/2017**

• **Contexte**



Figure 1 : Localisation du secteur étudié.

Section	Numéro parcelle	Localisation
ZI	48, 49, 50, 51, 53, 55, 56, 59, 60, 62, 63, 64, 71, 96	Rue de la Sablière Rue des Cumines

Figure 2 : Parcelles cadastrales étudiées.

Parc naturel régional de la Montagne de Reims - 2017

Le secteur est en partie concerné par les zones à dominante humide modélisées de la DREAL Grand Est.

• Le Pré-diagnostic

La méthode de pré-diagnostic appliquée par les services du Parc est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

1) Observation de la flore

Les parcelles ZI 96, 62 et 63 correspondent à des terrains vagues. Une végétation constituée principalement de graminées et de chardons s'y développe.

La parcelle 64 est boisée, elle comprend un bassin clôturé avec des saules et des roseaux.

Les parcelles ZI 56, 59 et 60 font l'objet de dépôt de matériel.

Aucune espèce de zone humide n'a été rencontrée hormis au niveau du bassin.



Figure 3 : illustration de la parcelle ZI 96.



Figure 4 : illustrations de la parcelle ZI 64.



Figure 5 : illustration des parcelles ZI 62 et 63 (observation de nombreux papillons).



Figure 6 : illustration des parcelles ZI 56, 59 et 60.

2) Observation du sol

La technicienne zones humides du Parc a réalisé deux sondages pédologiques afin de vérifier le type de sol.

Sur la figure 7 ci-dessous, la localisation des sondages pédologiques réalisés.



Figure 7 : localisation des sondages pédologiques réalisés.



Figure 8 : profil de sol du sondage S1.



Figure 9 : profil de sol du sondage S6.

La profondeur des sondages pédologiques a atteint 30 centimètres. Le sol est de nature sableuse. L'expertise rend compte de l'absence totale de traces d'hydromorphie. Aucun sol de zone humide n'a été rencontré.

Les parcelles communales ZI 62, 63, 64 sont intéressantes pour l'entomofaune, de nombreuses espèces de papillons ont été observées.

**ANNEXE 2 : DECISION DE NON SOUMISSION A
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE - MRAe GRAND EST**



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale
le projet d'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) de la
commune de Vrigny (51)**

n°MRAe 2018DKGE230

**La Mission régionale d'autorité environnementale
Grand Est**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-2, R. 104-8 et R. 104-28 ;

Vu la décision du 26 mai 2016 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est donnant délégation à son président pour certaines décisions au cas par cas ;

Vu la demande accusée réception le 02 août 2018 d'examen au cas par cas présentée par la communauté urbaine du Grand Reims, compétente en la matière, relative à l'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Vrigny (51) ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé (ARS) du 21 août 2018 ;

Sur proposition de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est ;

Considérant le projet d'élaboration du PLU de la commune de Vrigny (51) notamment le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui se fixe les objectifs suivants :

- définir l'affectation des sols et organiser l'espace communal pour permettre un développement harmonieux de la commune avec une approche économe en termes de consommation d'espace ;
- la prise en compte des risques dans l'aménagement du territoire de la commune afin d'assurer la protection des personnes et des biens ;
- prendre les moyens du maintien du niveau démographique actuel ;
- développer l'urbanisation future de manière raisonnée en privilégiant une maîtrise de l'étalement urbain ;
- favoriser la protection et la valorisation du cadre de vie ainsi que des espaces naturels, agricole et viticole ;
- favoriser le développement de l'activité économique ;

Considérant que le projet permet d'assurer la mise en cohérence du PLU avec le Schéma de cohérence territoriale SCoT de la région de Reims où Vrigny est identifiée comme une commune rurale, le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie, le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI), le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux SAGE Aisnes-Vesle-Suippe, et le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Champagne-Ardenne ;

Habitat et consommation de l'espace

Considérant que :

- la commune (214 habitants en 2015 donnée de l'INSEE) envisage l'accueil de 30 habitants supplémentaires à l'horizon 2030 portant ainsi sa population totale à 244 habitants ;

- la commune envisage de construire 19 nouveaux logements à l'horizon des dix prochaines années pour répondre à l'accroissement de la population et au desserrement des ménages ;
- considérant que la commune projette un nombre moyen d'occupants par résidence principale de 2,3 à l'horizon des dix prochaines années (2,5 en 2014) ;
- 8 logements pourront être construits sur les 0,9 ha de terrains disponibles en dents creuses (coefficient de rétention retenu égal à 50 %) ;
- 11 logements seront réalisés sur une parcelle ouverte en urbanisation future à court terme 1AUa d'une superficie totale de 1,02 ha en extension du lotissement de la rue des Robogniers.

Après avoir observé que :

- les prévisions de croissance démographique sont largement supérieures à l'évolution démographique observée par le passé puisque, de 1999 à 2015, la population n'a cru que de 210 à 214 habitants, soit une augmentation de 4 habitants en 16 ans ;
- le PLU justifie cette projection démographique par la forte croissance de population de 2015 et 2016 liée à la création récente des lotissements aux lieux dit les Robogniers et les Cumines (40 habitants supplémentaires non recensés actuellement par l'INSEE) ;
- les densités brutes appliquées aux parcelles ouvertes à l'urbanisation sont conformes au SCoT qui recommande une densité brute variant de 10 à 16 logements/ha pour les communes rurales ;

Risques et aléas naturels

Considérant que :

- une partie du territoire communal notamment la partie supérieure du village est soumise au risque de retrait gonflement des argiles (aléa moyen) ;
- la commune est concernée par un risque de remontées de nappes dans sa partie nord et est ;

Après avoir observé que les zones projetées pour le développement de l'habitat (zones urbaines à densifier, zones à urbaniser 1AUa à aménager ou reconvertir) sont hors des secteurs pentus où les risques de retrait-gonflement des argiles sont plus significatifs, et hors des zones à risques de remontée de nappes

Les risques technologiques et de pollution des sols

Considérant la présence de :

- deux sites identifiés dans la base de données BASIAS¹;

¹ <http://basias.brgm.fr>

- cinq installations classées (ICPE) ;

Après avoir observé que

- les 2 sites BASIAS² correspondent aux 2 stations services classées ICPE (ENI-France SHELL) situées de part et d'autre de l'autoroute A4 et sont suffisamment éloignées des zones urbaines ;
- 3 ICPE à caractère agro-industriel (pressoir), sont situées en zone urbaine et compatibles avec l'habitat ;

Nuisances sonores

Considérant que le ban communal est traversé par l'autoroute A4 et la LGV Est classées en voie à grande circulation et infrastructure bruyante de catégorie 1 ;

Après avoir observé que pour les infrastructures bruyantes le PLU prévoit des marges de recul qui seront reportées dans les documents graphiques et le règlement des zones concernées, et les zones d'extension à vocation habitat sont suffisamment éloignées des sources de nuisances sonores ;

Ressources en eau potable et assainissement communal

Considérant que :

- l'alimentation en eau potable de la commune est assurée par la communauté urbaine du Grand Reims ;
- la qualité de l'eau d'alimentation est conforme aux exigences de qualité en vigueur, et que les ressources en eau potable sont déclarées suffisantes pour assurer les besoins futurs ;
- un assainissement de type collectif équipe le territoire et que l'ensemble des effluents de la commune est acheminé pour traitement à la station d'épuration de Muizon d'une capacité de 9500 équivalents-habitants (EH) ;

Après avoir observé que :

- la station d'épuration permet la prise en compte des effluents des futurs habitants de Vrigny à l'horizon 2030 ; elle est jugée conforme en équipements et en performance au 31 décembre 2016 par le portail d'information sur l'assainissement communal du ministère de la Transition écologique et solidaire³ ;
- la commune assure que les zones projetées pour le développement de l'habitat (zones urbaines à densifier, zones à urbaniser 1AUa à aménager ou reconvertir) seront raccordées au réseau d'assainissement collectif ;
- Au sein de la zone 1AUa projetée, les eaux pluviales au sein du lotissement seront infiltrées à la parcelle et pour partie rejetées dans le bassin d'eaux pluviales à l'est de la ZAE (zone d'activités économiques) au lieu-dit Chemin des Cumines ;

² <http://basias.brgm.fr>

³ <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr>

Les zones naturelles

Considérant que la commune est concernée une zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 « Pinèdes bois et pelouses au nord de Clarizet » qui est également support d'un réservoir de biodiversité ;

Après avoir observé que ce milieu naturel remarquable est bien inventorié dans le PLU, qu'il n'interfère pas avec les zones urbaines à densifier ou ouvertes à l'urbanisation et que le PLU le préserve par un classement en zone naturelle ;

conclut :

qu'au regard des éléments fournis par la communauté urbaine du Grand Reims, l'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Vrigny (51) en révision de son Plan d'occupation des sols (POS) devenu caduc, avec prise en compte des recommandations n'est pas susceptible d'entraîner des incidences notables sur la santé et l'environnement ;

et décide :

Article 1er

En application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, l'élaboration du PLU de la commune de Vrigny n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des autorisations administratives ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet dédié donnant accès aux informations des Missions régionales d'autorité environnementale.

Metz, le 27 septembre 2018

Le président de la MRAe,
par délégation

Alby SCHMITT

Voies et délais de recours

1) Vous pouvez déposer un **recours administratif** avant le recours contentieux. Ce recours administratif doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux (article R122-18 du code de l'environnement).

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif peut être un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision :

Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale
MRAE Grand Est - c/o MIGT
1 boulevard Solidarité
Metz Technopôle
57 076 METZ cedex3

2) Le recours contentieux

a) Si la décision impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif. Il peut aussi être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre du plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux **doit être adressé au tribunal administratif compétent**.

Adaptations du PLU réalisées après Enquête Publique

A7

A7) ADAPTATIONS DU PLU REALISEES APRES ENQUETE PUBLIQUE

Des modifications ont été apportées au dossier d'arrêt de projet pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des observations du public et du rapport du commissaire-enquêteur.

Le tableau ci-après décrit pièce par pièce du PLU, les aspects modifiés en fonction des réponses apportées aux observations.

Remarque : chaque adaptation au contenu du PLU présentée ci-après a fait l'objet d'une justification appropriée dans le Rapport de Présentation (Document A).

La collectivité a effectué des corrections non exhaustives de son dossier permettant une meilleure compréhension des différents documents (erreurs rédactionnelles, fautes de frappe...).

ADAPTATIONS DU PLU ASSURANT UNE MEILLEUR LISIBILITE AU DOCUMENT D'URBANISME :

Le projet du PLU au regard du Programme Local de l'Habitat (PLH) du Grand Reims approuvé le 27 juin 2019 :

L'approbation du PLH est intervenue à une date concomitante avec l'arrêt du projet de Révision du PLU de Thillois.

La Collectivité complète le Rapport de Présentation (Document A) dans la partie « autres documents » afin de mentionner l'approbation du PLH avec lequel le PLU de Thillois doit être compatible.

« Programme Local de l'Habitat

Le PLH, avec lequel doit être compatible le PLU définit les grandes orientations et objectifs nécessaires à la mise en œuvre de la politique de l'habitat et à l'échelle de la Communauté Urbaine du Grand Reims. Le PLH 2019-2024 a été adopté le 27 juin 2019.

Les orientations stratégiques sont :

- Orientation 1 : Calibrer la production neuve, en accord avec le projet du territoire et la réalité des besoins ;
- Orientation 2 : Rechercher un meilleur équilibre territorial ;
- Orientation 3 : Préserver l'attractivité du parc existant ;
- Orientation 4 : Proposer un PLH adapté à la diversité du territoire et s'appuyant sur ses forces vives. »

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)

A7) ADAPTATIONS DU PLU REALISEES APRES ENQUETE PUBLIQUE

L'adoption du SRADDET est intervenue postérieurement à l'arrêt du projet de Révision du PLU de Thillois. La Collectivité complète le Rapport de Présentation (Document A) dans la partie « autres documents » afin de le mentionner.

« La Loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République n°2015-991 du 7 août 2015) a renforcé la compétence d'aménagement du territoire des Régions en leur confiant l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), nouvel outil planificateur dans le domaine de l'aménagement du territoire, de la mobilité des populations et de la lutte contre le réchauffement climatique. Ce schéma fixe des objectifs à moyen et long termes sur le territoire régional, dans l'ambition d'une plus grande égalité des territoires (L. 4251-1 al 5 CGCT).

L'ordonnance n° 2016-1028 du 27 juillet 2016 et le décret n° 2016-1071 du 3 août 2016 précisent le cadre de l'élaboration du SRADDET. Et conformément à ce cadre, celui de la Région Grand Est est composé :

- d'un rapport constitué d'un état des lieux et d'enjeux, desquels découle une stratégie en 30 objectifs. Il est illustré par une carte au 1/150000ème et une carte de synthèse des objectifs à l'échelle régionale ;
- d'un fascicule organisé en chapitres thématiques regroupant les règles générales prescriptives. Elles peuvent être complétées de documents graphiques et de mesures d'accompagnement ne revêtant pas de caractère prescriptif. Sont également détaillées dans le fascicule les modalités de suivi et d'évaluation du SRADDET ;
- des annexes (sans caractère opposable).

Le SRADDET de la Région Grand Est a été adopté par le Conseil Régional le 22 novembre 2019. Le diagnostic a identifié deux enjeux prioritaires : l'urgence climatique et les inégalités territoriales.

Pour concrétiser cette stratégie, 30 objectifs ont été fixés. Ils convergent autour de 2 axes :

Le premier axe porte l'ambition d'un Grand Est qui fait face au bouleversement climatique en osant changer de modèle de développement ;

Le second axe vise à dépasser les frontières et renforcer les cohésions, pour un espace européen connecté.

Les 30 règles et mesures d'accompagnement inscrites dans le Fascicule sont un des moyens de la mise en œuvre de la stratégie. Le fascicule invite les acteurs territoriaux à décliner la stratégie du SRADDET dans leurs territoires.

Le PLU de VRIGNY n'a pas à être directement compatible avec le SRADDET, dans la mesure où le territoire est couvert par le SCoT de la région rémoise dit « intégrateur » (Article L4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales) avec lequel le PLU se doit d'être compatible. »

A7) **ADAPTATIONS DU PLU REALISEES APRES ENQUETE PUBLIQUE**

ADAPTATIONS DU PLU ISSUES DE LA CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES :

RAPPORT DE PRESENTATION – DOCUMENT A

Extrait synthétique des principales observations formulées lors de la consultation	Éléments d'éclairage en réponse aux observations formulées - modifications apportées
AVIS du Parc Naturel Régional (PNR) de la Montagne de Reims – courrier du 10/10/2019	
<p>Règlement : <u>Articles UC/ UD / UX / AU 2.3.2 Caractéristiques architecturales des façades des toitures et des clôtures</u></p> <p><i>Point 3. Façades :</i> <i>Il est stipulé dans cet article : « L'utilisation de coloris blanc pur est interdite pour les façades ».</i> <i>Suivant la Charte Objectif 2020, nous vous invitons à indiquer dans le PLU que les enduits devront être de teinte beige clair en référence aux style architectural Champenois.</i> <i>Vous pourrez également mettre en annexe de votre document d'urbanisme le nuancier du Parc afin d'étayer les propos de cet article.</i></p> <p><u>Zone UX / Zone A: article 2.3.2 Caractéristiques architecturales des façades, des toitures et des clôtures</u> <i>Pourriez-vous rajouter un point au sujet des bardages métalliques, ou dans l'hypothèse ou ce type de matériaux soit employé sur la commune de Vrigny.</i> <i>Nous vous invitons à choisir des couleurs à nuances de terres et de beiges, inspirées des couleurs profondes de l'environnement. Ces teintes plus « naturelles » répondant au souhait de modernisation tout en étant plus chaleureuses et en adéquation avec une démarche raisonnée.</i> <i>Vous trouverez en pièce jointe le nuancier de référence du Parc pour le choix des teintes des bardages métalliques.</i></p>	<p><u>Articles UC/ UD / UX / AU 2.3.2 Caractéristiques architecturales des façades des toitures et des clôtures</u></p> <p><i>Point 3. Façades :</i> La typologie du bâti est assez différente selon les zones du PLU :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La zone UC : habitat ancien et architecture traditionnelle témoignant de la période de la Reconstruction - La zone UD : zone résidentielle récente, lieu d'expression d'une architecture plus contemporaine (toitures terrasse, teinte blanche des enduits de façades et de clôtures...). Ce quartier est éloigné du village ancien. - La zone UX : zone d'activités artisanales avec bâtiments d'architecture banale et standardisée (hangars avec bardage métallique, couleurs variées...) <p>Le PLU a donc mis l'accent sur la préservation du paysage urbain en zone UC. Le règlement précise ainsi que « La couleur des façades, des menuiseries et accessoires, doivent s'harmoniser avec les couleurs traditionnelles des constructions anciennes existantes. » L'OAP thématique « Patrimoine architectural et urbain » fait référence au guide sur les matériaux et couleurs du bâti en Montagne de Reims élaboré par le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims, qu'il est recommandé de prendre en compte dans les projets de restauration ou de construction nouvelle. La Collectivité insère le nuancier du PNR dans le Rapport de Présentation afin d'illustrer les propos du règlement et des OAP.</p> <p><u>Zone UX / Zone A: article 2.3.2 Caractéristiques architecturales des façades, des toitures et des clôtures</u> Le règlement du PLU insiste sur la préservation des caractéristiques du paysage urbain au sein du village ancien. L'aspect des constructions présentes au sein des autres zones du PLU ont fait l'objet de règles qualitatives poursuivant l'objectif de réussir leur insertion dans l'environnement. L'OAP thématique « Patrimoine architectural et urbain » fait référence au guide sur les matériaux et couleurs du bâti en Montagne de Reims élaboré par le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims, qu'il est recommandé de prendre en compte dans les projets de restauration ou de construction nouvelle. La Collectivité insère le nuancier du PNR dans le Rapport de Présentation afin d'illustrer les propos du règlement et des OAP.</p>

ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP) – DOCUMENT C

Extrait synthétique des principales observations formulées lors de la consultation	Eléments d'éclairage en réponse aux observations formulées - modifications apportées
AVIS du Parc Naturel Régional (PNR) de la Montagne de Reims– courrier du 10/10/2019	
<p>Règlement : Article UC/ UD/ UX/ UXe / AU 2.4.2 Obligations en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations d'aires de jeux et de loisir Point 2. Il est fait référence à des plantations compensatoires dans cet article. Si cela est le cas ces plantations compensatoires devront être réalisées parmi la liste des végétaux d'origine locale préconisées par le Parc. Vous trouverez cette liste en pièce jointe à ce document (avis du PNR) et vous pourrez la placer en annexe de votre document, ou faire référence à l'annexe de l'OAP.</p> <p>Point 5. Nous souhaiterions que vous rajoutiez un cinquième point indiquant que pour toute opération de plantation, le règlement doit interdire la plantation d'espèces exotiques envahissantes et recommander le recours à des essences locales. Vous trouverez en annexe la liste des plantes exotiques envahissantes à proscrire au présent règlement.</p>	<p>Article UC/ UD/ UX/ UXe / AU 2.4.2 Obligations en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations d'aires de jeux et de loisir Point 2. L'OAP thématique « environnement » fait référence à une liste d'espèces variées et adaptées à employer pour la création de plantations. L'association de différentes espèces adaptées aux caractéristiques pédologiques, climatiques et paysagères du secteur doivent être privilégiées. Suivant cet objectif, la Collectivité annexe aux OAP les tableaux transmis par le PNR intitulés « Liste des essences arbustives préconisées par le PNR de la Montagne de Reims ». De plus, la liste des espèces exotiques envahissantes proposée par le PNR remplace également la liste des espaces invasives existante annexée au Document C OAP du PLU.</p> <p>Point 5. Ces dispositions se retrouvent dans l'OAP thématique « environnement » : une liste des espèces exotiques est annexée. Le règlement et les OAP se complètent. La liste des espèces exotiques envahissantes proposée par le PNR remplace la liste existante annexée au Document C OAP du PLU.</p>

REGLEMENT D'URBANISME ECRIT – DOCUMENTS D1, D2a et D2b

Extrait synthétique des principales observations formulées lors de la consultation	Eléments d'éclairage en réponse aux observations formulées - modifications apportées
AVIS du Parc Naturel Régional (PNR) de la Montagne de Reims– courrier du 10/10/2019	
<p>Zonage : Afin de compléter la prise en compte de la trame verte, l'ajout d'éléments paysagers à préserver au titre du L151-23 du code de l'urbanisme est préconisé à proximité et au sein de la zone UXe.</p> <p>Lors de l'aménagement de la zone AU, le pétitionnaire devra s'engager à maintenir, le plus possible, les arbres, les fruitiers et les arbustes déjà présents sur les parcelles concernées. Ce verger est présent depuis 1980 et les éléments arborés compléteront l'aménagement paysager prévu dans l'OAP et leur maintien évitera des futures plantations au sein des jardins.</p>	<p>En compléments d'alignements d'arbres identifiés à proximité de l'aire d'autoroute, la Collectivité identifie ces éléments paysagers boisés au titre de l'article L151-23.</p> <p>Les aménagements nécessiteront probablement la coupe de certains arbres présents. L'âge de ces arbres fruitiers, leur état sanitaire, imposent à eux seuls leur potentiel renouvellement. En complément du règlement, les OAP sectorielles de la zone AU poursuivent l'objectif de préserver les caractéristiques traditionnelles de ce lieu : « L'utilisation d'arbres fruitiers sera privilégiée pour ces plantations d'alignement » (p14 des OAP du PLU arrêté).</p> <p>La Collectivité ajoute en zone AU une disposition réglementaire présente en zone UC, à l'article 2.4.2 « Tout projet de construction ou d'installation devra conduire à la sauvegarde du plus grand nombre possible d'arbres existants, en considération de la nature des essences, de leur état sanitaire et de leur peuplement. Toutefois, en cas d'impossibilité de sauvegarder les arbres existants, des plantations compensatoires de qualité équivalente devront être réalisées. »</p>

AVIS de la Chambre d'Agriculture – courrier du 15/10/2019

Règlement :

Page 59 : En zone A : « Les installations classées sont autorisées à condition qu'elles soient nécessaires à l'activité agricole [...] »

Afin d'éviter toute dérive, nous souhaitons que soit modifié le règlement pour autoriser les installations classées nécessaires à l'exploitation agricole. Ainsi, le règlement serait rédigé comme la justification mentionnée en page 223 du rapport de présentation.

En conclusion, la Chambre d'Agriculture émet un avis favorable sur ce dossier de PLU sous réserve d'apporter la modification au règlement et sous réserve de compatibilité avec le SCoT2R.

La Collectivité modifie de remplacer le terme « activités » par « exploitations » dans le règlement (en p59 du document D1 du PLU arrêté).

ADAPTATIONS DU PLU SUITE A L'ENQUETE PUBLIQUE :

RAPPORT ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :

« Je demande que les remarques formulées par les personnes publiques associées qui me paraissent minimales mais néanmoins pertinentes, soient après analyse prises en compte dans la rédaction définitive du PLU avant d'être définitivement adopté. Seules les remarques acceptées par la collectivité seront intégrées au PLU.

- *Considérant que la commune est dispensée de réaliser une évaluation environnementale sur décision de la Mission Régionale d'autorité environnementale sur le projet d'élaboration du PLU ;*
- *Considérant qu'il émane de ces documents ou observations des interrogations ou problèmes à caractère personnel mais pas de nature à remettre en cause l'intérêt général du PLU ;*
- *Considérant que le PLU est globalement compatible avec les documents d'urbanisme en vigueur.*
- *En résumé au vu de tous ces documents je considère que la commune de VRIGNY a su garder son identité de commune rurale à vocation agricole principalement viticole, en maîtrisant son développement urbain dans le respect du principe de modération de la consommation foncière.*

L'équilibre entre le développement urbain et la préservation des espaces environnants (agricole, naturels et forestier) est bien marqué, ce qui a pour effet de protéger la qualité paysagère et par la même préserver le cadre de vie.

Dans ces conditions, j'émet un avis favorable à la demande d'élaboration du PLU de la commune de VRIGNY. »

Réponse de la Collectivité : voir les réponses apportées par la Collectivité aux Personnes Publiques Associées et Consultées et présentées ci-avant.